Scovazzi I. — Noberasco F.

La rivoluzione democratica

e l'impero napoleonico a Savona

secondo una cronaca contemporanea

SAVONA
Tipografia Savonese
Piazza Monticello, 2
1929

SOCIETA' SAVONESE
DI STORIA PATRIA
BIBLIOTECA
N 7829
Entrato il

Biblioteca
Storia
Patria SV

S-SV-SV
0001 SSSP SV
03 011

PREMESSA

Sotto gli auspici della benemerita Società Savonese di Storia Patria, diamo alle stampe l'unica cronaca, a noi giunta, dei fatti, avvenuti specialmente in Savona, durante l'occupazione francese repubblicana e napoleonica.

La cronaca, finora ignota, è dovuta al nobile Giovan Battista Cassinis, figlio di Giacomo, nato in Savona il 14 dicembre 1767 e morto il 7 marzo 1843, della insigne famiglia, che molta parte ebbe nella vita comunale dal Medio Evo sino ai tempi nostri.

La cronaca disgraziatamente non è completa: numerosi foglietti di appunti dello stesso Cassinis si hanno, non ancora elaborati. È opera rozza di forma, ingenua qua e là nei giudizi, e svela la scarsa cultura dello scrivente; il quale, però, pur non nascondendo i suoi sentimenti di uomo avverso alle novità e ai facinorosi, è sincero, veridico e quasi sempre equanime.

Nella trascrizione ci siamo attenuti scrupolosamente al manoscritto, di difficilissima lettura, non modificando altro che l'interpunzione e l'ortografia,

sopratutto là dove l'intelligenza del testo lo richiedeva.

Siamo stati volutamente parchi nelle annotazioni, accontentandoci di qualche chiarimento o riferimento locale, ed evitando ogni vano sfoggio di erudizione, giacchè si tratta di avvenimenti, generalmente noti e illustrati in opere nostre e straniere di grande valore e ben conosciute dai cultori di storia.

Premettiamo un riassunto statistico, dell'epoca, del Cantone di Savona, dovuto all'avv. Giuseppe Nervi. Il Nervi, nato in Savona nel 1777 è morto nel 1859, ottimo giurista, buon filologo e discreto poeta, amantissimo della sua città, di cui fu anche Sindaco, tenne la Segreteria Cantonale per lunghi anni e fu un ispiratore, costante e felice, dell'illustre Prefetto napoleonico del Dipartimento, il Conte Gilberto Giuseppe Chabrol de Volvic. Questo riassunto fa parte dei molti materiali, di cui si valse il Prefetto per quella monumentale « Statistique de l'ancien Département de Montenotte », che fu la diana possente della rinascita economico-sociale di Savona moderna. Esso è quindi un buon contributo, che lumeggia bellamente anni di una storia complessa e laboriosa. Anche qui il manoscritto venne reso fedelmente e il lettore noterà i molti errori di una parlata, che, divulgata e imposta per ragioni politiche, non seppe entrare nelle consuetudini di una popolazione italiana.

Essai Statistique du Canton de Savone

Topographie.

Le Canton de Savone, dont la ville de ce nom est le chef lieu ainsi que du Département, renferme trois autres Communes, savoir: Albisole Marine, Albisole Supérieure et Ellera. Il est situé dans l'intervalle qui separe la chaine des Alpes de celle des Apennins sous le 44me, 26 à 31 minutes de latitude, et le 6me dégré, 18 à 23 minutes de longitude du méridien de Paris. Il est borné au Nord par le Canton de Cairo, à l'Est par celui de Varazze, au Sud par la Méditerranée et à l'Ouest par le Canton de Quigliano. La longueur depuis le torrent de Zinola, qui le separe de ce dernier Canton, jusqu'au ruisseau de l'Orio, qui le separe de celui de Varazze, est de huit kilométres quatre cent métres. La plus grande largeur depuis le rivage de la mer jusqu'à l'extremité la plus avancée de la forêt de Savone est de neuf kilométres. Elle n'est que de sept kilométres dans la partie la plus étroite où la Commune de Savone aboutit à celle d'Ellera.

Le Canton entier fait partie de l'ancienne Ligurie: il est enclavé dans la partie occidentale du ci-devant État de Gênes, apellé la Rivière du Ponent. Ses limites au Nord sont les mêmes qui formaient autrefois sur ce point la ligne de demarcation entre le Piémont et le territoire Ligurien. La Commune d'Ellera est entièrement rurale. Elle est éloignée de 5 kilométres de la mer au Nord-Est du Chef lieu. Albisole Supérieure tient à la côte par le hameau du Capo. Albisole Marine, par sa dénomination même, fait connaître quell'est sa position. La banlieue da Savone se prolonge sur les deux tiers de la côte maritime du Canton. La ville

vise à la mer presqu'au centre de cett'étendue: est à la distance de 10 lieues à l'Ouest de Gènes, de 23 à l'Est de Nice et de 25 au Sud-Est de Turin.

Territoire.

La surface du Canton est approximativement de quatorze mille hectares, dont la seule Commune de Savone en occupe près de huit mille, Albisole Marine seize cent, Albisole Supérieure deux mille cinq cent et Ellera mille neuf cent. La moitié à peu près de cett'étendue est en culture. Le surplus comprend la Forêt Impériale de Savone, les bois Communaux, les bois particuliers, les landes, les lits des torrents, les routes, les chemins vicinaux, les habitations et le Fort. Le terrain en général est montueux à l'exception de quelques hectares de plaine sur les bords et à l'embouchure des torrents principaux dans les Communes de Savone et d'Albisole Supérieure. Elle a été formée, suivant toute apparence, par des longs et anciens atterrissements. Les montagnes plus élevées sont au nord du Canton. L'élevation de celle du Castellazzo dans le hameau de St. Bernard est de neuf cent mètres au dessus du niveau de la mer. Cette élevation a été vérifiée par M. Bentabole, officier dans le Corps des Ingénieurs géographes chargés de lever le plan des Campagnes de S. M. La direction des montagnes principales est du Nord-Ouest au Sud-Est. Si elles ne forment point partie de la Chaine des Apennis, le font elles du moins du Chainon qui la noue à celle des Alpes.

L'on a essayé, il y a peu d'années, l'exploitation d'une mine dans la Commune d'Albisole Supérieure, su le bord d'un petit torrent appellé Riabasco, dont on a tiré du cuivre, du sel cathartique et du vitriol bleu. Le produit n'ayant pas recompensé la depense, elle a été abandonnée. Dans la Commune de Savone l'on voit encore les traces d'anciennes fouilles, pratiquées dans une montagne, située sur la grande route de Cadibone. Là tradition annonce que c'est de l'argent, que l'on y exploitait autrefois: le petit ruisseau, qui coule tout-près d'une galerie qu'y existe encore

conserve le nom d'Argentiera. Dans un autre ruisseau à peu de distance de l'Hôpital des pauvres de Notre Dame de Misericorde dans le hameau de St. Bernard l'on a trouvé plus d'une fois des morceaux d'or chariés par les eaux, qui l'avaient apparemment détachés de la mine. Il faudrait des recherches éclairées et des travaux bien dirigés pour aprécier les mineraux métalliques, que les montagnes de ce Canton peuvent renfermer.

Les Communes de Savone, d'Albisole Marine et d'Albisole Supérieure abondent de terres argilleuses, plus ou moins pures, quelques unes fort blanches, d'autres colorées en jaune et en rouge par l'oxide de fer. Les plus fines sont employées dans les fabriques de faïence, les autres pour faire des briques et les poteries les plus ordinaires. Les montagnes, fournissant des carrières d'excellente pierre à bâtir, n'en renferment cependant aucune de pierre à chaux. Cette dernière est fort rare et celle qui existe ou n'est pas assez pure, ou est dans un état de décomposition qui n'est pas propre à donner une chaux de bonne qualité.

Une mine de charbon fossile a été decouverte en 1793 près du hameau de Cadibone au Nord-Ouest de la Commune de Savone et à la distance de sept kilométres de la ville. Elle est très-abondante. Dans les premières années de son exploitation l'on en faisait des expéditions pour l'étranger. Dans le pays il s'en est consommé jusqu'ici très-peu, parceque les habitans s'babituent difficilement à l'odeur de ce charbon. L'on vient cependant de faire des essais pour l'employer dans la cuite des briques et dans les fabriques de savon. Il va en outre remplacer bientôt le charbon de bois dans les cuisines des hôpitaux. L'exemple de la Commission Admnistrative (1) donnera l'éveil aux particuliers et l'usage bien plus économique de ce combustible fera alors aprécier toute l'importance de cette riche découverte. Dans ce moment un'usine établie à Savone pour l'ex-

---

(1) Degli ospizi cittadini: dei vecchi, dello Spedale S. Paolo, ecc.

ploitation du salpêtre, des tanneries et un atelier de teinture viennent d'adopter l'usage de ce combustible. Les essais ont donné les résultats les plus avantageux. Cent livres de houille, qui content y compris les frais de transport 1ˢ 25ᶜ remplacent neuf-cent livres de bois dont la valeur s'élève à 7ˢ 50ᶜ. Il a donc un' économie de cinq sixièmes au profit des fabricans et des Établissemens publics qui employent la houille de préférence au bois.

Le terrain en culture diversifie suivant les différentes positions. Dans la plaine, qui borde les torrens principaux, et dans les jardins près du rivage de la mer c'est un terreau leger, qui laisse aisément filtrer les eaux. Dans le hameau de Legino de la Commune de Savone et dans une partie du territoire des deux Albisoles il y a du terrain fort ou marno-argilleux. Il est le plus favorable aux plantes ceréales. Dans les collines et sur les montagnes, où l'industrie du cultivateur a presque forcé la nature, le terrain est extrêmement maigre et pierreux et, comme l'eau s'en écoule facilement, il resse de plus les sécheresses.

L'on joint ici le tableau de la valeur commune de l'hectare des terrains d'après leur genre de culture ou l'espèce de produit dont ils sont susceptibles :

Communes	Terres Labourabl.	Prés	Vignes	Oliviers	Jardins	Chataigniers	Bois taillis	Bruyères	Roseaux	Pâturages	Observations
Savone	1650	2500	5275	4931	10400	1750	500	250	5062	150	La valeur en capital a été formée du prix commun du produit net de l'Hectare de chaque nature de terrain a raison du 4 %, taux au quel se place communement l'argent en fond de terres.
Albisole Mar.	1650	2000	5275	4931	8725	1750	500	250	5062	150	
Albisole Sup.	1650	1975	5275	4931	8725	1750	500	250	5062	150	
Ellera	1104	1975	3514	3275	1650	1750	550	275	4500	150	

Dans la fixation du prix commun de l'Hectare de terrain il est compensé le produit des terres mauvaises par celui des bonnes. Il faut encore savoir que les valeurs dé-

signées au présent tableau sont le resultat du travail de l'assemblée des Maires du Canton de Savone, réunie le 6 mai 1809, en vertu des dispositions renfermées dans l'Instruction de S. E. le Ministre des Finances du 8 avril, même année pour la fixation des bases de déduction et de l'évaluation des différentes natures de culture pour la formation du Cadastre.

Il s'est cependant glissé un'erreur dans le tableau arrêté par l'assemblée. Ellera abonde, de préférence aux autres Communes, de Bois taillis et de Bruyères. Le produit excède la consommation. Le prix en consequence de l'Hectare de terrain qui produit ces objets doit diminuer: au contraire, d'après le tableau, il est au dessus de celui des autres Communes. La véritable valeur doit être portée ainsi qu'il suit:

Bois taillis	450
Bruyères	200.

Tempèrature.

C'est ordinairement dans les mois de juillet et d'août que l'on éprouve les plus grandes chaleurs. Quelque fois elles s'annoncent du mois de juin et continuent bien en avant dans le mois de septembre. En 1807 l'ou a vu dans le thermométre de Reaumur le mercure monter jusqu'au 25 degré et $^3/_4$. Il ne s'y fixa toutefois que pendant quelques minutes. C'est quatre à cinq degrés de plus que dans les années ordinaires. Le vent d'Est, qui sort du côté de la mer et souffle périodiquement en été, lorsque le tems est beau, aux heures méridiennes, et un vent léger du Nord, qui suit de prés le départ du soleil, refraichissent l'atmosphère.

Les plus grands froids se font sentir depuis la moitié de decembre à tout le mois de février. Ils ne sont cependant bien rigoureux dans ce Canton. Leur maximum, en général, dans la partie méridionale, est d'un à deux degrés au dessous de zéro. Dans la Commune d'Ellera et les ba-

meaux au Nord de la Commune de Savone, situés dans la partie la plus élévée et la plus éloignée de la côte, le mercure baisse jusqu'au troisième. Pendant des hivers d'un froid extraordinaire - 1709 et 1782 - il descendit jusqu'au quatrième. Ce sont néammois des phénoménes fort rares dans ce climat.

Le terme moyen du froid, au plus fort de l'hiver, dans les années ordinaires, est de quelques lignes au dessus de zèro dans la nuit. Le thermomètre remonte un degré pendant le jour.

Il arrive quelquefois que les froids ne commencent que fort tard à cause des vents de mer qui règnent aux mois de decembre et de janvier et qui apportent une température douce et humide. L'on voit alors la violette émailler les gazons, les amandiers et les pèchers se parer de fleurs dans les jardins et sur les collines. Une nuit de gélée survient et les enlève.

En général la température de l'atmosphère de ce Canton est des plus inconstantes. Le passage d'une constitution aquilonaire ou sirocale à une tout'opposée, qui s'opère quelquefois à plusieures reprises dans un seul jour, c'est le phénomène le plus ordinaire quelque soit la saison de l'année. Les vents du Nord et du Sud, qui dominent alternativement avec force dane ce Golfe, et qui sont réfléchis ent touts sens par les sinuosités des montagnes, sont la cause immèdiate de cette mutabilité.

Météorologie.

Il est rare que l'atmosphére ne soit pas agitée par les vents. Les plus ordinaires sont le Nord, le Nord-Est et Nord-Ouest pendant l'hiver, le Sud, Sud-Est, et l'Est dans le printemps. En été, lorsque le tems est beau, aux heures que le soleil a dépassé le méridien, l'Ouest souffle périodiquement. Un vent leger du Nord refraichit l'air dans la nuit. Le Nord-Est et le Sud-Ouest exercent tour-à-tour leur empire l'automne. Ce dernier excite des violens ora-

ges de mer comme celui qui domine le plus dans le Golfe Ligustique.

L' Est et le Sud-Est sont le fléau de la campagne dans les mois d' avril et de mai. Traversant les mers avant d'y arriver, ils y apportent un' espèce de brouillard ou rosée marine, qui renferme un principe corrosif et brûle les fleurs et les tendres rejettons des légumes et des arbres fruitiers. La vigne surtout en est le plus souvent ravagée. Si elle en est atteinte lors de la fioraison, l' espoir de la recolte est devoré par cette peste ennemie des plantes. Ce principe brûlant, aussi funeste à la végétation, dans les pays exposés à l' influence des vents méridionaux, n' est, d' après les physiques, que l' acide marin raréfié en vapeur, que les vents qui soufflent du coté de la mer viennent déposer dans les campagnes.

Le Nord-Ouest amène ordinairement, en été, les orages et la grêle, en hiver, la gélée. Il est de fort-courte durée.

Quoique les vents, qui soufflent sur le territoire de ce Canton, soumis aux lois générales qui regissent le système météorologique de notre Zone tempérée ne soient assujettis à aucun ordre certain, à aucune période réglée, l' on peut, malgré leur inconstance, juger d' après leur nature que ce pays doit être un des plus pluvieux (1). Cette qualité lui est commune avec les autres pays de la Ligurie et notamment avec Gênes, située sous la même parallèle, où la quantité moyenne d' eau, qu' y tombe annuellement, ensuite d' observations les plus suivies et constantes, est de 47 pouces, $^3/_5$. C' est 30 pouces, 9 lignes de plus qu' à Paris. Cette quantité de pluie tombe ordinairement pendant l' hiver, le printems et l' automne.

L' été en général est assez sec. Il est toutefois sujet à des orages accompagnés de tonnerres, de grêle ou de fortes ondées. L' ouragan terrible arrivé en 1782, le 7 juillet, qui abattit, dans la banlieue de Savone, des murailles, decouvrit des maisons et deracina les plantes partout il passa,

---

(1) Oggi, si può dire, sia il contrario.

peu s'en fallut qu'il ne fût très-funeste à la ville dont il approcha.

Des grèles épouvantables ravagèrent, en 1789 et 1805, les plus belles campagnes du territoire de Savone dans le hameau de Legino, qui est, par sa position, le plus exposé. La richesse de la vigne, la pompe des plantes et l'éclat des moissons furent tout-à-coup changés dans le plus triste tableau d'un hiver désolant. C'est pareillement en été qu'ensuite de pluies orageuses il arriva quelquefois des débordements des torrens du Letimbro à Savone et de la Sansobia à Albisole, qui couvrirent de sable les plus beaux jardins et les campagnes les plus fertiles. Ensuite d'un debordement, arrivé le 21 août 1786, le premier jetta la consternation dans les faubourgs de Savone et traîna ses flots écumeux jusque dans la ville.

Il tombe fort peu de neige dans ce Canton et ce n'est d'ordinaire que dans les mois de decembre, janvier et février. La quantité et le tems qu'elle dure diffèrent trop d'un'année à l'autre pour qu'on puisse trouver un moyen terme entre des résultats si différens. L'on peut néanmoins assurer qu'en général et hors des cas fort extraordinaires, dans la partie située à la côte, jusqu'à la distance d'une lieue, la neige n'y demeure au delà de trois à quatre jours. Celle qui pourrait exister sur les montagnes et dans les vallées plus au Nord, sur la fin du mois de février, se fond et disparait entiérement au commencement du mois de mars. L'on a même souvent des hivers où il ne tombe de neige que sur les montagnes. Sur la partie, située à la mer, elle se dissout en pluie. La hirondelle parait constamment du 15 au 20 mars pour annoncer le reveil enchanteur de la nature. La vigne et le murier ne quittent leurs feuilles jaunissantes qu'au mois de novembre. Celles de l'oranger et du citronnier parent, toute l'année, d'un vert d'émeraude les jardins.

Les vents du Nord dominant les plus cette atmosphére, il est rarement attristé par des brouillards, si ce n'est pendant quelques jours dans le printemps, lorsque les vents d'Est ou de Sud-Est y apportent ceux qui ruinent les campagnes.

La hauteur moyenne du baromètre dans ce Canton est de 27 pouces, 9 lignes. La plus grand' élévation n'a jamais été au delà de 28 et 5 $^{5}/_{2}$ et il n' a baissé au dessous de 26 et 9. Cet abaissement est un indice sûr d' un violent orage de mer ou d' une très-grande altération dans l'atmosphère, quelquesoit la cause qui la produit.

Population.

Parmi les Communes qui composent le Canton, Savone est la seule qui ait éprouvé plus de vicissitudes dans la population. Elle devait être bien considérable dans ses plus beaux jours, puisque, aprés la peste de l' an 1528, qui fit périr douze mille habitans, fut trouvée, encore en 1570, au nombre de 14 m. Ensuite des desastres, qu' elle essuya dans le même siècle, la population diminua chaque jour de plus en plus, au point qu'en 1613 les habitans de la ville furent trouvés au nombre de 9500. En 1625 à 8000. Enfin, en 1667, le nombre n' en fût trouvé que de 6205.

La destruction de son port en 1528 (1), la démolition de la plus considérable partie de la ville pour y bâtir le fort, la proscription de son commerce, les pestilences réitérées, les emigrations, enfin l'incendie de la poudre, dans le fort, en 1648, que fit périr plus de mille habitans sous les ruines d' un' autre partie de la ville et l' épidémie contagieuse, qui, succédant, en 1657, à ce malheur, en tua encore un plus grande nombre, tous ces motifs causérent la diminution étonnante de la population de Savone, dont la population, à ce qu' il est attesté par d' anciens documens, à l' époque où elle était la plus florissante, était au nombre de cinquante à soixante mille. Il resulte d'un procés, dressé le 11 juillet 1567, qui renferme les depositions de plusieurs temoins, que la ville était diminuée et la population manquée plus de trois quarts. Et si en 1570 la population était

(1) Per opera di Genova.

de 14 m., trois quarts de plus ajoutés a ce nombre, font 56 m.

Les Communes rurales, au contraire, n'étant pas exposés aux oscillations politiques dont les villes sont le théâtre et bien souvent la victime, le tableau de leur population ne présente pas même, à des époques trés-éloignées les unes des autres, des différences asses considérables. Leur accroissement est toujours en proportion des défrichemens ou du perfectionnement de l'agriculture et la diminution n'est communement occasionnée que par des circonstances extraordinaires et de fort courte durée. L'espace de terre, qui peut alimenter une famille, appelle toujours les bras nécessaires à le cultiver.

Le nouvel état des choses a rependu les influx les plus bienfaisans pour l'accroissement de la population de la ville de Savone, dont on voit sensiblement l'augmentation progressive. L'industrie dans la Commune d'Albisole Marine s'étend : l'activité où sont maintenant ses fabriques de poterie favorise l'augmentation de ses habitans. Dans les Communes d'Albisole Superieure et d'Ellera la population s'est conservée a quelque très-légère différence près sur le même pied.

Le dernier recensement, fait en 1808, donne les résultats suivants par rapport à la population de chaque Commune, dont le mouvement, d'aprés le relevé de l'État Civil, a été compris au même tableau :

Noms des Communes	Nombre des feux	Nombre des habit.	Observations		
			Naissanc.	Décés	Mariages
Savone	2345	11952	522	534	70
Albisole Marine	298	1506	66	40	5
Albisole Super.e	410	2036	70	41	14
Ellera	157	777	34	45	8
Total du Canton	3210	16271	692	660	97

Dans la Commune de Savone le nombre des décés excède de 12 celui des naissances. Cette différence a été occasionnée par les decés des 119 enfans, agés au dessous de 3 mois, la plus part enfans trouvés, envoyés à l'Hospice de Savone de Communes très-éloignées, qui venaient à périr par l'effect de la fatigue et du peu de soin dans le transport.

Constitution physique et maladies.

S' il est incontestable que le tempérament individuel des hommes se compose de leur consistance originelle, des alimens, dont ils se nourrissent, des travaux auxquels la nécessité, l' habitude ou leur choix les a soumis et des passions, qui exercent un empire tout puissant sur leurs facultés morales, il n' est pas moins vrai que la nature du sol et les qualités de l' air influent d' une manière la plus active sur la constitution de chaque homme en particulier.

La densité et l' elasticité de notre atmosphére, l' ondulation perpetuelle et les mutations fréquentes qui l' agitent avec violence, enfin les vapeurs acides de la mer, dont elle se charge sont des qualités, qui contribuent à former dans les habitans de ce Canton un systéme de fibre élastique, sec et d' une irritabilité très-sensible. Il en résulte en consequence des tempèramens robustes, pleins de sentiment, d'esprit et de vivacité et fournis d' humeurs assez déliées et spirituelles, que l' action des vases oscillants a subtilisées.

Leur taille est moyenne : cependant dans les classes des cultivateurs, des marins, et des ouvriers l' on voit plus ordinairement des tailles maigres, mais musculeuses et quarrées. Dans les femmes ell' est généralement svelte et leur tournure est bien prise. Dans la ville et les hameaux de Savone, surtout, l' on trouve des formes de jeunes filles très-bien dessinées et d' une finesse à fixer l' attention. Dans les autres Communes la conformation des femmes est plus grossière. Leurs membres sont gros et chargés. Le visage en outre en est souvent défiguré par les marques de la petite vérole ou par de petites taches jaunissantes dont leurs joues

sont parsemées (1). La teinte des femmes en général est blanche: les yeux d'un brun vif, les cheveux d'un beau noir ou chatain: les yeux bleux et les cheveux blonds sont fort-rares. La couleur dans les hommes ordinairement est un peu brune.

Les causes qui agissent sur le tempérament sont aussi celles auxquelles ont peut rapporter les maladies endémiques auxquelles sont exposès les habitans de ce Canton. Telles sont principalement les affections nerveuses dans le sexe et dans les personnes d'une constitution délicate, les pleurèsies et les phtésies pulmonaires.

Notre atmosphère, ainsi que l'on a déja remarqué, par son elasticité et par les qualités salines qu'elle renferme, ne saurait être plus propre à former les meilleures constitutions, soit physiques, soit morales. Si toutefois l'ou ajoutera à l'irritabilité naturelle de la fibre une nourriture stimulante, l'on conçoit aisément qu'il doit se manifester dans les individus, qui en sont les plus susceptibles, des indispositions occasionnès par l'acreté prédominante de leurs humeurs. C'est là précisement l'effect très-funeste de l'usage immodéré de boissons spiritueuses, de salaisons et d'épiceries les plus échauffantes, dont la classe même du menu peuple cherche à assaissonner ses alimens. La modicité de leur prix, en tems de paix, dans un pays maritime et commerçant, en a fait un' habitude presque gènérale, qui finit toujours par devenir un besoin au quel il est difficile de renoncer. L'on y peut comprendre en outre l'abus le plus prodigue de l'huile d'olive, dont les propriétés très-salubres et balsamiques sont dénaturées et se méthamorphosent le plus souvent en qualités empyreumathiques dans les préparations de cuisine.

Les maladies de nerfs et les éruptions cutanées, aussi familiéres dans ce pays (2), sont donc, dans la pluspart, le

---

(1) L'igiene moderna ha completamente cancellato questi mali.

(2) In dialetto: « salso », « salino », oggi ben poco frequenti.

résultat de l'action de ces feux étrangers dont on cherche, flatté par l'appât d'un goût momentanée, a stimuler toujours plus des constitutions déja assez irritables par l'influence de l'atmosphére.

Son instabilité d'ailleurs et ses mutations violentes exposent, sur la fin de l'automne et pendant l'hiver, les habitans de la campagne et la classe intéressante des ouvriers à recevoir des pleurésies et des péripneumonies. Le passage rapide et soudain d'un air chaud ou tempéré au froid dans la même journée favorise singulièrement ces maladies.

Les phtysies, qui enlèvent, chaque année, une vingtaine d'individus depuis l'âge de la première jeunesse jusqu'à celui d'une virilité encore verte ne sont le plus souvent occasionnées pas d'autre cause. Des médecins habiles, ensuite d'observations les plus suivies, ont reconnu que les circonstances de notre atmosphère les plus propres à faciliter les hémoraggies pulmonaires sont celles où la fibre est plus immédiatement irritée ainsi qu'il arrive dans les changemens soudains d'une constitution boréale et froide à une tout'opposée. Les humeurs dans les personnes d'un tempérament plus délicat et sensible sont dans ce cas raréfiées avant qu'il ait pû s'opérer une dilatation proportionnelle dans les vaisseaux d'où il resulte un desordre dans l'économie animale, dont les effets très-dangereux éclatent d'ordinaire sur les viscères les plus faibles, les plus entrelacés de vaisseaux sauguins et qui ressentent les plus les secousses du coeur tels que le poumon et le cerveau. Les apoplexies, terribles par cette raison, frappent plus ordinairement les individus d'un tempérament pléthorique sous ces violentes mutations atmosphériques.

L'on doit toutefois remarquer que cette même alternative et cette surprise de tems opposés ne produit le plus souvent que des simples rhumes. L'on ne meurt effectivement de rhume, mais quand on le nèglige, ainsi qu'il est commun de voir, il jette dans des maladies de poitrine qui tuent.

Ce sont là les maladies les plus particulières aux habitans de ce pays. L'irritabilité du système nerveux, aug-

mentée par l'usage d'une nourriture stimulante, l'acreté des humeurs dant cette irritabilité même favorise le developpement et l'instabilité de l'atmosphère en sont les causes prochaines et matérielles. On y peut rapporter de même les autres, qui sont plus ou moins frequentes, telles que les épilepsies, les érésipèles, les tumeurs, les hydropisies, les rhumatismes et les migraines qui affectent les tempéramens plus sensibles sous l'influence des vents méridionaux, dont la haleine étouffante parait nous frapper avec un marteau de plomb.

Le siège des fièvres, quelque soit leur type ou d'intermittentes ou de continues remittentes est ordinairement dans le système gastrique. Elles portent toujours l'empreinte des constitutions annuelles. Chez les enfans, chez les femmes et chez les sujets faibles et débiles le vermineux s'y associe particuliérement en été. La proximité des marais de Vado (1) occasionne des tierces et des doubles tierces, tenaces dans le hameau de Zinola, à une lieue de la ville de Savone. Un mauvais régime entraine souvent à leur suite la leucophegmatie, l'anasarque, des obstructions chroniques ou des dyssenteries dangereuses, suivant le tempérament plus ou moins robuste des malades.

Les maladies purement phlogistiques sont peu communes: la fièvre puerpérale est de même très-rare. Les grossesses ne sont ni labourieuses, ni les accbouchemens difficiles.

La petite vérole reparait d'ordinaire après une période de quatre, cinq et quelque fois de six ans. Elle a fait les plus grands ravages en 1806. Depuis le mois de février, où elle se manifesta, jusqu'à la fin du mois d'octobre, troiscent enfans dans la seule ville de Savone et trentesix à quarante dans les autres Communes en furent la victime. Jamais cette maladie ne deploya un caractère plus cònfluent et malin. L'insertion jennerienne n'était alors pas assez repandue. L'exemple des enfants vaccinés, qui ont échappè

(1) Esse sono oggi completamente scomparse.

à cette épidémie terrible, a encouragé la propagation de ce préservatif salutaire.

Un Décret de Mons. le Préfet, en date du 20 mars 1809, vient de créer des Comités de Vaccine pour chaque Arrondissement, dont la résidence est fixée au Chef-lieu respectif. Cett' institution précieuse est une nouvelle marque des soins paternels de cet administrateur sage et éclairé pour le bien des peuples, qui lui sont confiés. La reconnaissance publique..... tout le prix d'un bienfait aussi signalé.

Il est inutile de faire mention d'autres maladies qui paraissent de tems en tems et sont communes et périodiques, telles que la rougeole et la scarlatine dans les enfans ou qui sont sporadiques et occasionnées par de causes extraordinaires. On sent que, par diverses circonstances, presque toutes les maladies qui affligent le corps humain peuvent pénétrer dans un pays quelques soient les qualités de son atmosphère et la constitution physique de ses habitans.

La puberté des jeunes gens dans ce Canton en général est précoce et devance l'âge fixée par la loi. L'on parvient facilement à la vieillesse, qui ordinairement est robuste jusqu'à l'age de 70 ans. Les exemples de longévité ne sont pas rares. Il y a beaucoup de vieillards qui sont au delà de 80 et même de 90 ans.

Caractère et moeurs.

La mutabilité de l'atmosphère, dont les diverses températures contribuent à procurer par leur action une force radicale dans le tempérament, n'exerce pas moins d'influence sur le caractère et les moeurs des habitans. Des circonstances accidentelles peuvent quelque fois en assoupir le germe, mais elles ne parviennent jamais à le dénaturer.

Le flambeau de l'histoire nous decouvre, à travers l'obscurité des siècles, le caractère primitif des habitans de cette contré, qui leur était commun avec la Nation des Liguriens, dont ils faisaient partie. Un esprit éveillé et pénétrant et une tolérance la plus ferme et endurée, le genre

de vie la plus laborieuse sont là les qualités principales qu'ont remarqué dans ce peuple tous les écrivains qui ont eu occasion d'en parler. La stérilité des rochers, qu'ils habitaient, ne les rebuta point des travaux de l'agriculture qui paraissait se refuser à un terrain ou au lieu de labour, il fallait broyer des pierres infécondes pour en tirer quelque produit.

Le commerce exerça en outre des tems les plus reculés leur industrie. Leur navigation, que la forme particulière et l'agilité de leurs navires rendait peut-être plus utile, mais encore plus dangereuse, s'étendait dans toute la Méditerranée. L'histoire nous conserve le souvenir de deux jeunes Liguriens, qui, se trouvant par cause de commerce dans la Grèce, sauvèrent le grand Themistocle des prises de ses concitoyens ingrats (Diod. Sic., II). Un peuple ainsi industrieux et formé à un système de vie la plus dure devait être plein de courage et fait pour le métier de la guerre. Ainsi rien de plus ordinaire dan l'histoire ancienne que de voir des troupes Liguriennes dans la Sicile, dans l'Afrique, en Espagne dans les armées de Carthage ou de Rome (L. Ann. Floro, II, 3). Cette nation paraissait faite pour exercer la valeur et la discipline des légions romaines. Fière de son indipendence, il fallut des guerres opiniâtres et sanglantes avant de la soumettre. Aussi fut elle la dernière à subir le sort commun des autres peuples de l'Italie.

Une qualité notable que tous les anciens ont célébrè unanimement dans les habitans de la Ligurie et qui les caracterisait d'une manière speciale ce fut leur frugalité et leur tempérance. Elle n'a peut-être que contribué à leur conserver cette pénètration d'esprit, cette intrépidité et cette force de tempérament qu'ils avaient sorti de la nature. Il est même probable que l'on ne doit attribuer à d'autre cause la longévitè dont parmi les Liguriens l'on remarquait plus souvent les exemples.

Cett'idée générale du caractère, qui convenait à tous les Liguriens, qui, sous différens noms, habitaient la côte, les Alpes Maritimes et les Apennins depuis le Var jusqu'à la Magre, doit être appropriée particulièrement aux habitans

de ce Canton dont la position topographique favorise le developpement des qualités qui les distinguent. Il n'est pas difficile d'en reconnaître les traces dans ces habitans modernes, malgré la distance de vingt siècles et les altérations que le progrés de la civilisation, les causes politiques et l'esprit de la législation introduisent ordinairement dans le caractère et les moeurs des peuples.

La classe des cultivateurs ne dementit point l'opinion de son assiduité au travail et de son ardeur à forcer la stérilité naturelle du terrain. Les marins n'ont rien perdu de cet esprit entreprenant, qui leur fait braver les dangers pour aller chercher sur des côtes éloignées les objets de leurs spéculations. Les autres classes, avant la réunion, par l'effet d'une fausse politique de l'ancien Gouvernement de Gênes, qui laissait croupir dans l'avilissement toutes les parties de l'État, hors la capitale, végétaient dans une sorte d'engourdissement parce que, privées d'émulation et d'encouragemens, aucun intérêt ne les arrachait à leur apathie. Elle a disparu aussitôt que le changement de choses, qui s'est opéré, a apporté, par l'évènement le plus heureux, le mouvement dans ce pays et l'aisance. Une nouvelle vie parait circuler dans toutes les parties du Canton (1).

Les habitans sont généralement laborieux, vigilans et sobres. Il est très-rare d'en voir quelqu'un s'abandonner aux excés de la debauche et du vin. Ils ont un'aptitude naturelle aux arts et aux sciences. Il y en a qui se sont distingués dans les uns et les autres sans aucun autre guide que leur propre génie. Quoique leurs affections soient très-vives et les plus promptes à s'allumer, elles cèdent bientôt à l'empire de la raison: ainsi il n'y a guère d'exemples d'excés commis par l'effet de passions violentes. L'amour,

---

(1) L'autore, pur esagerando, accenna a un reale risveglio, notatosi in Savona. Cfr. del Bruno: « I Francesi nell'antico Dipart. di Montenotte », Savona, 1897 e del Noberasco: « Un grande Prefetto napoleonico o il Conte Gilberto Giuseppe Chabrol de Volvic », Savona, 1923.

très-ardent dans la première jeunesse, devient paisible aprés les premiers transports de cet âge orageux. La colère et la haine sont généralement de courte durée: la vengeance n'a jamais été signalée par aucun acte éclatant.

Lorsqu' ils s' abandonnent à la joie, leur gaieté ne depasse d' ordinaire les limites de la modération. Ils sont naturellement sincères. La reserve toutefois, qu' ils mettent d' ordinaire dans leur premier abord, serait prise par ceux, qui n' ont pas approfondi leur caractère, pour de la simulation. En les étudiant l' on s' aperçoit que cette qualité tient à leur ancienne manière d' exister, où le defaut de lieux où se réunissent les différentes classes de la société et l' espèce d' isolement où chaque famille vivait, leur avait fait contracter cett' habitude, que le nouvel ordre des choses affaiblit insensiblement et finira pour detruire (1). La commisération, à la quelle les habitans sont portés de préférence dans la ville de Savone et dans les campagnes de ses alentours, a attiré en tout tems dans cette Commune une foule de pauvres et de mendians, qui trouvaient dans les secours qu' on leur prodiguait un aliment à leur vagabondage et à leur fainéantise.

On ne saurait mieux apprécier l' esprit et la manière de sentir d' une population que dans les spectacles publics et dans l' exercice des cérémonies religieuses. C' est là le thermomètre moral les plus sûr. Dans les représentations théâtrales les habitans, en général, aiment de préférance le sérieux et le pathètique. Il diffèrent en cela de beaucoup d' autres peuples d' Italie, dont le caractère gai et léger leur fait aimer le genre contraire.

Leurs fêtes religieuses et leurs processions portent l'empreinte d' une piété solide et quoiqu' il soit presqu' impossible de trouver un peuple où le fanatisme, l' ignorance et les préjugés ne s' en soient pas mêlés, l' on peut néam-

---

(1) L' autore trascura antiche caratteristiche di razza, che concorsero a formare il carattere peculiare dei Liguri e, perciò, dei Savonesi.

moins assurer que, s'ils n'en sont pas exempts en certaines occasions, l'on voit peut être dans ce Canton moins d'absurdités dans les cérémonies religieuses de ce que l'on devrait attendre dans un pays où la vieille politique d'un Gouvernement petit et faible faisait jouer sur tout le ressort de la religion pour détourner l'attention des sujets de son machiavelisme. La superstition était favorisée dans le ci-devant Ètat de Gênes comme le libertinage à Vénise. C'était le même principe dans ces deux Ètats, qui avait donné à l'esprit public une direction aussi opposée en apparence. Les résultats en étaient les mêmes.

Les moeurs publiques sont assez respectées. Les hommes en général sont enfans soumis, bon pères de famille, économes et fort-peu adonnés aux jeux ruineux ou de hasard. Les femmes sont généralement modestes, industrieuses et bonnes ménagères. Les grands crimes sont pour ainsi dire inconnus dans ce Canton, où l'on ne saurait être plus sincèrement attachés au Gouvernement et à l'ordre établi.

Culte.

L'opinion commune, appuyée à la tradition et au témoignagne d'anciens chronologistes, assure que la réligion chrétienne a été introduite dans ce Canton par St. Syr, premier Èveque de Pavie vers la moitié du I Siècle de l'Ere vulgaire. Elle n'est cependant d'accord sur l'époque de la fondation de l'Èveché de Savone (1). Des écrivains de mémoires de cette ville font mention de plusieurs Èveques qui l'ont regie dans le spiritual dès le commencement du VII Siècle. Les lacunes toutefois, que l'on remarque dans leur série progressive et les notices incertaines que ces mêmes

(1) Occorre qui, dato il groviglio di cose, d'eventi, di persone, grande cautela. V. di Scovazzi-Noberasco: « Storia di Savona », Savona, 1926, I, pag. 69 e segg.

écrivains rapportent à l'égard des premiers Èveques, ne permettent guére de fixer d'une manière positive l'établissement du Siège episcopal de Savone au-delà du X Siècle (1), où le pape Grégoire V érigea l'église de Sainte Marie de cette ville en cathédrale et chef d'un Diocése considérable. L'empereur Othon III data libéralement cett'église de plusieures terres et châteaux, dont l'Èveque était le souverain avec les titres de Comte et de prince. Il conserva ce dernier jusqu'au moment de la Revolution de la Ligurie en 1797.

Ce n'est point ici à faire le détail des changemens et des pertes essuyées à différentes époques per cet Èveché soit dans les domaines temporels que dans la jurisdiction spirituelle. Son revenu fixe est maintenant réduit a six-mille deux-cent cinquante francs, produit de biens fonds, situés dans les Communes de Savone, de Vado et de Spigno (2).

L'Église Cathédrale est officiée par le Chapitre, composé de quatorze chanoines, par huit prêtres mansionnaires et deux surnuméraires. Les plus riches prébendes ne depassent la somme de trois-cent francs. Le revenu fixe du Chapitre, non compris la portion qui lui est affectée sur les oblations et les charges aux quelles il est tenu de satisfaire, est de 5549 fr.

Elle jouit en outre d'une fondation, instituée en 1529 par Barthelemi Della Rovere, pour l'entretien de la musique qu'y fait le service toutes les fêtes de l'année. La dotation de cet établissement est de 2500 fr. de revenu, y compris 250 fr., prébende d'un Canonicat, institué par le fondateur et 200 fr. pour célébration de messes. La musique, composée de douze professeurs, ne coute que mille fr. La restante somme de 1050 fr. est administrée par les hé-

---

(1) Il primo Vescovo sicuro di Savona è Stadelberto per l'864, onde necessita alzare il « terminus a quo », recato dall'autore. V. cit. Scovazzi-Noberasco, pag. 81 e seg.

(2) Questi beni oggi più non esistono.

ritiers de l'instituteur, qui ont le patronage de cette fondation et qui l'employent en depenses d'administration et entretien des biens fonds dont elle est dotée.

Il y a dans le Canton dix Paroisses ou cures. La seule Commune de Savone en renferme sept, dont quatre urbaines et trois rurales (1). Les autres Communes en ont respectivement une. Chaqu'Église Paroissiale a une Fabrique administrée par des marguillers, nommés par l'Èveque, suivant les principes tracés par un Réglement, approuvé par S. M. au champ impérial de Finckenstein le 23 avril 1807.

L'état des biens et revenus affectés aux Cures et aux Fabriques de ce Canton est rapporté distinctement et respectivement dans les deux tableaux qui suivent:

État des biens et revenus affectés aux Cures du Canton.

Noms des Communes	Noms des Paroisses	Revenus		Total	Observations
		En biens fonds	Oblations		
Savone	Cathédrale		350 fr.	350 fr.	Les fonctions de curé dans la Paroisse de la Cathédrale étaient complies autrefois par un desservant, nommé par le Chapitre, qui jouissait en outre de l'entretien de mansionnaire, revenant avec l'appointement fixe et les distributions a 200 fr. environ. Maintenant elles sont remplies par deux chanoines délégués par le Chapitre.
»	St. Pierre	15.42 fr.	340 »	355.42 »	
»	St. Jean Baptiste		350 »	350 »	
»	St. André	150 »	300 »	450 »	
»	St. Bernard	170 »	250 »	420 »	
»	St. Dalmas	291.65 »	300 »	591.65 »	
»	St. Ambroise	133.34 »	360 »	493.34 »	La ville de Savone ayant le patronage de la Paroisse de St. Bernard à alloué à cette Cure le revenu dont elle joult. Le curé en a été nommé toujours par l'Administration Communale.
Albisole S.	St. Nicolas	1350 »	320 »	1570 »	
» M.	St. Mar. de la Concorde	433.33 »	220 »	653.33 »	
Ellera	St. Barthelemi	170 »	240 »	410 »	

(1) Queste Parrocchie oggi sono 12, più due Rettorie.

État des biens et revenus des Fabriques du Canton.

Noms des Communes	Indication des Paroisses	Legs	Revenus		Aumônes	Total	Observations
			Biens fonds	Monti			
Savone	Cathédrale	464.16 fr.	664.66 fr.	75.75 fr.	690 fr.	1894.57 fr.	L'Église de St. Jean Baptiste fut érigée dès l'an 1196 en Commende de l'Ordre de Malte. Elle jouissait d'un revenu au de là de 6000 fr. Le Commendeur était tenu de fournir aux réparations de l'Église et à son ameublement. En 1799 les Créanciers de la Religion de Malte entrèrent en possession des biens de cette Commende et il ne resta à l'Église d'autre ressource que dans les aumônes des fidèles.
»	St. Pierre		105.82 »	26 »	300 »	431.82 »	
»	St. Jean Baptiste				350 »	350 »	
»	St. André		174.55 »		260 »	434.55 »	
»	St. Bernard		143.32 »		300 »	443.32 »	
»	St. Dalmas	1.33 »	25.83 »		300 »	327.16 »	
»	St. Ambroise	8.33 »			350 »	358.33 »	
Albisole M.	St. Mar. de la Concord		154.10 »		250 »	404.10 »	
» S.	St. Nicolas		698.37 »		300 »	998.37 »	
Ellera	St. Barthelemi		44.57 »		250 »	294.57 »	

Si cominciò l'anno del 1798 fra timori ed inquietudini. La mattina del primo dell'anno venne a questa Municipalità lettera da Genova in cui dicevano che in Corsica eravi la peste, per il che tosto si ordinarono le guardie della Sanità e vi andarono fino dalla medesima sera. Il giorno appresso vennero due espressi con lettera che diceva, nella prima, di star con maggiore attenzione e nella seconda, che, se vi fosse chi fra il giorno e fra la notte approdar volesse senza prender pratica, vi si facesse fuoco e si mantenesse indietro colla forza armata. In seguito di che ordinarono maggior attenzione e vi andarono perfino i Preti e religiosi.

In questo tempo si stava in aspettazione degli Elettori del Distretto Letimbro i quali, secondo l'istruzione, radunare dovevansi il giorno quattro corrente ed intanto andavano preparando a questi li alloggiamenti dovendo essere da 300 circa. Fino della sera de' 3 ne erano arrivati alcuni de' più lontani, la mattina poi de' 4 arrivarono quasi tutti e, verso le dieci ore astronomiche, si radunarono nella Chiesa di S. Domenico a questo destinata e procedettero all'elezioni, come nell'istruzione, nelle quali vi impiegarono quattro intiere giornate con parte delle notti e particolarmente nell'ultima notte sortivano alle otto di mattina astronomiche del quinto giorno. Egli è però ben vero che fecero delli buoni Rappresentanti quali furono de' Seniori Giuseppe

Copello di Savona (1) e del Governo Prov.° Gio. Batta Garbarino, avvocato, oriondo del Sassello, nato in Albissola ed abitante in Savona; de' Giuniori Luigi Piantelli di Bormida, Nicolò Garrone, avvocato, di Quiliano (2), Giovanni Biale, avvocato, di Celle (3) ed Agostino Maria Montesisto di Savona (4).

La sera delli dodici gennaio arrivò da Genova il P. Priore de' Certosini con decreto del Governo Prov.° diretto a questa Centralità di riammettere i Padri al loro Convento con la restituzione de tutto quanto si ritroverà nell' inventario fatto alla loro partenza. Sono incredibili le scene che seguirono per ritornare i Padri, essendo stati mandati via contro il sentimento del Popolo e contro quello di due Centrali, uno dei quali era in Genova quando seguì tal decreto della Centralità. I Padri tosto fecero esaminare testimoni qualmente il Popolo li desiderava, altri ancora che abbattevano tutte le calunnie state inventate dalli contrarï e con quello che scrivevano continuamente li altri due Centrali si portarono in Genova e, dopo qualche informazione che supplica al Governo Prov.°, furono rimandati, abbenchè li contrarï avessero impegnato moltissimi e più di tutto avessero mandato a Genova molti paesani di Ranco (5) con supplica

---

(1) Il Copello, acceso democratico, salì ad alte cariche nel Governo Provvisorio della Repubblica Democratica Ligure. V. di F. Bruno: « Savona e la Repubblica Democratica Ligure », Savona, 1925.

(2) Il March. Nicolò Garrone era figlio di G. B.. Cfr. di F. Bruno: « La ricostit. del Libro d'Oro del Comune di Savona - Parte I », Savona, 1919.

(3) Per quest' ottimo giurista, cfr. di T. Arimondo: « Celle Ligure - Cenni Storici », in: « Onoranze popolari a Michelino Poggi », N.° Unico, Genova, 1913.

(4) Il March. Montesisto ebbe parte notevolissima nel costituirsi e nella vita della Repubblica Democratica Ligure. V. di A. Bruno: « Montesisto March. Carlo », Savona, 1891.

(5) Località alpestre, a monte di Savona, nelle cui vicinanze, ancor oggi, si eleva la vecchia Certosa.

al Governo che non li voleano con avere spedito più volte molti espressi, ma, non ostante le moltissime spese e i molti impegni, furono riammessi.

Sparsasi la voce per la città del loro arrivo, moltissimi alla mattina si portarono a Palazzo a vedere il Priore quando portava alla Centralità il decreto. Di Centrali a Palazzo non vi erano che tre, Gozo, che era il più impegnato, Moltedo (1) e Pietro Pollero, che quella mattina si mostrò cambiato, essendo tutto portato per i Padri, dicendo che era stato ingannato, avendo supposto che il danaro de' Padri andava al Comune: chi è caduto da cavallo tanto volea smontare. Portatosi il Priore a Palazzo il giorno seguente alla mattina e presentatosi alla Centralità e mostrato loro il decreto del Governo, questa ordinò tosto che si eseguisse fino dal dopopranzo il decreto, mandando a chiamare Giuseppe Bosio e Francesco Del Buono, i due fazionanti ed ordinato loro di portarsi il dopopranzo a far l'inventario onde potesse andarvi fino della stessa sera, come di fatto seguì, essendosi trovato a mancar qualche cosa ma che non fecero caso per la bontà del Priore. Il popolo di Savona era divenuto fanatico per tale arrivo: da tutte le parti della città tutti si rallegravano col Priore: essendo il giorno appresso Domenica, andò a Loreto moltissima gente per rallegrarsi col Priore ed anco per vedere il Convento e particolarmente le donne, che non l'aveano mai veduto. Il bello spettacolo si fece la Domenica seguente, in cui il Popolo di Savona fece vedere l'allegrezza che provava alla venuta dei Certosini.

Già fino dal Sabato sera da otto in dieci Cittadini portarono gratis in tutto il giorno barili incatranati, pignatte piene di catrame al Casone (2) e sulla sommità si fecero da

---

(1) Forse si tratta del March. Luigi, uomo superiore, che resse Savona nei turbinosi momenti della caduta di Napoleone. V. di A. Bruno: « I Francesi nell'antico Dipart. di Montenotte » cit., pagina 22.

(2) Colle, che fronteggia la Certosa.

otto in dieci fuochi: la sera stessa partivano ancora altri, per la sparata della Domenica, con due barili di polvere, che vi mandavano gratis alcuni particolari; v'andò parimenti gratis la musica a cantar Vespro. Il concorso poi delle persone è incredibile ed è poco il dire che dalle venti italiane fino a notte era un continuo passaggio d'andare e venire. Il giorno appresso, undici Giugno, arrivò da Genova consolante lettera a questa Municipalità in cui dava avviso il Governo di non provvedere più à Francesi di vitto, mentre dovea costì venire due Deputati a tale effetto e d'allora in poi, fuori dè letti, non si diede altro à Francesi, ma poco andò che molti decreti del Corpo Legislativo contristarono e afflissero. Avendo questi ritrovata quasi vuota la cassa nazionale e non sapendo come fare onde supplire all'esorbitanti spese, decretò una tassa generale sopra le finestre, la quale dovè pagare anche Savona. Ma questa non afflisse tanto quanto la legge, che andiamo a vedere. Avendo dimandato i Francesi al Governo la somma di cinque milioni e niente essendovi in Cassa Nazionale, fece il Corpo Legislativo una legge per cui metteva in requisizione tutti li ori ed argenti e gioie di tutte le Chiese della Liguria. Fu questo un colpo mortale per i Savonesi, che vedeano dover perdere le gioie e tutti gli argenti ed ori del Santuario della Madonna (1) e della Massaria. Appena si seppe ciò, il giorno 6, dalli Municipali, a' quali da Genova aveano spedito un espresso, appena approvata dalli Giuniori, che tosto vi spedirono il cittadino Sebastiano Bruno, dando a questo documenti che riguardavano lo stato dell'Opera Pia, incombenzato costui di presentarsi e fare vedere lo stato deplorabile di quell'Opera Pia, e la distruzione di quell'Ospitale, levando a questo il tesoro. Andò costui fino dalla stessa sera, ma gionse che era già passata dà Seniori, onde scrisse

---

(1) È il famoso Santuario di N. S. di Misericordia. V. di Noberasco: « Storia dell'apparizione di N. S. di Misericordia in Savona », Savona, 1915.

a questa Municipalità che la legge era già fatta, ma, che però, vi erano alcuni che cooperavano a prò dell' Opera. Venuta una tal lettera la mattina delli otto, giorno di Pasqua e sparsasi fra il popolo una tal notizia, tutti si diedero alla disperazione, ed ammutinatisi più di 150 si portarono al Palazzo Nazionale. Erano questi la maggior parte facchini e marinari.

Mentre erano radunati i Municipali, fuori di se stessi gridavano e dicevano che non voleano che si levassero le gioie della Madonna. I Municipali, per placarli, letta la lettera, li dicevano che vi era speranza che non li avrebbero presi, ma inutilmente e temendo di qualche sollevazione, per placare il popolo, deputarono due altri Deputati, che andassero a Genova per tale oggetto, come difatti partirono; e con questo partirono, ma sempre nella disperazione e vi era qualcheduno che minacciava di respingere colla forza chi fosse venuto a prendere le gioie. Un tale allarme però, come vedremo, fu pregiudizievole di molto. Avendo alcuni scritto a Genova che qui in Savona vi erano de' tumulti e che minacciavano di sollevarsi, il Direttorio mandò qui delli soldati per impedire qualunque attentato. Egli è vero che, prevedendo di qualche tumulto nella riviera, nel mentre che sarebbero stati tolti gli argenti, aveva spedito alcune compagnie, specie in luoghi dalli quali più c'era a temere; uno de' quali essendo Savona, già v'avea dato la marcia ad una compagnia che arrivò il giorno stesso di Pasqua, e il giorno appresso giunse da Ponente altra compagnia fatta venire in sequela di quanto a Genova avevano scritto il giorno 11, poi arrivò verso il mezzogiorno per terra da Genova 100 soldati e per mare la Galera, come poi si seppe, per imbarcare li argenti. Questa gente però era inutile, poichè il naturale pacifico de' Savonesi è tutt' affatto contrario alla sollevazione. Difatto, dopo quell'impensato attruppamento, la città ritornò alla primiera quiete, non sentendosi altro per le strade e per le piazze che piangere la perdita vicina delle gioie, la quale seguì quando meno se l' aspettavano. Arrivato alle 11 astronomiche di mattina il Commissario Dome-

nico Silvano, destinato a raccogliere li argenti e gemme di questi contorni, si presentò al dopo pranzo alla Municipalità e dimandò la nota delli argenti ed ori delle rispettive Chiese e loro disse che in quella notte volea che si andassero a prendere gli argenti con le gioie alla Madonna e, non ostante i reclami de' Municipali, stette fermo, dicendo che, se non li avessero presi essi stessi, egli vi sarebbe andato a prenderli. La Municipalità allora dovè cedere e furono destinati ad andare alla Madonna a prenderli il Prete Lodi Antonio e Giuseppe Nervi (1), due Municipali i quali si partirono alle ore quattro di notte italiane con duecento circa soldati e, prese tutte le gioie colla maggior parte delli argenti, ritornarono alla mattina verso l'alba, portandoli in fortezza. Finora veduto abbiamo un tal fatto semplicemente come avvenne, ma ancor non vedemmo le circostanze orribili che accompagnarono tal tragica scena. Gionto appena alle ore 11 astronomiche il Commissario Silvano, che in un momento copresi di densa nebbia il Cielo, la quale, dopo d'aver coperto i vicini colli, si avanza al dopopranzo persino in città, caso grande, giammai veduto a memoria de' Savonesi. Questa va crescendo continuamente, cosicchè verso sera era tanto folta e densa che in poca distanza li uomini non si conoscevano. Partono alle nove di notte li incaricati di prendere le gioie e, quando sono poco lungi dal Santuario, sorse un' orribile burrasca seguita da dirotta pioggia con grandine di smisurata grossezza, essendovene perfino della grossezza di una noce e continua con continuo lampo. Spaventati i soldati e piangendo volevano tornare indietro, ma furono arrestati dal comando delli Ufficiali. Continua la tempesta per tutto quel tempo in cui spogliarono la Madonna delle gioie e la Chiesa d'argenti e, nel ritorno a casa, in un momento si fa buono tempo rischiarandosi il Cielo mentre entravano in città. Di tutte le saette venute in quella notte

---

(1) Sopra questo egregio cittadino, cfr. quanto fu scritto nella Premessa.

alcuna non fece danno; la grandine, che, per la sua quantità e grossezza dovrebbe aver devastate le campagne, si trovavano anzi li campi coperti dalla grandine che vi sembrava scavato, ma le fave, grano od altro senza alcuna insegna d' essere state danneggiate come anche furono trovati intatti i bottoni alle viti, che cominciavano a fiorire, ed un tal portento fu veduto da tutti. Sparsasi per la città la infausta nuova, è incredibile il rammaricò e l' afflizione de' cittadini e massimamente allorchè videro la stessa sera portati per la città sopra due carri in mezzo a soldati a tamburo battente li restanti argenti. Avendovi lasciato ancora molti argenti, verso il mezzogiorno vi andò una compagnia a tamburo battente con due carri a prenderli e venne verso le 13 sempre a tamburo battente e questo si crede per disprezzo de' cittadini, e li portarono nel Palazzo della Madonna.

Tutti li argenti unitamente alle gioie, chiusi in otto grandi casse, ad un tale effetto ordinate, furono imbarcati sopra la galera, la quale partì per Genova la mattina de' quindici detto aprile (1). Siccome suol dirsi che spesso da un male ne deriva un bene, così accadde in queste circostanze. La devozione e l' amore verso di Maria, che .s' andava intiepidendo nel cuore de' Savonesi, s' accrebbe alla vista d'un tale oltraggio. Giammai si vide andar tanta gente come in quei giorni al Santuario. La pietà e la devozione non fu solo di parole, ma anche di fatto.

Quando alcuni fratelli dell' Oratorio della Trinità il

---

(1) Questo spoglio del Santuario, della Cattedrale, di ben 54 Chiese e luoghi pii, tolse alla fede, alla storia, all'arte un tesoro, valutato a quasi due milioni di lire. Sparvero per sempre opere meravigliose del nostro Rinascimento e la superba « foggia regale » della statua di N. S. di Misericordia, ricca di 14.666 pietre preziose. Cfr. del Poggi: « La suppellettile sacra nelle Chiese minori », Genova, 1890, pag. 57 e segg. e del Noberasco: « Giornate nefasto per l'Arte Sacra in Savona », Firenze, 1916.

giorno 15, mentre andavano all' Oratorio, avendo osservato che non conveniva lasciare la Madonna con una corona di rose e la cappella con lampe di vetro, ma che sarebbe stato assai bene fare una corona d'argento con alcune lampe, più non vi volle per destar la pietà e devozione de' confratelli ed approvarlo sul momento e contribuirvi con larga limosina. Comunicata alli altri Oratorii una tale determinazione e sparsasi per la città una tal notizia, destò una nobile emulazione ed un pio entusiasmo nel cuore di tutti, per cui, andando in giro a raccogliere li priori delli sei Oratorii secondo il concordato, oltre una abbondante limosina, chi si levava le fibbie dalle scarpe, chi le anellette dall' orecchie per darle, tanto era lo spirito di divozione, e lo stesso si vide ne' vicini luoghi di Vado, Albisola, Legino, Lavagnola, dove si portarono a raccogliere, così che in poco tempo raccolsero da quasi L. 1000. In questo tempo stavano pensando intorno alla corona, essendo stato da molti disapprovato il farla d' argento. Vi fu chi rilevò essere più conveniente il fare le lampe di ramo indorato con delle pietre false all'intorno. Un tal pensiero fu subito generalmente approvato, ma come si doveva fare ciò in così poco tempo, mentre, dovendo andar la Processione alla Madonna la ventura domenica, per la seconda Apparizione (1), voleano che fossero ultimate per tale giorno e particolarmente la corona, che volevano portarla in Processione sulla cassa, benchè poi non eseguita? Ma un divoto donò le lampe d' argento; quanto alla corona, in tre giorni furono raccolte tante pietre; perfino da Genova ne mandarono. L' incaricato a fare la corona era un certo Benedetto Giusti (2), orefice, il quale, raccolte tutte le pietre e scelte le migliori, in tre giorni terminò la corona. È vero però che per fare più presto la

---

(1) V. cit. « Storia dell' apparizione di N. S. di Misericordia » del Noberasco, pag. 100 e segg.

(2) Di questo geniale ed eletto artista, V. in cit. « Storia », pag. 37.

corona, prese i contorni d'un palio indorato adattandoli con assaldarli.

Terminata una tal corona, il sabato è incredibile la gente che andò a vederla. Venuto finalmente il giorno appresso, Savona restò spopolata, in quel giorno tutti essendo andati alla Madonna per vedere l'incoronazione; e vi fu chi imprestò una Madonna per portare in processione, giacchè non avevano quella d'argento. È impossibile il dire e l'esprimere quello che avvenne in quel giorno, il più bello, e il più memorando giorno, in cui la Vergine mostrò la sua predilezione ed il suo amore verso de' Savonesi, e questi corrisposero alla loro Madre con dimostrazioni d'affetto e di devozione.

Dopo alcuni giorni di tempo cattivo con pioggia, spuntò il più bel giorno che mai si potesse vedere. Solo al partir della Processione si sollevò dalla parte dell'orizzonte uno strisciante nuvolo che, avanzandosi in alto a poco a poco, pareva destinato a coprire la processione da' cocenti raggi del sole; e questo vieppiù si vide allorchè, giunta la processione alla Madonna, si dissipò un tal nuvolo dalla parte di mare e si portò dalla parte della montagna, dove prima era perfetto sereno; e poi, al partir della processione, si andò avanzando, coprendo il sole come alla mattina, per dove passava la processione.

Arrivata la Processione, prima della messa fu fatta l'incoronazione. Tutti intonarono canti; il Priore Generale presentò la corona al Custode, che la posò in capo alla Madonna, in mezzo ai pianti e alle esclamazioni del popolo. Quindi si cantò la Messa, dopo di che la Processione se ne tornò a Savona.

Intanto i Deputati, ch'erano in Genova, si presentarono al Direttorio per chiedergli il rilascio delle gemme, e poscia al Corpo Legislativo nel giorno 17 Aprile; ma solo si ottenne la nomina di una commissione di quattro soggetti, due de' quali erano del distretto nostro, tra i quali Montesisto, onde vi era a sperare.

Alli 12 alla sera partirono soldati e munizioni per Cadibona, avendo alcuni rivoluzionari piantato l'albero (1).

Il giorno 22 maggio, per legge del Corpo Legislativo, fu solennizzata la festa della Rigenerazione e con tutta la magnificenza. In questa occasione fu ordinato dalla Municipalità che si facesse il piedestallo all'Albero della Libertà in piazza d'armi. Essendo però brevissimo il tempo, furono presi più muratori, e, travagliandosi persino alla Domenica, in tre giorni fu ultimato. Egli è vero che la spesa fu di 636. L'istesso giorno si aprì il Circolo costituzionale.

In questo tempo cominciarono alcuni disturbi che ci tennero per molto tempo in grande agitazione.

I rivoluzionari piemontesi, essendo stati scacciati dal Piemonte, si erano ritirati in Carosio. La milizia del Re Sardo voleva inseguirli fino in Carosio, ma, dovendo passare per il nostro territorio, la Repubblica vi si oppose chiamando colà la maggior parte delle liguri truppe, per cui qui in Savona fu un continuo andare e venire di soldati. Un tale impegno portò delle conseguenze forti, come vedremo. Intanto il Re Sardo mandava molta gente alli confini, e faceva temere che poi non volesse inoltrarsi nel nostro stato, e ciò per cagione d'un falso allarme che seguì in questi contorni e in città la notte del giorno 9. Avendo quelli soldati del Baraccone (2), verso le 23, veduto passare una colonna di Piemontesi alli confini, tosto mandarono a Quiliano ed a Savona a questo comandante Mariotti dicendo che i Piemontesi veniano in Quiliano. Arrivato qui ad un'ora di notte, tosto, per ordine del d° comandante, la Guardia Nazionale si mise in armi e la granatiera si portò subito verso Quiliano, dove anco e nei luoghi vicini erano tutti in armi, avendo sonata campana a martello; ma, dopo qualche tempo, non vedendo comparire alcuno, se ne ritornarono in

---

(1) È il così detto « albero della libertà ». Cfr. del Noberasco: « Il clero del Savonesato nell'affermarsi della Repubbl. Democrat. Ligure », Savona, 1928, pag. 6 e seg.

(2) Sui monti a nord di Roviasca, frazione di Quiliano.

Savona. Per ordine poi del Comandante, la stessa granatiera, la mattina delli 11, parti per Cadibona per esplorare se v' erano Piemontesi per quelle parti. Andò questa e, dopo aver fatto il giro di quelle montagne, se ne ritornò la sera de' 12, dopo aver lasciato un picchetto di scelti della Valle di S. Bernardo ad occupare Montenegino. L' istesso giorno 11 vennero da' luoghi vicini in fortezza da 300 scelti, essendovi pochi soldati, e vi portarono parimenti del grano con della carne salata, essendo venuto un espresso a questo comandante Mariotti che a Loano i nostri con i Piemontesi avevano prese le armi. L' istesso Comandante accordò un bastimento per portare colà della munizione, che imbarcarono in tutto quel giorno sino a notte, portandovi molte casse di schioppi, un mortaio con 100 e più granate cariche, un obbizzo, 3 cannoni da campagna ed un da 12 con 20 soldati, ed alla mattina delli 12 partirono da 100 e più soldati per la Pietra, parte de' quali erano venuti da Sassello, e poi il Comandante.

Il giorno 13 la Centralità ordina al banchiere de' sali per il Re di Sardegna di partire dentro 24 ore e fino alla sua partenza facendolo guardare da un sergente, che lo accompagnò il giorno appresso fino al confine. L' istesso giorno ordinò che partissero tutti li scolari piemontesi.

Il giorno otto dicembre venne notizia che il Piemonte si era democratizzato, ma per più giorni non si seppe cosa fosse avvenuto di certo, quando la mattina delli undici avanti giorno, per ordine del comandante Mariotti, la truppa in questa fortezza si mise sull' armi. Per un espresso venuto in quella stessa notte a Mariotti da Genova si erano messi sull' armi poichè si diceva che subito doveano partire per Loano e Oneglia per prender possesso di quei paesi, ma poi si fermarono per aspettare un distaccamento di 160 e più Francesi, che vennero la sera dell' istesso giorno undici co' quali doveano portarsi colà.

La stessa sera delli undici venne un savonese Oxilia, il quale solea far viaggi a Torino e veniva di colà, il quale diceva che il Re avea rinonciato il Regno del Piemonte e che il

Piemonte era democratizzato e dava per certa una tal notizia, mentre il Re avea veduto con coccarda Francese. Sparsasi una tal notizia, subito si radunò la Municipalità e deputò due al Comandante Francese, il quale era in casa del Com^e^ Conti, per darle tal notizia e dirle che era inutile l'andar in Riviera. Quello se ne rallegrò, ma disse che dovea proseguire il viaggio. Difatti la mattina del seguente giorno dodici partì unitamente alli nostri soldati Liguri per Ponente, ma una tale notizia si metteva in dubbio non sentendosi cosa alcuna per via di Genova, come si doveva aspettare ogni qual volta fosse stata vera. Finalmente la mattina delli quindici venne da Genova la stampa della democratizzazione del Piemonte. Tutta la città fu in giubilo.

L'istessa mattina il Comandante Mariotti fece imbarcare molti schioppi e munizioni con cannoni per Ponente, avendo nella notte avanti espresso dal Porto Maurizio che si erano fatti vedere da vicino cinque vascelli inglesi.

Radunatasi la Municipalità decretò, dietro tal notizia del Piemonte, che alla sera vi fosse illuminazione per tutta la città. Quelli patrioti che si trovavano in Savona andavano cantando canzoni patriottiche per la città. La stessa sera si seppe dell'esilio del nostro Vescovo. La causa era stata, si argomentava, l'aver invitato a pranzo il Console Piemontese e letto una lettera del Ministro Piemontese che lo stesso Console li aveva portato ritornando da Torino. Saputo questo, il Com^e^ Conti prima li mandò a dire che si maravigliava come avesse invitato un Console Piemontese in tempi così inopportuni e nel secondo li dimandava lettera che avea letto, del che essendosi scusato il Vescovo, dicendo di non più averla, il Com^e^ scrisse a Genova per il che fu esiliato subito (1).

Si sparse voce che vi erano molti altri Savonesi, tra' quali molti preti e delli Municipalisti e facevano ascendere il numero sino a sessanta e per alcuni giorni si dava per

---

(1) Si tratta del Vescovo Mons. Domenico Maria Gentile.

certo; ma poi, vedendo che passati più giorni non era seguito alcuno, si credeva che, mediante li Rappresentanti Montesisto e Capello ed altri amici in Genova, quali erano stati informati di tutto questo, si credeva sospeso un tale esilio, ma come vedremo una tal supposizione fu vana.

Il giorno sedeci, alla sera, parte per nave e parte in carrozza, vennero da Genova dieciotto Genovesi, che erano stati deportati in questa fortezza. Gionti questi in città, nel mentre che erano uniti alcuni patriotti, furono da questi ingiuriati e maltrattati e condotti in fortezza con mille ingiurie. Si deve rimarcare che in tutto il viaggio dove passavano ricevettero un simile trattamento e in alcuni luoghi con insulti. Tra i deportati c'erano la metà tra preti e Canonici e li altri alcuni ex nobili ed altri cittadini.

Il giorno diecisette dicembre vennero da Ponente circa cinquecento soldati Piemontesi, i quali erano stati fatti prigionieri in Oneglia. Questi doveano partire il giorno appresso, ma si fermarono per un espresso venuto da Genova e non partirono se non dopo dieci giorni, e pure alli 18 d° venne da Oneglia la nostra truppa ligure, dopo essersi fermata colà un giorno.

Come già dicemmo, seguito appena l'esilio del nostro Vescovo, la città tutta fu in all'arme ed in timore per la notizia sparsa subito chè ben molti altri Savonesi proverebbero l'istessa sorte; ed, abbenchè poi si fosse creduta falsa una tal voce da alcuni, ciò non ostante generamette si stava in grande ansietà, temendo ciascheduno di vedere qualche giorno avverarsi una tale notizia e maggiormente ciò si temeva perchè dalli così detti patriotti ed amici del Commissario si dava per certo, come difatti seguì.

Il giorno 26 dicembre, la seconda festa di Natale, quando meno ciascun se l'aspettava, furono mandati a chiamare dal Commissario diecisette persone e loro fu intimato l'esilio dentro quarantotto ore dallo Stato Ligure. Li esiliati erano i seguenti: Prete Bartolomeo Becco ed Agostino Aliberti Municipale, Capi Lista, Padre Gian Francesco Caminata de' Servi, Preti Giuseppe Giuria, Carlo Isnardo, Arciprete Luigi Spinola, Francesco e Giuseppe fratelli Carlevari, il secondo

Municipale, Franco M.a Ricci, Filippo Isnardi, Filippo Lavaggi, Av.to Giuseppe Moneglia, Gio. Batta Giuria not., Giuseppe Ferro, Camillo Nasello ex nobile, Francesco Bajetto, Arciprete di S. Pietro, Gaetano Ferro (1). Molte furono le risposte che diedero al Commissario allorchè intimò loro l'esilio: fra le altre merita d'essere riportata quella che diede il Municipale Aliberti: « Accetto, disse costui al Commissario, accetto volentieri l'esilio benchè sappia di non meritarmelo; solamente desidero per il bene della mia patria che termini in me questa persecuzione ». Partirono finalmente e si portarono in Piemonte, poco lontano dallo Stato, tutti quasi insieme in una casa d'un Piemontese loro amico; solamente due, cioè Ricci ed Isnardo, per essere già antichi e per il tempo cattivo, si fermarono a Savona e si constituirono nelle prigioni. È vero però che con impegni, con fedi presentate al Direttorio, dopo dieci giorni venne il loro rilascio e si portarono a casa, il che sentito quelli che erano partiti, fecero anch'essi impegni presso del Direttorio e, dopo due mesi circa, cominciarono a venire alcuni.

È incredibile lo spavento che portò ne' cittadini tutti un tale esilio: furono abbandonate le conversazioni, le amicizie, temendo ciascuno che non fosse rapportato al Commissario qualche cosa di sinistro, e tutti stavano in una continua agitazione e timore, dubitando del suo destino, temendo di essere esiliati a momenti, particolarmente che si era sparsa la voce che vi fosse un' altra lista molto maggiore, il che però non si effettuò, benchè fosse vera una tal lista in cui erano la maggior parte delle migliori case di Savona, ma, grazie una lettera arrivata in tempo a Genova, non fu curata una tal lista, come poi si seppe dopo qualche tempo, e chi sa che, se fosse arrivata un poco prima a Genova una tal lettera, grazie ad un tal benemerito cittadino, non fosse svanita anco la prima lista, ma non sa-

---

(1) Si tratta di cittadini cospicui e di nobili famiglie. V. l'elenco in: « Nota di tutti gli esiliati delle differenti Giurisdizioni della Repubblica Ligure », Genova, B. Como, s. d.

pendosi allora tutto questo stava ciascuno in una continua agitazione e timore, anche non vi fosse più alcuno esiliato e solamente dopo molti giorni fossero allontanati da questa in un' altra Giurisdizione, a loro scelta, li Padri ..... e Legiano, il primo Carmelitano ed il secondo Domenicano, tutti due uomini di gran talento. Un tale esilio però fu d'un gran vantaggio per la città, posciacchè nella surroga che fece la Municipalità alli due Municipalisti mancanti, scelse a coprir uno delli due posti vacanti un certo prete Antonio Lodi, tutto amico del Commissario; questi, oltre l'aver tolto di mezzo quella disunione che regnava per l'avanti tra il Commissario e la Municipalità e resi amici uno dell'altro, in buona corrispondenza, fece si a causa della sua amicizia col Commissario, che la città non provasse disgrazie e guai, nelli quali sarebbe certamente caduta, come vedremo in appresso, nel venturo anno. Il giorno sette dicembre il Commissario, per ordine del Direttorio, lasciò andare alle loro case i due cittadini Ricci e Isnardi, che, per cagione della vecchiaia, si erano costituiti prigioni, amando meglio soffrire sei mesi di prigione, come prescriveva la legge, che andare a morir fuori stato, ed ottennero di andare alle loro case.

Il giorno ultimo dell'anno il Circolo Costituzionale diede un pranzo patriottico nell' Oratorio della Madonna (1) a 120 e più poveri tra uomini e donne, ed erano questi serviti a tavola da alcuni Deputati del Circolo, i quali, alla fine del pranzo, diedero a questi poveri de' denari a chi più a chi meno, secondo l'età ed il bisogno, ed erano de' denari che li stessi Deputati aveano raccolto dalli cittadini savonesi per fare un tal pranzo e che erano avanzati dalle spese del medesimo.

1799. Il primo giorno dell'anno dalli marinari fu innalzato l'Albero della Libertà al molo, mentre già da molti mesi un vento impetuoso l'avea gittato a terra. In tale oc-

---

(1) Di N^a S^a di Castello.

casione vi fu musica e discorso, tra gli replicati evviva, niente differente dalla prima.

Il medesimo giorno si vide affissa una stampa, che dava avviso esservi nella città una stamperia, cotanto desiderata e di tanto vantaggio e decoro. La teneva un certo Giovanni Puliso, siciliano, che aveano fatto venire alcuni cittadini, i quali, uniti insieme, lo aveano salariato all'anno, e tutto il ricavato dalle stampe lo divideano in comune. Questo si faceva....., fatta instanza alla Municipalità per un locale, ma trovandone altro per potervi capire il torchio. Sul principio andava stampando composizioni patriottiche, ma poi non così.

Il giorno sei gennaio poi, giorno di Pasqua (1), fu dedicato da questi patriotti alla libertà. La sera de' cinque da circa cinquanta patriotti, radunati sulla piazza S. Francesco (2), cantando inni patriottici, frammischiati di morte a questo, morte a quello, verso un'ora di notte, misero una lanterna con un lumicino dentro sopra del sedile, noto abbastanza per le differenze già seguite fra i Patriotti ed i Moderantisti e facendovi sopra del detto sedile nel vicin muro molte croci nere. Passando a caso per colà il Comandante Mariotti e, veduto un tale spettacolo, ne dimandò loro il motivo, e quelli li risposero perchè a momenti era per morire e poi lui spiegarono meglio una tal frase, dicendoli che non voleano più quel sedile e che fra poco tempo l'avrebbero gettato a terra. Egli ciò sentito procurò di dissuaderli con buone parole. ma, veduto che erano fermi nella loro intrapresa, fece subito radunare la Municipalità; nell'istesso tempo ordinò che si rinforzasse la Guardia a Palazzo, fece andar per la contrada di Fossavara (3) una pattuglia di soldati per impedir che si accingessero a distruggere il passo; poi, andato alla Municipalità, fece a questa presente l'inconveniente che era per seguire se non prende-

---

(1) Dialett.: Epifania.
(2) Od. della Maddalena.
(3) Or Via Pia.

vano l'espediente d'ordinare la demolizione e « questa, disse loro, fatela far di giorno e intanto vi prometto che in questa notte — erano già due ore e più di notte — che non sarà gettato a terra da altri ». Difatto la Municipalità, mandato a chiamare quell'istesso mastro muratore che l'avea costrutto, li ordinò che la mattina del seguente giorno fosse gettato a terra come di fatti fu eseguito, senza che in quella notte i Patriotti potessero ultimare la totale demolizione del sèdile, mentre, in quel tempo che stette a venire la pattuglia, aveano cominciato a demolirne una porzione e sopragionta la pattuglia, giacchè non poteano far altro, si sfogarono fino a mezzanotte in gridare morte a chi avea fatto mettere il sedile, e morte a questo, morte a quello, non sentendosi gridar altro che morte. Il tutto fin qui detto è nulla: la miglior scena seguì nel seguente giorno di Pasqua. Verso le ore dieci di Francia, una folla di Popolo che passava le duecento persone, alla testa delle quali si vedeano i più accaniti Patriotti, con due tamburi avanti, si portarono al Palazzo detto della Madonna in Fossavaria, dove aveano messi i sedili di marmo levati alla mattina, e dove erano stati posti li Griffoni di marmo, che erano prima al Palazzo Municipale, unitamente alla statua di marmo del Doge Rovere (1), che levarono dalla Piazza S. Franceseo al principio della Rivoluzione, e mettendoli in più volte tutti sopra una....., che aveano presa al molo dal pontone ed attaccatisi tutti ad una lunga corda, fra le replicate grida di morte, li trasportarono tutti al molo, dove era stato innalzato l'Albero della Libertà, e li misero tutti a' piè dello stesso. Al dopo pranzo poi andarono al palazzo Municipale nel magazzeno, dove solevano stare le forche, il carretto ed altri legni, e li portavano all'istessa maniera a' piè dell'Albero, e dopo li diedero fuoco e ruppero i marmi colla statua. Ma si dirà, e perchè la Municipalità permetteva tai disordini, e invece non procurava di arrestare tai fazionanti e condannarli alla meritata pena? Questo è quanto

(1) Francesco Maria, discendente dalla celebre Casata savonese.

la Municipalità avrebbe dovuto fare in tale circostanza, questo è quanto pensavano fare i Municipali stessi, ma che non potevano eseguire. Tutti questi capi fazionanti erano sostenuti dal Commissario Conti; la Municipalità era in gran discordia coll'istesso Commissario Conti; questi era portato e sostenuto dal Ministro a Genova e dal Direttorio, e se ne aveano delle prove recentissime a fronte di tutta la giustizia che militava a favor della Municipalità, la qual poco mancò che non fosse destituita, onde, per non incorrere in nuovi disastri e guai, pensarono dissimulare e tacere, sicuri d'un esito contrario quando avessero fatto arrestare i capi fazionanti per punirli. Intanto, più baldanzosi cotesti Patriotti, si facevano lecito d'insultare e maltrattare chi più loro piaceva col pretesto che fosse un Aristocratico e, quel che era peggio, tutta la notte andavano rubando a questo e a quello e il galantuomo e la gente dabbene bisognava che vedesse e passasse tutto questo senza potervi rimediare. Poco più durò uno stato così violento ed essi stessi ne furono l'involontaria causa.

Nella sera dell'ultimo giorno di Gennaio, in una festa di ballo al teatro (1) danzavano il..... ed era già da molto che si faceva una tal danza, allorchè la moltitudine si mise a gridare e batter le mani perchè si terminasse una tal danza, come di fatto seguì: ma un certo Ginocchio, capitano della truppa di linea, che era uno de' danzatori, si mise subito a gridare perchè fosse continuato, dicendo: « Voglio che si prosiegua e termini la danza, mentre non è ancora la mezza ora che fu cominciata ». S'era egli assuefatto allo stile di Genova, in cui evvi nelle feste di ballo una mezz'ora per ciascheduna danza. I circostanti, che sentirono dir « voglio », andarono in collera e li risposero che era già da molto tempo che si danzava il..... e che, non essendovi in Savona tempo determinato per la danza, intendevano che fosse terminato il....., quando così voleano la maggior parte delle persone. Ginocchio replicò vo-

(1) Il vecchio Teatro Colombo, oggi ancora esistente.

lendo che si proseguisse fin che fosse terminato e il contrasto andava in longo e cominciava a prendere uno aspetto molto cattivo, mentre essendo Patriotti quelli che volevano fosse terminata la danza, in poco tempo si radunarono tutti li Patriotti sparsi per il teatro e certamente che si sarebbe sparso del sangue in quella sera se il Capitano Ginocchio, cosi consigliato da alcuni, non fosse sortito dal teatro e non si fosse portato alla fortezza. Ciò non ostante non fu terminato per questo un tal contrasto, avendo quella stessa sera e il giorno appresso il Capitano Ginocchio sfidato un certo Francesco Sodi, Capitano della Forza Armata, il quale era uno dei capi contrarî; ed accettata da codesto la sfida, il medesimo non si trovò al luogo indicato essendo invece andato in un' altro, e perciò, non essendosi incontrati, Sodi sfidò il Capitano Ginocchio in altra parte, e quelli vi si portò ma non nell'ora stabilita, onde neppure in questa seconda volta si incontrarono. Egli è per questo che uno accusava l' altro di codardia, ma il vero si era che nè l' uno nè l' altro si volea battere. Successe da questo che il giorno due Febraro, in cui seguì la seconda sfida, il Capitano Sodi, unitamente ad alcuni suoi compagni, si portò alla fortezza, dicendo all' ufficiale di guardia che facesse sapere al Capitano Ginocchio che scendesse in città, mentre volea parlarli, aggiungendo altre parole in disprezzo dello stesso Ginocchio, e ciò detto partirono; tanto esso quanto i suoi compagni erano armati sotto la veste, onde, riferito questo al Capitano Ginocchio, si portò subito in città, armato sotto il redingotte con alcuni soldati della sua compagnia, tutti anch' essi armati e si mise a correre per la città unitamente a questi, anzi per le strade si accompagnò con molti altri, fino al numero di quindici e in questa maniera andava girando per il Molo e per i Borghi, nel mentre che altri corpi de' suoi soldati andavano girando qua e là, pronti ad accorrere abbisognando in suo soccorso. Vedendo Sodi con li suoi compagni che erano inferiori di forze, schivarono l'incontro ed andarono invece a chiamare tutti gli altri patriotti suoi amici, e in un momento si trovarono sulla piazza di S. Francesco da trenta a quaranta: a questi si unirono

molti altri cittadini, mentre ignari di quanto era successo per l'avanti, mal volentieri soffrivano un tale affronto, che si faceva dal Capitano Ginocchio a tutta la città e andavano gridando contro il Capitano Ginocchio che la faceva da Re potente e che era quello un affronto e un insulto che faceva a tutti i cittadini e che dovea essere punito particolarmente che non potea sortire dalla fortezza per essere in arresto.

Bisogna sapere che il giorno innanzi, temendo la Municipalità di qualche sinistro per queste sfide, avea pregato il Commissario del Governo a voler accomodare tali differenze, e questi, perchè la rissa non andasse innanzi, avea per allora intimato l'arresto in fortezza al Capitano Ginocchio per poi prendere quelle determinazioni più opportune e più giuste, informato meglio della causa; il popolo che sapea tutto questo e lo vedea passeggiare in quella guisa per la città, andava maggiormente in collera; chi diceva « andiamo a denunziare al Commissario », chi « di partire a Genova », ma come ritrovare i cittadini della Municipalità per radunarli, mentre, essendo di festa, erano tutti a passeggio? Si portarono alcuni in cerca de' medesimi e se ne ritrovano alcuni e unitamente al Commissario si portano al Palazzo Municipale per concertare; e il Commissario mandò subito ordine al Comandante della fortezza acciocchè mandasse a chiamare il Comandante Ginocchio e proibisse allo stesso di più sortire, ma il Capitano Ginocchio prevenuto si era già ritirato in fortezza, temendo di soccombere se fosse stato incontrato dai cittadini. Intanto una gran quantità di cittadini si era radunata sulla piazza del Brandale e andava gridando che bisognava prendere soddisfazione di un simile affronto fatto al pubblico dal Capitano Ginocchio. Alcuni cittadini, ansiosi di sentire cosa dicessero la Municipalità col Commissario, si presentarono alla porta del Palazzo per andare sopra, ma i soldati della Guardia non vogliono; questi insistono per entrare, quelli replicano « indietro », questi vogliono entrar per forza e quelli li puntano lo schioppo per fare fuoco e più non vi volle perchè andassero indietro.

Tutti i cittadini chi corre da una parte, chi dall' altra per armarsi; li sovviene in questo mentre che presso vi è il Quartier Generale dove vi sono molti fucili; vanno tosto dal Comandante Civico, che abita poco longi, per dimandarli le chiavi; questi trova de' pretesti per non dargliele, scusandosi di non saper d' averle; allora furibondi vanno, gettano a terra una finestra del portico dell' istesso Quartier Generale: montano sopra, prendono li fucili tutti e corrono al Palazzo Municipale.

Ma la guardia, che avea veduta in aria la tempesta, temendo funeste conseguenze, avea ben chiuse le porte e si era portata nella sala della Municipalità, per far presente alla stessa quanto era successo; intanto li cittadini tutti armati sulla piazza, dopo d'aver inutilmente colli fucili urtato le porte del Palazzo, sfogano la loro rabbia e furore contro alla guardia. S' affacciano il Commissario e Municipali per placarli, ma questi gridano che vogliono la guardia in prigione. Si portano sulla piazza per dissuaderli, facendo presenti li inconvenienti che potrebbero succedere se si prendesse questa determinazione, ma inutilmente: vogliono la guardia in prigione, e, per evitare maggiori disordini, la Municipalità e il Commissario fecero passar la guardia pubblicamente in prigione, e montarono subito quindeci cittadini.

In fortezza, saputo il successo, stettero tutta la notte sull' armi, temendo di un qualche fermento popolare contro loro diretto, e la Municipalità unitamente al Commissario si fermarono a Palazzo fino a notte avanzata, per vedere di comporre le parti e renderle alla primiera tranquillità, come di fatto segui. La mattina delli 3 febraro sorti verso il mezzogiorno dalla fortezza il Capitano Ginocchio con altri ufficiali, e si portarono al Palazzo, dove eravi la Municipalità, il Commissario, il Capitano Sodi Francesco e altri cittadini compagni, con la guardia che il giorno avanti era andata prigione, e quivi si fece da ambo le parti la pace, abbracciandosi generalmente e partendosi poi ognuno alle loro case. La guardia di soldati ritornò alla guardia del Palazzo Municipale. Ma tal pace non durò molto tempo.

Fino dal giorno istesso il Capitano Sodi con altri suoi compagni, incontrando a passeggio il Capitano Ginocchio, si mise ad insultarlo con sogghigni, con motti equivoci, continuando nelli successivi giorni a far l' istesso quando l' incontrava. La sera delli cinque detto febraro, essendo ad una festa da ballo al teatro, dove era stato invitato a portarsi da alcuni cittadini amanti del buon ordine, il suddetto Capitano Sodi unitamente a quattro altri suoi compagni incappottati si fece vedere a seguitare il detto Capitano Ginocchio dovunque andava, in platea, nel palchetto e per le scale, motivo per cui lamentandosi il Capitano Ginocchio presso del Commissario, il quale era stato spettatore dell' accaduto, lo stesso Commissario, il giorno appresso 6 febraro, autorizzato dalla legge del Corpo Legislativo che avea messe le Riviere in stato d'assedio e perciò sotto il Governo Militare, il detto giorno fece venire dalla fortezza in città cento soldati, da' quali, staccatesi due pattuglie, andavano girando per la città, ed alla notte andavano quattro girando tutta la notte, sciogliendo qualonque benchè piccolo attruppamento. Il Commissario si credè in dovere di prendere un simile provvedimento primieramente per dare in certo modo una soddisfazione all' Ufficialità e truppa di linea e minorarle il disgusto ed il rancore per l'avvilimento sofferto nei giorni scorsi; d' altronde temea potessero nascere funeste conseguenze se non rintuzzava e non metteva freno all' alterigia e tracotanza d'alcuni cittadini.

Alla vista di tali pattuglie un allarme generale si sparse tosto per tutta la città, ma cessò ben presto allorchè se ne seppe il motivo, anzi ne gioirono gli amici del pubblico bene, mentre con questo speravano che si sarebbe restituita la città alla primiera pace e tranquillità, nè sarebbero stati così pubblicamente insultati, siccome per l' addietro abbiamo veduto e cessati sarebbero cotanti disordini. Il che difatti successe, tornando la città in perfetta pace e quiete e non sentendosi il benchè minimo ladroneccio. Si lamentavano, egli è vero, Sodi con i suoi compagni ed altri oziosi suoi pari, ma perchè più non potevano, come per l' addietro, insultare impunemente le persone, imporre al pubblico

e farla da gradassi, perchè più non potevano, col favor delle tenebre, alla notte, andar rubando continuamente a man salva ed ecco perchè gridavano e reclamavano, ma inutilmente: le pattuglie proseguivano a girar notte e giorno per la città fino alli 11 d° Febraro per molti giorni, dopo di che li soldati se ne ritornarono di nuovo in fortezza con gran dispiacere dell' amico del buon ordine, chè temevano di vedere di bel nuovo alzare il capo alli sedicenti Patrioti, perturbatori della pubblica quiete; ma più luogo non v'era a un tal timore: intanto una volta erano divenuti cotanto insolenti e temerarï, in quanto, avendo prevenuto in suo favore con un finto patriottismo il Commissario del Governo, erano stati dallo stesso sostenuti e protetti; al presente però non era più cosi. Il Commissario, che meglio conosciuti li aveva ne' scorsi giorni, erasi alfin disingannato e di protettore era divenuto suo principal nemico, ed altro non desiderava che coglierli in fallo per poterli castigare come meritavano. Nè molto andò che se li offerse opportuna l' occasione. Essendo stato fatto un gran furto in città in una casa, il Commissario tosto si porta al Tribunale civile e criminale intimando allo stesso di darsi tutta la premura per discoprire li autori e ladri. Si cerca pertanto dallo stesso Tribunale, si esamina e si ritrovano di fatti, ma quali saranno mai costoro essendo oggi tanti perturbatori della pubblica quiete, infine Francesco Sodi, con altri due suoi fedeli compagni: Luigi Castellano e ..... Bottalla, quelli stessi che furono cagione ultimamente del fermento popolare. Questi di notte tempo da un corpo considerevole di truppa di linea vengono arrestati in un caffè tutti tre e portati in prigionia, e, dopo un processo di più mesi, condannati all'esilio di molti anni. Un. tale esempio mise in grande timore ed in costernazione tutti gli altri suoi compagni, motivo per cui d' allora in poi la città tutta ritornò alla primiera quiete e tranquillità, tanto generalmente desiderata. Quale strano cangiamento nel termine di pochi mesi! Verso la fine dello scorso anno si vedono i così detti patriotti quasi regnare per la città e le persone dabbene e i galantuomini abbietti e vilipesi, costretti a stare ritirati e

a nascondersi nelle proprie case per non essere maggiormente maltrattati da' patriotti e perfino alcuni esiliati dalla loro patria, vittime della calunnia e della impostura, e tutto ad un tratto ecco i patriotti caduti in disgrazia del Commissario, che di protettore divien loro nemico, ed alcuni di questi, per li loro misfatti, condannati ad un lungo esilio, e trionfanti i galantuomini.

Per legge del Corpo Legislativo de' [lacuna nel testo], essendo stato autorizzato il Direttorio a vendere ed alienare i beni una volta propri delle Corporazioni Religiose, ed essendo stati dal Direttorio incaricati per un tale effetto il Commissari delle rispettive giurisdizioni, la Municipalità nostra reclamato avea presso il Commissario e presso Il Ministro e Direttorio, intendendo che i beni delli Padri Missionari e delle Scuole Pie, non compresi fra gli altri e perciò non soggetti a questa legge, primieramente perchè addetti alla Pubblica Istruzione, in secondo luogo poi perchè propri del Comune di Savona, come ne facea prova la donazione condizionale fatta dallo stesso Comune negli anni addietro a' Padri delli due conventi; più volte ne avea fatto instanza e in voce al Commissario e per iscritto al Ministro e Direttorio, ma senza averne giammai potuto ottenere alcuna risposta in suo favore. Finalmente nel giorno 13 d° Febbraio il Commissario si portò in Municipalità dichiarando che il Direttorio rilasciava al Comune di Savona i beni tutti una volta appartenenti alli Padri Missionari e delle Scuole Pie, così che la Municipalità tutti i beni prescrisse in vantaggio della Pubblica Istruzione (1). Il giorno appresso 14, nella casa stessa del Commissario del Governo, si cominciarono a mettere alla pubblica subasta alcuni beni delle Corporazioni Religiose della Giurisdizione Colombo (2), es-

---

(1) Il Comune di Savona giustamente salvò i due Collegi dei SS. della Missione e degli Scolopi, benemeriti dell' istruzione e di nobilissime tradizioni. Cfr. del Bruno: « I Francesi..... ecc. », pag. 69 e seg.

(2) La Repubblica Democrat. Ligure divise il territorio alla francese, prima, in Dipartimenti, nel 1798, in giurisdizioni. Savona fu

sendone stato sollecitato l'incanto da alcuni Particolari, e durò un tale incanto per li otto giorni prescritti dal Direttorio, dopo di che si venne alla deliberazione di alcuni di questi solamente, per essere sopraggiunta altra legge di sospensione.

Nella notte de' 15 Febbraio, essendo venuto al Commissario un espresso da Quiliano che portava essere alle mani quei di Quiliano con Piemontesi confinanti per un attacco seguito fra di loro, subito dalla fortezza vi spedirono 60 soldati ma inutilmente. Il giorno appresso i Piemontesi essendo venuti in gran numero nel nostro territorio, quei della Montagna (1) e quei di Quiliano avendo spedito a' luoghi vicini a dimandar soccorso, in Valleggia, Vado, Segno, Quiliano si sonò campana a martello e tutti i paesani di qui, accorsi in gran numero, si portarono contro i Piemontesi e gli inseguirono e costrinsero a ritirarsi nel loro stato, non avendo permesso la truppa di linea andatavi da Savona che proseguissero più oltre come avrebbero desiderato i nostri paesani. Di un tal fatto vi furono alcuni feriti da ambe le parti senza morti; i soldati, dopo essersi fermati colà alcuni giorni, senza che vi seguisse altro fatto d'armi, se ne ritornarono, lasciando quei paesi nella primiera pace e tranquillità.

Il giorno 17 Marzo fu pubblicato proclama del Direttorio, autorizzato dalla Legge del Corpo Legislativo, proclama con cui venivano soppressi molti Conventi di Religiosi e Religiose nelle rispettive Giurisdizioni: in Savona erano soppressi i Conventi di S. Agostino in città, dei P. Serviti, Francescani, Carmelitani, il Convento delle Monache Teresiane dello Spirito Santo; fuori città, i PP. Certosini a Ranco, i Paolotti (2) nel Borgo Superiore e il Convento delle

---

centro di quella di Colombo, che andava da Spotorno a Varazze. Cfr. di A. Bruno: « Storia di Savona dalle orig. ai nostri giorni », Savona, 1901, pag. 148.

(1) Frazione di Quiliano.

(2) I PP. Minimi. Il Borgo Superiore principiava dall'od. Via dei Mille.

Monache (1) della Concezione e non restavano se non se i Missionari e Scuole Pie e Domenicani in città, fuori, nel Borgo Inferiore, i PP. Agostiniani della Consolazione e nel Borgo Superiore le Monache Carmelitane di S. Teresa e i due Conventi delli Cappucini e de' Minori Riformati di S. Giacomo. Il giorno 18 due Deputati della Municipalità, unitamente ad altro per parte del Commissario con un Notaro della Municipalità andarono a far l'inventario ne' Conventi, che doveano essere evacuati secondo il prescritto dell'istesso Proclama del Direttorio, cominciando da' Carmelitani e poi andando agli altri ad uno ad uno, impiegandovi alcuni gioni prima di terminare.

Il giorno 9 Aprile, alla notte, venne espresso con lettera da Genova, che ordinava si facessero le guardie della sanità, che furono stabilite fino dal giorno appresso, 10 d° mese. Lo stesso giorno 10 si cominciarono a portar dalla fortezza al Ponte della Marina molti cannoni per imbarcarli e portarli in varî paesi della Riviera di Ponente onde guardare le coste e spiaggie; proseguirono per molti giorni e ciò d' ordine del Governo.

Il giorno 16 Aprile arrivarono da Ponente li Commissarï organizzatori, mandati dal Direttorio per tutta la Riviera ad organizzare la Guardia Nazionale secondo il piano stato adottato dal Corpo Legislativo. Si fermarono quivi alcuni giorni nel qual tempo, essendo stata loro presentata dal Commissario del Governo nota di tutte le persone atte alle armi di tutta la Giurisdizione, formata da' Ruoli, che giorni addietro i rispettivi Commissari di tutta la Giurisdizione aveano portato all' istesso Commissario, a di lui richiesta, i suddetti Commissari organizzatori, unitamente al Commissario del Governo, vi formarono la Guardia Nazionale.

Il giorno dieci luglio venne lettera a questa Municipalità del Gen. Perignon, comandante l' ala sinistra dell' Armata Francese, abitante in Albisola, in cui il detto Generale dimandava il Convento delle Monache di S. Teresa per farvi

---

(1) Clarisse.

Ospitale. La Municipalità subito spedì allo stesso due Deputati per pregarlo a prendere un'altra casa, esponendo esservi fuori lo Sbarro altre case. Andò la Deputazione e dopo molti contrasti, per far che non prendessero il Monastero di S. Teresa, bisognò accordarle il Monastero della Concezione, dove già da gran tempo facevano il macello; e con questo le Monache Teresiane, tutte conturbate, tornarono alla primiera tranquillità, ed anco il popolo, che con ragione avea preso parte al loro cordoglio e disgusto.

Alli 11 luglio arrivò la divisione del Gen. Victor, procedente da Genova in n° di circa 2000. Il giorno 12 detto arriva parimenti da Genova un corpo di 2000 Francesi, seguiti il giorno appresso da mille circa da Genova e da Ponente da circa 2000, così che in Savona si trovavano da sette e più mila Francesi. Per dar alloggio a tanta gente bisognò raddoppiare e triplicare gli alloggi nelle case particolari; oltre le due case fuori le porte di Giovo e Vico, bisognò prendere tutti li Oratorii e le Chiese e Conventi di S. Anna (1) e S. Giovanni e Spirito Santo e S. Domenico e Chiesa di S. Giacomo e Parrocchia di S. Agostino. È vero però che ciò seguì in quanto non v'erano de' forieri pratici, quando con quelli locali non a 7000 ma a 10000 e più si potea dar alloggio. Arrivata tutta questa gente e occupate tutte le case per gli officiali e altri locali per li soldati, i forieri si portarono dal Comandante della Piazza per far lui presente l'impossibilità in cui si trovavano di poter più dar alloggio. Il Comandante, che era ragionevole e buono, subito trovò rimedio a tanto imbarazzo, disse che non dessero più alloggio ad alcuno e che andava a dare gli ordini opportuni perchè la restante truppa si portasse a bivaccare nella pianura del Molo, essendo buon tempo, come di fatti seguì e vi andarono quelli 2000 arrivati da Ponente, come quelli che erano venuti gli ultimi. La mattina poi del giorno appresso, giorno 14 luglio, li stessi si portarono sopra il Monte della Madonna degli Angioli, unitamente ad

(1) Dei Carmelitani.

altri mille, formando colà un corpo di 3000 uomini e facendovi alcuni trinceramenti.

Lo stesso giorno 14 luglio accordarono i Francesi de' mastri muratori per costrurre de' forni nel Convento di S. Francesco di Paola e Palazzo Ferreri colà vicino, e fecero fare da falegnami tutti li attrezzi per fare il pane e per infornarlo ed altro e vollero che si i mastri muratori che i falegnami cominciassero a lavorare, benché in giorno festivo,

Il 16 detto arrivarono da Ponente, procedenti dalla Francia, duemila soldati con 14 muli carichi di danaro; il giorno 27 detto luglio ne arrivarono altri 13 con accompagnamento di soldati e il giorno 28 detto altri 14 scortati, ed altri il giorno 19 detto scortati parimenti; e questi, fermatisi una sera solamente, un giorno dopo l'altro, partirono per Genova. Il giorno 28 luglio fecero la rivista al Molo con bande militari e alli soldati fu data razion di vino duplicata. Erano da tremila: è vero che, ne' giorni addietro, ne erano partiti moltissimi per il Piemonte in varï corpi alla volta. Fatta la rivista, nella notte dell' istesso giorno 28, partirono per il Piemonte, seguiti da alcuni cannoni da campagna con loro cannoni, che avevano portati ne' giorni addietro da Genova ed erano sulli spalti della fortezza.

Il giorno 25 d° luglio vennero da Genova tre mezze brigate con due generali, in tutto circa tre mila uomini. Il giorno 26 d° partirono per lo Piemonte; alle 2 ore di notte dell'istesso giorno 26 vennero parimenti da Genova duemila Francesi e, prese le razioni, subito nella stessa notte partirono per il Piemonte.

In questo tempo venne ordine dalli Comandanti Francesi di far trasportar al Cairo in Piemonte una gran quantità di barili di acquavite con moltissimi barili di polvere e dicevano che, in mancanza di muli, per la polvere si prendessero delle persone, mentre sarebbero state pagate. La Municipalità e Centralità, dopo aver reclamato inutilmente, bisognò che discendessero alle loro istanze. Pertanto la Municipalità, di domenica, ordinò che si prendessero delle persone per trasportare e la Centralità mandò a chiamare gente

da Albisola, Quiliano, Stella ed altri luoghi, li quali, arrivati in Savona la stessa sera, partirono per il Piemonte.

Il giorno 10 agosto venne a Savona da Genova, con circa tre mila soldati e tutto il suo Stato Maggiore con molti generali, il Generale in Capo Joubert, il quale era stato eletto dal Direttorio al Comando dell' Armata d' Italia ed era passato per Savona pochi giorni avanti che venia di Francia, e il giorno dopo partì per il Cairo, portando seco tutta la soldatesca. Già veduto abbiamo quanta gente ne' scorsi giorni andata era in Piemonte, così che ne' contorni di Cairo, Millesimo e Dego vi erano da dieci in dodici mila Francesi, i quali stavano fermi colà senza far alcun movimento in avanti, abbenchè non vi fossero Tedeschi. Molte voci si andavano spargendo, riguardanti una tal marcia; chi diceva che era diretta contro il forte di Ceva, chi per le Langhe per vendicarsi delli assassinii commessi da quei paesani contro de' Francesi, ne' mesi addietro, e chi altre spiritose invenzioni, e tutti stavano ansiosi di vedere dove andava a piombare la tempesta. L'arrivo di Joubert in Piemonte sciolse l'arcano. Aveva egli saputo che la fortezza di Tortona, assediata e bombardata da molti giorni per parte de' Tedeschi, era stata costretta a capitolare. Nella capitolazione però si era riservato: se fra 15 giorni non fosse stata soccorsa da' Francesi; prima che spirasse il termine prefisso, volea tentare di liberarla, ma in qual maniera? I Tedeschi, dalla parte di Tortona, erano in gran numero; i Francesi erano pochi, tentare un attacco così inferiori di forze erano sicuri di perdere senza poterla liberare e soccorrere, e come dunque per ottenere l'intento, altro mezzo non v' era che divertire i Tedeschi a staccare da Tortona parte dell'Armata formante il blocco, e, indebolita così l'Armata Tedesca, con una precipitosa marcia, portarsi verso Novi per unirsi all'altra ala che si trovava per quelle parti, comandata da Moreau e così unite le due ali portarsi ad attaccar l'Armata Tedesca, obbligarla a ritirarsi sotto Alessandria e soccorrere Tortona. Tutto questo è quello che fece e tentò il Generale Joubert, che, dopo essersi battuto per l'intera giornata del 15 agosto contro l'Armata nemica,

molto superiore di forze, nella pianura di Novi, i Francesi si dovettero ritirare sotto il Comando del Generale Moreau, per essere rimasto morto nella battaglia il Joubert ed essere rimasti molti morti, feriti e prigionieri.

Vediamo le perdite de' cittadini di Savona e suoi contorni. Al partir dell'Armata Francese da Savona si erano portati seco da 300 e più tra asini e muli e da 20 cavalli per trasportar le acque vite e cartatucie, unitamente alle persone cui appartenevano tali bestie. Arrivati in Novi strapazzati morti dalla fame uomini e bestie, i Francesi nel forte della battaglia vollero che girassero per il campo onde provvedere acquavita e cartatucie a quelli che ne abbisognavano. Per qualche tempo resisterono i conduttori liguri, ma finalmente, spaventati dal fuoco di cannone e di fucile nemico, essendo sempre a tiro di schioppo, si diedero alla fuga, lasciandovi ciascuno le sue bestie e, dopo un lungo cammino per cercare di riaverle, se ne ritornarono, meno due che si dicevano morti, alle loro case, con ben poche bestie. I proprietari delle bestie ricorsero alla Municipalità e Centralità per essere reintegrati della loro perdita, e la Municipalità e Centralità, senza danaro, li compatirono, senza poter soddisfare alla perdita. Si scrisse a Genova, vi andarono con petizioni, attestati ed altri certificati i medesimi proprietari, vi perdettero del tempo e non poco, unitamente a molte spese, ma inutilmente. La Cassa Nazionale era troppo esausta, onde li convenne ritornare alle loro case e deporne quasi il pensiero.

Intanto andavano venendo dalla parte di Genova moltissimi feriti e sani, che si portavano in Francia, a Nizza, come essi dicevano; i feriti per necessità e i sani per non voler più combattere. Passarono per tre giorni e tre notti consecutive da seimila feriti e altrettanti benestanti, e poi continuarono a passare molti altri, ma di rado.

Morto il Generale Joubert, il Direttorio creò Generale in Capo della Armata d'Italia il Gen. Championnet, che era alla Armata delle Alpi, verso il Moncenisio, unendo le due Armate e formandone una sola. Questi portandosi a Cornegliano, dove era il Quartier Generale dell'Armata, coman-

data provvisoriamente dal Generale Moreau, si fermò per una notte in Savona, alloggiato fuori le mura nel Palazzo De Mari, tenuto a cena da questa Municipalità, come avea fatto fino allora con tutti gli altri Generali in Capo. Alla mattina seguente, alle ore 10 francesi, partì per Cornigliano, col seguito di 300 soldati a piedi. Alla sua partenza la fortezza sparò molti tiri di cannone.

Il giorno 25 settembre vennero da Genova due mezze brigate, in tutto 2000 uomini circa. Il giorno 26, alla sera, arrivò in Savona, procedente da Cornigliano, il Generale Championnet con tutto il Quartier Generale, scortato da 1000 soldati. Eravi ancora il Generale Moreau, eletto dal Direttorio Francese Generale in Capo al Reno. Alla mattina seguente partirono tutti per Finale. Il giorno 28 partì pure per colà il Quartier Generale dell'Artiglieria. Partì pure lo stesso giorno per Genova il Generale Saint-Cyr con 300 circa Francesi, che da molti giorni erano in questa città, e andò colà, eletto da Championnet al comando dell'ala dritta, e così la città fu sgombra da tanta gente.

Il giorno primo d'ottobre partì da questo porto il convoglio francese, carico di polvere e artiglieria, per la Francia; e con questo cessò l'inquietudine e spavento che si erano presi tutti i Savonesi da molti giorni, mentre vi erano da circa tremila barili di polvere. Il giorno 26 ottobre furono levate e portate in questa dogana le campane delle chiese dei conventi soppressi. Il giorno 7 novembre la Municipalità, autorizzata dal Decreto del Direttorio, pubblicò una tassa di lire 12000, tassando 20 cittadini, 16 di 500 lire per ciascheduno e 4 di 1000, e questo per supplire in parte alle continue spese che far si doveano per il mantenimento della truppa francese.

Il giorno 9 novembre, avanti giorno, partirono per Genova sei Municipalisti, incaricati di andare a far presente al Direttorio lo stato in cui si trovava la Comune di Savona e domandar soccorso di danaro e viveri, mentre essendo arrivato l'ordine che la Municipalità dovesse provvedere ai Francesi e la Città non avendo che debiti, essendo in credito dalla Nazione di 150000 e dovendo dare a molti per

viveri presi ad imprestito e non sapendo più come fare, si radunarono la sera delli otto novembre e stettero fino a notte avanzata per deliberare su di un tal motivo e convennero di andare essi stessi a Genova. Andarono per mare su d'un gozzo ed, arrivati a Genova, si presentarono subito al Direttorio, che subito li fece entrare, lasciando addietro altri che vi erano arrivati prima. Fecero presente lo stato miserabile di Savona e il soccorso che aspettavano dal Direttorio. Questo, sentito quanto aveano detto, abbenchè le circostanze fossero molto critiche, loro diede un mandato di L. 10000 in biglietti, che essi cambiarono, perdendovi il 39 per cento per realizzarlo in danaro, e diede loro facoltà di trasportar per Savona Me 120 di grano, essendovi la proibizione. Li volea autorizzare ad estendere a tutta la Giurisdizione Colombo una tassa, simile a quella che aveano fatta per la Comune di Savona solamente, ma essi si scusarono, allegando che già si erano presa troppa odiosità nella prima tassa. Il Direttorio però li assicurò che stessero tranquilli, che si sarebbe eseguita una tale tassa, avendo in vista di incombensare per questa la Centralità a cui competeva più d'ogni altro. Li assicuró poi che fra breve sarebbero venuti a Savona e avrebbero mandati li appaltatori e provvegionari, incaricati dell'approvvigionamento dell'Armata Francese. Ottenuto il poco danaro, con il grano, che ebbero a prezzo buono, se ne tornarono, il giorno tredici novembre, a Savona. La Municipalità, vedendo che tanto dovea provvedere fino a tanto che stessero ad arrivare gli appaltatori da Genova, appaltò essa con alcuni Francesi, come più pratici. Terminato l'appalto, prima per otto giorni e poi per altri otto, terminando questo secondo alli 28 novembre e non essendovi apparenza che dovessero venire li appaltatori promessi dal Direttorio, la Municipalità, che non avea più danaro nè sapea più come fare, determinò di più non provvedere tanto più che, secondo una legge emanata ultimamente dal Corpo Legislativo, erano incaricate le rispettive Amministrazioni Centrali dell'approvvigionamento delle truppe francesi. Mandò pertanto la sua protesta in scritto due giorni avanti che terminasse il secondo appalto,

che andava a terminare il giorno 28 novembre; mandò la protesta in scritto al Direttorio, al Comandante della Piazza francese, al Commissario di guerra e alla Centralità, avvisandoli che, dopo il giorno 28, più non intendea di provvedere all'Armata Francese. Il Comandante della Piazza e il Commissario di guerra strepitavano: da Genova non venne alcun soccorso fuorchè M^{e} 200 di farina, che furono subito mandate dai Francesi parte in Piemonte e parte a Finale. Finalmente successe che il giorno primo dicembre il Comandante della Piazza mandò dodici dragoni alla locanda, per mangiare, per conto delli Amministratori Centrali e il giorno appresso, dovendo alla sera arrivare un battaglione dal Piemonte, scrisse alla Municipalità che, se non si trovavano viveri per la truppa in quel giorno, li avrebbe mandati nelle case dei particolari. Per buona sorte la mattina dell'istesso giorno due venne il provvigionario da Genova, mandato dal Governo, incaricato dell'approvvigionamento delle truppe francesi. Egli é ben vero che, prima che arrivasse un tal provvigionario, lo stesso Comandante, sentita la risposta ferma che gli aveva mandata la Municipalità, aveva dato la marcia ad alcuni di cavalleria e ad un corpo di pedoni, mandando i primi ad Albisola, gli altri in Vado e in Quiliano, poichè la Municipalità gli aveva fatto vedere che non era giusto il dover essere aggravata solamente la Comune di Savona e nulla tutte le altre della Giurisdizione.

Il giorno 5 e 6 dicembre venne molta gente dalla parte del Piemonte, proveniente da Cairo e Carcare. Nella notte del 6 particolarmente vennero moltissimi carri, carichi di farina e riso, da 200 M^{e} farina e 190 circa riso. Questo fece credere che Cuneo avesse capitolato e si fosse arreso ai Tedeschi, come poi si seppe di certo il giorno appresso; nel qual giorno, sette dicembre, si fece un Consiglio di Guerra di più ore in casa del Comandante della Piazza, dopo di che furono spediti 300 soldati a Cadibona, 200 in Vado e 200 in Lavagnola e 200 in Legino, e in fortezza furono dati gli ordini per montare tutti i cannoni. Alla sera dello stesso giorno sette venne una mezza brigata di circa 1000 uomini e nella notte venne da Genova un bastimento

carico di grano; ne furono scaricate molte mine, che furono subito mandate a far macinare; il bastimento partì la stessa notte per ponente.

Il giorno nove dicembre, i Francesi portarono dalla fortezza a Cadibona quattro cannoni, con dodici cassoni. Si diceva che avevano fatto questo perchè si avvicinavano i Tedeschi.

Essendo stato cangiato il Governo in Genova, il giorno sette corrente, per cui era stato soppresso il Corpo Legislativo e il Direttorio e creata invece una Commissione di Nove col potere legislativo ed esecutivo, la mattina dei 13 dicembre, il Commissario del Governo si portò alla Centralità e Municipalità per fare loro prestare il nuovo giuramento, e poi andò alle altre Autorità della Giurisdizione.

La sera del giorno 14 dicembre il Generale Quesnel, essendosi portato alla Centralità a dimandare viveri per i soldati, questa gli rispose che era impossibile, attesa la fame generale in cui si trovava la città tutta, e, dopo molti contrasti, osservando che ve ne erano purtroppo, ma che i cittadini li teneano nascosti nelle proprie case, soggiunse che o la Centralità gli trovasse dei viveri o altrimenti egli con la sua truppa sarebbe andato a prenderseli. La Centralità, vedendo che era risoluto d'andar nelle case dei particolari, per risparmiare ai cittadini il male, si fece dare cento soldati francesi, i quali, sotto la condotta degli ufficiali della Guardia Nazionale, andarono fin dalla stessa notte nei borghi di Legino, Lavagnola e S. Bernardo a far visita nelle case dei mercadanti e pubblici rivenditori, ma quivi e pure in città non trovarono il bastante da alimentare la truppa per un giorno, ma con questo poco si placò per quel giorno il Generale francese. Savona fu più fortunata in questo delle Comuni di Celle, Spotorno, Noli e Finale, nelle quali il giorno innanzi i soldati si erano portati, per ordine dei loro Comandanti, nelle case di tutti i cittadini e ne aveano portato via tutto quanto vi aveano di grano, riso, fagioli od altro da mangiare, anzi a quella di Legino vi misero una contribuzione di 8000, che bisognò pagassero subito, ma poi, ricorsi al Generale, le furono in appresso restituite.

Si aspettava da Marsiglia un convoglio di grano: finalmente, la sera del giorno 17 dicembre, si vide in alto mare un convoglio di cento e più legni. Sparsasi la notizia per la città, una moltitudine di gente si portò al molo per vederlo venire. Ma, venuto il giorno 18 e portatisi i Savonesi a vedere quanti legni fossero entrati nel porto nel corso della notte, non ne ritrovarono che dieci, carichi di vino e formaggio, onde la città restava alla fame come prima.

Gli altri bastimenti, con vento favorevole, avevano diretto il corso verso Genova e già erano presso ad entrare in quel porto, quando, verso il mezzo giorno, un forte vento li costrinse a dare indietro, motivo per cui circa 60 entrarono nel porto di Savona, e ne sarebbero venuti di più se i più grossi non fossero rimasti in alto ad aspettare che il vento cessasse. Un fatto simile l'ascrissero i Savonesi alla protezione della Madonna di Misericordia (1). I bastimenti erano buona parte carichi di commestibili, e particolarmente di grano: tra tutti avevano circa 10000 barili di vino, 6000 mine e più di grano, oltre una quantità di legumi. Il giorno 19 dicembre, alla mattina, la galera, che si ritrovava in questo porto, partì per convogliare a Genova i bastimenti che erano fuori e con essa partirono quasi tutti quelli che erano carichi di vino ed alcuni con grano, restandone in porto tre dei più grossi, carichi di grano, quali erano stati sequestrati dal Comandante Francese e due per parte di questa Municipalità. Il giorno 20 li Francesi scaricarono il grano, ma vollero che intervenisse alla consegna, oltre un deputato francese, ancora un deputato della Municipalità, mentre poi veniva fatto al padrone delli rispettivi bastimenti un certificato per andarsi a far pagare a Genova dal Ministro Ligure.

Ma non era ancor passata una settimana da che avevan preso il grano, che il Comandante della Piazza e il Generale Quesnel fecero a questa Municipalità una terribil do-

---

(1) Per altri miracoli simili, cfr. cit. « Stor. dell'apparizione di N. S. di Misericosdia in Savona » del Noberasco, pag. 97.

manda, quale era quella d'appaltare per l'approvvigionamento della truppa francese ed appaltare di più in questo modo, cioè l'Amministrazione Giurisdizionale e un certo cittadino Giuseppe Repetto si obbligassero vicendevolmente il secondo di provvedere per otto giorni l'Armata Francese, dovendo fare in modo che i buoni della provvista non oltrepassassero, fra tutti li otto giorni, lire ottantamila e la prima di pagare, dopo tre giorni del terminato appalto, le dette L. 80000 quando i buoni arrivassero ad una tal somma, 53000 in numerario metallico e il restante fino al compimento, assegnando tante terre di beni ecclesiastici.

La Municipalità e Centralità fanno presente al Generale esser impossibile l'esecuzione di un tale appalto per la totale mancanza di danaro, ma fu inutile una tale rappresentanza.

Il giorno 26 dicembre l'Amministrazione, dopo le replicate minacce del Comandante della Piazza e del Generale, fissò il contratto suddetto, ma — chi il crederebbe? — volle il Generale che per le L. 53000 l'Amministrazione traesse cambiale, pagabile a vista, a favore del suddetto Repetto, verso di otto cittadini, i più possidenti della città e da questi fino dalla stessa sera sottoscritta ed accettata; i quali però, reclamando il giorno appresso, furono, di consenso della detta Amministrazione, esentati con altre cambiali da altri sedici cittadini dall'impegno che avea il Comandante Francese è Generale Quesnel e dalla premura che fosse puntualmente pagato il cittadino Repetto ognun comprese essere li stessi interessati nel suddetto appalto, essendo grande il guadagno. I Francesi, che erano in questi contorni, che avevano esposto essere più di 5000, non arrivavano a 1500, in 2000; riguardo al pane, non aveano da pensare, essendovi del grano di quello preso ultimamente, onde dovevano solamente pensare al riso, al sale e al vino, quale lasciavano ad alcuni mancare, onde si vede quanto grande fosse l'utile e il guadagno. Il giorno 28 dicembre la Municipalità è sequestrata a Palazzo, per ordine del Comandante della Piazza, dalli soldati che erano di guardia, e questo dal dopo pranzo, fino alle quattro ore di notte. Il giorno 29 l'Ammi-

nistrazione divide le 53000 L. per tutta la Giurisdizione: a Savona, per sua parte, spettarono 21000, che la stessa Amministrazione, siccome avea fatto colli altri paesi, divise fra cento cittadini i più creduti possidenti, tassando alcuni di L. 1000, altri di L. 500, altri di 250, altri di 100, pubblicando un tal proclama il giorno appresso. I cittadini si lamentarono, per essere ingiusta una tal ripartizione; ma tanto bisognò pagarla.

1800. Spirando il giorno sei Gennaro li 10 giorni dell'appalto, la Centralità mandò deputati a Genova acciocchè facessero presente al Governo le angustie e miserie della Giurisdizione, impossibilitata a sborsare ulteriori somme di denaro; quali partirono il giorno tre detto. Già fino dal giorno avanti la Centralità avea mandato un deputato per significare lo stato deplorabile di tutta la giurisdizione.

Il giorno di Pasqua, cinque detto, vi fu una generale sollevazione in tutte le truppe francesi che si ritrovavano in questi contorni, le quali si portavano in Francia, per motivo, siccome dicevano, di mancanza di mangiare e di paga. La mattina de' cinque Gennaro, verso le ore otto astronomiche, passarono per città da mille circa soldati, senza alcun ufficiale, a tamburo battente e bandiera spiegata. Questi erano quelli che erano stazionati in Albissola, e, passando vicino alla fortezza, si fermarono alquanto a' pie' dello spalto per vedere se quelli che vi erano dentro si univano a loro; ma subito, per ordine del Comandante, furono alzati li ponti della cittadella. Quelli, visto questo, proseguirono la loro marcia fuori le porte, nel mentre che tutti quelli che erano alloggiati in più luoghi dentro città andavano battendo la Generale e presi i loro drapeaux si portavano anch'essi fuori le porte. Contemporaneamente quelli di Lavagnola e S. Bernardo, che parimente si erano sollevati, andavano nel Borgo Superiore tamburo battente e bandiere spiegate e senza ufficiali. Il Generale Quesnel, che di già avea avuta notizia di quello che era successo in Albissola e Savona, appena li vide arrivare nel Borgo Superiore, fattosi loro innanzi, procurò fermarli, facendoli una lunga parlata e molte promesse; ma quelli li risposero che aveano bisogno di pane

e paga e non di discorsi e partirono e andarono nel Borgo Inferiore, dove si erano fermati tutti gli altri di Albissola e Savona. Colà parimenti si portò il medesimo Generale Quesnel a cavallo, e quivi procurò di pacificarli, promettendoli che d'allora in poi avrebbero avuto continuamente e pane e paga ed altre promesse; ma quelli, senza lasciarlo terminare, suonarono il tamburo e partirono dopo d'avergli detto molte parole ingiuriose.

Quello che è sorprendente che non fecero il minimo danno prima d'entrare in città; quelli che venivano da Albissola, fattosi a parlare un granatiere che faceva da capo, disse loro di rispettare le proprietà de' cittadini e di portarsi da soldati onorati; e difatti dove andarono a comprare qualche cosa pagarono immantinenti; si fermarono nel Borgo Inferiore (1) i viveri sì di pane che di vino e carne, che aveano mandato a prendere e che il Generale fece subito dare sperando di arrestarli; ma fu inutile: presi che li ebbero, si partirono proseguendo la marcia verso Vado e per cammino si unirono a quei di Legino e qualcheduno ne raccolsero di quei di Vado. Ma la maggior parte si fermarono, mentre il Generale, avendo spedito al Comandante, prima che colà arrivassero, di tenerli a quartiere con far loro delle buone promesse, la maggior parte si fermarono ed alla sera vennero a Savona, da dove furono parte mandati alla montagna, per coprire le posizioni dove non vi era alcuno, essendo partiti tutti alla mattina.

Alla sera, nella Sala della Amministrazione, si radunarono la Municipalità, il Commissario del Governo e molti cittadini benestanti, stati chiamati per cercare il mezzo di trattenere i francesi che se n'erano andati. Il Commissario fu il primo a prendere la parola e, dopo aver descritto con un parlare enfatico, il male che veniva alla città non meno che a tutto lo Stato dalla partenza de' francesi, la venuta delli Austriaci e de' piemontesi in specie, nostri implacabili nemici, e quindi le morti, le stragi, le ruine, la devasta-

---

(1) Oltre l'od. Piazza Giulio II.

zione delle campagne, le case de' particolari esposte ad un generale bottino, e, dopo tante altre spaventose parole, soggiunse che bisognava fare in modo che ritornassero indietro; e qui vi fu un dialogo tra esso e un certo Antonio Solimani, Patriotta (1), con il quale era d'accordo per arrivare all'intento d'indurre i cittadini a sborsar del danaro, e vi entrarono in questa maniera, dopo molte dimande e risposte. Il Solimano, appoggiato dal Commissario, disse che vi sarebbe un cittadino il quale dava 30000 L. per far ritornare i francesi, ma che bisognava ed era troppo giusto d'assicurare questo benemerito cittadino. Essi speravano con questo che la Amministrazione e Municipalità, siccome fatto aveano nell'appalto de' viveri, avrebbero acconsentito ed avrebbero fatto obbligare a favore di questo benemerito cittadino alcuni ricchi particolari; ma non fu già così: li Amministratori e Municipali li risposero che era impossibile il ritrovar una tal somma, che tutti li cittadini erano abbastanza stati tassati ultimamente e che generalmente tutti erano impossibilitati a soffrire maggiori aggravi; e vi furono alcuni che parlarono liberamente senza alcun timore: fra li altri merita d'esser rammemorato il Presidente della Amministrazione, Montesisto: « Io non entro, disse, nella discussione se bene o male sia che vengano o non vengano li Austriaci o se debbano o non debbano richiamarsi i francesi: dico solamente che, siccome il Governo in Genova è quello che ha chiamato l'Armata Francese nella Liguria, esso è quello che al presente, se vuole, deve richiamarli, onde io penso non doversi far altro da noi se non far presente al Governo quanto vien di succedere. Egli prenderà quelle determinazioni che meglio stimerà ». Vista una risoluzione così ferma, il Commissario e Solimano desistettero dall'impresa, anzi apparentemente concorsero nel sentimento

---

(1) Si tratta certamente di Giacomo Antonio, della nobile famiglia d'artisti, uomo erudito, affigliato all'Arcadia savonese. Cfr. di A. Bruno: « Memor. sull'antica Colonia degli Arcadi Sabazi », in: « Bullett. della Soc. Storica Savonese », N.° 1-2 del 1900.

de' più, e si conchiuse di spedire a Genova e si sciolse la seduta.

Il giorno otto fu per la Municipalità molto funesto: erano arrivati li francesi della guarnigione d' Ancona da millecinquecento; lo stesso giorno otto andava a terminare l' appalto per la fornitura. Il Generale Quesnel e il Comandante della Piazza volevano che la Municipalità facesse un altro appalto con il cittadino Repetto. La Municipalità fa loro presente la miseria della Comune e l' impossibilità de' cittadini di sborsare denari; d'altronde ricorda loro ciò che aveano detto i Deputati, che il giorno innanzi erano venuti da Genova, li quali aveano data sicura notizia dell' appalto colà stato fatto e del prossimo arrivo delli fornitori; ma tutto questo inutilmente: il Generale e Comandante volevano che si appaltasse e la Municipalità, costretta dalle minaccie de' Francesi Comandanti, che minacciavano d' andar nelle case per prendersi da mangiare, fece sul momento radunare quelli che erano stati sicurtà nel primo appalto fatto con Repetto ed altri benestanti cittadini per prendere su d' un tale oggetto qualche deliberazione. Ma, nel mentre che tutti radunati stavano parlando d'una simile fornitura è già si faceva sera, eccoti li appaltatori arrivare da Genova con una allegrezza universale. Si dovè ciò non ostante quella sera dare lire trecento alla truppa che era venuta da Ancona, non essendosi potuto quella sera trovar paglia per dar a dormire a' soldati, a' quali furono distribuite le dette L. 300 e si contentarono di dormire sul terreno.

Solamente, appena sortiti da una burrasca, eccoci incontrare in un' altra non minore. Il giorno nove il Comandante Francese della Piazza vuole che in tutto quel giorno si imbarchino li molti ammalati che si trovavano nell'ospedale (1) per essere trasportati a Nizza. Sentitasi appena da' marinari una simile notizia, che subito si nascosero e più non si ritrovò alcuno. In parte erano degni di compati-

---

(1) E' lo Spedale S. Paolo, allora esistente nell'od. Via A. Aonzo.

mento e non aveano tutti li torti: doveano andare a Nizza, dove si sapea di certo regnare da più mesi un morbo epidemico, per cui ne morivano in quella città da centocinquanta il giorno e di più doveano portare gente le quali erano infette dell' istesso male, come dicevano i medici, e con ragione temevano della loro vita. Il Comandante Francese, dopo avere al suo solito maltrattata la Municipalità, verso la sera mandò 15 soldati in casa e a spese del Presidente della Municipalità e altri 15 parimenti di Giov. Francesco Oxilia, Municipale, deputato per il trasporto per mare e di più un soldato per casa de' padroni de' bastimenti. Un simile procedere militare fece si che, per amore o per forza, il giorno appresso si trovarono li marinari e ne portarono a Nizza da trecento.

Eravamo giunti ad uno stato d'avvilimento e di abbiezione riguardo a' Francesi, ma, in uno stato così deplorabile, venia sinora osservata la costituzional forma di governo e si pubblicavano e si eseguivano le leggi, emanate dal Governo Ligure; ma d'ora in avanti vedremo i Generali Francesi farsi lecito rovesciare l'antica e cercare una nuova forma di governo, dettar leggi ed assumere in loro ogni potere. La mattina del giorno dieci Genaro il General Quesnel fece sapere a questa Municipalità e Centralità che era per dichiararla città in stato d' assedio. La Municipalità subito spedì a Genova, ma inutilmente: la mattina del giorno undeci lo stesso Generale Quesnel mandò a chiamare la Municipalità e Centralità con ordine di portarsi al suo Palazzo per comunicarle i suoi sentimenti. Portatesi queste presso il Generale Quesnel, ordinò lo stesso di far pubblicare la città in stato d' assedio. Li Municipali e Centrali ben fanno presente che, senza un ordine espresso del Corpo Legislativo, essi non possono far quanto diceva; il Generale risponde che questo era un ordine del Generale in Capo Championnet e che, se non volevano farlo essi, l' avrebbe fatto, le minaccia che d' ora in avanti sarebbe cessato in loro qualunque potere, particolarmente riguardante la polizia, quale si riservava esso stesso; le intimò parimenti che, per sollevarli dalle molte occupazioni, e per pensare di prov-

vedere a quanto abbisognava l'Armata, aveva pensato di creare una Commissione di cinque persone, quali fossero incaricate dell'approvvigionamento della truppa e di cercare i mezzi onde supplire alle spese che dovessero farsi. L'elezione d'una tal Commissione voleva si facesse dalla Municipalità, ma d'altronde voleva che vi entrassero li tre cittadini Andrea Franceri, Tommaso Belloro (1) e Giovan Francesco Manara, tre capi patriotti; delli altri due lasciava libera la scelta alla Municipalità, ma le faceva presente che sarebbero molto adattati li due Municipali Giovan Francesco Oxilia e Domenico Folco, il primo quasi patriotta e il secondo galantuomo, ma timido.

Il Generale Francese faceva questa Commissione per ottenere più facilmente quanto addimandava, il che non poteva far prima, mentre la Municipalità trovava molti pretesti per non accondiscendere a tutte le di lui domande. Dal fin qui detto si possono facilmente congetturare le miserie e li guai che andavano a piombare su de' miseri cittadini. La Municipalità e Centralità vedevano tutto questo, ma non erano in caso di potervi rimediare, per non essere assistiti dal Governo in Genova, il quale anzi acconsentiva a tutto quanto si faceva per parte de' Francesi, onde acconsentirono, benchè con malavoglia, a tutto quello che avea ordinato il Generale Quesnel, e, portatasi la Municipalità a Palazzo, fece una tal Commissione, qual si chiamò Commissione Militare ed era composta de' suddetti cinque cittadini, quali si installarono fino dal giorno istesso e si misero da principio nella Sala dell'Amministrazione Giurisdizionale; poi, essendosi incombenzati della distribuzione delli alloggi, intendendo che la foreria fosse di loro spettanza come risguardante i Francesi, si portarono a Palazzo Municipale

---

(1) Ottimo storico, numismatico, poeta, coprì, anche poi, alte cariche cittadine. Fu amico d'eletti ingegni: Parini, Cesarotti, Passeroni, Roberti, Bettinelli, ecc. Cfr. Tiraboschi: « Storia della Lett. Italiana », Venezia, 1823, VI, P. I, pag. 31 e P. V, pag. 1382 e Spotorno: « Storia lett. della Liguria », Genova, 1858, V, pag. 16.

nella stanza de' Forieri. Quivi cambiarono più stanze per loro sedute, mentre, avendo concepito un' alta idea della loro carica, pensando di essere superiori alla stessa Municipalità, pretendevano di andare nella sala della stessa Municipalità col pretesto che vi volea una stanza molto grande con altre piccole stanze; finalmente si contentarono di andare nel Seminario de' Chierici (1), nella sala di ricreazione. E' incredibile la superbia e vanagloria di alcuni di questi nel vedersi innalzati ad una simil carica. E' incredibile poi il vedere le spese immense che fecero: basta il dire che spendettero essi più in una settimana che la Municipalità altre volte in un mese e più, come si può vedere dalle liste dei conti. Vediamo adesso quello che succedette in appresso.

Fino dallo stesso giorno undeci fu pubblicato proclama del Generale Quesnel in cui dichiarava la città in stato d' assedio per ordine avutone dal Generale in Capo, Championnet. D' allora in poi tutti li proclami della Municipalità si facevano dietro li ordini del Generale Quesnel oppure del Comandante della Piazza. Questo però era poco: il peggio si erano le spese alle quali si andava a soggiacere e le requisizioni. Il giorno 16 - 17 Genaro arrivarono da Ponente da 1000 - 2000 uomini e — chi il crederebbe? — bisognò che due cittadini incaricati andassero per la città raccogliendo pignatte, non essendovene alle botteghe, per darle alla truppa; e questo bisognò farlo più volte poichè, nel partire, li soldati le gettavano per terra. Verso la fine del mese di Genaro, il Generale Quesnel fece sapere che voleva per i soldati nel forte millecinquecento pagliacci, ciascheduno dei quali potesse contenere due persone. Nonostante i richiami della Centralità e Municipalità, bisognò ritrovarli.

La Municipalità ne fece il riparto per tutta la giurisdizione e fattolo presente all'Amministrazione Giurisdizionale, di consentimento della stessa. Benchè prima non volesse che vi fosse compresa la Giurisdizione, fu stabilito

---

(1) Il vecchio Seminario cadde, quando, per la viabilità cittadina, fu, con parecchie strade e vicoli, sacrificata l' antica Via Monticello.

come in appresso, mettendo la Giurisdizione in anime 37.000, alla Comune di Savona, comprese le tre ville, facente anime 11.000 (1), spettavano pagliacci 420, che, dividendone 30 circa per ciascheduna villa, restavano circa 300, che dovea dar la città, gli altri, chi più, chi meno, secondo la popolazione, furono distribuiti alli diversi paesi della Giurisdizione. L'Amministrazione per la Giurisdizione si fece fare, distribuendo invece l'importo degli stessi. La Municipalità tassò tanti benestanti ciascheduno d'una pagliaccia. Contentati in tal maniera i Francesi, la Municipalità rivolse tutti i suoi pensieri onde cercare i mezzi di sollevare i miseri cittadini dalla pubblica fame, che di giorno in giorno vieppiù andava crescendo, particolarmente per la totale mancanza di pane. Fino da' giorni scorsi s'era procurato di far venire alcune centinaia di mine di grano, e, benchè ad un prezzo molto caro, pure in pochi giorni svani da ogni parte.

Continue erano le grida di fame e faceva dolore il sentire come vivea in quei giorni la povera gente, consistendo tutto il loro vitto giornaliero in alcune erbe e radici cotte e non altro. Un consimile vitto si era molte volte della gente benestante, essendo tutti gli altri viveri carissimi. La Municipalità, per rimediare in parte a tante calamità, pensò di creare una Commissione di Annona, incaricata di procacciare i mezzi di pubblica sussistenza. Creata una tal Commissione, composta tutta di persone molto capaci, mediante le sagge determinazioni prese dalla stessa, si vide, se non del tutto, almeno in parte, diminuire la pubblica fame. Il grano, che è il primario alimento dell'uomo, essendo quello di cui maggiormente si penuriava, la Commissione diresse tutti i suoi pensieri e cure per farne acquisto. Scrisse in varie parti ad alcuni suoi amici e vi spedì a farne compra alcuni di loro stessi. Oltre a tutto questo, introdusse un saggio metodo per la distribuzione del pane.

---

(1) Precisamente: 11603. Cfr. di F. Bruno: « Dell'antica e moderna popolaz. di Savona », Savona, 1894, pag. 40.

Si eleggevano dalla Municipalità quattro cittadini bravi per ciascheduna Parrocchia e questi, tutte le mattine, unitamente a quelli della Commissione, si portavano, verso le 7 in 8, in un luogo determinato (era il Seminario de' Chierici), in cui facevano i biglietti per 2, 3 e fino a 6, 7 pani a quelle madri o padri di famiglia che concorrevano; e questo biglietto si faceva solamente a quelle persone che si giudicavano bisognose; e poi in un altro determinato sito, uno per ciascheduna delle quattro Parrocchie, si distribuiva dalli stessi, unitamenti alli soggetti della Commissione, il pane che la stessa Commissione aveva fatto fare. Vi voleano mine quattro ogni giorno per tutta la città. Per mezzo d'un tal metodo generalmente veniva ad esser provvista la città, schivandosi in questa maniera tutti quelli inconvenienti che sogliono incontrarsi in simili circostanze. In questo modo parimenti si distribuivano qualche volta le paste e il riso e si andava sopportando la fame che affliggeva tutto lo Stato.

Il giorno 17 Febbraio fu pubblicata la Legge del Governo con cui si dichiarava cessata ed annullata la Legge antecedente, che metteva la Liguria in stato d'assedio; contemporaneamente fu pubblicato Proclama del Generale Massena, nuovo Generale in Capo della Armata d'Italia, con cui il suddetto Generale aboliva tutte le imposizioni e dazi imposti dalli Generali e Comandanti nelli rispettivi paesi della Liguria, si in mare che in terra, e questo sotto pene rigorose a tutti quelli generali e Comandanti che si ritrovassero aver mancato al predetto Proclama. Ma ciò non ostante il Comandante della Piazza continuava a riscuotere il solito dazio per la sortita de' bastimenti dal porto e alle frontiere; i Deputati colà mandati di suo ordine, siccome giorni innanzi era stato fissato in stampa, proseguivano a prendere le lire quattro per cadauna bestia. La Municipalità, informata di questo, se ne lamentò collo stesso Comandante, instando perchè fossero abolite tali imposizioni a norma del Proclama del Generale Massena, ed avendole risposto il Comandante della Piazza che non aveva ancora avuto notizia ufficiale d'un tal Proclama, la Municipalità spedì subito a

Genova, informando il Governo di quanto succedeva. Non passarono alcuni giorni che il Comandante levò le imposizioni imposte si di mare che di terra. La Municipalità che vide, da tutto l'occorso ne' giorni addietro, essersi cangiato l'antico sistema, pensò di profittare del vento favorevole abolendo la Commissione Militare, stata creata come si vide di sua mala voglia ne' giorni scorsi e che aveva rovinata la Cassa Comunale per cagione del suo male operare, come facilmente vedersi puote dalle spese immense fatte nel breve spazio di sua Amministrazione. Siccome però una tal Commissione era in certo modo necessaria nelle presenti circostanze, onde aiutare e sollevare la stessa Municipalità dalle grandi incombenze e fatiche a cagione delle Truppe francesi, pertanto, nel giorno 26 detto Febbraio, dopo molti contrasti, venne sostituita e creata un'altra Commissione, composta di persone tutte molto brave, immediatamente dipendente dalla stessa Municipalità, alla quale diedero le stesse attribuzioni. Questa Commissione non più si chiamò Commissione Militare e, volendo la Municipalità cambiarle perfino il nome, dopo molte denominazioni, le diede il nome di Commissione de' Nove, dal numero delle persone che la componevano.

Verso la fine del mese di Febbraro, i Francesi fecero fare delle fortificazioni a Montenegino e Cadibona e vollero che vi andassero i paesani circonvicini a travagliare, onde tutti i giorni ve n'erano da 50 circa e non le davano che la razione di pane. In Montenegino, come quello che nelli anni addietro (1) era già stato fortificato con ridotte, in poco tempo fu terminato; in Cadibona si impiegarono molti giorni e vi innalzarono tre fortini, dove portarono quattro cannoni con molte munizioni; oltre a questo diroccarono le strade di Montenegino e del Sassello, cosicchè il nemico fosse costretto a passare per la strada di Cadibona dove vi erano maggiori fortificazioni; e temendo che si avvicinassero gli

(1) Qui si accenna alla famosa giornata dell'11 aprile 1796, che fu il preludio di quella storica di Montenotte. Cfr. di F. Bruno: « Il combatt. di Montenegino (Montenotte) », Savona, 1921.

austriaci, vi si portò alla difesa una mezza brigata, la quale però stava in S. Bernardo, ed altra in Cadibona.

Li 26 Marzo la Municipalità e Centralità si portarono unitamente al Commissario del Governo a Genova per far presente al Governo le critiche circostanze in cui si trovava la città tutta e ritornarono poi li 29 alla sera con avere ottenuto delle promesse e poter vendere a vantaggio del Comune uno stabile de' beni ecclesiastici, valutato L. 12000.

Il 31 Marzo tutti li Francesi, che si erano portati alli confini in questi vicini contorni, si portarono a Savona, dove, unitisi a quelli che erano quivi stazionati, in un dopopranzo si portarono al molo e colà diedero la bella vista d'un finto attacco del forte, tutto a fuoco. Cominciarono verso le 19 e terminarono alle 23: vi erano due mezze brigate all'assalto, sotto del Generale Gardanne, e due mezze brigate alla difesa della fortezza sotto del Generale ..... Il Generale divisionario Marbot, Comandante a Savona e suo stato maggiore erano spettatori. Tutte le bande delle brigate unite insieme facevano un bellissimo concerto; in mare vi erano due bastimenti che figuravano impedire l'assalto del forte, cosicché li assalitori, con due pezzi di cannone si rivoltavano alcune volte contro di questi. Molti furono gli assalti dati in diverse maniere dalli assalitori, ma sempre respinti dalli difensori, li quali sempre se ne stavano fuori le palizzate. Finalmente si ritirarono e ognuno andò alle sue prime posizioni, quelli di Savona alli suoi quartieri e quelli altri a S. Bernardo, Cadibona, Legino, Lavagnola. In tale occasione ebbe la truppa doppia razione.

Chi mai creduto avrebbe che dalla guerra finta, dopo pochi giorni, passar si dovesse alla guerra vera e di fatto? Eppure così fu verso i primi d'Aprile. Avendo li austriaci abbandonato i loro quartieri d'inverno, si portarono a scaramucciare con i posti avanzati francesi situati al Sassello, motivo per cui tutti li Francesi che si ritrovavano accantonati in Legino, Lavagnola e S. Bernardo, nella notte fra li quattro e cinque di Aprile, si portarono tutti alla montagna posta a Montenegino e parte a Cadibona e nel giorno cinque, avendo avuto notizie che si avanzavano li austriaci a gran

numero, vi si portarono quasi tutti quelli che erano nella fortezza, non restandovi più che pochissimi soldati. Il giorno sei detto Aprile, alle ore cinque di mattina, li austriaci vennero ad assalire di nuovo i Francesi e li respinsero fino alle ridotte di Cadibona, dove si fermarono alquanto, respinti dal continuo fuoco del cannone a mitraglia. Verso le ore otto si cominciò a sentire il fuoco del cannone e dalle viciñe colline si distingueva lo strepito del cannone dal fucile. Sparsasi la notizia in città che i Francesi erano alle prese colli Austriaci, molti de' cittadini si portarono, fuori città, nelle vicine colline, per sentire li colpi di cannone. Lo strepito era così grande che pareva un terremoto. Fermaronsi li Austriaci sotto le miniere di Cadibona per dare il tempo di passare a due altre colonne, che erano passate per diverse strade per venire a piombare addosso a' Francesi alle spalle. Giunte queste replicarono unite l' assalto, che riuscì felicissimo per li assalitori, inquantoché, avendo preso fuoco una cassa piena di cartatucce con non poco danno delli ufficiali e soldati circostanti, li altri, confusi e costernati, parte presero la fuga, parte si resero prigionieri onde in pochissimo tempo li austriaci furono padroni di tutte le trincere verso le ore otto astronomiche, dopo di che si avanzarono contro i fuggitivi, respingendoli sempre verso Savona.

Contemporaneamente, staccatasi una colonna dal Corpo dell'Armata, discese a Quiliano per andare in Vado, e prima del mezzogiorno si erano impossessati delli forti di Vado, stati poco avanti abbandonati dalli Francesi, che si erano ritirati in fortezza. In questo mentre un'altra colonna d'Austriaci si andava avanzando verso Montenegino, che, dopo circa mezz' ora dovettero i Francesi abbandonare, così che prima di un' ora pomeridiana li Austriaci erano padroni delli fortini di Vado, delle trincere di Cadibona e di Montenegino, e si andavano avanzando a gran passi, sempre inseguendo i Francesi che si ritiravano. Intesa i Francesi la notizia della perdita di Cadibona, non si perdettero di coraggio e vi spedirono subito verso le ore dieci astronomiche molte bestie cariche di munizioni e d' acquavite, sperando che sarebbero per riacquistarla, ma, quando, verso il dopo-

pranzo, sentirono che li Austriaci, oltre di Cadibona, erano padroni di Montenegino e dei forti di Vado e che a gran passi si avvicinavano a Savona, allora cominciarono a temere e, vedendosi chiusa ed impedita la ritirata verso Finale, si diedero per disperati. Tutto per la città era confusione, spavento ed orrore; espressi a cavallo che andavano e venivano, ufficiali e soldati che correvano da una parte e dall'altra; maggiormente accresceva lo spavento il gran numero di feriti che andavano venendo continuamente. Nel mentre che si battevano nelle vicine montagne i Francesi e li Austriaci, un gran numero di cittadini meno timidi si erano portati al Casone e Ranco (1) per meglio essere spettatori delli combattimenti che andavano seguendo; li altri poi più timorosi erano ascesi sopra de' tetti e delle terrazze, di dove potevano vedere quasi all'istesso modo. Per essersi di molto avvicinati gli Austriaci, verso le ore 22 Italiane, i Francesi portarono in fortezza due cannoni, che esistevano nella batteria dietro S. Lucia (2) e lo strepito de' carri, unito al continuo rimbombo delle fucilate nelle vicine montagne, accrebbe maggiormente lo spavento e l'orrore. Poco dopo il Comandante Marbot, abbenchè ammalato in letto, si fece portare alla marina, avendo accordato un gozzo per Genova; lo stesso fece il Commissario del Governo Capello; molti altri ufficiali, unitamente ad alcuni di quelli Patrioti, che più degli altri avevano esternate in pubblico le loro massime repubblicane, si imbarcarono, altri sopra delli gozzi e altri sopra bastimenti, che partirono per Genova.

Intanto li Austriaci da tutte le parti andavano incalzando i Francesi, che si ritiravano, e, non erano ancora le 23 ital, che i primi si ritrovavano padroni delle alture di

---

(1) Colline, a monte di Savona. Vi passava la medievale « strata » o via « Saonensis » per l'oltregiogo.

(2) Nel giardino dell'omonima Cappella, ov'era la loggia, illustrata dal Chiabrera. Dà sul porto.

Balino e della Madonna degli Angeli (1), e, dall'altra parte, si ritrovavano in Ranco ed in Cantagalletto (2), dove seguì un fuoco terribile presso il ponte di S. Martino. Arrivati in queste posizioni, li Austriaci si fermarono, scaramucciando fino a sera; nel qual tempo, avendo i Francesi fatto consiglio di guerra, determinarono di fermarsi parte sotto del Generale Bujet, alla difesa della fortezza, e li altri sotto del Generale Gardanne ritirarsi verso Genova. Dati li ordini della ritirata dalla parte di Lavagnola e del Borgo Inferiore, tenendo sempre ferme le alture de' Cappuccini e S. Rocco, si portarono li uni in fortezza, sotto Bujet, li altri, con Gardanne, tacitamente fecero la loro ritirata verso Genova.

Finora veduto abbiamo quello che successe tra li Austriaci e li Francesi in quest'oggi: vediamo adesso ciò che successe alli infelici Savonesi e particolarmente alli miseri contadini nelle vicine campagne. Terminata la battaglia, i soldati tedeschi si sparsero in Lavagnola, S. Bernardo e Legino, andando nelle case de' miseri contadini, e dove portarono via pecore e bestie bovine e dove grano ed altri commestibili, costringendo in alcune case li stessi contadini a cuocer loro quanto le aveano rubato; in altre parti abbattevano le porte delle botteghe, portando via quanto ritrovavano, e questo successe particolarmente alle Fornaci (3). Si aggiunga a tutto questo la devastazione delle campagne, mentre si portavano per le ville a prender le carrozze e intanto rovinavano tutto il seminato. Da altra parte i Francesi, che si ritiravano verso Genova, facevano l'istesso, particolarmente ne' contorni de' Cappuccini e Ranco: così che in Ranco li Austriaci e più abbasso i Francesi andavano devastando le campagne, le sostanze ed effetti, che aveano in casa quei miseri contadini. Se cattiva ed infelice era la situazione de' contadini, non minore al certo era quella in

---

(1) Colline, a nord-ovest della città.

(2) Sopra il borgo di Lavagnola.

(3) Borgo di Savona, assai noto per le sue antichissime fabbriche di stoviglie.

cui si trovavano i Savonesi. Vedeano questi una formidabile Armata vittoriosa ne' vicini contadi, risoluta di combattere i Francesi; d'altronde i Francesi, risoluti di difendersi sino all'ultimo, motivo per cui andavano a ritrovarsi in mezzo di due fuochi. La Municipalità fino dall'istessa mattina, quando vide imminente il pericolo, aveva dichiarato sessione permanente, onde prendere quelle determinazioni opportune in simili circostanze; e, benchè notte avanzata, ritrovavasi sempre a Palazzo.

Prevedendo che il giorno appresso li Austriaci avrebbero incominciate le ostilità si portò dal Generale Bujet, per mezzo de' suoi deputati, esponendo allo stesso l'infelice situazione della città, ed a pregarlo nell'istesso tempo di fare in modo che i Savonesi non soffrissero danno alcuno. Per buona sorte era questo un Generale bravo ed umano; alle dimande de' deputati della Municipalità rispose che avrebbe cercato tutti i mezzi onde liberare i Savonesi da qualunque disastro, soggionse che, dovendosi ritirare colla sua truppa nella fortezza, le abbisognavano de' viveri, onde provvedessero delli commestibili. La Municipalità stava in grande ansietà, temendo che i Francesi non le addimandassero delli viveri ed anco del danaro; ma per buona sorte i Comandanti Francesi non pensarono in quella sera nè all'uno nè all'altro; solamente vollero 5 barili di olio e 30 di riso, tanto era il timore e la costernazione, che per allora pensarono a tutt'altro e solamente ruppero e distrussero li forni pubblici, stati loro assegnati per l'addietro onde fare le razioni per la truppa, ruppero, abbruciarono e portarono via tutti li attrezzi necessari per la costruzione del pane.

La Municipalità, prevedendo che il giorno appresso li Austriaci sarebbero venuti innanzi ed impadroniti si sarebbero della città, pensò di mandare una Deputazione al Generale Comandante le truppe Austriache in questi contorni ed un'altra al Generale in Capo Melas, protestando a nome de' Savonesi una pronta sommissione all'armi Austriache ed implorando in favor delli Savonesi la loro clemenza. A tale effetto furono deputati cinque Municipali, incombenzati di portarsi la mattina seguente dal Generale Comandante la

truppa austriaca, e due cittadini, Colonna Paolo(1) ed Agostino Montesisto, per portarsi presso del Generale Melas. Fece intimare a tutti li sacristani che nel seguente giorno ed altri successivi, fino a nuovo ordine, non suonassero le campane, e questo acciocchè li Austriaci ed anco i Francesi non sospettassero che fossero segni d'allarme; sospese parimenti le quarant'ore in Duomo, che poi si fecero la seconda e terza festa di Pasqua e le campane non suonarono fino al sabato Santo.

Venuta la mattina del giorno 7 Aprile, i Deputati della Municipalità sortirono fuori città dalla porta di S. Giovanni, dirigendosi verso d'un picchetto Austriaco, che ritrovavasi verso la metà del Borgo S. Giovanni, dimandando d'essere condotti dal loro Generale. Prima di rispondere alla loro dimanda, li Austriaci strapparono loro dal cappello la coccarda Genovese, poscia li condussero dal Generale Comandante l'avanguardia, il quale si ritrovava in casa del Console Svedese, Giacomo Bozzello (2). Questo accolse li cinque Deputati della Municipalità con tutta la buona maniera e dopo un breve tempo se ne ritornarono in città. Essendo sparsa per la città la notizia di quanto era successo alli Deputati della Municipalità riguardo alla coccarda ligure, la tolsero senza sostituirla. In questo mentre il Generale Francese, che si era ritirato con quasi tutta la truppa nella fortezza, salvo poca gente che andava pattugliando per la città, fece presente alla Municipalità, che, come vedemmo, ritrovavasi in sessione permanente fino dal giorno innanzi, la dimanda di molti barili d'olio e di vino, molto riso e farina, e questo nel termine d'un'ora, altrimenti minacciava

---

(1) Della nobile famiglia, nel palazzo della quale alloggiò Napoleone I, inteso alla giornata di Montenotte. Cfr. di S. E. Paolo Boselli: « Cenni », ne « L'Esposiz. savonese 1897 » di F. Cappa, Savona, 1898, pag. 226.

(2) E' certamente Giacomo Boselli, uno dei più famosi ceramisti di Savona. Cfr. di Noberasco: « La ceramica savon. », Savona, 1925, pag. 11 e seg.

d' andarseli a prendere colla forza. La Municipalità subito spedì due Deputati al Generale Austriaco nel Borgo, facendoli presente quanto succedeva per parte de' Francesi e lo stesso Generale assicurò i Deputati della sua assistenza e loro promise che tra breve avrebbe liberata la Municipalità e la città tutta dalle angustie in cui si trovava. Difatti dopo poco tempo, cioè verso le ore 10 astron., entrarono in città da 1000 e più soldati con un corpo di cavalleria, motivo per cui i Francesi si ritirarono nella fortezza, dopo una breve scaramuccia, seguita nella contrada d' Ontoria, dove alcuni del Reggimento d' Acqui Piemontese si inoltrarono fino a' pie' dello spalto presso la barriera. Intanto andavano girando per la città degli Austriaci e Piemontesi, quali atterrarono tutti li Alberi della Libertà, abbruciandoli sul momento. In far questo si mostrarono più arditi li Piemontesi, due de' quali, alla presenza ed in vista de' Francesi, si presentavano con la scure alla mano. Cessate le ostilità verso il mezzogiorno, andò girando per la città un trombetta a cavallo il quale, fermandosi in mezzo d' una piazza, distribuiva a quelli che si presentavano un proclama in stampa Italiano, emanato dal Generale Melas, con il quale proclama il suddetto Generale assicurava i Genovesi dell' assistenza dell' Armata Austriaca, la quale aveva invaso lo Stato Ligure solamente per liberare i Genovesi dalle oppressioni in cui gemevano per parte de' Francesi ; prometteva solennemente di rispettare e salvare le proprietà, di proteggere il Culto Cattolico.

Intanto andavano discendendo dalle vicine montagne continuamente degli Austriaci, quali si dirigevano tutti verso Genova parte, e parte verso Finale, e qui in Savona non vi restò che il Regg. Stuard, composto di circa 1500, quali verso le ore 4 pom. si portarono ad alloggiare nel Seminario de' Chierici, colà destinati dalla Municipalità, per non aver ritrovato altro locale più comodo, in mancanza delle caserme ed oratori, dove il Comandante Austriaco non volle fossero alloggiati per esservi di già state le truppe Francesi. Entrarono parimenti in città lo stesso dopopranzo 200 cavalli, che furono subito alloggiati nel Convento di S. Do-

menico; ma, avendovi fatto de' ladronecci, in pena, dopo alcuni giorni, furono trasportati all'aria scoperta. Tutta questa truppa era destinata per l'assedio della fortezza.

Il giorno sette, avendo voluto alcuni Tedeschi andare al molo ad atterrar l'Albero della Libertà, dalla Fortezza vi fecero fuoco, per cui uno vi fu morto e due feriti, onde li altri si ritirarono e il Comandante Austriaco comandò fossero chiuse le porte, le quali mai si aprirono fino alla resa del forte. Nel decorso di quel giorno tanto li Austriaci che Francesi stettero ciascheduno tranquilli nelle loro posizioni; solamente li Austriaci per due volte mandarono un parlamentario forse per dimandare ai Francesi la resa della fortezza e disposero, sì in città che nel Borgo Inferiore, de' corpi di Guardia con molte sentinelle verso dove i Francesi, che erano nel forte, potessero avanzarsi, quali furono verso sera duplicati.

Il giorno 8 Aprile, verso il mezzogiorno, entrarono in Vado 5 fra vascelli e fregate, con due brik Inglesi, unitamente a molti altri piccoli legni, carichi di viveri e particolarmente di grano e farina, per cui ribassò alquanto il prezzo. Lo stesso giorno Melas, che aveva trasportato il Quartier Generale alla Madonna, si portò a bordo delli Inglesi. Sentendo il Comandante della Piazza che si portavano de' viveri alli Francesi in fortezza, fece il suddetto giorno 8 pubblicare proclama vietando a chiunque il portar e somministrar viveri alli Francesi sotto pene rigorose alli trasgressori, e a tale effetto furono raddoppiate le guardie il giorno 9, che fino dal primo giorno erano state impostate in tutte le strade verso la fortezza, e, siccome si erano accorti che i Francesi andavano nelli orti del molo (1), portarono due cannoni da campagna fuori la porta S. Lucia (2), per impedire che si portassero colà, il che a nulla serviva, mentre vi potevano andar di notte; e siccome sentirono che,

---

(1) Il paesaggio, oggi, per la costruzione del nuovo porto, è totalmente cambiato.

(2) Tra l'odierna piazza L. Pancaldo e Via S. Lucia.

col pretesto d'andare nelle case del molo, alcuni portavano de' viveri a' Francesi, così proibirono di potere andare colà se non se quelli che vi abitavano. In questi giorni non si poteva passeggiare liberamente se non se verso il Borgo Superiore, mentre da tutte le altre parti vi era pericolo, poichè dalla fortezza tiravano continuamente delle fucilate e cannonate.

Il giorno 10 Aprile fummo spettatori d'una sanguinosa battaglia, che durò quasi tutto il giorno. Questa seguì tra Ellera e Sanda ed altre montagne vicine. Quelli Francesi, che, sotto Gardanne, come vedemmo, si erano ritirati verso Genova, rinforzati da altri otto mila, venuti da quella capitale, sotto del Generale Massena, con munizioni ed artiglieria, erano venuti ad assalire li Austriaci. La battaglia fu molto sanguinosa, poichè i Francesi, che volevano aprirsi la strada e soccorrere la fortezza, si battevano da disperati, ma i Tedeschi li respingevano continuamente, animati dal suddetto Generale Melas. Ciò non ostante vi restarono moltissimi feriti Austriaci e Piemontesi, quali fino dalla stessa sera furono portati in Savona nell' Oratorio della Madonna, che l' Amministrazione Comunale aveva destinato per Ospedale alli Austriaci unitamente a tutti gli altri Oratori, essendo moltissimi i feriti. Siccome tutti non potevano venire per essere gravemente feriti, il giorno appresso si mandarono verso Albisola e Celle delle gondole per trasportarli più comodamente. A tale effetto fecero con i Francesi del forte una specie d' armistizio, per cui dal forte non potessero tirar sopra delle gondole, cariche di feriti. Lo stesso giorno 11 Aprile l' Amministrazione fece pubblicare proclama con cui ordinava che tutti alla sera dovessero illuminare le finestre delle rispettive case fino allo spuntare della luna, e questo ad istanza del Comandante della Piazza, il quale avevale fatto presente che, temendo di una qualche sorpresa di notte tempo per parte delli Francesi della fortezza, era necessario tenere illuminata la città. A tale effetto da quel giorno in appresso tutta la truppa, che prima faceva la guardia solamente, fece anco il picchetto, così che alla notte era tutta in arme. Oltre di questo tutte le notti

giravano per la città, specialmente dalle parti del forte, li 100 cavalli che erano di guarnigione, così che alla notte vi erano di guardia da 1000 quasi soldati sull' armi.

In conseguenza della battaglia d'Ellera, gli Austriaci si erano ritirati alla dritta del fiume d'Albisola (1), occupando tutte quelle sommità di montagne, che da Montenegino arrivano fino al Casone, ed occuparono anco Albisola Marina. I Francesi se ne stavano fra la Stella, Ellera ed il Capo d'Albisola, dove si erano impossessati di quel piccolo torrione, però non si azzardavano di scendere al Capo nè in Albisola Superiore. Passarono li giorni 11, 12, 13 senza che nè dalla parte di Albisola, nè dalla parte della fortezza vi fosse alcun movimento. Tanto li Austriaci, quanto i Francesi stettero in riposo e quiete. Solamente il giorno 14, verso le 9 astron., i Francesi in Albisola vennero ad assalire li Austriaci. La zuffa durò circa due ore, nel qual tempo un corpo di Francesi si inoltrò fino nel fiume, ma alla fine ognuno fece ritorno alle sue prime posizioni. Nel tempo che seguiva la battaglia, essendosi sparse in Savona delle sinistre notizie della ritirata degli Austriaci, seguì un falso allarme per la città e per li borghi, per cui, spaventati, i cittadini si ritiravano alle loro case. Quello che accrebbe timore si fu il vedere il Console Austriaco far levare li stemmi imperiali sopra la porta della sua casa, che alla vanità degli Austriaci aveva fatti innalzare, ed unitamente a molti attaccati al Partito Austriaco partire verso la Madonna.

Poco però durò un tale timore; maggiore al certo si fu lo spavento del seguente giorno 15. Verso le ore nove di mattina i Francesi ricominciarono ad assalire li Austriaci e, passato il fiume, vennero fino in Albisola Inferiore, da dove non era ancor mezzogiorno che avevano scacciato li Austriaci. In tal tempo il Comandante della Piazza ed il Generale Austriaco, fatta suonar la generale e radunata tutta la truppa, si ritirarono fuori la porta S. Giovanni, portando seco e trascinandosi dietro li due cannoni che avevano por-

(1) Sansobbia.

tato a S. Lucia, e tutti li ufficiali, prese le loro valigie, si ritiravano da dove erano alloggiati. I Savonesi, spaventati dalla notizia dell'avanzamento de' Francesi, si intimorirono al vedere la precipitosa partenza delli Austriaci; la maggior parte abbandonarono il pranzo nella più grande costernazione, per portarsi a vedere l'esito della battaglia sulle terrazze. Quello che li affliggeva più di tutto non era già l'avanzamento de' Francesi, ma la notizia, che si era sparsa e che purtroppo si sarebba avverata se si fossero avanzati i Francesi, cioè d'un bottino generale che il Generale Massena aveva promesso alla truppa ad instanza di molti patriotti anco Savonesi, che in gran numero si trovavano nella sua Armata, oltre a molti esili e morti, che sarebbero avvenuti per parte delli patriotti nel furor di vendetta. Un'ora dopo mezzogiorno i Francesi si erano impossessati della montagna delle Bruciate, da dove dopo breve scaramuccia aveano scacciati li Austriaci, e dalla parte d'Albisola avevano superata la salita della Chiappata ed eransi già inoltrati in Valloria presso il Palazzo di villa de' Missionari (1). In fortezza, che vedevano tutto questo, sonarono subito la generale per intimorire li Austriaci, che formavano l'assedio e trattenerli acciocchè non si portassero a soccorrere quelli che si ritiravano; certo, ingannati dalle guardie austriache, che sempre erano rimaste ai loro posti, non sapevano la ritirata di tutti gli altri fuori la porta nel Borgo Superiore, dove si erano fermati senza proseguire oltre. La zuffa si mantenne favorevole fino alle ore 1 pomeridiane; fu allora che, essendosi alquanto rinforzati gli Austriaci, si fecero coraggio e di assaliti si fecero assalitori: in poco tempo scacciarono i Francesi dalle Bruciate e da Valloria non solo, ma anche da Albisola Inferiore e, passato il fiume, li costrinsero a prendere la montagna verso il Capo e rinserrarsi nella torre. Il motivo d'una tal ritirata per parte de' Francesi non era già, siccome poi si seppe, l'essere inferiori di forze, ma nell'ordine dell'istesso Generale Massena

(1) Ora del Comune.

che ritrovavasi colà in persona, avendo questo avuta notizia che il Generale Melas dalla parte della Stella erasi avanzato con tutta l'Armata, onde aveva ordinata la ritirata per portarsi a rinforzare il posto importante della Stella. Vi andò, ma quasi inutilmente: dopo un'ostinata battaglia nelle vicinanze della Vetriera (1), che durò fino alle ore 14 ed in cui vi restarono fra Austriaci e Francesi da quasi 1000 fra morti e feriti, dovettero i Francesi ritirarsi e di nottetempo, abbandonate le montagne sopra Albisola, Celle e Varazze, si ritirarono verso Genova.

Dal giorno in cui entrarono in città li Austriaci, l'Amministrazione aveva dovuto provvedere paglia e legna per e truppe e fieno per i cavalli, del resto a tutto pensavano i Tedeschi. L'Amministrazione, riflettendo che questo era di grande incomodo ed anche causava perdita di tempo, pensò d'appaltare il tutto per via d'incanto, e nel giorno 16 detto Aprile passò un stromento con li cittadini Folco e C^ia^, obbligandosi quelli di provvedere l'Armata Austriaca di paglia, fieno e legna, con ritirare dalle stesse le quitanze in forma, e l'Amministrazione s'obbligò a pagargliene l'importo al prestabilito nell'istromento. Fino al presente li Austriaci portavano il pane per la truppa giornalmente da Cairo, ma, essendo questo alquanto gravoso, determinarono di costruire i forni in Vado. Richiesero pertanto all'Amministrazione de' muratori: l'Amministrazione li accordò ed in poco tempo i forni furono ultimati. Essendovi moltissimi feriti Austriaci, per cui i locali stati assegnati dalla Municipalità erano insufficienti, il Comandante della piazza fece instanza all'Amministrazione dimandandole delle persone per aiutare li feriti a portarsi in Vado, dove avevano fissato l'ospedale generale e ciò per esser più comodo e pronto per imbarcarli e portarli in Livorno. La Amministrazione, che desiderava grandemente di vedere allontanati dalla città tanti ospedali, si mostrò prontissima a condiscendere alla dimanda e a tale effetto fece venire molti paesani dalle ville di Legino, La-

(1) Sulla strada Albisola - Superiore - Santuario della Pace - Stella.

vagnola, S. Bernardo, che unitamente a molti Savonesi in poco tempo trasportarono in Vado tutti li feriti.

Il giorno 16 suddetto il Comandante della Piazza fece pubblicare proclama ordinando a tutti li cittadini che, venendo il caso di qualche fatto d'armi in città, ognuno dovesse ritirarsi alle proprie case, chiudendo le botteghe, porte di casa e finestre sotto pena d'esser castigato severamente chionque in tale circostanza fosse ritrovato per le strade o veduto alla finestra. Questo proclama fu pubblicato per parte dell'Amministrazione il giorno appresso. Lo stesso 16 il Comandante della Piazza fece intendere a tutti quelli abitanti, che ancor si ritrovavano al molo, di ritirarsi quanto prima in città, mentre era giunto a sua cognizione che, sotto l'apparenza di portar colà viveri per proprio uso, si portassero ancora per i Francesi; onde, dopo aver portato via, senza se ne accorgessero i Francesi, quello che poterono di più comodo a portarsi via e di maggior valore, chiuse ed inchiodate le porte tutte e le finestre, si ritirarono in città in casa di qualche loro amico.

Nel giorno 17, con nuovo proclama del Comandante della Piazza, fu intimato a tutti li abitanti delle case, comprese in una linea di demarcazione vicino alla fortezza, che dentro 24 dovessero abbandonare le loro case e, dopo aver chiuse tutte le porte e finestre dalla parte della fortezza, dovessero per mezzo di un ufficiale a tale effetto incaricato consegnare le chiavi delle porte rispettive, dopo averle sigillate, al Comandante della Piazza. La linea di demarcazione cominciava dalla piazza di S. Anna in Ontoria(1), dividendo per metà la strada fino alla Chiesa di S. Croce (2), proseguiva poscia nelle strade dello Spirito Santo e delle Scuole Pie (3), in quelle di Chiappa, del Pallone e della Calata, nelle quali strade era tirata la linea attraverso la

---

(1) Presso l'odierna Parrocchia di S. Pietro.

(2) Oggi palazzo delle Scuole Secondarie: R. Liceo - Ginnasio, RR. Istituti Tecnico e Nautico.

(3) Vi è, in parte, oggi, il Mercato Coperto.

strada, lontano 20 passi circa dal suo finire verso il forte, così che tutte quelle case che si ritrovavano alla dritta di Ontoria, fino alla Chiesa di S. Croce, non compreso il Convento, e al di là della Chiesa suddetta tutte le case tanto alla dritta quanto alla sinistra, e nelle altre strade nominate quelle case, che si trovavano verso la fortezza, al di là della linea tirata attraverso la strada, tutte le suddette case dovevano essere abbandonate. Li abitanti delle stesse, appena inteso un tale infausto annonzio, portarono le loro lagnanze all' Amministrazione, facendole presente prima di tutto l' impossibilità per la così poca limitazione di tempo, e più di tutto il danno grande che poteva loro succedere nel lasciare le loro case. L' Amministrazione fece presente tutto questo al Comandante Austriaco; alcuni particolari si portarono in persona presso dello stesso per vedere d' indurlo alla revoca d' un tal proclama, ma tutto fu inutile: il Comandante della Piazza stette fermo e rispose tanto a' Deputati della Amministrazione, quanto agli altri, che egli aveva presa una simile determinazione per essere stato assicurato che di nottetempo da quelle parti, specialmente dalla porta di Ontoria, si andavano introitando de' viveri nel forte; che d'altronde stessero pure tranquilli i Savonesi, mentre li assicurava che in quanto alla sua truppa non sarebbe loro successo alcun danno per aver abbandonate le proprie abitazioni. Vista la risoluta determinazione del Comandante Austriaco, quelli Savonesi, che erano compresi nella linea di demarcazione, si diedero tutta la premura di sloggiare, ma dove andare essendo da 100 e più famiglie? Eppure in tutto quel giorno trovarono dove ritirarsi, altri presso i parenti, altri presso gli amici, portando seco tutto quello che loro era più necessario e più facile ad esser portato, e, presente l' Ufficiale a ciò destinato, furono chiuse e sigillate le porte di tutte le case designate, dopo avere chiuse tutte le finestre, non tanto di vetro che di legno ed anco tutte le altre porte dalla parte della fortezza; dopo di che tutte le chiavi, ciascuna con il nome del proprietario, furono portate alla casa del Comandante della Piazza, dove stettero fino alla resa della fortezza. E' vero che in tutto quel tempo concedettero

a molti di andare a prendere della roba che loro abbisognava, presente però un ufficiale il quale poi, chiusa la porta, portava di nuovo la chiave al Comandante.

Nello stesso giorno 17 Aprile li Austriaci tagliarono tutti li rami di alberi moroni, che erano nel Zerbino e per le strade nuove per far delle barricate alla cima di tutte le strade che andavano verso la fortezza, cominciando dalla Porta del Molo (1) e andando fino alla Porta Bellaria (2). Cominciarono nella notte fra li 17 e 18 e poi in tutte le notti consecutive fino a che fossero terminate. Nella prima notte i Francesi dalla fortezza, non essendosene accorti, li lasciarono travagliare comodamente; la mattina de' 18, quando se ne avvidero, subito vi tirarono molte cannonate e nelle notti e giorni seguenti continuarono a tirar molti colpi di cannone per impedire la costruzione e diroccare quelle barricate, che erano fatte; ma ciò non ostante, in pochi giorni furono terminate. Verso la parte del molo, alla fine delle strade della Calata e del Pallone, vi aveano innalzato una trincea, tutta di palizzate coperte di tavole; nelle altre strade vi era solamente delli rami intrecciati, nè era possibile passarvi o atterrarli. Un tal riparo fu molto vantaggioso non tanto per li Austriaci, quanto per i cittadini e non passarono molti giorni che se ne vide l'effetto.

Il giorno 19 e 20 detto Aprile passarono da 10000 Austriaci, provenienti da verso Genova e diretti per Finale. Questi, per non esser bersagliati dal cannone della fortezza, passarono dalla Tagliata, poi nel Borgo Superiore per la strada di rimpetto alla Concezione (3), andando nelle trincere (4), e di là per la strada coperta dalle muraglie degli orti nel Borgo Inferiore, passando sotto il ponte di Consolazione nel fiume, andando dall'altra parte e proseguendo per la strada verso Vado. Il giorno 21 Aprile si cambiò tutta la

---

(1) Sulla vecchia Darsena.
(2) Vi è oggi parte della Piazza Giulio II.
(3) Od. Oratorio dei SS. Pietro e Caterina.
(4) Direttiva od. Via Giovanni Bono.

truppa e comandanti dell' assedio della fortezza; oltre al reggimento Austriaco, venne ancora un reggimento Piemontese, ma che non arrivava a 100; vi venne per Comandante il Generale S^t Julien, il quale è stato di molto vantaggio alla città come vedremo in appresso. Il giorno 22 detto, ad instanza delli Comandanti Austriaci, verso le ore 11, sulla piazza del Vescovo fu piantata la Croce nel luogo istesso dove era l'Albero della Libertà. Prima d' innalzarla il Parroco del Duomo la benedì sull' istessa piazza, alla presenza d' un immenso popolo concorso colà per vedere un simile spettacolo. Il giorno appresso fecero lo stesso nel Borgo Superiore. Le popolazioni di Lavagnola e S. Bernardo, dietro l' esempio di Savona, sostituirono anch' esse la Croce dove prima era piantato l' Albero della Libertà.

Vedendo li Austriaci che, nonostante li proclami contro chi avesse somministrato de' viveri a' Francesi e non ostante li inglesi per mare, pure venivano assicurati che, specialmente per mare di notte tempo, venivano introdotti de' viveri nella fortezza, deliberarono d' armare un piccolo naviglio con due gondole, mettendovi sopra oltre a 40 marinari e molti soldati Piemontesi, che erano quelli soldati de' quali si potevano compromettere di non essere ingannati, alli quali marinari e soldati corrispondevano L. 1 per cadauno; e questi sortirono per la prima volta dal porto il giorno 23, però nel buio della notte per non esser veduti dalli Francesi nel forte. Tutti li bastimenti si erano ritirati presso la Calata, lasciando vuoto il porto e l'altra parte della darsena.

Il giorno 28 Aprile passarono da 5000 Austriaci, provenienti dalla parte di Genova e diretti per Finale. Passarono per i Borghi come li altri ne' giorni scorsi. Verso il dopo pranzo passò il Generale Melas con tutto lo Stato Maggiore, che andava parimenti verso Finale.

Il giorno 20 Aprile, alle ore 3 di mattina, i Francesi che erano nel forte fecero una sortita ed attaccarono contemporaneamente tutti li posti avanzati tedeschi dalla parte della città. Subito si mise in arme tutta la truppa austriaca e la cavalleria si portò in gran parte fuori città nel Borgo Inferiore. I Francesi vennero più volte presso le barricate

innalzate dalli Austriaci, ma sempre furono respinti. Il fuoco durò fino alle 5 di mattina; in tempo del combattimento la fortezza tirò, contro i trattati e contro tutte le leggi, più colpi di cannone verso la città, vedendosi alla mattina tre aperture in una casa di rimpetto presso lo Spirito Santo e due in una torre vicino S. Pietro (1). In questa azione 2 Austriaci rimasero morti e tre feriti, fra' quali uno per essere stato colpito da un sasso caduto dalla torre ove aveva colpito il cannone. Maggiore fu il numero de' morti e feriti Francesi. Ad una tale sortita per parte de' Francesi il Generale Austriaco era di già preparato per un fatto successo la sera innanzi. Al Presidente dell'Amministrazione, sull'imbrunire della notte, un ufficiale di fortezza aveva consegnata una lettera ad un contadino delli orti della Foce, dicendo di portarla al Presidente della Municipalità, Giacomo Naselli, quale abitava nel Borgo Superiore, soggiungendo di consegnarla in mano propria. Il contadino, andato nel Borgo e allo stesso Giacomo Naselli, che trovavasi per l'appunto in casa, consegnata la suddetta lettera, dopo avergli detto come eragli pervenuta, il Naselli, aperta la lettera, restò meravigliato al sentir quanto in essa si conteneva. Era il Comandante della fortezza, il quale intimava alla Municipalità di far trucidare tutti li Austriaci e somministrare de' viveri, altrimenti minacciava di atterrare la città tutta con cannonate e bombe. Terminata la lettura di una tal lettera, il Naselli si portò subito dal Generale S.t Julien, presentandogli la suddetta lettera e raccontandogli quanto gli aveva detto il contadino. Il Generale, letta una tal lettera, subito ordinò l'arresto in casa al detto Naselli per non aver fatto arrestare il latore della lettera; però, il giorno seguente alla mattina, fu rilasciato, per essere amico dello stesso Generale e per aver conosciuta l'innocenza dell'inavvertenza. La Municipalità, inteso l'arresto del Presidente, mandò tre Deputati al Generale S.t Julien, quale unitamente si portò in Legino presso il Generale in Capo Melas, che erasi colà

(1) Presso la Torre del Brandale.

fermato per esser tardi, ed allo stesso fece presente quanto era successo. Melas fece rispondere alla lettera, e la risposta fu che, se il Generale Francese avesse tirato cannonate o bombe contro la città, lo avvertiva che prima avrebbe fatti uccidere tutti li ammalati dell'ospedale e tutti li prigionieri, e poi, quando avrebbe presa la fortezza, lo avrebbe passato a fil di spada esso con tutti li suoi soldati: parole solite usarsi in simili circostanze per intimorire, senza che giammai si effettuino, come successe questa volta. Difatti, come vedemmo, abbenchè tirato avesse la fortezza contro la città, si contentarono li Austriaci di rappresentare per mezzo d' un parlamentario al Generale Francese il suo cattivo procedere. La mattina dello stesso giorno 29 Aprile l' Amministrazione, dietro le rappresentanze del Generale Austriaco, il quale si lagnava che, non ostante il divieto emanato ne' giorni scorsi, pure, nel tempo del combattimento di quella mattina, si erano vedute non poche persone alle finestre e sopra le terrazze e perfino per le strade, fece pubblicare un altro proclama in cui, sotto pena di fucilazione a chi avesse allo stesso mancato, intimava a chiunque, al momento che la fortezza tirato avesse un colpo di cannone oppure gli Austriaci e Francesi si battessero fra loro, di ritirarsi subito alle proprie case, chiudere botteghe, finestre e porte e neppure andare sopra le terrazze; proibiva parimente a chiunque di non poter sortire se non previo l' avviso della trombetta. Un tal proclama, come che troppo rigoroso, fu nello stesso giorno variato, mentre, siccome la fortezza tirava fra il giorno ben sovente molte cannonate, dietro un tal proclama ognuno dovuto avrebbe restarsene continuamente in casa, come difatti successe verso il mezzogiorno per alcuni colpi di cannone tirati dal forte, motivo per cui l' Amministrazione, dietro le lagnanze dei cittadini, che finalmente sortirono dopo molto tempo, un altro ne fece pubblicare con il quale invece ordinava a chiunque di ritirarsi alle proprie case, chiuder porte, botteghe e finestre, neppure poter andare sopra le terrazze, e questo allora quando fosse girata per città la trombetta che lo an-

nunziava, e così parimenti di poter sortire quando l'avvisava la trombetta.

Il combattimento, successo in quella mattina fra li Austriaci e Francesi, determinò il Generale S.t Julien a prendere una determinazione, che già da alcuni giorni meditava e fu cioé l'arresto di alcuni Patriotti. Venne rappresentato allo stesso che, nel tempo del combattimento, alcuni di questi Patriotti si erano veduti girare per le strade allegri, altri dalle finestre fischiare e parlare equivocamente, per cui vi era da temere qualche intelligenza coi Francesi. Se tutto questo fosse vero oppure fossero calunnie, siccome dicevano i Patriotti, giammai si è potuto sapere; certo si fu che il Generale S.t Julien, dietro queste rappresentanze, ordinò l'arresto di alcuni di loro e ne consegnò la nota al alcuni ufficiali piemontesi, uno de' quali era un certo Pianavia, quale era pratico di Savona per esservi di già stato altre volte. Questi, fino dalla stessa mattina di detto giorno 29, unitamente a due soldati li condussero tutti ad uno ad uno alla casa del Generale, il quale, dopo aver loro fatto qualche rimprovero, ordinò fossero condotti nel Palazzo Doria, presso S. Maria (1), verso sera poi furono condotti in Lavagnola in mezzo ad un picchetto di soldati piemontesi con ufficiale, pernottando colà in una casa per quella sera; alla seguente mattina furono portati nell'Oratorio di Lavagnola dove, abbenchè si dicesse dovessero essere portati in Piemonte, stettero fino alla resa del forte, sempre guardati dalli soldati piemontesi. Fra tutti erano 22. Vi erano due Agenti Municipali, uno di S. Bernardo e l'altro di Lavagnola; vi era lo stesso Parroco di Lavagnola; li altri tutti di Savona, fra' quali alcuni Preti, compreso l'Arcidiacono della Cattedrale (2).

Alcuni de' primi arrestati, come che non molto patriotti,

---

(1) Non molto distante dall'od. Parrocchia di S. Francesco di Paola.

(2) Nota questo atteggiamento democratico di molti del clero. V. di Noberasco, cit.: « Il clero nel Savon. ecc. », pag. 7 e segg.

misero in costernazione tutta la città; non sapendosi ancora il motivo, ognuno temeva per se stesso; ma, quando si vide che erano Patriotti, allora cominciarono a calmarsi congetturandone il motivo. In questa circostanza si vide la gran differenza che vi era fra i Patriotti e i galantuomini. Allorchè nelli anni scorsi furono esiliati, per motivo de' Patriotti, alcuni Savonesi, quelli tripudiavano nella disgrazia di questi infelici e dicevano pubblicamente che meritavano di più; presentemente quasi tutti, ad eccezione di alcuni spiriti maligni, ne provarono dispiacere e anzi molti si interessarono in loro favore e si portarono presso del Generale pregandolo a lasciarli in libertà. Difatti tre de' meno Patriotti l' ottennero dopo alcuni giorni. Per motivo di questi arresti successero degli inconvenienti: li ufficiali a questo incaricati si fecero lecito di minacciare altri d' arresto, che non erano nella lista, per prendere da altri 4, 6 e fino a 10....., mediante le quali li assicuravano di non più arrestarli. Saputo questo il Generale S.t Julien, subito ordinò si arrestassero, fece restituire il denaro che avevano carpito, fece poscia pubblicare proclama disapprovando quanto era successo ed assicurando di far giustizia a chionque a lui facesse delli ricorsi.

Sul principio del mese di Maggio il Generale S.t Julien pensò seriamente all' assedio della fortezza. Vedendo che non era così facile il prenderla per la fame, si determinò ad impadronirsene per la forza; chiamò e fece venire alcuni ingegneri acciocchè designassero il luogo per le batterie, e fece parimenti venire da cinquanta pontonieri per travagliare e formare tutto quanto è necessario per la difesa delle stesse batterie. Li ingegneri, dopo d'aver scorsi questi contorni, convennero di impiantare una batteria nella collinetta di Mangiacavallo, detta della Villetta, nel luogo medesimo dove fatta l' avevano li Piemontesi nel 1746. Tutto il disegno fatto dalli ingegneri era fatto in questa maniera: dovevano atterrarsi per lungo tratto le due muraglie della terra olivata dello Sperone, vicino all' angolo che separa le

due strade del Pozzetto (1) e della Tagliata, e questo per esser più comodo il trasporto delli cannoni ed anco più al coperto della fortezza, si doveva poscia aprire una strada nella Villetta di rimpetto, e per far questa strada si doveva atterrar per una consimile larghezza la muraglia della Villetta, e poscia formare uno scavo nella terra largo 10 palmi e profondo al principio più di 12, e poi andare sempre diminuendo insensibilmente fino alla distanza di 150. La direzione era verso Greco; si doveva far poscia due altri consimili scavi, uno verso Levante ed altro verso Mezzogiorno. Per far tutti questi scavi vi volevano molte persone e persone che sapessero maneggiare la zappa, motivo per cui il Generale S.t Julien ne fece la dimanda all' Amministrazione, la quale, per andar con tutta l'equità, ordinò che ogni comunità della Giurisdizione vi concorresse secondo il sistema antico, cosicchè vi erano comprese tutte quelle Comuni, che da Cogoleto a Sassello venivano fino al Segno e a Spotorno. L'Amministrazione adunque ordinò che tutte le Comuni dovessero mandare un giorno per ciascheduna 50 contadini provvisti ciascheduno di zappe ed altri instròmenti necessari; la Comunità rispettiva pagar doveva soldi 10 e li Austriaci passavano una razione di pane come al soldato. Siccome vi volevano moltissimi rami d'alberi e pali per far delli gabbioni e fascinate, l'Amministrazione mandò a prenderne nel cosidetto Bosco della Camera (2); per le tavole onde formarne i tavolati gli Austriaci le presero in Varazze. Il Zerbino era il luogo destinato alla costruzione de' tavolati, gabbioni ed altro, e serviva di delizia e passatempo in questi giorni, dalla mattina alla sera e specialmente alla sera, vi era sempre la strada della Tagliata piena di persone, che si portavano a veder travagliare. Qui vi erano alcuni pontonieri che segavano le tavole; più oltre alcuni altri che le univano e formavano i tavolati per i cannoni; in altra parte si preparavano i pali per farne delli gabbio-

(1) In parte l' od. Via Berlingieri.
(2) E' l' antica selva comunale.

ni, altri più grandi, altri più piccoli; altri tessevano intorno a questi pali li rami d'albero che portati avevano dalla montagna; per molti giorni verso sera più bestie portarono tanti rami che nel Zerbino vi pareva una boscaglia; la maggior parte poi de' pontonieri univa li molti rami e ne formava delle fascinate, quali fatte le mettevano a parte, e poi alla sera, alle ore 13, quando li contadini avevano terminato il loro travaglio, erano obbligati a portarle dal Zerbino al posto destinato nella Villetta.

I contadini mal volontieri si prestavano ad un simile trasporto poichè, dovendo passar per la Tagliata e più oltre ancora dove erano veduti dai Francesi, spesso venivano regalati di molte cannonate, senza però che giammai seguisse alcun danno. Dal momento in cui cominciarono a travagliare nella Villetta, non vollero gli Austriaci che alcuno andar potesse per colà, a tal effetto vi era una guardia di 20 soldati e le sentinelle impedivano l'accesso a chionque. Nel termine di pochi giorni portarono a buon termine i travagli tanto delle strade e della batteria, quanto delle fascinate, gabbioni e tavolati per i cannoni, così che il Generale aveva già ordinato che si portassero di Vado li cannoni che avevano mandato a prendere a Livorno e che già da molti giorni erano in quel porto. Sopra d'un bastimento il giorno 10 Maggio cominciarono a trasportarne due che lasciarono nel Zerbino. Essendosi sparsa la notizia che fra breve si sarebbe cominciata a battere la fortezza, molte persone delle più timide se ne andarono ad abitare lontano dalla città, e la maggior parte de' Savonesi cercavano delle case nelle campagne vicine per colà portarsi nel giorno che le batterie avessero cominciato a far fuoco. Un tal timore però fu vano, mentre, essendosi resa la fortezza, ognuno se ne stette alla sua casa.

Il giorno 13 Maggio l'Amministrazione dovette pagare al Generale S.t Julien una contribuzione di L. 12000 in denari contanti, prendendo invece altrettanti biglietti. La venuta degli Austriaci questa volta era molto diversa dalla prima di due anni addietro: allora, dal soldato fino al generale, ognuno aveva dell'argento e, come già vedemmo, nel bre-

vissimo spazio del loro soggiorno in queste parti, vi avean speso da mezzo milione; al presente al contrario erano tutti miserabili e tanto il soldato quanto l'ufficiale spendevano pochissimo e per quelle poche spese che facevano pagar volevano in biglietti, il che era d'un grave danno a' cittadini, primieramente perchè venivano falsificati e poi perchè, sebbene buoni, bisognava perdervi non poco per cangiarli in metallico, onde generalmente tutti, per rifarsi d'un tal danno nel vendere agli Austriaci, rivedevano il prezzo de' generi, oppure procuravano di non vendere cosa alcuna sentendo che avevano de' biglietti. Li Austriaci soldati ed ufficiali portarono le loro lagnanze al Generale S.t Julien, esponendogli quanto veniva di succedere ed il Generale approfittò dell'occasione per obbligare in certo modo l'Amministrazione a cangiare li 5000 fiorini di biglietti in tanto argento, rappresentandole che, per ovviare li inconvenienti potessero succedere, era costretto a pagar la truppa in denaro. L'Amministrazione fece tutto il possibile per veder di non cambiarli, fece presente lo stato della Cassa Comunale, che non avea un soldo e di più era indebitata all'eccesso, rappresentò l'impossibilità di averne per parte delli cittadini per mezzo d'una tassa, essendo generalmente tutti esausti di denaro, gli fece finalmente parlare per alcuni suoi amici per rimoverlo dalla presa risoluzione, ma il tutto fu inutile onde, nella sera de' 13 Maggio, l'Amministrazione sborsò L. 12000, ritirando cinquemila fiorini. Per ritrovare una tale partita, dopo molte deliberazioni, fecero in questo modo: mandarono a chiamare il cittadino Repetto, quello stesso che, come vedemmo, in tempo de' Francesi avea avuto l'appalto d'approvvigionamento della truppa, e che aveva guadagnato moltissimo, e lo interpellarono a prenderne tanti per L. 10000, mentre le altre duemila le avrebbe pagate la Comune. L'Amministrazione le prese dal Monte di Pietà, col patto di veder di cercarne il cambio, obbligandosi l'Amministrazione della perdita. Il Repetto, che nelle circostanze presenti stava in gran timore, prima per tutto quanto era successo per l'addietro e poi per esser Patriotta, accondiscese volentieri ad una tale dimanda, pensando di

farsene un merito e presso l'Amministrazione e città tutta, come anco presso lo stesso Generale. Sborsato il denaro, tanto l'Amministrazione quanto il suddetto Repetto subito cercarono il cambio degli stessi biglietti, scrivendo in varie parti e dopo alcuni mesi trovarono a cambiarli e la perdita fu pochissima.

Nel seguente giorno 14 Maggio si sparse la notizia della prossima resa della fortezza ed, abbenchè subito da molti non si credesse per essersi già per l'addietro detta più volte e sempre ritrovata falsa, ciò non ostante in appresso cominciarono generalmente a prestarvi fede, allorchè videro verso il mezzogiorno che, per ordine del Generale, si desistè dal travaglio nel Zerbino e alla Batteria e furono licenziati tutti li paesani, che, come vedemmo, tutti li giorni venivano dalli rispettivi paesi. In questo giorno i Francesi vennero per tre volte a parlamento, come generalmente si credeva ed era difatti per trattare della resa. Nell'ultima volta il parlamentario Francese stette in casa del Generale Austriaco fino a mezzanotte. Il giorno seguente 15 detto si dava per città sicura la notizia della resa della fortezza, quando s'intese che il Generale aveva sottoscritta la Capitolazione, ma che il Comandante dell'artiglieria della fortezza (era un certo Felix) non voleva firmarla. Difatti verso mezzogiorno lo vedemmo portarsi, unitamente ad un altro ufficiale, in qualità di parlamentario, dal Generale S.t Julien, e, dopo un'ora circa di conferenza, si vide accompagnato da un ufficiale Austriaco tornarsene in fortezza. Ritornò di nuovo presso S.t Julien verso le 23 e finalmente verso un'ora di notte, senza che avesse anco esso firmata la capitolazione. Tutte le volte che si portava qualche parlamentario dal Generale accorreva molta gente nel Borgo S. Giovanni, dove alloggiava il Generale S.t Julien, spinta dalla curiosità ed anco dal desiderio di sentir buone notizie. Quando vi andò il Comandante Felix, ve ne accorse più del solito e tutti i cittadini lo guardavano bieco e lo caricavano sotto voce fra di loro di mille improperi, ma non così al suo ritorno, quando si seppe che aveva acconsentito alla Capitolazione. Allora essi ritornarono tutti alle loro case lieti e contenti fra li

evviva di gioia. La Capitolazione non si seppe se non il giorno appresso. La Capitolazione fra il Generale S.t Julien, Generale Imperiale e Comandante il blocco del forte di Savona ed il cittadino Bujet, Generale di brigata, comandante il forte, era la seguente:

Art. 1° — La guarnigione Francese del forte di Savona uscirà colli suoi soldati, coll' armi e bagagli, tamburo battente e bandiere sventolate per portarsi in Francia per la strada più corta, senza essere prigioniera di guerra. Essa sarà scortata fino al primo posto francese e sarà fornita di viveri nella sua rotta.

R. La guarnigione Francese del forte di Savona sortirà, dimani 16 Maggio, alle ore 3 pomeridiane, con li onori di guerra, armi, bagagli, bandiere spiegate, e deporrà le armi a' pie' dello spalto e si renderà prigioniera di guerra, da dove essa sarà scortata nell' interno dell' Italia fino ad ulteriori ordini del Comandante in Capo dell'Armata Imperiale.

Aggiunta al primo articolo. Gli Ufficiali conserveranno le loro armi, sciabole e spade ed i loro cavalli, che trasporteranno i loro effetti e bagagli, li soldati le loro brisacche e tutte le persone, che non si devono comprendere nel numero de' combattenti, avranno la facoltà i Francesi di mandarle a loro paesi, e li Italiani si renderanno a' loro focolari, eccettuati li infermi e chirurghi necessari per medicare li ammalati e feriti, che non potranno seguitare la guarnigione.

Art. 2.° Saranno forniti agli ufficiali della guarnigione de' mezzi per il trasporto de' loro effetti ed equipaggi.

Art. 3°. Gli ammalati e feriti saranno trasportati per mare e coloro, che non potranno essere tradotti, saranno trattenuti nell' ospedale di Savona ed avranno la facoltà d' andarsene in Francia, dopo la loro guarigione e godranno delli stessi privilegi della guarnigione.

R. Gli ammalati e feriti, dopo la loro convalescenza subiranno la sorte della guarnigione e saranno trattati nel resto con tutto il riguardo che l' umanità richiede.

Art. 4°. Le truppe Liguri saranno libere di poter se-

guire la guarnigione francese o di ritirarsi nelle loro case senza che esse possano essere molestate.

R. Li combattenti che fanno parte della guarnigione francese, saranno compresi nell' Articolo primo.

Articolo aggiunto dal Gen. Bujet. La guarnigione non sarà mandata in Allemagna: essa soggiornerà e sarà compresa nel primo cambio.

R. La guarnigione francese del forte di Savona soggiornerà in Italia, aspettando la decisione del Comandante in Capo dell'Armata Imperiale, la quale, siccome la guarnigione, sarà compresa nel primo cambio.

Articoli aggiunti.

Li ufficiali Austriaci prigionieri nel forte saranno cambiati al più presto che le truppe Imperiali ne prenderanno possesso. Tosto che la Capitolazione sarà segnata da tutte due le parti, li ostaggi saranno cambiati e la porta del Castello sarà consegnata alla truppa imperiale.

Tutti li piani e memorie relativamente alla Piazza ed altro saranno fedelmente rimesse dall' Ufficiale del Genio, siccome l' artiglieria e munizioni di guerra, all'Ufficiale dell'Artiglieria Austriaco, che sarà mandato nel forte dopo la segnatura della presente Capitolazione.

Fatto nel forte di Savona li 25 Floréal, Anno ottavo della Rivoluzione.

Quando si vide girar per città una tale Capitolazione, subito si comprese che non era già Felix che non volesse accettare la Capitolazione; ma, siccome Felix era un uomo scaltro e dotto, il Generale, che era piuttosto ignorante, lo aveva mandato dal Generale Austriaco per vedere di fare una migliore Capitolazione. L' Ufficiale Austriaco, che andò unitamente all' ufficiale Francese, era l' ostaggio compreso nella Capitolazione, siccome Felix lo era per parte delli Francesi. In conseguenza d' una tale Capitolazione, verso un' ora di notte, un picchetto d' Austriaci prese possesso della Barriera e della porta del Castello. Alla mattina del seguente giorno 16 Maggio, vennero in città il Generale Bujet e il Comandante Felix con molti ufficiali e soldati. Siccome, in qualche strada, da alcuni Savonesi furono dette

alcune parole ingiuriose a certi ufficiali Francesi e specialmente ad un Capitano Ligure e Savonese, l'Amministrazione fece proclama proibendo, sotto gravi pene, l'ingiuriare qualonque Francese. In tutto questo tutti li soldati francesi portarono via e vendettero tutto quanto poterono in legni, in ferramenti, e in altro. Verso il mezzogiorno il Comandante della Piazza Austriaco restituì le chiavi ai padroni delle case, che, durante il blocco del forte, come vedemmo, avevano dovuto abbandonare, il che oltre l'esser d'un grande vantaggio alli medesimi particolari, essendo loro stato di non poco dispendio l'assenza dalle stesse case, servi ancora d'un comodo onde potere andar unitamente ai loro amici a goder dalle finestre del bellissimo spettacolo del dopo pranzo nel partir de' Francesi dalla fortezza, al quale spettacolo accorsero non solo quasi tutti li Savonesi, ma anche moltissimi de' luoghi circonvicini.

Verso le due ore pomeridiane la soldatesca Austriaca in fanteria e cavalleria pettinata ed abbigliata molto bene si mise sull'armi unitamente al battaglione Piemontese (saranno stati fra tutti da tremila, radunati tutti nel Borgo Superiore) e si portarono a tamburo battente e banda militare e bandiere spiegate verso la fortezza. Giunti a' piedi dello spalto si fermarono ed in maggior numero si schierarono lungo la strada, che dal Convento de' Padri delle Scuole Pie, sempre a' piedi dello spalto, conduce nel forte e si fermarono dove la stessa strada ascende verso la fortezza; un altro corpo di truppa si schierò lungo la Contrada d'Ontoria fino alle porte Bellarie; dalle porte Bellarie, lungo le strade nuove, stava schierata la cavalleria, che era da 100 soldati e, finita questa, cominciava un altro corpo di fanteria, che proseguiva fino al Borgo Superiore. Verso le ore tre pomeridiane il Generale S.t Julien, unitamente a molta ufficialità, dal Borgo Superiore, dove era alloggiato, si portò verso la fortezza, dove stava schierata la truppa Austriaca. Colà, appena arrivato, discese dalla fortezza la truppa Francese a tamburo battente e banda e bandiere spiegate; prima di tutti vi era il Generale Bujet e il Comandante Felix, ambi a cavallo, con tutto lo Stato

Maggiore, alcuni de' quali erano anch'essi a cavallo; venivano poscia tutti li soldati con suoi rispettivi ufficiali, schierati in ordine di battaglia. Fino alle porte della Barriera sonarono i tamburi e la banda francese; colà giunti, cessò la francese e cominciò l'austriaca. Arrivati i francesi a' piedi dello spalto, il Generale Bujet e li ufficiali fecero un composto saluto al Generale S.t Julien, dallo stesso corrisposto; dopo di che Bujet si fermò con il Generale S.t Julien e Felix con tutta la truppa proseguì la marcia verso il Convento dei Padri delle Scuole Pie, fin dove la strada, che va al forte, si unisce con quella d' Ontoria (1).

Giunti colà i francesi, un ufficiale austriaco prendeva lo schioppo di mano al Francese, e questo gli consegnava la bandiera, la maggior parte però con rabbia e dispetto, e poscia il Francese proseguiva per la strada d' Ontoria e per la strada nuova fra mezzo alla truppa austriaca. Arrivati tutti i Francesi nel Borgo Superiore, presero la strada verso Genova, scortati da un corpo di cavalleria e infanteria, e andarono in quella giornata a pernottare in Albisola: erano da circa ottocento in tutti.

Partiti tutti li Francesi, entrarono nel forte da 200 Austriaci e subito, fra i replicati spari di cannone, fu inalberata la Bandiera Imperiale, che il Generale S.t Julien aveva fatta fare già da molti giorni. Contemporaneamente innalzata la Bandiera Imperiale Mercantile in tutti li bastimenti, che erano in darsena, fra li molti spari di cannone, li padroni de' bastimenti, il giorno innanzi che si rendesse la fortezza, temendo d' incontrare l' infelice sorte di quei di Laigueglia, Porto e S. Remo, che si videro predare dagli Inglesi i loro bastimenti, benchè ancorati sopra la spiaggia, i padroni savonesi si portarono dal Generale S.t Julien, dicendogli che, avendo inteso doversi fra breve rendersi la fortezza, in caso che ciò succedesse, essi avevano pensato di alberar alli bastimenti Bandiera Imperiale, ma che, prima

---

(1) Teatro di questi fatti fu il luogo, occupato, in parte, dall' odierno Mercato coperto e vie circostanti.

di far questo, erano venuti a dirglielo desiderando la sua approvazione. Il Generale subito accondiscese alle loro dimande, lodando la loro determinazione, e, siccome dimandavano un passaporto, temendo degli Inglesi che erano in Vado, il Generale li assicurò e loro diede parola che mettessero pure Bandiera Imperiale senza alcun timore. Subito adunque fecero fare molte bandiere, che alberarono, come dicemmo, nel giorno della resa della fortezza. La bandiera era composta di tre sbarre, due rosse ed una bianca, la bianca nel mezzo e le due rosse a' lati; nel mezzo della sbarra bianca vi era l'Arma Imperiale con il nome di Francesco Secondo.

Dal giorno in cui era cominciato il blocco della fortezza alcun bastimento non era entrato nel porto di Savona e quelli che vi erano, come dicemmo, si erano ritirati nella darsena (1), presso le mura della città, per non essere molestati dalli replicati colpi di cannone del forte, benchè, ciò non ostante, siano stati danneggiati alquanto nelli alberi ed antenne, così che il porto e la darsena presentavano all'occhio dello spettatore un bellissimo spettacolo. Resa la fortezza, li marinai si affrettarono di rimettere al loro primiero posto i bastimenti tanto nel porto, che nella darsena ed alla sera due corsari savonesi, al soldo delli Imperiali, furono li primi che entrarono in porto fra li replicati colpi di tutta la loro artiglieria, ed uno di questi più piccolo, presa al suo bordo la Bandiera Imperiale, andava girando per il porto nel mentre che la banda suonava e sparavano i cannoni, e questo continuò fino a notte. Verso la sera molti cittadini erano accorsi al molo, determinati di spiantar l'Albero della Libertà, ma loro venne proibito da una sentinella che, per ordine del Generale S.t Julien, era stata mandata, non volendo il Generale che per allora si atterrasse. Però, essendovi andati il giorno appresso molti marinari a pregarlo di permetter loro d'atterrarlo, dopo replicate instanze accordò loro una tale dimanda e questi su-

(1) Od. Darsena vecchia.

bito, in numero di duecento e più, lo atterrarono e bruciarono fra gli replicati evviva; di più atterrarono il piedestallo e l'ornamentazione all'intorno.

Nella sera dello stesso giorno 16 Maggio vennero, di ritorno da Sestri, li Deputati, che da questa Amministrazione, ad invito del Generale S.t Julien, erano stati colà spediti fino dal giorno 14 detto.

Nella mattina del detto giorno 14 Maggio il Generale S.t Julien, fece intendere a questa Amministrazione di mandare due Deputati a Sestri presso il Commissario Ordinatore S.t Julien, suo fratello, per prendere li ordini ed instruzioni necessarie onde venire all'elezioue di un nuovo Governo. La Amministrazione elesse ad una tal Deputazione Agostino Maria Montesisto e Carlo Corso (1), due nobili. Questi partirono subito per Sestri, con lettera dello stesso Generale S.t Julien a suo fratello.

Giunti in Sestri, li detti due Deputati furono accolti dal Commissario Ordinatore con i più grandi favori in vista della lettera favorevole di questo Generale suo fratello, si trattennero seco a lungo in conferenza per la formazione del nuovo Governo e, dopo avere estesi alcuni articoli riguardanti lo stesso, quali erano vantaggiosi ed onorifici alla città di Savona, i detti Deputati se ne ritornarono e, giunti in città, subito si presentarono al Generale S.t Julien, presentando allo stesso una lettera del Commissario Ordinatore, nella quale eravi il contenuto di tutto l'operato. Subito si sparse la notizia della prossima installazione del nuovo Governo, abbenchè non si sapesse cosa alcuna dell'operato in Sestri; solamente si seppe definitivamente il giorno 21 detto, nel qual giorno seguì il cangiamento.

Resa alle truppe austriache la fortezza e liberati i Sa-

---

(1) Il March. Carlo Corsi coperse, nella sua città, alte cariche pubbliche e fu V. Sindaco nel 1822. Cfr. di F. Bruno: « La ricostit. del « Libro d'Oro » del Comune di Savona - P. I », in: « Atti d. Soc. Savonese di St. Patria », 1919, II, pag. 70.

vonesi da tanti disastri, l'Amministrazione ordinò con suo suo proclama che, nella prossima Domenica 28 Maggio, si dovesse cantare in Duomo un solenne « Te Deum » in ringraziamento all'Altissimo delli ottenuti favori, invitando con detto proclama tutti li Savonesi a concorrere ad una tanta solennità, e, per renderla più solenne, ordinò che alla sera fosse illuminazione generale; ordinò pure, cosa giammai veduta per l'addietro, che fosse apparata la Chiesa de' soliti apparati di Damasco, e, non ostante la scarsezza di tempo, non arrivando a un giorno e mezzo, ciò non ostante per la sera del giorno 17 tutto era finito. Siccome l'Amministrazione aveva formalmente invitato al suddetto « Te Deum » il Generale con tutta l'Ufficialità e il Comandante delle Galere Napoletane, per ciò ordinò che si preparassero li posti necessari distinti, che furono in questa guisa: dirimpetto alla Cattedra del Vescovo v'erano tre sedie e genuflessori, apparati di damasco, per il Generale Comandante delle Galere Napoletane, per il suo Aiutante e per il Generale S.t Julien; subito dopo, verso il presbiterio, v'erano due lunghe panche, una dalla parte del Vescovo e l'altra dalla parte del Generale, una dirimpetto e che guardava l'altra, tutte due parimenti coperte di damasco, e queste erano per l'Amministrazione e per l'Ufficialità. Venuta la mattina del giorno 18, da 400 e più soldati si portarono verso le ore 10 astron. di parata nella piazza del Duomo, inviati colà d'ordine del Generale per eseguire delle evoluzioni militari ed, in tempo del « Te Deum » e Messa, fare le solite sparate. Verso le ore 11 il Generale ed Ufficialità si porterono alla Cattedrale. Il Capitolo, avvisato della sua venuta, che stava ad aspettarlo alla porta maggiore, se li fece incontro ed il Preposito, avendole presentato l'acqua benedetta, si avanzò circondato dalli Canonici verso l'altar maggiore e si mise al posto stato preparato. Il Comandante delle Galere Napoletane ed il suo Aiutante erano con vestimenti magnifici. L'Amministrazione era venuta assieme al Generale, che era andata a prenderlo alla sua casa.

Subito diedesi principio al « Te Deum », cantato alternativamente e dal Coro e dal Popolo, che vi era accorso

in gran folla non solo da Savona, ma ancora da' paesi circonvicini. Terminato il « Te Deum », si diede cominciamento alla Messa, accompagnata da scelta musica. In tempo del « Te Deum » e della Messa, la truppa, che stava schierata sulla piazza, fece delle replicate sparate; la fortezza parimenti, per più volte, fece salva di tutta l'artiglieria e in porto ancora la maggior parte de' bastimenti, unitamente a due galere napoletane, che a caso si trovavano nel porto, esposte avevano tutte le bandiere, solite a spiegarsi in tempo di allegrezza, fecero delle triplicate salve, talmente che vi pareva in Savona un terremoto dal gran fracasso. Finita la Messa, il Generale si portò in fortezza, dove aveva invitata tutta l'Ufficialità a pranzo. Alla sera poi vi fu nel forte festa da ballo ed in città vi fu un'illuminazione generale che mai non si vide l'eguale, e per buona sorte il tempo era sereno e senza vento, onde poter meglio godere lo spettacolo dell'illuminazione, che fu di ammirazione alli medesimi Austriaci.

Presa dalle truppe imperiali la fortezza di Savona, ne derivarono due grandi vantaggi alla città; il primo fu la partenza di quasi tutta la truppa, che assediava il forte, non restando in Savona che una guarnigione di circa 1000, quali star dovevano in fortezza e così li cittadini non furono cotanto oppressi dalli alloggi; il secondo vantaggio si fu la partenza per Livorno de' molti ammalati, che si trovavano nelli ospedali e a tale effetto furono messi dall'Amministrazione in requisizione tutti li bastimenti più grandi che si trovavano in porto; erano 30 bastimenti per portare a Livorno tutti li ammalati. Li padroni de' bastimenti posti in requisizione, essendosi presentati all'Amministrazione, le fecero il progetto di portar gratis in Livorno tutti li ammalati austriaci, con che ottenessero un passaporto dalli Austriaci e Inglesi di poter estrarre dalla Piazza di Livorno e grano e commestibili solamente per portare in Savona. Li padroni de' bastimenti si determinarono a far questo perchè nè li Austriaci, nè li Inglesi avevano mai voluto far alcun passaporto temendo che se ne servissero per portar de' viveri in Genova. L'Amministrazione ne fece presente un tal

progetto al Generale S.t Julien il quale, d'accordo con li Inglesi, accordò alli padroni de' bastimenti, che avessero portato in Livorno li ammalati Austriaci, la libera estrazione di qualonque genere di mercatura, fuorchè di commestibili, con il passaporto di ritornarsene a Savona, carichi di detti generi, il che era di non poco vantaggio. Ottenuto questo, furono subito imbarcati tutti li ammalati in sette bastimenti che partirono per Livorno. In questo tempo si stava in grande aspettativa di vedere una volta il nuovo Governo, di cui si andavano spargendo molte differenti e tutte false notizie; quando, nella mattina del giorno 21 Maggio, si installò dal Generale S.t Julien il detto nuovo Governo, composto di sette Savonesi, quali erano Domenico Bozzello, presidente perpetuo, Domenico Maria Peirano (1), Giuseppe Gozo (2), Agostino Maria Montesisto, Carlo Corso, Giacomo Nasello (3), Nicolò Gavotto (4): li ultimi quattro erano ex nobili. Invece del Tribunale per il Civile e Criminale fu creato, come per l'addietro in tempo dell'antico Regime, un Giudice con il suo Consigliere. Installati che furono i nuovi Deputati, il Generale S.t Julien se ne partì prendendo la direzione verso Nizza, con grande rammarico di tutta la città, alla quale procurati aveva grandi vantaggi in tutto il tempo della sua dimora in Savona. In di lui vece rimase al Comando un certo Colonnello Brixen, uomo barbaro ed austero nel suo carattere; e presto si diede a conoscere. Partito essendo il Generale, questi, la mattina del

---

(1) È forse l'avv. Domenico Vincenzo, che fu anche un discreto poeta. V. di Noberasco, cit. « Contrib. savonese alla poesia napol. », pag. 19.

(2) Sostenne molte cariche pubbliche in Savona, come agente provvisorio di polizia e altre. Cfr. di F. Bruno, cit. « Savona e la Rep. dem. lig. », pag. 7.

(3) Lo troviamo tra i deputati del popolo di Savona nel 1797. V. op. cit. del Bruno, pag. 10.

(4) Coperse molte cariche pubbliche e fu a capo dell'Amministrazione cittadina dal 1822 al 1826.

giorno 22, fece presente alla Deputazione essere sua intenzione che la stessa approvvigionar dovesse la fortezza di tutto il necessario. La Deputazione restò meravigliata di una tal dimanda del Colonnello Comandante, a cui subito rispose che non era in circostanze d' adempire alla sua richiesta, per essere la Cassa Comunale senza denaro per le continue spese, che aveva fatte e faceva continuamente, e poi continuava la sua risposta esponendogli l'infelice stato delli cittadini, e terminava finalmente con pregarlo a non volere insistere sopra una tale dimanda. Il Colonnello, letta una risposta, scrisse che voleva assolutamente che la Deputazione approvvigionasse; la Deputazione di nuovo rispose che non poteva. Molte furono in quel giorno le lettere inviate dal Colonnello e le risposte allo stesso dalla Deputazione, nelle quali esponeva l'impossibilità in cui ritrovavasi la Comune di adempiere alle dimande del Colonnello Brixen, quando, nella mattina del giorno 23, si portarono 10 soldati con fucili alla Deputazione, radunata già da alcune ore, e il Sergente presentò una lettera del Colonnello Brixen con cui detto Colonnello intimava di approvvigionare quanto prima la fortezza di quanto abbisognava, altrimenti avrebbe preso altre misure. La Deputazione ben s'avvide che il Colonnello voleva cen questo intimorirli e costringerli per forza ad accordargli quanto dimandava; ma per sorte la maggior parte de' Deputati erano tutta gente intrepida, onde, senza punto intimorirsi, subito rispose che in quanto all' approvvigionamento non aveva che a ripetere quanto aveva scritto per l' addietro, essendo impossibile a motivo della totale mancanza di denaro, che d' altronde la Deputazione si meravigliava altamente nel vedere un corpo di truppa armata alle sue porte, quasi che si pretenda tenerla prigione nella sala di sua adunanza, che era sicura di non aver dato a questo alcun motivo e non esser questa la mente del Generale in Capo, che sarebbe andata ad informare in Genova. Il Colonnello Brixen, che supposta non aveva cotanta fermezza nella Deputazione, meravigliato a leggere una simile risposta e temendo delle conseguenze a suo danno se pervenuta fosse al Generale notizia del suo operare, pensò di rimediarvi

scrivendo alla Deputazione che egli non poteva comprendere come la Deputazione avesse preso in sinistra parte quello che egli avea creduto fare a suo onore, mentre la poca truppa inviata al Palazzo avea creduto inviarla come una guardia d'onore e continuato avrebbe a mandarla, siccome fece difatto. La Deputazione, letta una tal risposta del Colonnello, si diede tutta la premura di spedire a Sestri due Deputati, cioè Montesisto e Naselli, quali partirono subito per Sestri; in tale occasione partì seco loro l'Avvocato Giovanni Fiorito per combinare col Commissario S.t Julien un piano di Costituzione definitivo, mentre dal momento della loro installazione si erano avveduti che tanto nel Civile quanto nel potere giudiziario erano mancanti di attribuzioni. Arrivati li Deputati in Sestri, si presentarono tosto al Generale Comandante il blocco di Genova, Generale Otto, come anco al Commissario S.t Julien, a' quali esposero lo stato infelice della Comune di Savona per le continue spese, che fatte aveva e faceva continuamente per il soggiorno delle truppe austriache, soggiungendo che per compimento il Colonnello Comandante il forte voleva che si approvvigionasse il forte. Il Generale Otto li accolse favorevolmente e consegnò loro una lettera diretta al Colonnello Brixien, nella quale il Generale ordinava al suddetto Colonnello di non molestare la Comune di Savona per approvvigionare la fortezza, mentre avrebbe dati li ordini opportuni onde il tutto vi fosse trasportato per via di Livorno; in quanto poi alle spese che fatte avevano ed erano per fare, il suddetto Generale assicurò li Deputati che avrebbe procurato, per quanto poteva, che fossero di tutto indennizzati, al che li Deputati risposero con mille ringraziamenti e sarebbero subito ritornati a Savona se non si fossero dovuti fermare ancor qualche giorno per terminare la loro missione presso il Commissario S.t Julien, il quale era molto occupato in quei giorni, onde spedirono la lettera del Generale Otto alla Deputazione, quale subito mandò al Colonnello Brixen, e con questo si terminò la disputa dell'approvvigionamento. Difatti non tardarono pochi giorni che arrivarono da Livorno tre bastimenti carichi di farine nelle botti, che per allora misero

nella pianura del molo allo scoperto; vennero poi altri bastimenti con del fieno e biade per i cavalli.

In questo tempo la Deputazione si dava la premura ed era presso a compire ad un' altra dimanda, che il Colonnello Brixen fatta avevale fino dalla sera del giorno 23, ed era cioè far pulire ed aggiustare quanto prima tutta la fortezza e specialmente i quartieri, alloggi per gli ufficiali, per cui dimandavano parimenti da 200 pagliacci per i soldati e letti, forniti di tutto per li ufficiali, quali star vi dovevano di guarnigione, ed erano fra soldati ed ufficiali da circa 1000. La Deputazione aveva mandato in fortezza de' falegnami, ferrai e muratori per farvi quanto vi era necessario; vi mandarono altre genti per scopare e portar via tutte le immondizie, che da per tutto lasciate avevano i Francesi, ed erano tali e tante che mandavano un fetore pestilenziale; in quanto poi a' pagliacci per i soldati, si servirono di quelli che vi erano e che fatti avevano in tempo de' Francesi, e vi compirono a quei pochi che mancavano; per i letti degli ufficiali fecero una tassa delle famiglie benestanti di Savona; nel termine di pochi giorni ultimato fu il tutto felicemente. In questo tempo la Deputazione aveva rivolto le sue cure per attuare i vantaggi della città, specialmente con la gabella della macina, formando un progetto per cui si introitava da L. 12000 e aveva ordinato la carta bollata, dietro l' esempio di altre città.

Il giorno 25 maggio fummo spettatori d' una numerosissima processione generale alla Madonna, alla quale intervennero, oltre tutte le Corporazioni religiose esistenti in Savona, i Missionari e le Scuole e la stessa Deputazione, la quale, fino de' giorni innanzi, per mezzo d' un suo proclama, invitato aveva tutto il Popolo a portarsi colà per ringraziare la Gran Madre della Misericordia delli tanti favori e grazie che si degnava compartire alla città di Savona. Verso il mezzogiorno venne nel porto una scialuppa inglese e l' Ufficiale, che vi era dentro, marcò alcuni bastimenti e prese il nome e, dopo essersi fermato alquanto in città, se ne partì. Questo mise in costernazione la città e, siccome la maggior parte de' marinari e padroni erano andati in

Processione alla Madonna, subito ne precorse colà la notizia, per cui fu alquanto sconcertata la funzione e la processione al suo ritorno, mentre ognuno temeva che non fosse per succedere a' bastimenti di Savona quello che già era avvenuto a quelli del Porto Maurizio e di altri paesi del Genovesato, non ostante le assicurazioni e le promesse del Generale S.t Julien. Di ritorno dalla Madonna, subito si radunò la Deputazione, affollata da una moltitudine di gente, la maggior parte marinari, e nelli diversi pareri proposti fu adottato quello di spedire al Generale Otto un Deputato, nella persona del cittadino Agostino Aliberti, il quale, unitamente alli altri Deputati Montesisto e Naselli, rappresentasse al medesimo Generale Otto quanto veniva di succedere. Il Generale Otto, inteso l'esposto da' Deputati di Savona, si portò subito al bordo del vascello dell'Ammiraglio Keit, comandante la flotta del Mediterraneo, quale si trovava allora nella rada di Cornigliano, e tanto fece che ottenne risposta favorevole per i bastimenti Savonesi, con promessa che non sarebbero per parte delli Inglesi dichiarati predati. Ottenuto quanto addimandavano riguardo a' bastimenti e terminato il lavoro per la compilazione d'un piano di Costituzione, in cui il Commissario S.t Julien accordato aveva alli Deputati tutto quanto avevano addimandato si riguardo alle loro attribuzioni che riguardo al poter giudiziario, terminate tutte le loro incombenze felicemente, i Deputati di Savona se ne ritornarono, dopo mille ringraziamenti ed al Generale Otto ed al Commissario S.t Julien.

Arrivarono in Savona il giorno 27 detto alla sera, apportatori di così liete novelle. Il piano di Costituzione essendo molto lungo, ne darò una breve nozione in succinto. Venia stabilita una Giurisdizione a cui si dava il nome di « Giurisdizione di Savona », e il suo distretto abbracciava quel tratto di paese, che aveva per l'addietro la « Giurisdizione di Colombo »; solamente che vi si accresceva di più il paese di Vezzi. In Savona, capoluogo della Giurisdizione, vi risiedeva una Deputazione di sette persone savonesi; nelli altri paesi della Giurisdizione vi erano degli Agenti in maggior o minor numero, secondo la popolazione;

questi venivano eletti dalla Deputazione di Savona ed erano dipendenti dalla medesima. Vi era poi un Giudice per le cause civili e criminali, e questo risiedeva in Savona, quale Giudice aveva il Cancelliere da eleggersi dalla Deputazione. Per le cause minori poi era giudice la stessa Deputazione, ossia due Deputati della stessa. tutti i giorni, ad un'ora stabilita, formavano tribunale. Facevano giustizia nella sala di residenza di detta Deputazione. Nelli altri paesi della Giurisdizione vi era in ciaschedun paese un Giudice per lo cause, che non oltrepassavano la somma di L. 1000, mentre in tal caso, essendo maggiori, erano di spettanza al Giudice di Savona. Li appelli delle cause de' Giudici della Giurisdizione erano devoluti al Giudice di Savona. Per le cause minori erano Giudici due degli Agenti del paese. La Deputazione poi di Savona aveva un potere dittatorio e basti fra li altri il seguente: se uno de' Deputati andato fosse in qualche paese della Giurisdizione, colà mandato dalla Deputazione oppur di suo moto proprio, poteva esercitar lo stesso potere che avevano li Agenti. Dal fin qui detto ognuno vede benissimo quanto fosse vantaggiosa e decorosa la Costituzione alla città di Savona.

Fino dal giorno 24 Maggio il Comandante Brixen aveva dimandato la Chiesa di S. Agostino per farvi ospedale, essendo così più comodo l'imbarco degli ammalati e, non ostante tutte le rimostranze fatte dalla Deputazione acciocchè prendesse invece un altro locale, specialmente per essere una Chiesa Parrocchiale, ciò non ostante bisognò accordargliela e la Deputazione assegnò per allora la Chiesa de' Missionari (1) al Parroco di S. Agostino dove fu trasportata il giorno 28 e si cominciarono ad esercitar le funzioni parrocchiali, essendovi prima stati trasportati tutti li arredi necessari della Chiesa Parrocchiale.

Il primo giorno o secondo di Giugno furono due giorni d'inquietudine ed allarme per i cittadini; si andavano spargendo alcune notizie che i Tedeschi si erano ritirati in Ven-

(1) Od. S. Andrea.

timiglia per essere stati scacciati da Nizza da' Francesi, arrivati colà in gran numero; si diceva ancora che una Armata poderosa francese era discesa in tre colonne nel Piemonte, una per ....., l'altra per Susa e Rivoli e la terza per la Valle d'Aosta era arrivata a Vercelli, e che particolarmente quest'ultima aveva avuto qualche vantaggio sopra li Austriaci. Queste notizie venivano confermate da persone che venivano da quelle parti; ma quello che faceva maggiormente più temere e che pareva confermasse tali infauste notizie erano le operazioni allarmanti degli Austriaci. Era già da alcuni giorni che il Comandante Brixen fatto aveva estrarre dalla fortezza e portare alla marina i migliori e più grossi cannoni e colubrine si di ferro che di bronzo che vi erano in fortezza, per poi imbarcarli e portarli a Livorno, ma andavano con lentezza e non pensavano ancora ad imbarcarli. Nel giorno 2 Giugno il Comandante li fece imbarcare di tutta fretta e partire per Livorno; fece parimenti trasportare di fretta nella fortezza tutte le botti di farina che, come dicemmo, erano state portate da Livorno e che erano al molo; erano da 1000 e più, per cui impiegarono alcuni giorni; vi erano ancora molte C^ra^ fieno e biade, che portarono parimenti in fortezza. Siccome alcuni degli ufficiali dormivano in città, il Colonnello ordinò loro che si portassero fino da quel giorno a dormire in fortezza, e, non essendo bastanti i letti che erano stati colà mandati dalla Deputazione, sebbene non pochi ufficiali si fossero portati quelli delle case dove prima alloggiavano, la Deputazione dietro l'invito del Colonnello, gliene mandò degli altri, così che fra li primi e li secondi oltrepassavano i centocinquanta. Il detto Colonnello Brixen fece la dimanda a questa Deputazione di far portar quanto prima nel forte da 100 buoi, che poi, dopo molte rimostranze della stessa, furono ridotti in soli cinquanta, per i quali la Deputazione fece una tassa per tutta la Giurisdizione. Savona fu tassata di dodici e li altri paesi in proporzione alla loro popolazione, quali in pochi giorni furono portati in fortezza. Bisognò parimenti che la Deputazione vi facesse trasportare una quantità di legne. Queste e molte altre operazioni allarmanti per parte degli

Austriaci fecero, se non credere, almeno fortemente dubitare a' Savonesi che le notizie sparse nei giorni addietro potessero esser vere e che li Austriaci, operando in tal modo, temessero d' un prossimo assedio, siccome poi avvenne.

Non si può esprimere la costernazione e lo spavento in cui stavano immersi la maggior parte de' cittadini, abbenchè il Colonnello, interpellato dalla Deputazione e da alcuni particolari, assicurasse generalmente non esservi alcun motivo a temere. In tali angustie venne il giorno 3 Giugno a consolarli alquanto la cotanto sospirata notizia della resa di Genova. Questa notizia, non ostante la poca distanza di Savona e di Genova, si mise in dubbio fino al seguente giorno, mentre, siccome per l' addietro più volte si era intesa una tale notizia e sempre si era ritrovata falsa, anco questa volta dubitavano così fosse per essere; quando la mattina del giorno quattro due Usseri a cavallo, spediti da Genova al Generale in Capo che era in Ponente, confermarono e diedero sicura una tal notizia, confermata poi da molti che di colà venivano.

Nel giorno 6 Giugno, dalla mattina fino alla sera, vidimo passare per i Borghi tutta la guarnigione di Genova, in tutto 6000 circa che, a tenore della Capitolazione, si portava in Francia. Siccome, a tenore parimenti di detta Capitolazione, avevano tutti, li soldati ed ufficiali, le loro armi, il Colonnello Comandante Brixen non permise che pernottassero in Savona ed invece li fece andare innanzi, e pernottarono parte in Legino e parte in Vado, e solamente da 100 circa ufficiali dello Stato Maggiore si permise di fermarsi a dormire non già in città, ma nelli due Borghi. Fin dal primo giorno che erano entrati in Savona li Austriaci, questi avevano fatto guarnire le porte della città con una guardia; in quel giorno il Colonnello mandò alle tre porte S. Agostino (1), Bellaria, S. Giovanni (2), ma specialmente a queste due ultime, tre forti guardie di truppa, quali im-

---

(1) Fronteggiante la Darsena vecchia.

(2) Dava sull' odierna Piazza A. Diaz.

pedivano solamente alli soldati di entrare in città. In fortezza poi tenne il detto Colonnello in quel giorno e specialmente in tutta la notte tutta la truppa sull'armi, non tanto per tutto quello che potesse succeder per il passaggio con l'armi alla mano di tanta truppa, quanto anche per l'avanzamento de' Francesi nella Riviera di Ponente, mentre, fino dalla stessa sera del giorno 6, si sparse la notizia che i Francesi, superato il posto di Ventimiglia, si fossero di già avanzati ad Albenga. Questa notizia, la mattina del seguente 7, venne confermata da alcune persone, fuggite da Oneglia, Porto Maurizio e da altri luoghi della Riviera. Al giunger colà delle truppe francesi, nello stesso giorno 7, il Colonnello Brixen fece instanza alla Deputazione onde se li preparassero alcuni bastimenti per imbarcarvi li ammalati degli Ospitali, ed avendoli la stessa Deputazione fatti preparare ed essendo in pronto, fino dalla stessa sera, furono imbarcati tutti quelli ammalati, che potevano essere trasportati in que' bastimenti — erano da 150 — e subito in quella notte partirono per Livorno.

Intanto andavano arrivando molti Austriaci da Ponente, quali proseguivano il loro cammino verso Genova, non ostante che le strade fossero alquanto cattive, per essere già da alcuni giorni che pioveva e specialmente in quel giorno. L'arrivo di tal gente, e di altri particolari, che vennero in quel dopo pranzo da Finale, che assicuravano di aver lasciati li Francesi ad Albenga, accrebbe maggiormente per la città lo spavento e la costernazione, temendo ognuno di vederli giungere fra pochi giorni in questi contorni. Ma quale fu mai la maraviglia e lo stupore e spavento allorché, verso le ore 23 di detto giorno sette, nella Valle di Vado, sulla strada che conduce a Spotorno, verso la posizione detta di S.ª Elena (1), si sentirono alcuni colpi di fucile, che poi si convertirono in formale scaramuccia, dal che si comprese essere i Francesi che si avanzavano, i di cui picchetti ed avamposti respingevano la retroguardia austriaca, che, sem-

(1) Vi fu fatto poi un forte.

pre facendo fuoco, andava ritirandosi e piegando verso Savona. Difatti in poco tempo, verso le 23 $^1/_2$, si avanzarono fino dove comunemente si dice il Merone presso il fiume, nel mentre che questi ultimi si erano ritirati in Savona. I francesi, però, in quella sera, non passarono il fiume ed, essendo alquanto cessata la pioggia, occuparono parte tutte le sommità delle montagne che sono alla sinistra (?) del fiume ed altri si sparsero, sempre alla sinistra del fiume, per le case e per le campagne, dove fecero non poco danno, quale si poteva aspettare da truppe sbandate e francesi, portando via il vino dalle cantine e i viveri de' contadini e rovinando la campagna nel seminato a raccolta.

L'arrivo de' Francesi in questi contorni mise il colmo allo spavento ed alla costernazione delli infelici Savonesi, che prevedevano pur troppo le miserie e guai, che loro sovrastavano, e ognuno può immaginarsi se in quella notte i Savonesi dormirono tranquillamente. La mattina del giorno 8 Giugno quasi tutti si levarono di buonissima ora per informarsi di quanto era successo; moltissimi si portarono ai borghi e alcuni andarono più innanzi verso Legino, ed, avendo inteso che già i Francesi erano passati di qua del fiume di Vado e che pareva volessero correre innanzi e di più che erano in gran numero con della cavalleria, inteso questo la maggior parte se ne tornarono indietro, abbenchè fossero assicurati che i Francesi lasciavano passar chi che fosse liberamente. Difatti in quella mattina vennero in Savona alcuni contadini di Vado per ragguagliare i loro padroni del danno cagionato colà dalle truppe francesi, e poi li medesimi contadini se ne tornarono di nuovo in Vado liberamente. Dietro tali notizie, la Deputazione, radunatasi di fretta, mandò un Deputato al Colonnello Brixen, pregandolo di far ritirare le guardie di soldati dalle rispettive porte della città per non mettere in compromesso li cittadini nel caso che si avvicinassero i Francesi. Il Colonnello rispose che non era sua intenzione peranco di abbandonare le porte della città, e che non vi era per allora motivo di prendersi alcun timore. La Deputazione reiterò di nuovo le medesime instanze, ma inutilmente: il Colonnello stette fer-

mo nella sua risoluzione, anzi, verso il mezzo giorno, accrebbe di numerosa truppa le guardie delle rispettive porte, e specialmente di S. Giovanni e Bellaria; ordinò che si chiudessero tutte, ad eccezione di quelle che conducono alla marina ed al molo, con proibizione a chionque di potere sortire oppure entrare senza un permesso del detto Comandante; fece poi lo stesso Comandante prendere molte botti e, fattele riempir di terra, le fece porre dietro alle rispettive porte, però al di dentro, verso la città, cosi che servivano come di barricate; oltre a tutto questo, mandò due picchetti di 50 soldati per ciascheduno, uno nel borgo S. Giovanni e l'altro nel Borgo Inferiore, quali però non oltrepassarono i due ponti di Consolazione e dello Sbarro; ordinò poscia che sfilasse longo le muraglie della città, e specialmente nel diroccato Castello dello Sperone, un considerevole corpo di truppa; ed in fortezza finalmente diede li ordini opportuni per prepararsi ad una pronta e valida difesa. La Deputazione, che in quel giorno stette quasi sempre radunata, vedendo tali preparativi specialmente dalla parte della città, mandò tosto due suoi Deputati presso il Colonnello Brixen pregandolo di volere desistere dalla presa risoluzione di difendere la città, che, per la sua situazione e più ancora per la debolezza delle sue mura, non poteva fare che una breve ed inutile resistenza con il sicuro pericolo di bottino in caso d'un sinistro evento. Il Colonnello rispose loro che vedeva con piacere quanto stavano a cuore della Deputazione i vantaggi della loro città e nel tempo stesso l'amore per la loro Patria e che, appunto per coadiuvare al bene della medesima, aveva egli operato in tal guisa, « mentre, soggiunse egli, o i Francesi sono in gran numero ed in forze maggiori di quelle che io credo, ed allora io farò una Capitolazione vantaggiosa per la città; oppure i Francesi sono con poche forze, come io credo benissimo, ed in poco numero, ed allora le mie truppe possono facilmente difendere la vostra città e salvarla da una scorribanda ». I Deputati dissero alcune parole in risposta alla prima parte del discorso di Brixen, in quanto alla Capitolazione vantaggiosa per la città, su di che vi era molto dubbio quando

fossero i Francesi in gran forze, ma quegli replicò che non poteva essere, onde, vista la ostinatezza del Comandante, se ne ritornarono alla Deputazione a renderle conto della inutile loro missione.

Intanto questa aveva avuto, verso le ore 21, alcuna relazione per mezzo degli Agenti di Legino, a' quali, di intelligenza del Comandante Brixen, aveva scritto di darle un distinto ragguaglio di quanto era successo e succedeva per parte delle truppe francesi. Da tale relazione degli Agenti di Legino si seppe che, nella mattina del detto giorno 8, le truppe francesi, che, nel giorno innanzi erano arrivate in Vado, si erano partite e dirette alla volta di Piemonte, passando per la strada della Madonna del Monte (1), lasciando un picchetto in Vado ed un altro sul ponte di Zinola (2), che fra tutti non oltrepassavano li cento soldati. Quelli che erano andati in Piemonte saranno stati da circa 2000 e 400 cavalli.

Li molti ospitali, che da gran tempo esistevano e fuori e dentro città, avevano talmente infetta l'aria, che si era formata una specie di epidemia, per cui morivano moltissime persone — un giorno ne morirono 10 —, motivo per cui, essendo piene tutte le sepolture, l'Ufficio di Sanità, temendo delle funeste conseguenze per le esalazioni mefitiche che tramandavano in generale quasi tutte le sepolture, ordinò che, sotto del giorno 9 Giugno, si chiudessero bene con calcina e che d'allora in poi tutti li morti si portassero a seppellire al molo, in un luogo a tal oggetto destinato.

Nel detto giorno 9 Giugno, verso il dopo pranzo, venne notizia che in Vado erano arrivati 4000 Francesi, e difatti, verso le ore 22 di detto giorno, arrivò nel Borgo Inferiore un Ussero a cavallo Francese, il quale, avendo consegnato alli Austriaci, che colà si trovavano, una lettera per il Comandante del forte, se ne tornò verso Vado. Verso le ore 23 vi fu un grande spavento per tutta la città, essendosi avan-

---

(1) Ov' esiste ancora il vecchio Santuario.

(2) E' quello medievale, oggi ancora esistente.

zati dalla parte di Lavagnola da 150 Francesi con alcuni a cavallo, quali, come poi si seppe, venivano di verso il Piemonte, per la strada di Cantagalletto (1). Giunti questi nel Borgo Superiore, vennero alle mani con il picchetto di Austriaci colà stazionato, e seguì da ambe le parti una forte scaramuccia. I Savonesi, che non si aspettavano una tale improvvisata e molti de' quali erano al passeggio o per la città oppure al molo, non potendosi audare dalla parte de' Borghi, appena sentirono i primi colpi di fucile, a gambe, pieni di timore e spavento se ne fuggirono ad appiattarsi in casa. Intanto il Comandante Brixen, fatta sortire altra truppa dalla porta S. Giovanni in soccorso di quella che vi era e che si era ritirata presso le mura, si ricominciò viemaggiormente la zuffa, per cui i Francesi furono respinti e si ritirarono di nuovo verso Lavagnola e, per la strada di Cantagalletto in Piemonte, li Austriaci alle prime loro posizioni, e quelli, che erano sortiti di rinforzo, di nuovo entrarono in città. La scaramuccia durò per più di mezz'ora; degli Austriaci vi rimasero cinque prigionieri ed un ferito, de' Francesi, da quello si seppe in appresso, alcuni leggermente feriti. In quella sera fu pubblicato proclama della Deputazione, la quale erasi radunata dal momento che intese essere i Francesi alle prese con li Austriaci; per mezzo d'un tal proclama veniva ordinato a chionque d'illuminare, in quella sera e nelle sere successive, fino ad una nuova determinazione, le finestre della propria casa. Nella mattina del seguente giorno 10 si seppe che, nel ritirarsi verso la montagna, il giorno innanzi, i Francesi avevano ordinato alla popolazione di Lavagnola di preparare per il seguente giorno 500 razioni, mentre sarebbero ritornati ed in maggior numero nel dopopranzo di detto giorno 10, ed, abbenchè generalmente si credesse per una bravata e rodomontata solita de' Francesi, ciò non pertanto stavano tutti in grande ansietà e timore, e li stessi Austriaci davano tutte le disposizioni per una valida difesa in caso che fossero as-

(1) La vecchia arteria del Medio Evo.

saliti, come difatti avvenne. Verso il mezzo giorno si fecero vedere i Francesi in gran numero. Venivano questi e dalla parte di Vado, dalla strada detta del Balino sopra la Rocca di Legino e dalla strada di Cantagalletto per Lavagnola e finalmente dalla parte del Casone. I primi a comparire furono quei di Lavagnola; il picchetto Austriaco, che stazionava nel Borgo Superiore, si battè e fece resistenza per qualche tempo, ma finalmente, avanzandosi sempre i Francesi, quali erano in maggior numero, si dovette battere in ritirata. Lo stesso successe poco dopo nel Borgo Inferiore dove, dopo una breve scaramuccia, li Austriaci che guardavano il ponte della Consolazione, si ritirarono anch'essi. Dalla parte del Casone si erano parimente avanzati senza alcuna resistenza i Francesi, onde in meno di mezz'ora questi erano al possesso delli due ponti della Consolazione e dello Sbarro e delle alture del Casone, Cappuccini e S. Giacomo. Li Austriaci, che erano nel forte, per ben due volte sortirono dalla porta della Foce (1), ma dopo poco tempo se ne ritornarono nel forte; parimenti quelli che erano nelli due Borghi, dopo una lunga scaramuccia, se ne entrarono in città per unirsi a quelli che erano sopra le muraglie, da dove già da gran tempo facevano fuoco sopra de' Francesi e specialmente dalla parte del Castello dello Sperone, che domina il ponte dello Sbarro, per dove passavano i Francesi. Il combattimento ossia la scaramuccia durò da poco dopo mezzogiorno fino alle ore 24, frammischiato spessissimo dalli replicati colpi di cannone dal forte specialmente in tempo delle due sortite fatte dalli Austriaci. Questa volta però, abbenchè la zuffa davanti le porte fosse maggiore, ciò non pertanto i Savonesi non si allarmarono cotanto come il giorno innanzi; fu bensì cagione perchè da molti si interrompesse il pranzo, ma per andare sopra le terrazze, onde essere spettatori della scaramuccia. Del resto, nel dopo pranzo, generalmente quasi tutti attesero ai loro

---

(1) Là presso ove oggi si intersecano i Corsi Principe Amedeo e Mazzini.

affari e verso sera, al rimbombo del cannone e delle fucilate, molti se ne andavano al passaggio per la città ed al molo con tutta placidezza e tranquillità.

Terminata la scaramuccia verso le ore 24, si credeva generalmente che le truppe francesi si sarebbero ritirate da questi contorni come il giorno innanzi; non fu però così. I francesi stettero fermi nelle loro posizioni e si disposero ad un formale assedio. Nel seguente giorno 11 detto Giugno, tanto gli Austriaci quanto i Francesi si riposarono alquanto; solamente di quando in quando alcuni Francesi si divertivano a tirare alcuni colpi di fucile sopra le sentinelle Austriache, senza che dalle stesse vi si rispondesse. In queste circostanze era di un grande incomodo per li cittadini tutti il non poter sortire dalla città per l'ordine del Comandante, che ne proibiva la sortita ed entrata. D'altronde la città, tirando la sussistenza giornaliera dagli orti e ville circonvicine, si cominciava a scarseggiar del necessario e particolarmente del pane, mentre, sebbene nelli scorsi giorni fosse giunto da Livorno qualche centinaio di mine di grano, di cui qualche sacco avevano mandato alli molini per ridurlo in farina, per colmo di ogni disgrazia, i Francesi se lo erano preso, nè vi era speranza alcuna di poter ridurre in farina il restante. Oltre a tutto questo vi erano molte persone, fra quali alcuni contadini de' paesi circonvicini, li quali, essendo stati rinserrati improvvisamente in città, desideravano di andarsene alle loro case, motivo per cui avevano fatto su di ciò varie instanze alla Deputazione, la quale, dietro tutto quanto finora abbiamo detto, si portò presso del Comandante Brixen e gli fece presente le critiche circostanze in cui si ritrovavano i Savonesi, esponendogli ancora l'instanza che si faceva da alcuni forastieri di poter partire dalla città e andar alle loro case. Dietro tali rimostranze, il Comandante Austriaco accondiscese a fare il passaporto solamente in caso d'urgenza, determinando a tale effetto per sortire la porta Bellaria. Difatti verso il mezzogiorno di detto giorno 17 Giugno, si cominciò ad aprire la detta porta, da dove sortirono solamente quelli che si ritrovavano muniti del passaporto, qual passaporto si faceva dalla De-

putazione e poi si firmava dal Comandante Brixen. Così d' accordo con il medesimo, oltre ai sopradetti forastieri, se ne facevano ancora per alcuni Savonesi, ma si esponeva sempre un qualche pretesto ed ancora in poco numero.

Nel dopo pranzo di detto giorno 11 li Francesi fecero intendere al Comandante Austriaco che, se in tutta quella sera non rendeva la città, alla notte avrebbero data la scalata alle mura ed avrebbero dato il bottino e saccheggiata la città, al che il Comandante Austriaco rispose che egli giammai reso avrebbe la città di Savona, avendo a fronte così poca gente, come erano essi Francesi ed ancora mancanti d' artiglieria. La Deputazione di Savona, sapute le dimande e le minacce delli Francesi e la risposta del Comandante Brixen e temendo da ciò qualche funesta conseguenza per la città, si portò subito dal Comandante Austriaco pregandolo di non esporre la città ad un manifesto pericolo di essere rovinata, e tanto pregarono e tanto insisterono che finalmente s' indusse a scrivere al Generale Francese che egli acconsentiva di ritirarsi con tutta la sua truppa nella fortezza, purchè la città di Savona fosse dichiarata neutrale ad ambe le parti, così che d' allora in poi nè li Austriaci, nè i Francesi potessero entrare armati o dimorare in città, ma solamente potessero ambedue entrarvi senza arme di sorte alcuna e nè gli uni, nè gli altri potessero fare alla Comune dimanda alcuna d' approvvigionamento e di viveri e di danaro, nè in qualonque altra cosa. Prima però che si divenisse dal Comandante Austriaco ad una tale determinazione, seguiti erano molti parlamenti con proposizioni di venire ad un aggiustamento. Chi si era incaricato di ciò era un certo Giacomo Bozello, savonese, Console di Svezia e Danimarca, il quale abitava nel Borgo S. Giovanni, e che alloggiava in sua casa il Generale Francese; questi era quello che veniva dentro la città e poi se ne ritornava portando le dimande e le risposte degli uni e degli altri; ed è per mezzo di questo Giacomo Bozello che la Deputazione, sul riflesso che il Generale Francese giammai avrebbe acconsentito ad una tale convenzione per essere il principale oggetto de' Francesi, nell' entrare in città, il vi-

vere o l'esser mantenuti di tutto a nostre spese, fece sapere allo stesso Generale Francese, senza che lo sapesse il Colonnello Brixen, che i Savonesi non avevano avuta parte alcuna nella difesa che facevano gli Austriaci dentro le mura e che anzi tanto la Deputazione, quanto in generale li altri Savonesi più e più volte fatta avevano instanza allo stesso Comandante Brixen pregandolo di ritirarsi con la sua truppa nella fortezza, ma inutilmente; soggionse la stessa Deputazione che fino dal primo giorno, in cui le truppe francesi erano comparse nelle vicinanze di Savona, la Deputazione fatta aveva una Commissione per andar loro incontro, ma che, venuto di ciò in cognizione il Comandante Austriaco, le aveva scritto e poi era venuto egli stesso ad intimarle che avrebbe fatto punir militarmente chionque avesse osato senza sua saputa mandar Deputati incontro alli Francesi. Oltre a tutto questo pregarono lo stesso Giacomo Bozello, come Savonese amante della sua patria, ad interporre i suoi buoni offizi e far tutte le sue parti presso del Generale Francese acciocchè la città in qualonque circostanza non soffrisse alcun danno. Ritornò nel Borgo il Bozello ed, esposta al Generale Francese la convenzione proposta dal Comandante Austriaco, successe quello che avevano preveduto li Deputati. Il Generale Francese subito rigettò una tale proposta ed ordinò che si facessero delle fortificazioni e che si stringesse maggiormente l'assedio della citià. Difatti, nella notte fra li 11 e li 12 detto mese di Giugno, i Francesi dalli due Borghi innalzarono due batterie ossiano barricate: nel Borgo Superiore era presso la Chiesa della Concezione, nel Borgo Inferiore era presso l'arco che è vicino al Beudo (1), quale arco divide la strada del detto Borgo. Queste barricate erano fatte di legni e tavole uniti insieme, unitamente ad alcune botti e sacchi pieni di terra. Parimenti, dalla parte de' Cappuccini, fecero una simile barricata presso la casa della Carossa, poco avanti che la

(1) La topografia è, oggi, totalmente mutata. Sulla direttiva dell'or Piazza Giulio II.

strada della Tagliata si divide in due, l'una per andar alli Cappuccini e l'altra per andare a Genova (1). Dalla parte di S. Giacomo fecero un'simile barricata di sacchi pieni di terra alla cima della strada del ponte di S. Giacomo; nel bosco di S. Giacomo (2), come poi si seppe, vi soggiornava un corpo rispettabile di truppa francese; li ufficiali nel Convento, li soldati si erano fatte delle capanne di rami d'alberi e paglia di grano, per cui quelli Padri sortirono un danno considerabile.

Li Austriaci parimenti attendevano a fortificarsi maggiormente: nello stesso giorno 12 portarono dell'altre botti piene di terra in difesa delle porte, specialmente S. Giovanni e Bellaria; di notte tempo poscia inchiodavano in ciascuna delle porte, dalla parte della città, un gran legno, in forma di Caval di Frisia, il quale attraversava il cammino. Questo legno però chiudeva quel piccolo recinto di muro prima di arrivare alle porte entrando in città.

In quest'oggi finalmente li Austriaci furono ragguagliati quasi precisamente del numero e dello stato delli Francesi da alcune persone mandate e lasciate partir dalla città per un tale oggetto li giorni innanzi: fra tutti e due li Borghi non arrivavano a 2000, ad altri 500 nel bosco di S. Giacomo e Cappuccini, onde non arrivavano in tutto a 2500. Si aggiunge di più che non avevano artiglieria. È vero che il Generale aveva sparsa notizia, che aveva mandata a prenderla a Nizza e che l'attendeva fra pochi giorni. Dietro tali relazioni, a tutta ragione, il Comandante Austriaco persisteva nel voler difendere la città contro un così poco numero di nemici, che non avevano artiglierie. Li Austriaci erano due reggimenti, incompleti è vero, ma che fra tutti due erano [lacuna nel testo]; 400 di questi erano continuamente alla difesa delle porte e delle mura della città e li altri poi erano in fortezza, de' quali però 600 erano sempre

---

(1) Nel confluire delle vie Monte Grappa, S. Francesco d'Assisi, della Tagliata.

(2) Non esiste più.

pronti ad accorrere dovunque in soccorso di quelli, che erano alla difesa della città. Oltre a tutto questo, nelli due appartamenti che sono sopra le due porte Bellaria e S. Giovanni, il Comandante Brixen vi aveva fatto portare una grande quantità di granate ed altre munizioni per distribuirle all' occasione a quella truppa, che era di guardia in quelli due appartamenti e sopra le mura, onde respingere li aggressori con gran perdita delli stessi.

Facendosi in quest'oggi 12 detto maggiormente sentire la mancanza del pane e reclamando il popolo per non ritrovarne in alcuna maniera, la Deputazione si portò presso del Colonnello Brixen, pregandolo a voler concedere qualche poco di farina e permettendole ancora di poter macinare del grano in quei due molini a braccia che esistevano nella fortezza. Il Comandante subito permise l'uso de' molini e, dopo qualche negativa, finalmente si arrese alle preghiere della Deputazione e concesse la richiesta farina; ma restarono sorpresi li Deputati nel ritrovare li due molini tutti rovinati, opra delli Francesi quando avevano abbandonata la fortezza; ma molto più si maravigliarono nel sentire che sebbene fatti riattare, vi volevano fra tutti sei uomini per cadauno per farli macinare e poi non arriverebbero a macinare mezzo rubbo per cadauno all' ora. Ciò non pertanto ordinarono che si riadattassero, ma non furono in caso di poter macinare che nel giorno 14, e difatti si ritrovò che macinavano molto adagio e male. Intanto, avendo la Deputazione da alcuni particolari qualche poco di farina, incombenzarono la Commissione dell' Annona che, unita questa a quella che avevano ottenuto dagli Austriaci, ne facessero fare del pane per distribuirlo in appresso. Si fece il pane e la Commissione dell' Annona, fino del seguente giorno 13 Giugno, ne fece la distribuzione nel modo istesso come per l'addietro, cioè in ciascheduna delle quattro Parrocchie, ma senza biglietto. Tale e tanta si fu la quantità de' concorrenti, che se si fosse avuto tanto pane per l' importare di 10 mine di farina, tanto si sarebbe esitato nello stesso giorno. Parimenti dalla detta Commissione fu distribuito qualche poco di pasta, che aveva fatta fare, con una egual folla di

concorrenti, ed in simil maniera si andò distribuendo e pane e pasta ne' giorni susseguenti.

Le relazioni, che si ebbero la mattina del detto giorno 13, del danno grande, che andavano facendo le truppe francesi nelli due Borghi, ci consolarono alquanto nelle nostre miserie e fecero in modo che sopportavamo con minore amarezza la penuria de' viveri sul riflesso di quanto maggiormente avremmo dovuto soffrire se fossero entrati i Francesi in città, mentre dalle notizie avute, oltre l'avere questi portato via tutte le farine che si ritrovavano nelli molini di Lavagnola e S. Bernardo, e di essi una buona parte se l'erano prese li medesimi molinari per le loro fatiche, li soldati, stazionati nelli due Borghi, andavano continuamente nelli orti e campagne vicine, portando via legna, frutta, legumi, grano ed altri commestibili. Li Ufficiali poi, che erano nelle case de' particolari, volevano dalli medesimi mangiare e bere a loro spese, motivo per cui la maggior parte cominciavano a mancare di viveri e specialmente di pane. Si aggiunga a tutto questo che duplicate sentinelle, si di notte che di giorno, non permettevano alli Borghesi di passare al di là del ponte di Consolazione e dello Sbarro e strade vicine, e neppur verso i Cappuccini, onde erano ristretti nella strada maestra al di quà delli due ponti e di più non era loro permesso l'andarvi molte persone assieme. Nel sentir quanto soffrivano per cagion delle truppe francesi li abitanti delli due Borghi, paragonando la loro colla nostra sorte, ci stimavano in certo modo fortunati nello stato d'assedio in cui eravamo, mentre difficilmente, è vero, si ritrovava del pane, ma pure ve n'era più che ne' due Borghi, e poi vi era se non altro del grano, essendovene da 500 mine, secondo le denunzie state fatte dalli medesimi concittadini, e queste si potevano ridurre in farina per mezzo de' molini a braccia, che erano tosto riadattati, oppure per mezzo d'altri molini da caffè e da pepe, siccome fatto avevano e facevano moltissimi particolari. Oltre a questo vi era il vantaggio di farne venire da Genova per mare, dove la Deputazione aveva spedito per farne venire, e fra breve se ne attendeva una partita. Non si poteva, è vero, andare per

i Borghi e per le montagne vicine, il che, come dicemmo, anco a loro era vietato; ma eravamo in libertà di passeggiare comodamente per tutta la città; si poteva andare e venire liberamente dal molo, come anco al ponte detto della Marina, essendo sempre state aperte queste due porte in tutto il tempo dell'assedio; finalmente non eravamo disturbati dalli continui alloggi come i Borghesi, poiché dal principio dell'assedio tutti li ufficiali Austriaci dormivano in fortezza. Egli è però bensì vero che eravamo esposti ad un continuo non indifferente pericolo d'un generale saccheggio, ogni qual volta i Francesi fossero entrati vittoriosi in città, ed un tal pericolo ci veniva rammemorato ogni giorno dalle continue fucilate, che si facevano dalli picchetti francesi ed austriaci e particolarmente alla mattina e alla sera, nel qual tempo, per ben più di due ore, da ambedue le parti, si faceva un fuoco vivo e continuo, spesse volte accompagnato da replicati colpi di cannone di codesta fortezza, ma il continuo fuoco appunto era quello che, rendendoci in certo modo più coraggiosi, poco o nulla si pensava da noi alle funeste conseguenze alle quali eravamo continuamente esposti.

Fummo spettatori, in questo stesso giorno 13, d'un sorprendente spettacolo e fu questo, il vedere andar per terra alcuni bastimenti. Dal giorno in cui le truppe francesi si erano impadronite della montagna e spiaggia di S. Giacomo, avevano proibita l'entrata e sortita di qualonque bastimento, facendo fuoco a chionque si fosse arrischiato. Alcuni marinari, impazienti di sortire dal porto con le loro gondole, si immaginarono di trasportar le medesime per terra dalla Calata fino alla spiaggia presso la fortezza (1). Comunicato ad altri il loro progetto ed approvatolo, si accinsero tosto all'impresa. Nella mattina pertanto del detto giorno 13 Giugno molti marinari, essendosi portati alla Calata ed avendo attaccata ad una gondola una lunga fune, la trasportarono per la strada più corta presso le vicine

(1) Attraverso l'attuale stabilimento dell'« Ilva ».

case fino alla spiaggia vicino alla fortezza; alcuni sostenevano la gondola perchè andasse dritta e non si abbattesse, altri trasportavano i legni per metterli sopra il terreno acciocchè passandovi sopra la gondola potesse andare più facilmente. La maggior parte poi era attaccata a tirar la fune. Visto che riusciva facile il trasporto, si affrettarono a trasportarne dell'altre, e non era terminata la giornata che in questo modo ne avevano trasportato alla vicina spiaggia da dieci gondole, tra li evviva d'una folla di gente, accorsa a vedere un cosi sorprendente spettacolo. La maggior parte di queste gondole partirono la stessa sera per Genova. Nello stesso dopo pranzo, li marinari d'un corsaro Maonese, che si ritrovava in questo porto, si accinsero a trasportare il loro bastimento, che era come una delle nostre feluche, della portata di 200 mine, e, dopo molta fatica, nel dopo pranzo del seguente giorno, arrivavano al loro intento.

Dal primo giorno dell'assedio fino al detto giorno 13, non volendo li Austriaci che sortisse o entrasse alcuno in città, non si erano giammai potuti avere dalli orti vicini nè erba, nè frutta di sorta alcuna; ognuno ardentemente bramava di poterne mangiare, ma non si sapeva in quale maniera se ne potesse introdurre in città senza che se ne avvedessero li Austriaci. Dopo molto pensare, finalmente ritrovarono un mezzo facilissimo, per cui d'allora in poi la città restò provvista, se non con abbondanza, almeno a sufficienza. Verso il mezzo cammino della muraglia che dalle Lizie conduce alla Trinità (1), evvi una casa matta, al presente diroccata. Siccome, nel decorso della giornata, li Austriaci non avevano colà alcun corpo di guardia, rifletterono alcuni che, ogni qual volta andassero intesi con i contadini delli orti vicini, li quali alla mattina ad un'ora determinata portassero alcune ceste di erba e frutta nella strada nuova, colà dove corrisponde la suddetta casamatta, per mezzo d'una fune si sarebbero potute facilmente introdurre in città. Fatta una tal riflessione, si accinsero all'impresa da

(1) Oratorio, non più esistente.

una terrazza, presso le mura di S. Giovanni, dalla quale si scopre le vicine case del Borgo. Comunicata avendo una tale determinazione ad alcuni amici del Borgo, nella mattina del giorno suddetto 13 Giugno, ne fecero la prova, che riuscì felicemente, non essendo osservati nè dalli Austriaci, nè dalli Francesi. Non passò però detto giorno che, essendo venuto questo in cognizione delli Austriaci per un fatto successo, siccome vedremo in appresso, il Comandante Brixen, nel giorno 14, mandò colà un picchetto di soldati con un ufficiale, con ordine di visitar tutto quanto si fosse introdotto in città, temendo che in questo mentre non vi fosse qualche lettera di corrispondenza col nemico, il che non importava a' Savonesi, purchè avessero la libera introduzione di quanto abbisognavano.

L' ordine veniva osservato esattamente dall' ufficiale di guardia. È ben vero che bisognava dare la mostra di quanto veniva introdotto, tanto alli ufficiali quanto alli soldati, ed a questi qualche volta alcune parpagliole, ma a questo si assoggettavano ben volentieri, purchè ottenessero l' intento. Oltre le frutta ed erbe necessarie, nelli susseguenti giorni, si introducevano ancora in questa maniera della carne, de' pesci ed altro, di cui si abbisognava in città. Oltre a questo vi entravano parimenti delle persone: nella sera del detto giorno 18 tre Savonesi, quali si trovavano fuori di città fin dal principio dell' assedio, entrarono per quella parte, facendosi tirare dalla casamatta per mezzo della fune. Il loro arrivo mise in costernazione e spavento tutta la città e fu cagione che il Comandante Austriaco mandasse una guardia presso la descritta casamatta, avendo questi data la notizia che i Francesi avevano portato nella batteria del Borgo Superiore due pezzi di cannone.

Un generale spavento si sparse per la città, temendo ognuno di veder quanto prima battere la città; ma però si tranquillarono li animi sentendo che li suddetti due cannoni erano molto piccoli, non arrivando a portar tre libbre di palla e di più che non erano ancora portate le munizioni necessarie, cosicchè si vedeva chiaramente che i Francesi li avevano portati per mettere spavento. Generalmente

la credevano un' invenzione de' Francesi, mentre, abbenchè vi fossero nel fortino di Vado due cannoni, non era tanto facile che potessero i Francesi trasportarli in Savona, essendo stati inchiodati dalli Austriaci prima di partire. Li Austriaci pensarono a fortificarsi maggiormente, portando altri ripari alle tre porte S. Agostino, S. Giovanni e Bellaria, ma specialmente a S. Giovanni, dove si temeva e si diceva dovessero piantare la batteria.

Finalmente, nel giorno 14 detto Giugno, cominciarono a macinare li molini a braccia; ma oltre che macinavano male, restando poca farina e molta crusca, erano di troppa spesa, mentre quindici persone, in un giorno, fra tutti due molini, non avevano potuto macinare che circa un C^ro^ di grano, onde la Deputazione pensò deporre il pensiero ed invece pregò di nuovo il Comandante Austriaco, il quale le concesse tre botti farina ed in appresso gliene accordò altre, così che in tutto la Deputazione ottenne botti nove farina, delle quali però pagò l' importare. È vero però che la farina non era molta buona, per essere stata molto tempo per l' addietro all' acqua e al sole, e vi era mescolata della segala, ma, levandovi e togliendo via tutta la farina cattiva e tutta la crusca, così che restava quasi la metà, e poi mescolandola con altra, che la Deputazione aveva procurato per altre parti, si faceva del pane buono. Si aggiunga che più non vi era cotanto bisogno come per l'addietro, mentre, come già abbiam detto, avendo quasi tutti li particolari messo in opera tutti li mulini da caffè, e li speziali quelli da pepe, con tali mezzi quasi tutti avevano onde poter fare il pane.

Nel giorno 15 detto li Austriaci, verso le ore 3 di mattina, fecero una sortita da circa 400 dalla porta della Foce, passando per li orti, e 100 circa sortendo dalla porta Bellaria, destinati per il Borgo Inferiore, nel mentre che dalle mura della città in tutte le parti facevano fuoco continuato per tener a bada il nemico. La scaramuccia durò da ambe le parti per più di due ore, dopo di che li Austriaci tornarono alle loro primiere posizioni. Al principio si erano avanzati nel Borgo Inferiore, da dove, avendone scacciate

le truppe francesi, ne restarono per qualche tempo i padroni. Ma, essendosi i Francesi ritirati nelle case de' borghesi e facendo un fuoco terribile dalle finestre e d'altronde avanzandosi in gran numero dalla porta delle trincee, li Austriaci furono costretti a ritirarsi finalmente, dopo una considerabile perdita si in morti che in feriti. In tale occasione la fortezza tirò moltissimi colpi di cannone da 112 nelle case de' borghesi per favorire li Austriaci e spaventare i Francesi, motivo per cui i borghesi, spaventati nel vedersi in mezzo a due fuochi e specialmente nel rimirare i Francesi nelle proprie case, maggiormente si intimorirono e spaventarono, ancor più vedendo i danni e le rovine che faceva nelle proprie case il cannone della fortezza; onde tutti da ogni parte gridavano e gridavano così forte che si sentivano di dentro la città non ostante il rumore del fucile e del cannone.

Li giorni 16, 17 furono giorni di riposo da ambe le parti. Nel giorno 17, essendo ritornate da Genova le gondole colà state spedite ne' giorni scorsi dalla Deputazione per prendere della farina, ci fu di non poco rammarico il sentire che non si era potuto adempire la commissione della farina per la rigorosa proibizione emanata dal Governo di poter estrarre da quella Capitale per la Riviera di Ponente viveri di sorte alcuna, temendo che fossero diretti per le truppe francesi. Dietro un tal infortunio ne successe un altro, che ci rattristò non poco, e si fu il vedere per questi mari due corsari francesi, che predavano i bastimenti e fra gli altri ne predavano anco di Savona. Questi corsari erano due gondole d'Albisola, che molti Patriotti avevano armate con alcuni cannoni, e con queste si facevano a predare tutti li bastimenti che incontravano per queste parti, nel termine di pochi giorni, ne predarono molti e più ne avrebbero predati, se non vi fosse stata la fortezza vicina, per cui la maggior parte si salvavano mettendosi sotto tiro del cannone ed alla protezione della stessa.

Intanto si andavano spargendo alcune notizie di battaglie, successe nel Piemonte e nella Lombardia fra li Austriaci ed i Francesi; da alcuni si dicevano vittoriosi e da

altri si dicevano perdenti li Austriaci. Dietro tali notizie, ognuno stava in grande agitazione, e da un proclama ossia manifesto pubblicato dal Comandante Austriaco d' una battaglia successa presso il Ticino, poco lungi da Pavia, da una tal relazione, benchè in apparenza favorevole agli Austriaci, si poteva facilmente però comprendere che l'Armata Austriaca era in critiche circostanze; generalmente si presagivano funeste conseguenze, quali pur troppo si avverarono e non tardammo ad esserne informati. Nella mattina del giorno 18, verso le ore otto astron., un brik inglese, proveniente da Genova, portò al Comandante Austriaco nel forte un plico in cui eravi la Convenzione stata fatta fra il Gen. Melas e Buonaparte, dopo la battaglia di Marengo, in cui erano rimasti sconfitti li Austriaci. Dietro una tal Convenzione, si dovevano dalle truppe austriache abbandonare tutte le fortezze del Piemonte, Genovesato e Lombardia, eccettuate Peschiera, Mantova e Ferrara, e questa evacuazione doveva effettuarsi nel giorno 24 Giugno corrente. Una tale notizia, fino dalla sera innanzi, il Generale Francese l'aveva comunicata allo stesso Comandante Austriaco e si era divulgata per città, ma il Comandante Austriaco non aveva voluto crederla. Dietro una tal Convenzione, il Comandante Brixen fece subito intimare a tutta la guardia, sì del forte che della città, di sospendere ogni ostilità. Nel decorso del detto giorno 18, e particolarmente nel dopo pranzo, li Austriaci e Francesi vennero più volte a parlamento dentro e fuori città.

Il motivo principale di tali parlamenti si era che i Francesi intendevano di entrare in città sino dal detto giorno 18 e il Comandante Austriaco non voleva. Siccome nella suddetta convenzione fra Melas e Buonaparte veniva stabilito che di tutte le provviste esistenti nelle rispettive fortezze al giorno dell'evacuazione potessero le truppe austriache esportar seco la metà, lasciando l'altra a' Francesi, perciò, nella sera del detto giorno 18, entrarono in città per la porta Bellaria due Ufficiali francesi ed un Commissario di guerra, quali si portarono unitamente alli Ufficiali austriaci nel forte

all' oggetto di eseguire una tal divisione, e vi si fermarono due giorni.

Essendo sospese da ambe le parti le ostilità, la Deputazione, ad instanza de' cittadini, dimandò la libera sortita dalle porte. Subito non si volle accordargliela, ma, dopo replicate instanze, si convenne che la Deputazione avrebbe rilasciato il passaporto a quelle persone che, per un qualche motivo, desiderassero sortire fuori città e il Comandante o chi per esso lo avrebbe firmato. Per mezzo d'un tal passaporto sortirono moltissimi ed andarono ne' Borghi; volendo poi i medesimi ritornar in città, venne loro proibito il passaggio dalle sentinelle francesi, ed avendo fatto ricorso alli Comandanti francesi,, questi risposero: « giacchè li Austriaci non vogliono che le truppe francesi entrino in città, noi non vogliamo che vi entrino altre persone. Li Austriaci vi hanno dato permesso di sortire dalla città; noi vi proibiamo d'entrarvi ». Dietro una simile risposta, non vi era apparenza di poter ritornare in città, quando trovarono un mezzo facilissimo. Alcuni si fecero, per una fune, tirar dalla casamatta, corrispondente alla strada nuova, quella stessa da dove solevano introdurre li ortaggi ed altro in città; la maggior parte poi se ne andarono a S. Lucia e sopra d' una gondola si fecero trasportare al molo. In questa maniera, ma specialmente per mezzo della gondola che era sempre pronta, andavano e ritornavano moltissime persone.

Nella mattina del giorno 19 li Austriaci chiamarono in fortezza alcune persone con li attrezzi necessari per levare la rusca (1) alla farina ed in pagamento davano loro tutta la rusca, il che era di non poco vantaggio e guadagno, qual vantaggio e guadagno veniva aumentato in questo modo. La farina, che era rimasta molto tempo nelle botti al sole e all' acqua, si era ammucchiata insieme; nel separar la farina dalla rusca lasciavano nella rusca tutti quelli « motti » (2), che erano in gran numero, motivo per cui venivano

(1) Crusca.

(2) Farina rappresa, per il contatto dell' umido.

a guadagnare, o per meglio dire, venivano a rubare moltissimo. Dal giorno 19 continuarono in questo lavoro fino al dopo pranzo del giorno 23. Li Austriaci fatto aveano questo per far occupar minor sito alla farina, che, secondo la Convenzione, potevano asportar seco loro.

Vedendo la Deputazione che fra breve andavano a partir li Austriaci, si portò dal Comandante Brixen rammentandogli tutte le spese che la Comune di Savona aveva dovuto fare nel tempo in cui le truppe austriache si erano fermate in questi contorni; parimenti lo pregò, prima di partire da Savona e dalla fortezza, di far in modo che fossero restituiti tutti li letti che ne' giorni addietro la Comune aveagli somministrato per i soldati, ma specialmente quelli, che i particolari aveano fatto portar in fortezza per li Ufficiali; lo pregò nello stesso tempo a voler restituire quelli buoi, che la Comune di Savona e paesi circonvicini aveano somministrato prima dell'assedio, la maggior parte de' quali si ritrovavano ancor vivi nel forte. Il Comandante Brixen, sentite simili dimande, alla prima rispose che, siccome egli non aveva nè autorità nè danaro onde poter pagare tali spese, la Deputazione poteva deputare due persone le quali, fornite delle necessarie giustificazioni, si porterebbero seco lui a Mantova, dove si trovava il Quartier Generale, assicurando la Deputazione che sarebbe puntualmente pagata; in quanto alla restituzione de' letti, rispose che la Deputazione mandasse a prenderli nella mattina o sera del giorno 23, mentre egli avrebbe dati li ordini necessarii perchè in tal giorno fossero consegnati tutti i letti; riguardo poscia alli buoi rispose che non poteva accondiscendere alla sua dimanda, mentre essendo questi compresi fra' viveri che, secondo la Convenzione fra Melas e Buonaparte doveano dividersi, metà restando a Francesi e metà alli Austriaci, egli non poteva disporne diversamente per essersene già fatta nota. Dietro una tale risposta, la Deputazione non fece maggiori instanze riguardo a' buoi e diede tosto li ordini opportuni e prese le necessarie determinazioni per riuscire nelle due altre dimande. Riguardo alla riscossione del danaro in Mantova la Deputazione incombenzò Domenico Folco e Giuseppe Folco,

quali tanto si dovevano portare colà per affari e interessi loro proprii, riguardanti altre forniture, e consegnò loro tutti li conti con le necessarie giustificazioni (questi conti importavano Lire [Lacuna nel testo]); fece poi una Deputazione di alcuni particolari, ordinando loro di portarsi nel forte, la mattina del giorno 23, per ritirare i letti, facendoli portare nella Loggia di S. Francesco (1) per restituirsi in appresso con comodo, siccome poi fecero. Andarono difatti li Deputati in fortezza nella mattina di detto giorno 23 e li Ufficiali Austriaci, dietro li ordini del Comandante Brixen, consegnarono loro tutti li rispettivi letti, che li stessi Deputati fecero portare in città. Quelli Ufficiali, che si erano fatti prestare o portar nel forte i letti da quelli particolari nella di cui casa erano alloggiati, essi stessi glieli mandarono in casa sino dalla mattina del giorno 22. Il Comandante Austriaco aveva cominciato a far portare al molo tutte le provviste de' viveri, loro spettanti per metà, secondo la mentovata Convenzione, sacchi di biscotto, botti di farina, carne salata, lardo. acquavite, vino ed altro, mettendoli a bordo di due grandi bastimenti, che erano venuti da Genova il giorno innanzi per tale oggetto, e continuamente proseguirono a portar viveri sino alla sera del giorno 23; e, siccome non erano bastanti detti due bastimenti a contenere il tutto, il restante l'imbarcarono sopra alcuni bastimenti di Savona. Nella mattina del giorno 23, li Austriaci levarono tutte le barricate di botti e di legni, che in tempo dell'assedio avevano messe alle porte S. Lucia, Bellaria e S. Giovanni. Verso le ore 22 di detto giorno 23, partirono li bastimenti, che li Austriaci avevano caricato de' viveri, e fu in questa occasione che, dopo quasi tre mesi, si sventolarono le Bandiere Liguri con generale maraviglia, avendole questi inalberate prima di partir dal porto. La loro direzione era per il porto di Livorno, e cammin facendo non furono molestati dalli corsari francesi, che si ritrovavano per questi mari. Già da due giorni alcuni Patriotti, che dal

(1) In piazza della Maddalena. Ridotta oggi a negozi.

Borgo erano venuti in città, portata avevano al cappello la coccarda ligure. In città nessuno si era azzardato a metterla, temendo di un qualche sinistro per parte delli Austriaci; il seguente giorno 24 quasi tutti la misero e fu inalberata a tutti li bastimenti. Verso la sera del detto giorno 23 Giugno un picchetto di venti Francesi prese possesso della porta S. Giovanni, stata poco avanti abbandonata di concerto dalle truppe austriache. Impossessati i Francesi della porta S. Giovanni, avanzarono alcune sentinelle longo la strada di Fossavaria fino alla piazza dell'Annonciata (1). Chi il crederebbe mai? Le truppe francesi non erano ancora padrone non solo della fortezza, ma neppure della città, eppure in quella stessa sera i Comandanti Francesi dimandarono alla Deputazione, quale stette radunata fino a mezzanotte, pane, vino e acquavite. La Deputazione rispose loro che ritornassero il giorno seguente, mentre in tal giorno avrebbe accondisceso alle loro domande.

La Deputazione diede loro una simile risposta poichè sapeva di certo doversi in tal giorno installare la nuova Municipalità Provvisoria, quale era già stata fatta nel Club dei Patriotti, i quali, in tempo dell' assedio della città, si erano radunati nel Borgo Superiore, siccome diremo in appresso. Nella notte fra il 23 e il 24 le truppe Austriache non si portarono, come nei giorni scorsi, di guardia alle mura della città, restarono però a tutte le porte le rispettive guardie, ad eccezione di S. Giovanni, rimanendovi fino alla evacuazione del forte, quale successe alle ore tre dopo mezzanotte entrando nel giorno 24, nel quale tempo il Comandante Austriaco Brixen a cavallo seguito da tutta la truppa, tamburo battente, banda militare, bandiere spiegate, sortirono dal forte e si portarono verso Genova per porta S. Lucia. Contemporaneamente da 500 Francesi, venendo da porta S. Giovanni a tamburo battente, entrarono in fortezza. Nella mattina di detto giorno 24, di buon mattino, moltis-

---

(1) Di fronte all' od. Oratorio di S. Domenico e del Cristo Risorto.

simi sortirono fuori città per vedere i danni cagionati dalle truppe francesi nel loro soggiorno in questi contorni. Portaronsi specialmente nel Borgo di S. Giacomo, dove, in tutto il tempo dell'assedio, era soggiornato un grosso corpo di truppa. Quivi dalla parte di S. Rocco, verso la fine del Borgo, avevano per lungo tratto, rotta la muraglia di ....; avevano poi devastato e fatto un largo taglio di alberi; si videro ancora le molte capanne, che i soldati avevano costrutte di rame d'alberi e paglia; s'intese da quei Padri (1) che, non avendo potuto asportar in Convento tutto il grano per l'arrivo improvviso delli Francesi, questi si erano cotto, come per minestra, il restante; si erano in oltre mangiati tutti li legumi e frutta, ed, oltre al continuo disturbo nel Convento per il continuo passeggio di soldati, avevano dovuto prestar loro e perciò dare moltissimi utensili ed attrezzi da cucina.

Il giorno 24 Giugno fu per li Patriotti savonesi un giorno d'allegrezza e di trionfo. Il Generale Massena, confermato dal Console Buonaparte Generale in Capo l'Armata d'Italia, aveva creato de' Commissari per tutto lo Stato Ligure all'oggetto di ristabilire di nuovo il Governo Democratico, mettendo al comando quelle persone da loro meglio viste. Per la « Giurisdizione Colombo » erano stati fatti Commissari li cittadini ..... Guastavino di Varazze, già rappresentante del Consiglio de' Giuniori a Genova ed il Prete Felice Pollero di Cadibona, celebre Patriotta e grande amico di Massena. Questi sedicenti Commissari — dico sedicenti poichè erano essi che dicevano di essere Commissari, ed invero non avevano alcuna invitazione formale in scritto su di ciò per parte del Generale Massena — essendo arrivati nel Borgo Superiore fino dal giorno 18 Giugno, si erano uniti alli concorsi Patriotti, che, all'arrivo degli Austriaci, erano fuggiti da Savona, e a tutti quelli, che erano stati arrestati dalli Austriaci in tempo dell'assedio della fortezza e poi dalli stessi rilasciati, quali molti però, prima dell'as-

(1) Francescani.

sedio della città, o erano fuggiti o si erano nascosti fuori città; tutti questi si erano riuniti nel Borgo Superiore all'arrivo de' Francesi, dove formato avevano in tempo dell'assedio un Club Patriottico. In questo Club avevano ammessi i sedicenti Commissari; in questo Club si fece la Municipalità con tutte le altre Autorità costituite. Essendo li due Commissari grandi Patriotti e circondati da tanti Patriotti, non si poteva aspettare che un' elezione patriottica, siccome avvenne. Venne confermato in Commissario del Governo lo stesso di prima, cioè Giuseppe Coppello. L'Amministrazione Giurisdizionale, il Tribunale Civile e Criminale, la Municipalità con tutte le altre Autorità costituite erano composte quasi tutte di Patriotti; particolarmente nella Municipalità vi erano de' Patriotti veramente democratici, essendovi delli calzolari, de' molinari, falegnami, maniscalchi, muratori; in quanto alla distribuzione de' soggetti era come prima, cioè otto di Savona e dieci per cadauna delle tre ville. Verso le ore dieci della mattina di detto giorno 24 Giugno, tutte queste autorità constituite, unitamente alli due Commissari Guastavino e Pollero, seguiti da una moltitudine di Patriotti, si portarono dal Borgo Superiore al Palazzo Municipale, dove sarebbero successi dispute e contrasti, se la Deputazione fosse stata meno timida e seguito avesse il sentimento di uno de' suoi consoci. Fino dalla sera antecedente Pejrano, uno de' Deputati, fatta avea la mozione che nel seguente giorno 24, in qual giorno i Patriotti avevano assicurato che la Municipalità si installerebbe, ciascuno dovesse ritrovarsi al suo posto, poichè diceva lo stesso, « partono li Austriaci e alla loro partenza cessar devono tutte le Autorità state elette da loro e perciò la presente Deputazione; ritornano le truppe francesi e ne viene per conseguenza che debbono ritornare alle loro funzioni quelle Autorità che esistevano al tempo de' Francesi, e perciò la Municipalità d'in allora. Voi eravate Municipali in allora, dunque ritornate alla primiera vostra carica. Cessa, egli è vero, in Voi il potere come Deputati, ma lo stesso potere in Voi ritorna come Municipali ». Siccome consta da' processi verbali, tutti li soggetti che componevano la Depu-

tazione erano Municipali, ad eccezione di detto Pejrano, che era Coadiutor Municipale. « Verranno, proseguiva suddetto Pejrano, verranno dimani li nuovi Municipali, e voi dimanderete loro in forza di quale decreto si dichiarino essi Municipali. Vi risponderanno per essere stati eletti da Prete Pollero, Commissario Organizzatore, eletto da Massena. Primieramente Voi potreste addimandar loro se veramente sia Commissario Organizzatore detto Prete Pollero, mentre io ne dubito alquanto; anzi io sono quasi certo che non lo sia (siccome era di fatto). Quando poi non stimiate bene d'entrar in queste constatazioni, che presentemente potrebbero apportar delle funeste conseguenze, per la grande amicizia che passa tra Prete Pollero e il Generale Massena, potreste loro rispondere che Voi non potete e non dovete riconoscer per Municipali se non se quelli eletti per decreto del Governo; siccome essi non hanno un tal decreto, son sicuro che passeranno alle minacce. Non vi sgomentate, state fermi al vostro posto; adopreranno finalmente la forza, e allora voi scrivete al Processo Verbale la protesta con cui non intendete dimettervi dai dritti, che vi competono e che non cedete se non se alla forza maggiore, contro cui non potete lottare, riservandovi di far valere presso il Governo in genere le vostre ragioni ».

Questo è quanto nella sera del 23 propose il Deputato Pejrano a' suoi consoci, e tutti aderirono ed approvarono il suo sentimento, tutti convennero di ritrovarsi a Palazzo nel seguente giorno 24, ma poi non tutti mantennero la parola. Nella mattina di detto giorno 24 vi si portò ben di buon' ora Pejrano, e, vedendo che gli altri consoci tardavano, mandò più volte gli uscieri a chiamarli; ma chi era fuori di casa, chi era in casa, ma ritrovavasi alquanto indisposto a letto, infine, chi con un pretesto e chi con un altro, di tanti non si mostrò che Gozo, onde, non essendovi che loro due, cioè Pejrano e Gozo, al momento che erano a Palazzo la nuova Municipalità e comitiva patriottica, stimarono bene ritirarsi senza far alcun ostacolo e se ne andarono pertanto senza far parola e senza soffrire per parte de' Patriotti il menomo insulto; solamente alcuni li segui-

rono d'un occhio bieco e proferirono fra' denti qualche parola sprezzante. Arrivata nella sala di solita residenza la Municipalità con tutta la comitiva patriottica, li due Commissari Guastavino e Pollero fecero ciascheduno un discorso breve, patriottico, quale fu seguito da altro del Commissario Coppello, dopo di che si prese dalli nuovi Municipali il giuramento civico, terminando la loro installazione con un: Evviva la Democrazia, Evviva la Repubblica Ligure, Evviva la Repubblica Francese! Le altre Autorità si installarono il seguente giorno. Terminati tutti gli Evviva, tutte le felicitazioni da ambe le parti, li rispettivi Commissari si ritirarono unitamente alla comitiva patriottica. I nuovi Municipali, rimasti essendo al loro posto, si chiusero in Comitato Segreto, che fu prolongato per più ore. Due furono li oggetti di un tal Comitato Segreto: il primo era d' intentare un processo rigoroso per indagare e scuoprire li Autori che avevano data al Generale Austriaco la nota de' Patriotti, che furono poi detenuti in S. Dalmazzo (1). A tal effetto deputarono al Comitato di Polizia li più risoluti Patriotti, quali fino dallo stesso giorno e poi nelli successivi giorni cominciarono ad agire, senza che potessero scuoprirne l' Autore. In quanto al secondo voleva la Municipalità processare la Deputazione per malversazione nelle pubbliche finanze e specialmente per intelligenza riguardo alla vendita fatta alli Austriaci di due bastimenti carichi di sale, esistenti nel porto all' arrivo degli Austriaci, su di che fece proclama con che proibiva a chionque della Deputazione antica di sortire dalla città, se prima non aveva reso conto di sua Amministrazione.

In quanto alli suddetti due capi d' accusa se ne ridevano i Deputati, sicuri che ne sortirebbero innocenti, mentre, riguardo al primo, esistevano al Processo Verbale tutte le dimande per parte del Comandante Generale Austriaco, come anco esistevano in filza tutte le requisizioni de' Commissari di Genova e Comandanti Austriaci; riguardo poi

---

(1) Nel borgo di Lavagnola.

alli due bastimenti di sale la Deputazione non vi aveva avuto parte alcuna e tutto quanto fece in simile circostanza lo fece di invito e d' ordine delli Comandanti Austriaci; onde la Deputazione non aveva cosa alcuna a temere, specialmente se si riflette che la stessa, dietro quanto detto avevano su di ciò alcuni potenti venendo in città prima del giorno 24, aveva procurato di lasciare il tutto in modo da non essere rimproverata di cosa alcuna. Per due giorni specialmente aveva travagliato, mattina e sera, intorno al Processo Verbale e, per l' ultimazione del medesimo, aveva fatto di più: dubitando non poco della probità de' nuovi Municipali e temendo d'altronde che potessero sparire dalla filza alcuni ordini e requisizioni delli Comandanti Austriaci, avevano fatto numerare e registrare, per mezzo d' un notaro, tutti li ordini e requisizioni delli Commissari di Genova, Generali e Comandanti Austriaci.

Da tutto il fin qui detto facilmente si comprende se avevano tutto il motivo di star tranquilli i Deputati. Per quanto alla vendita del sale, alcuni giorni dopo la venuta in Savona delle truppe Austriache, essendo venuto in cognizione del Comandante Austriaco che esistevano nel porto due bastimenti carichi di sale di spettanza, per quanto si diceva, de' Francesi, o meglio di un particolare Francese, ordinarono tosto la confisca d' un tal sale e a tale effetto crearono una Deputazione, ma tutta composta di militari austriaci, quale Deputazione, formato il Processo e riconosciuto che il sale era di spettanza francese, ne decretò la confisca e l' incanto e successivamente la vendita, siccome successe. Dal fin qui detto si comprende facilmente che il delitto della Deputazione era fondato sopra un falso supposto; proveniente questo dalla somiglianza di nome e dal non far alcuna distinzione fra Deputazione Austriaca Militare, che aveva ordinata la confisca del sale, e Deputazione Austriaca Savonese, che non vi aveva avuta parte alcuna. Li malevoli, senza far una tale distinzione, ne addossarono tutto il delitto alli Deputati, quali, non avendovi avuta alcuna parte, non si prendevano alcun timore. Ciò non pertanto non tralasciarono di prendere quelle determinazioni che la

prudenza consiglia in simili circostanze ed in tempo cosi di terrore.

Senza presentarsi al Generale Muller, siccome diceva il proclama, per mezzo di comuni amici fecero prima di tutto parlare allo stesso Generale, informandolo appieno di quanto era successo riguardo alla vendita de' due bastimenti di sale e pregandolo ed implorando la sua protezione, appoggiata alla giustizia. Il Generale le fece rispondere che, se realmente erano innocenti, non si prendessero alcun timore. Fatto un tal passo con il Generale Francese, pensarono li Deputati a' mezzi di difesa ed alle prove della loro innocenza, e prova maggiore non vi era che la copia del Processo, e, per averlo, risolvettero di portarsi due all'Armata Austriaca; a tale effetto, furono scelti Giuseppe Gozo e Nicolò Gavotto — quest'ultimo sapeva parlare tedesco —, ma, non potendo, secondo il proclama della Municipalità, sortire dalla città, si portarono nel dopo pranzo alcuni di loro presso della medesima, dimandandole un passaporto per li due loro colleghi incaricati di quanto sopra. Nell' istesso tempo dimandarono alla medesima che volesse compiacersi di creare una Deputazione, incaricata di rivedere tutti i conti ed alla quale potessero far presenti le loro giustificazioni. Più volte nelli giorni successivi ora l' uno ora l'altro de' suddetti Deputati si portarono alla Municipalità per trattare e disporre d' un simile rendimento de' conti; si vide, però, in tale circostanza, la differenza grande che vi era tra la Deputazione una volta Austriaca, in cui vi erano tutte persone dotte, e la Municipalità, in cui la maggior parte erano ignoranti. Quando li Deputati si presentavano alla Municipalità, giammai oltrepassavano il numero di tre, e spesso non erano che due solamente, eppure — chi il crederebbe? — bastavano essi soli per confondere tutti quanti li Municipali: dico tutti quanti, poichè in tal occasione generalmente era numerosa la Municipalità, e sempre li Deputati con tutta la finezza del discorso le facevano vedere e le provavano che non sapevano quello che dicevano e facevano, senza che li Municipali potessero o sapessero contrariarli; anzi, una volta non sapendo cosa rispondere,

il Presidente prese l' espediente d' andarsene dicendo: « Cittadini, la Sessione è sciolta ». Il principale e migliore espediente però fu quello di lasciar andar deserta una tal pratica e non più parlarne, siccome avvenne. Chi mai creduto avrebbe che una tempesta così furibonda, che fino dal primo giorno sembrava dovesse opprimere ed annientare tutti li Deputati, si dovesse in breve tempo cambiar in calma e tranquillità? Eppure così avvenne. Quello però che più di tutto contribuì ad un tal cambiamento fu l'arresto, successo la stessa sera de' 24 Giugno, del Deputato Domenico Pejrano. Passeggiava questo, verso le ore 23, presso il Palazzo Municipale ed era solo quando, tutto ad un tratto, gli si fa innanzi un numero grande di Patriotti, spiranti rabbia e furore: lo circondano e d'un tuono minaccioso gli intimano l' arresto.

Tutt' altri che Peirano, in simili circostanze, specialmente pensando a tutto quanto era successo per lo innanzi, tutt' altri, dico, si sarebbe lasciato sorprendere dallo spavento e dal timore; ma egli, senza sbigottirsi, con coraggio e con sangue freddo maggiore dell'aspettativa, siccome poi egli stesso ebbe a dire in appresso, trattandoli da gente sediziosa e perturbatori della pubblica quiete, dichiarò che giammai sarebbesi lasciato condur prigione, minacciando chiunque avanzato si fosse per arrestarlo che, sebbene solo, l' avrebbe fatto pentire sul momento d' un simile attentato; e difatti di tanti che erano neppur uno si mosse per condurlo prigione, sebbene tutti si sfogassero in minacce. Si deve però premettere che intanto il Pejrano si era fatto maggiore coraggio dal vedere che un tale arresto era arbitrario, senza alcun ordine della Municipalità o Polizia, mentre avendo dimandato loro, allorchè aveano intimato l' arresto, il mandato della Municipalità o Polizia, prescritto dalla Costituzione, quelli avevano risposto che non l'aveano, abbenchè inutilmente soggiongessero che in appresso glielo avrebbero dato.

Durò per molto tempo un tal contrasto da una parte e dall' altra: li Patriotti, che strepitavano e minacciavano senza azzardarsi di eseguire l' arresto, Pejrano, che, sprez-

zando le loro minaccie, dichiarava che dalle parole sarebbe passato al fatto ed avrebbe fatto pentire chionque si fosse avanzato ad arrestarlo. Certamente che terminata sarebbe una tal scena senza che i Patriotti avessero potuto ottener l'intento, se questi finalmente non avessero affermato bugiardamente, siccome poi si verificò, che un tale arresto era d'ordine del Generale Muller, e se non fossero sopraggiunti alcuni Municipali, uno de' quali, amico del detto Pejrano, lo pregò di portarsi seco lui a Palazzo per definir un tal contrasto all'amichevole. Questi solamente furono li motivi per cui Pejrano si risolvette d'andar a Palazzo, ma non già come prigioniero, siccome egli ebbe a dire al Municipale: « io vi seguo, soggionse, al Palazzo non già come prigione di codesta gente, che io non curo e disprezzo, ma solamente per compiacervi ed anco per addimandare alla Municipalità giustizia delli affronti sofferti per parte di questa gente e dell'attentato alla pubblica sicurezza, e specialmente vi seguo per ubbidire agli ordini del Generale Muller, quando però ciò sia vero, che io non credo ». Contemporaneamente li parenti ed amici di lui si portarono presso del Generale Muller, il quale, disapprovando quanto era successo, mandò subito il suo Aiutante alla Municipalità, invitandola a lasciar libero il cittadino Pejrano, punendo tutti Patriotti, svergognati e mortificati all'eccesso.

Il medesimo Generale Muller, per ovviare qualonque sordine succeder potesse in avvenire, per tali arresti, fece proclama con cui, disapprovando quanto era successo per l'addietro, proibiva qualonque arresto arbitrario, dichiarando che, in avvenire, niuno potesse essere arrestato dalli gendarmi e dietro un ordine della Municipalità. Un tal proclama fu pubblicato la mattina del seguente giorno 25, con dispiacere grande di tutti li Patriotti, ma con altrettanta allegrezza di tutti li galantuomini, specialmente da che si era inteso e scoperto il disegno formato da' Patriotti di arrestare in prima tutti li Deputati Austriaci ed in appresso moltissimi altri cittadini più ricchi e possidenti, qual disegno sarebbe loro riuscito felicemente, se avessero cominciato li arresti dalle persone più deboli e di poco coraggio; ma

invece successe tutto il contrario ed un tale arresto fu d'un grande vantaggio per li galantuomini, poichè, essendo in tale circostanza rimasti avviliti e scoraggiati li Patriotti, non si azzardarono d'allora in poi d'insultare ed opprimere impunemente la gente dabbene siccome eransi proposto, e che certamente, se non accadeva un tale incontro, avrebbero eseguito in appresso. Però si cangiarono non poco, mostrandosi più tranquilli e moderati generalmente.

Un eguale cangiamento, fosse politica o fosse timore, si vide parimenti nella Municipalità. Di già, come abbiam detto, aveva questa lasciato andar deserto il processo intentato contro li ex Deputati Austriaci; in appresso dimostrò maggiormente la sua moderazione. Per sgravarsi alquanto delle grandi e continue cure ed occupazioni, specialmente riguardo alla truppa francese, aveva deliberato la Municipalità di creare una Commissione Militare, ossia delle Requisizioni, la quale provvedere dovesse alle dimande delli Comandanti Francesi. Tutti li soggetti, componenti una tale Commissione erano, parlando patriotticamente, aristocratici. Per distruggere tutto quanto era stato fatto dalle truppe austriache, la Municipalità aveva ordinato alli rispettivi Parroci di levare e spiantare tacitamente e di notte tempo tutte le Croci, state innalzate nelle loro rispettive Parrocchie in tempo della Reggenza Austriaca. In Savona erano state levate fino dal giorno 26; nelli paesi vicini in giorni successivi; però tanto in Savona quanto ne' paesi non vi era sostituito Albero alcuno della Libertà. Solamente, nel dopo pranzo del giorno 28, se ne innalzò uno sulla Piazza d'Arme, coll'intervento della Municipalità, del Generale Muller e di tutta l'Ufficialità, con banda militare e parata. Nella mattina dell'istesso giorno la Municipalità e il Generale Muller, con tutta l'Ufficialità, eransi portati in Duomo a cantare un solenne « Te Deum » in ringraziamento della ritornata Libertà. In tale circostanza, tanto alla sera che alla mattina, si rimarcò che il Generale ed Ufficiali erano con pochissima gala e non molto allegri, e si argomentò che anco dall'istessi Francesi si cominciasse a comprendere

il ridicolo di tali feste patriottiche. Alla mattina e dopo pranzo eravi la parata di 30 soldati e banda militare; alla sera la Municipalità ordinò illuminazione generale per la città.

Pel giorno 4 del mese di Luglio successivo, dalla sera fino al mezzogiorno delli cinque detto, la Municipalità fu sequestrata a Palazzo dalle guardie francesi, senza che alcuno de' Municipali potesse sortire nel decorso di tutta la notte. Il motivo d' un tale arresto si era perchè la Municipalità non voleva accondiscendere ad eseguire le molte requisizioni in viveri, addimandate dalli Comandanti Francesi, ma che finalmente bisognò in parte accordare per sortire. Faceva spavento il considerar le grandi spese alle quali soggiaceva giornalmente la Municipalità per le continue requisizioni francesi. Doveva giornalmente provvedere il pranzo al Generale Muller e suo seguito, così avendo lo stesso addimandato, onde, per andar al risparmio, aveva stipendiato un cuoco a tale effetto, con la spesa di Lire cinquanta al giorno. A questo si aggiungano imbarcazioni per ufficiali e soldati, bestie per trasportare ufficiali e Generali, altre bestie per trasportare i loro effetti, il che succedeva di frequente, legna per la truppa, fasci per li forni de' Francesi, e tutto quello poi che accadeva di straordinario, come si può vedere da nota presso della Municipalità.

Essendo giunto in questo porto un bastimento carico di vino e venendo dal Piemonte del riso, li Commissari Francesi, nel giorno 7 detto Luglio, fecero una requisizione esorbitante dell' uno e dell' altro genere. Per supplire a tutte queste spese vi voleva del denaro e la Cassa Comunale era vuota non solo, ma aveva moltissimi debiti, onde la Municipalità, fatto presente all' Amministrazione ed al Commissario un tal inconveniente, prese la determinazione, sotto il giorno 8 detto Luglio, di fare di concerto della detta Amministrazione una tassa di settemila lire, e, per ritrovarle subito, la stessa Municipalità mandò un ordine ad alcuni particolari savonesi, fra i più possidenti e ricchi, tassandoli altri di 500, altri di 300 ed altri 250 lire, assicurandoli però che fra breve sarebbero stati rimborsati del loro danaro,

poichè l'Amministrazione andava a distribuire una tal somma per tutta la Giurisdizione e poi essa Municipalità avrebbe distribuito la porzione spettante alla Comune fra li cittadini più benestanti, siccome avvenne.

Nel mentre che la Municipalità stava occupandosi de' mezzi onde supplire alle grandi spese, che occorrevano giornalmente, non minor pensiero e cura si prendeva per riparare alla grande mortalità, che regnava fra' cittadini, la quale andava crescendo ogni giorno così che generalmente ne morivano ogni giorno sei, otto, dieci e perfino un giorno quattordici. La causa d' una tale influenza ossia epidemia erano stati li continui timori e disgrazie, sofferti nelli giorni trascorsi, la fame sofferta, li viveri poco sani mangiati e particolarmente l'aria infetta dalli molti ospedali, che si erano messi in città in tempo degli Austriaci, e che ancora sussistevano. La maggior mortalità però era nell' ospedale nostro dove, abbenchè molti ne morissero giornalmente ed abbenchè raddoppiati avessero i letti, pure ogni giorno venivano mandati indietro moltissimi per mancanza di sito.

Egli è però ben vero che una buona parte de' letti venivano occupati dalli ammalati francesi, i quali non poco avevano contribuito ad accrescere l'infezione epidemica con le loro pestilenziali malattie. Fino dal primo giorno in cui entrarono in città le truppe francesi, i Protettori dell' ospitale furono costretti a ricevere nell'ospitale alcuni ammalati francesi, perchè i loro Comandanti non avevano voluto che andassero nell' ospitale militare unitamente alli Austriaci. D' allora in poi andò sempre crescendo il numero giornalmente, così che presentemente occupavano una buona metà de' letti e l' ospitale, oltre il letto, provvedeva loro tutto quanto vi abbisognava per il vitto e per li medicamenti e spezieria, il che era di molto grande aggravio per l' ospitale. Li Protettori dell' ospitale, vedendo che giornalmente andava crescendo il numero de' morti e che specialmente andava crescendo nell'istesso ospitale l'aria mefitica, conferito avendo e consultato più volte con i medici, risolvettero, benchè mal volentieri, che si trasportasse fuori città l' ospitale per vantaggio delli ammalati nel cambiamento

dell' aria e per vantaggio delli cittadini medesimi. Si risolvettero, dico, mal volentieri, riflettendo alla grande spesa, che abbisognava, non solo per il trasporto delli ammalati e de' loro rispettivi letti, quanto anco per moltissime altre spese necessarie e che si possono vedere in filza nell' ospitale medesimo; si risolvettero ancora mal volentieri nel riflesso che l' allontanamento dell' ospitale non era di quel vantaggio grande per la città siccome volevano i medici, mentre tanto vi rimanevano li ammalati francesi, li quali vi sarebbero venuti in maggior numero, siccome avvenne; si aggiunga a tutto questo, che trasportando l' ospitale a Monturbano (1), si sarebbe trasportato colà ed il custode e li inservienti, così che l'ospitale restava in abbandono e alla disposizione de' Francesi, il che avrebbe apportato un grande pregiudizio all' ospitale medesimo, specialmente nella spezieria, il che tutto successe. Non ostante però tutti questi riflessi, si risolvettero al trasporto dell' ospitale.

Pertanto, nella mattina del giorno otto Luglio, li Protettori dell' ospitale si portarono presso della Municipalità, facendole presente quanto aveano deliberato. La Municipalità convenne anch' essa che doveva trasportarsi fuori città, ma diversi erano i sentimenti intorno al locale: altri fra i Municipali volevano si trasportasse nella Concezione, ma veniva loro opposto essere troppo vicino alla città e poi esser un tal Convento in sito infelice per l' aria, essendo coperto dalla vicina montagna; altri volevano si trasportasse o nel Convento di S. Francesco di Paola o nella casa del cittadino Onorio Ricci presso S^ta^ Marta, ma si opponeva la lontananza; finalmente la Municipalità convenne anch' essa di trasportarlo a Monturbano, e siccome vi voleva, come abbiam detto, una grande spesa, deputò ogni quartiere tre cittadini, quali andassero ciascheduno nel loro quartiere questuando e limosinando per l' ospitale, e fino dell' istesso giorno otto si portarono in giro per la città. Intanto li Protettori facevano trasportar tutto quanto era necessario nel locale di

---

(1) Dove è oggi il Collegio dei PP. Scolopi.

Monturbano e, nel giorno 13 detto Luglio, cominciarono a farvi trasportare, per mezzo de' facchini, li ammalati, altri in bussola ed altri nelli propri letti, e, in meno di tre giorni, segui la totale traslocazione dell' Ospitale. Mercoledì 16 Luglio si imbarcarono li ammalati tedeschi per Genova, sopra d' un bastimento. Erano da circa 200, quali erano stati trasportati nella Chiesa di S. Agostino da tutti li altri Ospitali, che erano dentro e fuori città prima che arrivassero i Francesi. Dietro molti reclami degli abitanti vicini e di tutti li parrocchiani di S. Agostino, finalmente la Municipalità aveva ottenuto dalli Comandanti Francesi che fossero imbarcati per essere trasportati all' ospitale generale di Livorno, onde poi quelli, che si rimettevano, fossero restituiti all'Armata Austriaca, secondo le Convenzioni. Partiti che furono li ammalati austriaci, si affrettarono li parrocchiani a pulire la Chiesa, desiderosi di vedervi una volta dopo tanto tempo trasportata di nuovo la Parrocchia, la quale era stata traslocata ne' Missionari dal Convento, che vi avevano messo l' ospitale in tempo degli Austriaci.

Nel giorno 16 Luglio si intese che in Commissario era stato eletto, invece di Coppello, il cittadino Agostino Maria Montesisto, già rappresentante de' Giuniori a Genova. Nel giorno ventuno detto Luglio l' Ufficio di Sanità decretò che tutti li morti, li quali prima si portavano al molo, come tante bestie, si dovessero, d'allora in poi, portare a Loreto in un giardino dietro la Chiesa, con doverli seppellire nella terra in un profondo fosso, quale giardino era tutto circondato da alte muraglie. Poco dopo l' arrivo delle truppe Francesi, allorchè regnava in Savona, come vedemmo, quella grande mortalità, piene essendo tutte le sepolture e il Cimiterio, l'Ufficio di Sanità aveva ordinato che tutti li morti si dovessero portare a seppellire al molo, presso il mare, in luogo detto la Spiaggietta, ma, per il gran numero de' morti e perchè molte volte i pubblici becchini non facevano le fosse in quella tale profondità prescritta dallo stesso Uffizio, ne era successo, dopo qualche tempo, che eravi in quelle parti un grande fetore e specialmente, quando spirava vento di mare, non solo non poteasi godere della deliziosa passeg-

giata del molo, ma li pochi abitanti, che vi erano, erano costretti ad abbandonare le proprie case, non potendo più sopportare il gran fetore; onde tanto li abitanti del molo, quanto molti altri cittadini avendo riclamato presso l'Uffizio di Sanità, questo finalmente preso aveva un tal provvedimento e specialmente erasi determinato a far questo per tutti li inconvenienti potessero succedere, non essendovi clausura alcuna alla Spiaggetta, nel luogo dove si seppellivano li morti, ma aperto da per tutto. Condotto il morto nella Chiesa Parrocchiale con il solito accompagnamento, dopo che i Sacerdoti avevano terminato le solite Preci, i pubblici becchini levavano in spalla la cassa con dentro il morto e, senza alcuno accompagnamento neppur di religiosi, la portavano prima al molo ed ora nel giardino di Loreto. Nel giorno 22 detto Luglio il Parroco del Duomo si portò a Loreto nel giardino destinato per seppellirvi i morti. Giunto colà benedisse quel terreno e vi piantò una Croce: era una di quelle Croci, che avevano innalzato in tempo degli Austriaci.

Il primo del mese di Agosto arriva da Genova il nostro Vescovo, dopo quasi due anni d' esilio; molti cittadini vanno a complimentarlo, oltre tutto il Clero e Corporazioni Religiose. Finalmente nel giorno 10 di Agosto fu trasportata la Parrocchia in S. Agostino: dopo aver il Parroco, verso il mezzo giorno, cantata la Messa nella Chiesa de' Missionari, portò il SS. Sacramento in S. Agostino, facendo il giro processionalmente con il concorso de' parrocchiani, come alla Domenica della quarta, ma in tal occasione con grandissimo concorso di parrocchiani, facendo il giro della piazza S. Francesco, quattro Canti (1), Quarda Superiore, Chiesa di S. Agostino, fra replicati colpi di mortaretti ed al suono continuo delle campane tutte.

Crescendo continuamente le requisizioni delli Commissari Francesi e non sapendo la Municipalità come supplire alle grandi spese che vi abbisognavano, nel giorno 3 di

---

(1) Via Sacco.

Agosto, fece un' altra tassa di 1200, divire tra 120 cittadini li più benestanti, quotizzando altri di 50, altri di 75, ed altri di 100 e 200 lire. Gridarono e strepitarono all'annunzio d' una tale quotizzazione, ma bisognò pagare.

Nel giorno 15 d'Agosto, dietro le molte instanze e riclami di tutti li cittadini dall'Uffizio di Sanità, venne annullato il decreto che prescriveva doversi tutti i morti sepellire nel giardino di Loreto, permettendo che si potessero d' allora in poi sepellire in Chiesa. Un tale decreto ed una tale permissione fece nascere delle contestazioni e dei contrasti fra l' Uffizio di Sanità e la Municipalità, per cui intervenne il Commissario del Governo. La Municipalità non voleva che si permettesse sepoltura alcuna nelle Chiese a morti; l' Uffizio di Sanità voleva che andasse avanti la data permissione e, per sua giustificazione, adduceva molte ragioni e, fra le altre, diceva che ogni giorno aveva de' reclami per la grande spesa, che vi abbisognava di trasportare a Loreto i morti (i facchini volevano da altri 8, da altri 10 e 12 e da altri fino a L. 14, e, sebbene l' Uffizio di Sanità avesse determinato il prezzo il quale era equo e giusto, pure i becchini non volevano starvi e i parenti del morto doveano soccombere ad una così grande spesa); proseguiva detto Uffizio dicendo che sempre doveva contrastare con i becchini, perchè non facevano la fossa profonda come era necessario, che, continuando a portarsi a Loreto i morti e a sepellirsi in tal guisa senza Cemeterio, si andava fra breve ad infettar l' aria, sentendosi di già per quelle parti, quando il tempo era umido, non poco fetore, e finalmente soggiungeva: « noi abbiamo preso la determinazione di non far sepellire i morti in Chiesa per motivo della epidemia e per la grande mortalità; essendo questa presentemente cessata, sembra che cessar debba ancora una tal determinazione e riprender si debba l' antica consuetudine; si aggiunga a tutto questo che esiste un decreto dell' Uffizio di Sanità di Genova, prima è vero dell' invasione de' Tedeschi, ma che però non è stato abolito, qual decreto permette la sepoltura nelle Chiese, ne' modi prescritti in quello stesso decreto, il che noi ancora abbiamo ordinato doversi osser-

vare ». Dietro tali ragioni, non potevano i medesimi Municipali finalmente non acconsentire che si potessero d'allora innanzi dare sepoltura a' morti nelle Chiese, fino a tanto che però si divenisse alla costruzione de' pubblici Cimiteri, e l' Uffizio di Sanità accondiscese ancora a questa clausola, persuaso che giammai fatti si sarebbero, siccome avvenne.

Avendo il Primo Console della Repubblica Francese Buonaparte mandato in Genova per Ambasciator Straordinario il Generale Dejean, questi, al suo arrivo in Genova, cassato aveva la Commissione di Governo e creato invece un' altra Commissione, denominata Straordinaria, Commissione di Governo, composta di 7 soggetti, e successivamente aveva eletta una Consulta Legislativa, composta di 30 soggetti della quale egli era Presidente. Siccome detto Generale Dejean era un moderantista ed un galantuomo, perciò fatto aveva un' elezione la maggior parte di brava gente e galantuomini. Un tal cambiamento di soggetti nel Governo produsse un' allegrezza grande in tutta la Liguria, tutti sperando generalmente di vedere un nuovo e miglior ordine di cose e migliorata la sorte de' Liguri. Le comuni speranze non andarono deluse e, fra' moltissimi decreti e leggi, emanati dal nuovo Governo a vantaggio de' Liguri, quello annoverar si puote per cui furono cassate tutte le Autorità si civili che Giudiziarie state create all'arrivo delle truppe francesi. Nello Stato era voce comune che il Governo sollecitata avesse una tal legge per i molti riclami e per le moltissime lettere anonime a lui pervenuti da tutti i punti della Liguria. Di già, con sua legge del giorno 13 Luglio, aveva dimesso tutti li rispettivi Commissari delle 20 Giurisdizioni e ne aveva creato ed eletto degli altri. In Savona, siccome abbiam detto, era stato eletto per Commissario il cittadino Agostino Maria Montesisto, già Rappresentante, con applauso di tutti i buoni, essendo uomo ricco e galantuomo. Cambiati i Commissari verso la fine di detto mese, il suddetto Governo passò alla elezione di altri soggetti per le altre Autorità Constituite, e primieramente delle rispettive Municipalità, poi delli Tribunali Civili e Criminali, delli Tribunali di Commercio e Giudici di Pace.

Per le Amministrazioni Giurisdizionali non vi fu elezione alcuna, essendo dal Governo state soppresse ed appoggiate tutte le loro incombenze alli rispettivi Commissari. Tutte queste nuove elezioni incontrarono generalmente il comune applauso e specialmente delle Municipalità. Questo però non è da far maraviglia, dovendo così succedere, primieramente perchè tutti desideravano ed aspettavano ardentemente di esser liberati da quei cani, secondo l'espressione comune, secondariamente perchè, siccome tali elezioni dipendevano in gran parte dalli rispettivi Commissari per le liste triple che mandavano al Governo ad instanza e richiesta del Governo medesimo, ne veniva per conseguenza che, essendo li Commissari brava gente, i proposti erano anch' essi brava gente. La prima ad installarsi fu la Municipalità, che si radunò e prese possesso nel dopo pranzo del giorno 18 Agosto. Un tal cangiamento nelli Municipali fu di gran dispiacere a' Patriotti, primieramente perchè non pensavano che ciò dovesse succedere così presto, secondariamente perchè, assicurandosi che fra' Municipali ve ne sarebbe stato qualcheduno di loro, si videro delusi nelle loro speranze. Essendo tutti brava gente erano questi li cittadini: Nicolò Picco (1), Luigi Moltedo, Carlo Colonna (2), ex nobili, Antonio Delfino, Bartolomeo Cappa, Cristoforo Astengo, Agostino Stefano Manara, Giuseppe Folco q. Giov. Batt. (3), questi di Savona, Pietro Ricci, Francesco Lavagna, di Lavagnola, Bernardo Acquarone, Francesco Lavagna q....., di S. Bernardo, Giacomo Besio, Raimondo Astengo, di Legino.

---

(1) Di antichissima famiglia e benemerita, coperse alte cariche pubbliche. V. di F. Bruno: « Savona e Napoleone I », in: « Atti Soc. Savonese di St. Patria », V, 1922, pag. 137.

(2) Il March. Carlo Colonna d' Istria, ricco di censo, buon Arcade, ricoperse alte cariche, come V. Intendente della Provincia di Savona e Capo Anziano della Città.

(3) Si incontreranno tutti nelle diverse magistrature cittadine. Molti, come l'Astengo e il Manara, furono pronubi al risveglio industriale e navale di Savona.

Per l' elezione d'una sì brava Municipalità si rallegrarono tutti i galantuomini e si rammaricarono i cattivi, quali, come vedremo in appresso, non solo non furono più come una volta protetti, ma anzi furono severamente castigati.

La nuova Municipalità intanto, sino da' primi giorni della sua installazione, cominciò a dar luminose prove della sua saggia condotta e sempre continuando a farsi amare e stimare generalmente non solo in Savona, ma ancora in Genova dal Governo medesimo, onde il Ministro dell' Interno, dopo alcuni mesi della sua installazione, ebbe a scriverle che il Governo lodava la sua condotta e che, per il suo saggio operare, meritava servir d'esempio ad altre Autorità Costituite, ripetendole più volte consimili lodi in altre lettere. Il primo saggio, che diede la nuova Municipalità del suo prudente operare, fu l' aver fatto trasportar fuori città l' Ospitale militare francese che, come già detto abbiamo, era stato posto nel locale del locale dell' Ospitale nostro, con grave discapito e danno del medesimo, degli ammalati e di tutta la città, facendo trasportar in detto locale, dopo d' averlo fatto riadattare, avendolo i Francesi rovinato, al loro solito, tutti li ammalati savonesi che si ritrovavano in Monturbano. Considerando la Municipalità che non era di decoro e di vantaggio della città di veder li ammalati francesi nell' Ospitale della città, nel mentre che li ammalati savonesi si trovavano confinati fuori città scomodamente, pensò doversi quanto prima rimediare ad un tal inconveniente, particolarmente pel riflesso che li Francesi avevano rovinato, derubato e continuavano a rovinare e derubare quanto vi era nello stesso ospitale e specialmente nella spezieria, prese pertanto la risoluzione di trasportar fuori città li ammalati francesi, restituendo al suo primiero locale i Savonesi. Ma come ottenere un tale intento a fronte di tutti li chirurghi francesi, direttori ed ispettori dell'Ospitale militare, che opposti avrebbero moltissimi ostacoli, come difatti, interpellati di questo, fieramente vi si opposero? Eppure la Municipalità finalmente superò tutti gli ostacoli con la sua ferma e costante condotta; molto invero ebbe a contrastare particolarmente con il Direttore dell'ospitale mi-

litare, il quale, ad instanza della Municipalità, dovette star per più giorni in arresto, mandatovi dal Comandante della Piazza per non essersi contenuto ne' dovuti termini parlando con la Municipalità.

Fatto il primo passo, restava a fare il secondo, che era il più importante, cioè la partenza degli ammalati francesi dall' ospitale nostro. Il Direttore dell' ospitale francese e i chirurghi non trovavano o per meglio dire non volevano ritrovare fuori città un locale buono e adattato per farvi ospitale; tornava in scena l' albero di Bertoldo; tutti li locali proposti avevano un qualche difetto: la Concezione, che già per l'addietro aveva servito per ospitale e che era certamente il migliore, dicevano che per questo appunto non era buono per esservi ancora tutte le immondizie della prima volta e per esservi l' aria ancora infetta e mefitica; S. Francesco di Paola ed il Palazzo Ferreri dicevano essere troppo lontano dalla città; il palazzo Ricci, presso S. Marta, era troppo piccolo al loro detto. La Municipalità, che aveva tosto (1) perduta la pazienza per tante dilazioni e tante negative, fece loro intendere d' un tuono fermo e risoluto che si risolvessero nella scelta d' un locale per l' ospitale, altrimenti essa Municipalità avrebbe prese altre determinazioni. Fu allora che tanto il Direttore quanto li Chirurghi, visto che era inutile il più longamente dilazionare, scelsero il Palazzo del cittadino Onorio Ricci, presso S. Marta nel Borgo Superiore. Bisognò però che la Municipalità lo fornisse di cento letti, finiti di tutto per altrettanti ammalati, e che giornalmente provvedesse li ammalati di mangiare e di medicine, il che era d' una spesa grande per il Comune, quale spesa veniva ad essere la stessa di prima, poichè, essendo nel nostro ospitale, bisognava provvederli all' istesso modo di mangiare e di medicinali; ciò non pertanto la Municipalità ascrisse a gran fortuna di ridurre i Francesi a trasportare l' ospital militare fuori città, il che avvenne e si effettuò nel giorno 30 Agosto, portandosi in tal giorno li am-

(1) Quasi.

malati francesi nel Palazzo Ricci nel Borgo Superiore. Partiti li ammalati francesi dal nostro ospitale, la Municipalità unitamente alli Protettori dell'ospitale nostro di S. Paolo diede li ordini opportuni acciocchè si riadattasse quanto prima tutto il necessario nell'ospitale nostro per potervi quanto prima farvi trasportare li ammalati savonesi, che erano in Monturbano, facendolo sopratutto moltissimo profumare ed imbiancare, ed, allorchè tutto fu aggiustato, vi trasportarono prima tutti li arredi ed utensili stati per l'addietro trasportati a Monturbano e finalmente poi i letti e li ammalati, il che successe nel giorno 15 Settembre con somma allegrezza di tutta la città, ma specialmente degli ammalati ed inservienti.

Nel giorno undici detto Settembre, la Municipalità mandò due Deputati al Governo per fargli presenti le dilapidazioni continue de' Francesi, si de' Guardamagazzeni, come del Comandante della Piazza, e specialmente le oppressioni ed angarie di quest'ultimo, il quale, fra le molte prepotenze, nel giorno medesimo 11 Settembre, aveva fatto mettere una guardia a tutte le porte della città, con ordine di non lasciar passare alcuna bestia carica, senza un suo biglietto di sortita, il quale biglietto dava gratis, ma l'esempio del biglietto di sortita dal porto, il quale al principio, dal medesimo Comandante si dava gratis a' marinai, ed ora vi abbisognavano 10, 20 e sino a 40 soldi, faceva temere di vedere a poco a poco succedere il medesimo in questo biglietto di sortita dalla città, e poi, quantunque fosse sempre stato concesso gratis, era ciò non pertanto un aggravio troppo oneroso per li mulattieri.

Arrivati a Genova li Deputati, furono sentite dal Governo le rimostranze loro ed assicurati che quanto prima si sarebbe rimediato a tanti inconvenienti. Il primo espediente si fu di mandare a Savona il Generale Lestranges, bravo Generale e che sempre andò d'accordo con la Municipalità; fu mandato ancora un Commissario Ordinatore per verificare il numero della truppa e le razioni, che giornalmente si devono alla truppa. Questo Commissario venne a Savona e, fatta radunare tutta la truppa, ritrovò che l'e-

sposto della Municipalità era vero, non essendovi alcuna proporzione fra il numero de' soldati ed ufficiali e il numero delle razioni che giornalmente si distribuivano. Il Commissario Ordinatore vide tutto questo e comprese che i guarda magazzeni unitamente al Commissario di guerra erano altrettanti ladri; eppure, non ostante tutto questo, non vi mise alcun riparo, per essere stato guadagnato dal Commissario di guerra, motivo per cui, dopo due giorni, si ritrattò dicendo che, fatta matura riflessione, era necessario un tal numero di razioni, adducendo molti regolamenti, che prescrivevano il numero di razioni per li ufficiali e comandanti e bassi ufficiali onde, secondo tali regolamenti, ossia secondo tali pretesti, non era di molto alterato il numero delle razioni si in carne che legna, vino, pane, riso, che giornalmente si distribuiva alla truppa; motivo per cui la Municipalità si rivolse di nuovo a Genova, facendo instanza che di colà fossero mandati li Appaltatori per le provviste della truppa, siccome era stato promesso alli Deputati, e tanto fece e tanto scrisse che finalmente questi giunsero il giorno [lacuna nel testo], con allegrezza grande di tutta la città e particolarmente della Municipalità, che continuamente pensar doveva a' mezzi di sussistenza per la truppa, e così dopo [lacuna nel testo] mesi la città fu liberata dall'aggravio grande di provvedere la truppa, e solamente vi rimaneva l'aggravio, che però non era poco, di provvedere l'ospitale militare.

Verso la fine del corrente anno, parve che il Governo prendesse qualche pensiero e cura delle Corporazioni Religiose di tutto lo Stato. Era già da molto tempo che non tanto le Monache quanto i Religiosi tutti avevano inviato al Governo moltissime petizioni in cui, esponendogli lo stato miserabile nel quale si trovavano per mancanza di sussistenze, non essendo loro corrisposta l'annua pensione, stata loro assegnata dal Governo al momento in cui lo stesso spogliati li aveva de' loro rispettivi beni, dimandavano un qualche soccorso, implorando la clemenza del Governo per essere sollevati da tante miserie. Il Governo, dopo le replicate instanze, con suo decreto, creò una Deputazione di Re-

ligiosi in Genova ed una nelle rispettive Giurisdizioni di tutto lo Stato, autorizzando i Religiosi, componenti le medesime, a riscuotere tutti li redditi de' Censi spettanti una volta alle Corporazioni Religiose, distinte nelle rispettive Giurisdizioni, eccentuandone quelli de' Padri delle Scuole Pie e Missionari, ed il prodotto di tali redditi dividerlo fra le Monache e Religiosi in estinzione, se non in tutto, almeno in parte: il tutto però operando con l'intervento e consenso del Commissario del Governo. Per la Deputazione nella « Giurisdizione Colombo » furono eletti li Padri Pellegrino Bozzelli, Servita, e Gian Nicolò Brignone, Carmelitano Scalzo, ambi Savonesi, quali si associarono li Padri Giuseppe Frixione, Agostiniano Eremitano della Consolazione e Vincenzo Strafforello, Domenicano. Questi cominciarono le loro sedute nel Convento de' Padri Serviti, il giorno 28 Ottobre e tanto si affaticarono che, sebbene fosse gravissima la loro amministrazione, pure, sino dal primo mese, divisero più di mille lire per maggiormente migliorar la sorte delle Corporazioni Religiose. Il Governo, con altro suo decreto de' primi Dicembre, affidò alle rispeltive Deputazioni de' Regolari di tutto lo Stato l'amministrazione generale di tutti li beni spettanti una volta alle Corporazioni Religiose, sopprimendo a tale effetto tutte le Deputazioni esistenti in ciascheduna Giurisdizione, create dalla Municipalità. In questa circostanza devo riflettere che sino dall'anno scorso il Governo, con suo decreto, incaricate aveva le rispettive Municipalità del Capoluogo di ciascheduna Giurisdizione ad eleggere una Deputazione di alcuni soggetti per amministrare i beni ancora invenduti delle una volta Corporazioni Religiose per poi didere fra Religiosi e Monache della Giurisdizione tutto quanto esatto e ritirato avessero da detti beni in estinzione de' loro mandati. Devo parimente riflettere che tali Deputazioni Regolari eransi condotte malamente nella loro Amministrazione e, a dir la verità, quella di Savona si era condotta malissimo, come si può vedere dal Libro di sua amministrazione, esistente presso de' Padri, onde, ritraendone le Corporazioni Religiose poco o niun vantaggio da tali Deputazioni, avevano portati tali e tanti riclami al Governo, che finalmente

si era determinato a sopprimerle, appoggiando, come abbiam detto, l'amministrazione generale alla Deputazione de' Regolari, la quale cominciò ad assumere tutta l'amministrazione il giorno 10 Dicembre.

1801 — Se vi fu mai circostanza critica e disgustosa per i Savonesi fu certamente quella in cui trovaronsi nella notte del giorno 14 Febbraro, notte d'orrore e di spavento, notte di desolazione: ma veniamo al fatto. Essendo arrivati da Genova, nella mattina del detto giorno 14, i forieri della 41 Mezza Brigada per annonziare l'arrivo della medesima, forte di 2000 circa soldati, la Municipalità, per mezzo de' forieri, avevale fatto preparare il solito alloggio, con paglia, nelle caserme, e, siccome non erano bastanti per tanta gente, aveva fatto portar della paglia in tutti li quattro Oratori, quando, nel dopo pranzo, verso le ore 22, si sparse la voce per città che i soldati della Mezza Brigata, che era per arrivare a momenti, non volevano alloggiare nelle caserme, ma bensì nelle case de' particolari. All'annonzio d'una tale infausta notizia, si sparse tosto l'allarme per la città, precipitosamente si raduna la Municipalità, e tosto partono alcuni Municipali, incaricati di portarsi presso dell'Aiutante del Generale Lestranges, mentre, per mala sorte, il Generale stesso era a Genova, come anco d'impegnare il Comandante della Piazza, che, come cittadino (aveva presa in moglie una Savonese), procurasse di fare che i Francesi non alloggiassero nelle case. Andarono i Municipali e trovarono tanto l'Aiutante del Generale, quanto il Comandante detta Piazza impegnati a pro' de' Savonesi; anzi, per coadiuvar loro maggiormente, si portarono questi presso del Chef di Brigada e Comandanti, che si trovavano nella strada della Cà Rossa (deve sapersi che arrivata la truppa nella pianura de' Cappuccini, presso la Cà Rossa, il Chef Brigada aveva fatto far alto e spedito aveva alcuni ufficiali in città, intimando alla Municipalità di preparare l'alloggio nelle case de' particolari per tutta la truppa, all'arrivo de' quali ufficiali, come già abbiam detto, erasi così precipitosamente radunata la Municipalità). Arrivati colà l'Aiutante del Generale e il Comandante della Piazza

tentarono tutte le strade per distogliere il Chef Brigata e Comandanti dalla determinazione di fare alloggiare la truppa nelle case, e particolarmente rappresentarono loro li molti sacrifizi, che la Comune di Savona fatti aveva per l'addietro e faceva continuamente a pro' dell'Armata Francese; soggionsero che tutti per l'addietro solevano alloggiare nelle caserme, ma tutto inutilmente: tanto il Chef, quanto li altri Comandanti ed ufficiali tutti risposero che assolutamente volevano che la truppa alloggiasse nelle case.

Contrastarono per molto tempo da una parte e dall'altra; finalmente il Chef Brigada accondiscese alle preghiere del Comandante della Piazza, che lo invitava a portarsi in Savona per vedere le caserme, assicurando che avrebbe ritrovato un buonissimo alloggio. Nel mentre che il Comandante della Piazza e l'Aiutante del Generale con i Deputati Municipali erano andati a parlamento, la Municipalità aveva fatto portare una gran quantità di paglia nelle caserme ed Oratori, così che ve n'era tre volte altrettanta del solito. Difatti, venuti in città il Chef e Comandanti con alcuni ufficiali e visitate tutte le caserme ed Oratori, parve che il Chef fosse soddisfatto dall'alloggio: il Comandante della Piazza sperava che facilmente avrebbe desistito dalla presa determinazione e che tutto si accomodasse, quando tutto ad un tratto risorsero maggiori dispute e maggiori contrasti per l'opposizione del Secondo Comandante e di alcuni ufficiali, quali protestarono altamente che giammai permesso avrebbero che la truppa loro alloggiasse e dormisse sopra della paglia come le bestie, siccome dicevano, e fu allora che il Comandante della Piazza, stanco dal vedere una tale ostinatezza e specialmente allorchè nel calor della disputa si intese rimproverar dal Comandante suddetto che non era buon Francese, mentre col suo operare favoriva i Savonesi e negligentava gli interessi della truppa, aggiungendo molte altre parole ingiuriose, fu allora dico che il Comandante della Piazza dalle parole umili e dalle preghiere passò a parlar altamente e terminò dicendo, rivolto al Comandante ed ufficiali che avevano parlato contro: « Come Comandante della Piazza devo essere imparziale

tanto per i Savonesi quanto per i Francesi e solamente proteggere chi ha ragione. Avendo i Savonesi fatto quanto hanno potuto per preparare alla truppa un buon alloggio con molta paglia, come voi stessi vedete, io intendo che li soldati debbano contentarsi d' un tale alloggio. Sono pertanto ad avvertirvi che sarete responsabili tutti di qualonque disordine sia per succedere per parte delli soldati e di tutto quanto succede vado sul momento a renderne inteso il Generale Comandante la Liguria ». Vista una tale fermezza per parte del Comandante della Piazza, li ufficiali, che avevano parlato contro e il Comandante declinarono alquanto dalle loro pretenzioni, e, dopo poco tempo, si convenne, d' accordo d' ambe le parti, che i soldati sarebbero andati ad alloggiar nelle caserme ed Oratori, ed il Chef Brigata diede la parola rhe avrebbe dati li ordini opportuni acciocchè dalla truppa si conservasse il buon ordine.

Convenuti di questo, il Chef Brigada, Comandanti ed ufficiali se ne ritornarono verso i Cappuccini, per dare la marcia alla truppa, mentre era molto tardi, essendo già le ore 24. Sparsa la notizia che il tutto erasi convenuto favorevolmente, si mostrarono i Savonesi tutti allegri e contenti. Poco però durò una tale allegrezza, poichè, venuta la truppa in città e andato ciaschedun corpo a' suoi rispettivi quartieri e caserme, dopo poco tempo si ammutinarono e, preso ognuno il proprio fucile, si sparsero tutti qua e là per le strade, picchiando con i fucili fortemente tutte le porte e gridando loro che si aprisse per alloggiare. Era prossima un' ora di notte, allorquando cominciò l'allarme per tutta la città, tempo in cui la maggior parte de' cittadini sogliono essere alle proprie case; specialmente in un tal giorno eransi tutti ritirati di già, il che fu d' un gran vantaggio, poichè, essendo tutti in casa, ciaschedun si fece coraggio o, per meglio dire, non si lasciò prender mano dal timore; nessuno rispose o si curò d' aprire, anzi molti appuntellarono e fortificarono le proprie porte. Ma intanto cresceva l'allarme: non vi era strada o vicolo dove non si fossero inoltrati i Francesi, picchiando fortemente e gridando che loro si aprisse. Per la città vi sembrava un continuo terre-

moto: in alcune strade però alcuni de' meno timidi rispondevano dalle finestre, col favor delle tenebre con delle sassate, il che non essendo generale per tutta la città, mentre allora sarebbe stato un espediente buonissimo, produsse un danno maggiore nelle altre contrade, poichè, essendo molti stati colpiti malamente, si erano portati furibondi in altre parti dove, essendo pervenuti con replicati colpi di fucile a rompere i ferramenti, abbattere ed atterrare le porte di molte case, eransi inoltrati nelli appartamenti, ed i proprietari, atterriti e spaventati, aveano dovuto dar loro da mangiare e da bere, ed altri ancora, per procurar che se ne andassero fuori di casa, aveano dovuto sborsar loro del denaro, chi 10, chi 20 e chi 30 e 40 lire; ma ad alcuni fu inutile un tal espediente, poichè, appena partiti, ne erano loro sopraggiunti degli altri; li unici che andassero esenti e che stavano meglio e tranquilli furono quelli che alloggiato avevano in propria casa degli ufficiali, mentre, gridando questi alli soldati, li facevano andar via, onde tutti desideravano d' aver ad alloggiare un qualche ufficiale. É però ben vero che alcuni ebbero a pentirsene, poichè de' soldati scaltri si annonziarono in qualità d' ufficiali, acciocchè loro venisse aperta la porta, ed in tal modo gabbarono alcuni particolari che buonamente credettero alle loro parole. La Municipalità, che per sorte si ritrovava ancora a palazzo per aver dichiarata sessione permanente, informata di quanto succedeva per la città, per i continui riclami de' particolari a' quali i soldati atterrate avevano le porte di casa, spedito aveva subito alcuni Municipali presso del Comandante della Piazza, e questi, unitamente a' medesimi, erasi portato presso del Chef Brigada, il quale, in tale circostanza, si fece conoscere per galantuomo dal suo operare, poichè subito si portò seco loro fuori di casa e scorrendo le strade sgridava e minacciava tutti li soldati che incontrava, comandando loro di andar quanto prima a' loro rispettivi quartieri e star tranquilli; ma tutto questo era inutile, poichè i soldati ritiravansi è vero da quella contrada, ma andavano in un' altra. Successe, nel mentre che il Chef Brigada e Comandante della Piazza andavano gridando alla

truppa di ritirarsi a' rispettivi quartieri, che alcuni soldati urtarono e percossero con il fucile entrambi; gridarono questi subito e minacciarono, ma inutilmente, poichè, nel buio della notte, sentirono bensì il colpo, ma non potevano comprendere da dove venisse, e, siccome di quando in quando continuava il saluto di qualche percossa, rappresentarono a' Municipali che era necessario illuminare la città per ovviare un tale disordine ed arrivare più facilmente all' intento.

I Municipali fecero tosto sapere alla Municipalità le intenzioni delli due Comandanti, e questa mandò subito un usciere con tromba per la città, ordinando a tutti d' illuminare le finestre della propria casa. Questo fu però d' un gran danno, poichè, dietro un tal ordine, avendo quasi tutti illuminata la propria casa, ne avvenne che, andando i soldati francesi più francamente per le strade, poterono, al chiaror de' lumi, abbattere ed atterrare più facilmente col fucile le porte delle case, siccome avvenne in molte contrade. D' altronde vedendo il Comandante della Piazza e Chef Brigada che, non ostante l' illuminazione della città, non potevano arrivare all' intento, poichè, sebbene facevano allontanare da una contrada la truppa questa andava in un' altra, deliberarono di portarsi a' quartieri e far sonare la generale per tutta la città ed il Comandante della Piazza di far venire dalla fortezza cinquanta soldati della guarnigione, quali, divisi in più corpi e pattuglie, intimassero agli ammutinati di portarsi ciascheduno a' suoi quartieri e condurveli. Lo stesso Comandante ordinò ancora alle stesse pattuglie di fare sloggiare i Francesi soldati da tutte le case dove eransi introdotti. Ambe queste determinazioni sortirono un buonissimo effetto. Al suono della generale, molti de' soldati ammutinati si ritirarono a' loro quartieri, sebbene strepitassero e bestemmiassero non poco; quelli poi che erano renitenti furono costretti dalle pattuglie di andarvi; quelli poi che si erano introdotti nelle case furono quasi tutti costretti dalle stesse pattuglie a sloggiarne e andar a' loro quartieri: dico quasi tutti, poichè alcuni si fermarono e dormirono in cinque case, ma per incuria e per dabbenag-

gine de' particolari, mentre, andando le pattuglie per le strade, chiamando chiunque avesse in casa soldati di aprir la porta e farneli sortire, la maggior parte ne furono liberati e questi solamente, perchè temevano fosse una furbizia di altri soldati per introdurvisi ancor essi, non vollero rispondere e aprir la porta, onde dovettero dar loro ancora da dormire. E' però ben vero che stettero quieti e tranquilli. Arrivati i soldati ciascheduno alli rispettivi loro quartieri, vi si portarono ancora il Chef ed il Comandante della Piazza, ordinando loro di star quieti e tranquilli e di non più sortire, minacciandoli, in caso di contravvenzione, di severi castighi; ed il Comandante della Piazza soggionse: « Ho dati alle pattuglie li ordini opportuni di girar tutta questa notte per la città, siccome difatti girano, e ritrovando, che io non voglio credere sia per succedere, qualche soldato armato o facente rumore per le strade, quanto prima lo traducano in fortezza dove sarà processato militarmente ».

Dietro tali minacce ognuno stette tranquillo per tutto il restante della notte, e alla mattina, per ordine del Chef Brigada, partirono alla spuntar del giorno per Finale. Sette però non poterono andar seco loro: cinque dovettero fermarsi all' ospitale per esser stati feriti gravemente, a colpi di pietra, la sera antecedente: li altri due per essere andati a fare un altro viaggio, da cui più non si ritorna. Di questi due se ne parlava segretamente per timor de' Francesi e si diceva che quelli medesimi, che loro avevano agevolato un tal viaggio a colpi di stile, quelli medesimi li avessero .poi portati a sotterrare segretamente. Partita la truppa, nel seguente giorno, la Municipalità mandò suoi Deputati a ringraziare l' Aiutante del Generale e il Comandante della Piazza per le premure che si erano prese a favor de' Savonesi nella sera innanzi e specialmente il Comandante, che in tale circostanza erasi diportato qual cittadino savonese; e veramente come tale fu sempre tenuto da' Savonesi, in tutto il tempo in appresso che si fermò in Savona, essendo da tutti stimato e generalmente amato.

E qui mi sia permesso, per un tratto di riconoscenza, di non defraudarlo del dovuto elogio. Era egli nativo del

Pont St. Esprit nel Lionese: il suo nome era Buonaventura Vallet: in Savona generalmente si chiamava: « Gamba di legno ». Essendo stato ferito alla gamba, dovette soccombere al taglio di quasi tutta la coscia, motivo per cui erasi fatto adattare una gamba e coscia di legno, ma così ben fatta, che spesso andava anco senza bastone. Fra la gamba e la coscia aveva una molla, che si piegava nel mentre si sedeva onde, chi non vi faceva una grande osservazione, difficilmente se ne accorgeva, essendo tanto la coscia e gamba di legno fatta in proporzione, ed avendo le scarpe, calze e calzoni come l'altra. Non potendo, per tale motivo, più andar alla guerra, era stato mandato Comandante della Piazza in Savona, dove aveva sposato una Savonese, la quale in tal occasione, coadiuvò colle preghiere non poco a farlo interessar a pro' de' Savonesi.

Partita la truppa Francese, nel seguente giorno si venne in cognizione del motivo per cui, nella sera antecedente, eransi ammutinati i soldati. Si seppe adunque che alcuni Patriotti eransi portati incontro alla truppa ne' contorni di Valloria, dove, parlato avendo al Comandante ed ufficiali, li avevano indotti e determinati a dimandar l'alloggio nelle case per la truppa, rappresentando loro la Municipalità e la maggior parte de' Savonesi tutti aristocratici e nemicissimi de' Francesi, e mille altre imposture contro de' Savonesi, oltre di che, allorquando si fermò la truppa presso la Cà Rossa, questi stessi Patriotti andarono frammischiandosi in mezzo alle file de' soldati, instigando i medesimi ed aizzandoli a dimandar l'alloggio nelle case, e, non contenti di questo i Patrioti, allorchè, verso notte, i soldati si ammutinarono, essi furono che avevano loro imprestato delle ascie e de' piccozzi per atterrare e rompere più facilmente le porte; essi furono che li avevano condotti a picchiar or questa or quella porta di quei particolari, de' quali volevano prender vendetta; e tutto questo si seppe da persone, che avevano adocchiati i medesimi Patrioti allorchè erano andati in Valloria a parlare ai Comandanti, allorchè i medesimi si intrattennero a parlar colli soldati presso della Casa Rossa, e finalmente allorquando alla notte andavano

girando per la città unitamente a' soldati francesi; e siccome questo fu veduto da diverse persone in diversi tempi, allora solamente si venne in cognizione di tutto e si comprese tutto. Quando, nella mattina del giorno seguente, si combinarono ed unirono insieme i diversi racconti, la Municipalità tentato aveva di processar tai Patriotti, ma non si potè giuridicamente castigarli per mancanza di prove, non avendo voluto dire e deporre quanto aveano veduto per timor de' Patriotti.

Non così successe in Finale con la truppa francese, dove si diportò tranquillamente e non cagionò alcun disturbo al paese. Nella sera in cui successe l'ammotinamento dei soldati francesi in Savona, essendo arrivato a Finale un cittadino di quel paese, abitante però da più anni in Savona, questi verso la mezza notte spedì colà un espresso ragguagliando ed informando quella Municipalità di quanto era successo in Savona. Arrivato alla mattina in Finale l'espresso, quella Municipalità fece tosto prender l'armi a 200 uomini della Guardia Nazionale, ordinando loro di pattugliare per la città, divisi in vari corpi; fece nel tempo stesso pubblicar decreto, con cui intimava a tutti li cittadini, informati già di quanto era avvenuto in Savona, di star queti e tranquilli all'arrivo de' Francesi; mandò parimenti due Deputati incontro alla truppa francese, ordinando loro di far presente al Chef Brigada di non allarmarsi e di non prendere in mala parte se, al suo arrivo in Finale, veduto avesse girar per il paese alcune pattuglie di cittadini armati, mentre questo era un provvedimento preso dalla stessa Municipalità per mantenere la pubblica tranquillità fra' cittadini alterati non poco dietro la notizia di quanto era successo a Savona. Andarono li due Deputati ed arrivati alla presenza del Chef Brigada, gli fecero presente quanto loro era stato imposto dalla Municipalità. Il Comandante, che vide da un tal discorso la differenza tra Savona e Finale, rispose loro che era inutile una tal precauzione e tali provvedimenti presi dalla Municipalità, poichè alcuni soldati, che alterata avevano la pubblica tranquillità in Savona, già erano stati castigati. Si diceva però in Finale che, partiti li due Deputati,

avesse dati degli ordini severi a tutta la truppa di star tranquilli e diportarsi onoratamente. Difatti, arrivati i soldati in Finale, se ne andarono alle solite caserme contentandosi dell'alloggio stato loro dalla Municipalità preparato senza parola e stettero quieti e tranquilli.

Se un tal passaggio di truppa apportato aveva alla città di Savona de' guai, ci consolò alquanto la notizia che quello sarebbe stato l'ultimo passaggio di truppa in gran numero, mentre, essendosi stabilito il piede di pace, d'ora innanzi cessato sarebbe il passaggio continuo di truppe e solamente ben di rado sarebbe passato qualche piccolo corpo, siccome difatti il tutto avvenne. Cessato essendo già da qualche tempo il passaggio delle truppe, venne parimente a cessare il disturbo e la spesa non tanto per la Municipalità, quanto anco per li cittadini tutti. In questa circostanza la Municipalità, pensando quanto fosse di decoro non solo ma di vantaggio l'avere un corpo di truppa ligure, che presidiasse il Palazzo Municipale, dipendente dalla stessa Municipalità per la polizia della città, scrisse al Governo su di ciò, il quale, riconosciuto quanto fosse giusta la dimanda, spedì verso la metà d'Aprile in Savona un ufficiale con 20 soldati liguri. Arrivati questi in Savona, il Comandante della Piazza francese non volle permettere che si portassero al Palazzo Municipale per montarvi la guardia, allegando in contrario che vi era la guardia francese e che bastava la stessa. La Municipalità subito scrisse a Genova al Governo, il quale, intendendosela con il Generale francese Comandante nella Liguria, fece dallo stesso mandare un ordine al Comandante della Piazza di ritirare la Guardia francese dal Palazzo Municipale, in seguito di che, la mattina delli 4 Maggio, verso il mezzo giorno, i soldati francesi si portarono dal Palazzo Municipale a quello dove era alloggiato il Comandante della Piazza, e quella fu la prima volta che il Comandante della Piazza ebbe una guardia alla porta della casa dove alloggiava, il Palazzo della Madonna (1), mentre

(1) Odierno Palazzo del Comune.

prima non aveva che una sentinella che si mandava dalla guardia del Palazzo Municipale. Partita la guardia francese dal Palazzo Municipale, subito vi si portarono i soldati liguri, e questo fu il primo giorno, dopo lo spazio di tre e più anni, che si videro i soldati liguri montare la guardia al Palazzo Municipale.

La tranquillità e la calma, in cui si viveva da molti mesi, non fu di lunga durata. Nella sera del giorno 17 maggio venne a conturbarci non poco una lettera del Governo a questa Municipalità, in cui le partecipava che per il giorno 21 del mese dovevano arrivare in Savona cinque compagnie di truppa francese, le quali sarebbero state di permanenza in Savona, ma che dovevano le stesse provvedersi non più di paglia, come per l'addietro, ma di letti, finiti di tutto il bisognevole, come praticar si suole in stato di pace. La Municipalità, soprafatta da una tale spiacevole notizia, ritrovandosi sprovvista de' mezzi necessari, non sapeva a qual partito appigliarsi. Furono proposte alcune determinazioni, ma tutte quasi impossibili ad eseguirsi e fra le altre di far una tassa generale di letti; ma si comprese pur troppo l'impossibilità de' cittadini, aggravati abbastanza nelle proprie case dalli continui alloggi e mancanti di danaro per comprarne altrove; non apparecchiandoli d'altronde era troppo evidente e chiaro l'inconveniente a cui si andava incontro, cioè che i Comandanti li avrebbero mandati ad alloggiare nelle case de' particolari; onde la Municipalità pensò di spedire a Genova due Deputati per far presente al Governo l'impossibilità in cui si ritrovava la Municipalità di adempire a quanto le veniva ordinato. Arrivati li Deputati a Genova, si portarono presso il Ministro di Guerra e presso la Commissione di Governo e, dopo molte istanze, ottennero settantacinque materassi ed altrettanti sacconi ed un simile numero di paia lenzuoli. Il Ministro non le diede le coperte perchè non ve n'erano e d'altronde le rispose dicendo che non vi abbisognavano, facendo caldo. Siccome le cinque compagnie non arrivavano a 160 soldati, mettendone due per letto, erano più che bastanti, onde la Municipalità non doveva provvedere che li

scaffi di legno per i letti. Egli è però ben vero che in appresso bisognò che provvedesse anco le coperte; ciò non ostante si crede molto fortunata, avendo ottenuto dal Governo quello che non avevano potuto ottenere altre Municipalità della Liguria, mentre avendo ciascheduna Municipalità, nel di cui comune erano destinate truppe francesi, inviati dei Deputati a Genova altre avevano ottenuto solamente de' lenzuoli, altre solo matarassi ed altre non avevano potuto ottenere cosa alcuna, quando Savona aveva ottenuto in certo modo tutto quanto aveva addimandato.

La sera del giorno 21 Maggio arrivarono le cinque compagnie Francesi, ma, non essendo ancora pronto il tutto per i letti, la Municipalità pregò il Generale francese acciocchè, fino a che fossero pronti tutti i letti, li facese dormire nella paglia nella solita caserma, e, mediante una mezza pinta di vino per ogni soldato, si contentarono; dopo andarono in fortezza nelli quartieri colà preparati.

Nel giorno 31 Maggio, una compagnia di Cannonieri Liguri di circa 50 soldati, quali erano arrivati da Genova già da alcuni giorni, si portarono a dormire in fortezza, mentre prima dormivano in città nell'Oratorio della Trinità.

Verso la fine del mese di Agosto, essendo venuto ordine dal Governo di mettere in stato di difesa la rada di Vado, si cominciarono tosto ad innalzare tre batterie: una alla spiaggia delle Fornaci, un'altra di rimpetto la casa Gavotti, detta la « Spagnola » (1), la terza tra il fiume di Zinola ed il Lusso (2). Tutte queste batterie erano fatte di zolle di zerbo (3) e furono terminate alla fine del mese di Ottobre. In tale occasione furono tratti fuori dalla fortezza molti cannoni per trasportarli, altri nelli due fortini di Vado ed altri in dette batterie, che si stavano costruendo, alla difesa delle quali, unitamente alli fortini, vi si portò un di-

---

(1) Sulla spiaggia della Borgata di Legino.

(2) Nella piana, che dal Quiliano va verso la Stazione ferroviaria di Vado Ligure.

(3) Zolle erbose.

staccamento d'artiglieri liguri, parte di quelli che erano giunti li scorsi mesi da Genova in questa fortezza. Tali fortificazioni, sebbene inutili, siccome vedremo in appresso, per essersi fatta la pace tra la Francia e l'Inghilterra, ciò non pertanto apportarono un grande vantaggio alle vicine popolazioni, essendo state cagione che si costruisse un forte ponte di legno sopra del Lusso, piccolo torrente stagnante (1). Nelli scorsi anni, allorchè i Francesi vennero in quelli contorni, erasi dalli stessi cominciato un piccolo ponte di legno, che poi, sopraggiungendo l'esercito Austriaco, dal Generale Tedesco ne fu ordinata l'ultimazione ed in poco tempo eseguita.

Questo ponte, sebbene di larghe tavole e forti sostegni costrutto, coll'andare del tempo, non essendo stato più ristorato allorchè cominciava a rompersi ed indebolirsi, in poco tempo fu rovinato in modo che più non vi si poteva passare, ed essendo d'altronde necessario che vi fosse colà un ponte per potervi far passare l'artiglieria per trasportarla da Savona in Vado, il Governo ordinò subito la costruzione di un ponte, facendo sapere alli eredi Mari (2) di farlo quanto prima, siccome fu eseguito; e così, dopo tanti anni, dopo tante liti, la casa Mari dovette farlo senza opporsi. Questo però sempre perchè erano cangiati i tempi. Fino a tanto che regnavano i Nobili, la Casa Mari si ritirava dal far quello, che era di suo dovere, col trovar pretesti e raggiri; al giorno d'oggi, che più non comandavano i Nobili, stimò bene e prudente eseguire e tacere, ordinando al suo Agente in Vado di farlo costrurre. Un tal ponte fu cominciato verso la fine del mese di Settembre ed ultimato poscia alla metà d'Ottobre.

Essendo li 8 del mese di Ottobre arrivata in Genova la notizia delli preliminari di Pace, stati firmati in Londra, il primo di detto Ottobre, il Governo ordinò un solenne « Te Deum » in tutto lo Stato. In Savona fu cantato senza l'in-

---

(1) Lo stagno è oggi scomparso.

(2) I Marchesi De Mari, grandi proprietari di Savona e contado.

tervento della Municipalità e con pochissimo concorso nella Cattedrale. Non ostante però una tal Pace. per molti mesi li corsari inglesi continuarono ad infestare il mare, col predare i bastimenti come per l'addietro, onde pochissimi bastimenti liguri si azzardavano a sortire dai porti ed il commercio così era sempre interrotto; ed abbenchè, dopo alcuni mesi, l'Ammiraglio Inglese, che comandava nel Mediterraneo, ritirasse dalli corsari tutte le Patenti, ciò non pertanto alcuni di questi continuavano a predare anco non patentati, onde bisognò tanto gli Inglesi quanto li Francesi perseguitassero da per tutto tai pirati, mentre non si potevano chiamare altrimenti, così che, dopo alcuni mesi, fu visto sgombro il mare e libero come per l'addietro.

1802. — In quest'anno la Chiesa di S. Pietro, una delle prime Chiese e la più antica Parrocchia di Savona (1), fu convertita in casa particolare essendo questa dal Governo stata venduta ad un certo Vincenzo Bibolino, quale pensò di fabbricarla e ridurla in casa e cominciò al principio del corrente mese di Gennaro. In questa occasione furono levate dalla muraglia di detta Chiesa, verso la Piazza del Brandale, due Arme di marmo delli due Papi Rovere, Sisto IV e Giulio II, larghe da circa palmi 6 in quadrato. In questa circostanza si scoperse l'antica Chiesa di S. Pietro, la quale aveva l'entrata dalla parte della Piazza, quando la moderna l'aveva di rimpetto al vico che conduce alla Cattedrale (2), nel luogo medesimo dove presentemente è la porta della casa. Si scoperse ancora la grandezza di detta Chiesa, più grande della moderna ed aveva il pavimento più basso d'assai della moderna, cioè dove presentemente è il suolo delle botteghe, nel quale vuoto avevano formato le sepolture della medesima Chiesa, nell'evacuare le quali presentemente fu ritrovato un cadavere totalmente intiero, quale fu trasportato nella Chiesa di S. Anna, attuale Parrocchia di S. Pietro.

---

(1) Non è esatto.
(2) Sull'odierna Via Pia.

In quest' anno i Carmelitani andarono ad abitare nello antico Convento di S. Anna e siccome esisteva sempre la legge del Governo della loro soppressione, per essere al coperto di tutto quanto dir potessero le lingue maligne de' loro nemici e per non incontrare con il Governo, i Padri Carmelitani trovarono un bellissimo ed ottimo pretesto e motivo plausibile per abitarvi tranquillamente. Abbiamo già detto che la Deputazione de' Regolari, esistente in Savona, aveva inalzato il proprio Burò nel Convento di S. Croce de' PP. Serviti. Siccome le stanze del Burò, non meno che il Convento tutto sono alquanto oscuri ed esposti al rigore del freddo, i Padri della Deputazione rappresentarono al Commissario del Governo che non era loro possibile, nel decorso dell' inverno, il continuar le loro sedute nel Convento di S. Croce, come che oscuro troppo e troppo freddo; esposero ancora esservi nel Convento di S. Anna, una volta de' PP. Carmelitani, in quella parte, che era stata staccata dall' abitazione dal Governo e concessa al Parroco di S. Pietro, la sala di ricreazione, molto adattata per formarvi il Burò della Deputazione, come che assai chiara e alquanto calda, essendo esposta al Mezzogiorno; esposero finalmente che nel caso loro fosse concesso di trasportar colà il proprio Burò della Deputazione, e che stimavano assai prudente e necessario l' andare ad abitarvi di loro qualched' uno, non tanto per il giorno, quanto nel decorso della notte, per ovviare qualonque manpresa seguire potesse de' libri e carte, spettanti alla Deputazione medesima. Il Commissario, fatto presente al Governo tutto quanto venivano di rappresentare i PP. della Deputazione ed ottenutone dallo stesso favorevole risposta, concesse a' PP. della Deputazione l' addimandato, quali, dopo d' aver preparato ed aggiustato alla meglio il nuovo locale, essendo distrutto per avervi alloggiato de' Francesi, nel primo sabato di Quaresima, vi portarono il loro Burò ed andarono ad abitarvi due Religiosi Carmelitani, uno de' quali era il P. Brignone della Deputazione de' Regolari.

In tal circostanza i PP. Carmelitani si diportarono con grande prudenza e con grande circospezione e politica, per

non allarmare i loro nemici, che, ciò non ostante, vollero parlare e scrivere, come vedremo, ma inutilmente. Ho detto che si regolarono con circospezione e politica, poichè potevano, se avessero voluto, aprire una porta nella muraglia, che era stata inalzata attraverso del corridore per dividere quella parte di Convento, che era stata dal Governo concessa per abitazione del Parroco di S. Pietro, dall' altra presentemente accordata ai PP. della Deputazione de' Regolari: potevan, come dissi, aprir una tal porta e perciò servirsi della grande scala, la quale sarebbe stata in comune con il Parroco; pure amarono meglio di non far alcuna innovazione e si servirono della scala oscura e segreta. Ciò non ostante non isfuggirono alle maldicenze de' loro nemici, la maggior parte Patriotti, quali alla prima notizia che n'ebbero, andarono qua e là per la Città sparlando a tutta prova contro de' Padri Carmelitani; procurarono di aizzar contro gli stessi Padri lo stesso Parroco di S. Pietro, rappresentandogli che si preparasse a perder la carica di Parroco, mentre essendo abbastanza nota la politica de' Gesuiti bianchi — con tal nome si chiamavano i Carmelitani — non poteva aspettarsi che di vedere avverata la favola del porco spino.

Per buona sorte il Parroco era un galantuomo, che non diede retta alle loro maligne insinuazioni. Non contenti di questo, i Patriotti diressero a Genova lettere fierissime contro de' PP. Carmelitani, ma anco per questa parte non poterono ottenere cosa alcuna, poichè i Padri, avendo ciò preveduto, avevano procurato di rimediarvi per mezzo di potenti amici in Genova e specialmente per mezzo del Commissario del Governo Belloro, il quale, sebbene Patriotta, pure in questa circostanza andava d' accordo coi Padri e loro fece una relazione molto favorevole, così che i Padri Carmelitani, sotto titolo di Deputazione de' Regolari, restarono al pacifico possesso della maggior parte del loro convento e mai più ebbero a soffrire molestia alcuna per parte dei Patriotti. Sul principio non vi dimorarono che due Religiosi ed un Converso; in appresso poi vi si aggionse un altro Religioso ed un altro Converso; finalmente un altro

Religioso: così che erano in numero di quattro Religiosi e due Conversi.

Nel giorno 22 marzo si levò l'Ospitale Militare Francese, e li ammalati militari francesi furono trasportati nel nostro Ospitale, così d'accordo tra il Governo di Genova ed i Comandanti Francesi, li quali si obbligarono, per quello che soffrir potesse di danno l'Ospitale, di corrispondere allo stesso un tanto per ciaschedun ammalato al giorno, siccome mantennero.

Essendo di guarnigione in Savona il Generale Lapisse con la sua Brigada ed avendo ordinato che dalla truppa tutti li giorni si facesse l'esercizio al molo ed essendo per la stessa troppo faticoso e dannoso il passeggiar sopra l'arena, lo stesso Generale determinò di fare una piazza colà dove una volta era l'antico Borgo del Molo; ma siccome un tal sito era coperto di rottami di case, atterrate nel 1749 (1), così, per li moltissimi monticcioli e fosse, non era possibile il poter passeggiare per quella parte, non meno che potervi far l'esercizio, perciò detto Generale, verso la metà del mese d'Aprile, per molti giorni, vi fece travagliar la truppa, che lo ridusse a quello stato in cui presentemente si ritrova, così che in poco tempo con ammirazione di tutti i soldati vi si potè manovrare (2). Non contento di questo lo stesso Generale aveva pensato di ridurre un tal sito un luogo di delizie per il passeggio dell'estate, con farvi una piazza in quadrato tutta eguale con i suoi sedili in giro, circondata detta piazza e fiancheggiata da alberi di castagne d'India, essendo questo un albero che cresce dovunque, anco nell'arena, in poco tempo, formando una grande e deliziosa

---

(1) Nelle tristi vicende della guerra tra Maria Teresa - Inghilterra - Sardegna e Francia - Spagna - Napoli. Cfr. di F. Bruno: « Breve succinto ragguaglio di quanto successe quando il Re Sardo prese Savona », Savona, 1923 e di F. Noberasco: « Miscell. liguri », Genova, 1914, pag. 19 e segg.

(2) Al posto di questa piazza è oggi, in parte, lo stabilimento dell'« Ilva ».

ombra all' intorno; ma siccome per fare tutto questo vi volevano de' danari, lo stesso Generale aveva fatto presente alla Municipalità di cercare i mezzi onde far questo; ma, siccome lo spirito della maggior parte de' Savonesi e specialmente in chi comanda è sempre stato la non curanza dell' onore e vantaggio pubblico, anche in questa circostanza, benchè spronati dal zelo del Generale che finalmente era forestiero, anco i Municipali si mostrarono non degenerandi da' loro predecessori, poichè, dopo d'avere stancato ed annoiato lo stesso Generale, rappresentandogli la mancanza di mezzi per parte della Cassa Comunale, finalmente si appigliarono ad un espediente, che parve lo studiassero a posta per seppellire il tutto in un profondo oblio, siccome avvenne; poichè, avendo eletti alcuni cittadini i quali si portassero in giro per la città cercando delle volontarie sottoscrizioni onde formare la somma di danaro necessaria per supplire alle spese di un tal lavoro e non avendo questi così presto adempito alla loro incombenza e, quel che è peggio, non avendo ritrovato che pochissime sottoscrizioni e di poca somma, successe quello che doveva succedere, poichè, essendosi raffreddato il Generale Lapisse ed alcuni particolari zelanti dell' onore della loro Patria, più non si parlò di cosa alcuna, ed invece di una piazza bellissima e forse la migliore della Liguria, per la sua deliziosa ed amena situazione, quale certamente sarebbe stata se si fosse ultimata, secondo il disegno presentato dal Generale Lapisse, invece di una tal piazza, non si ebbe che una meschina disuguale e piccola piazza della quale eravamo debitori al zelo di un forestiero, poichè, se non fosse stato il Generale Lapisse, per i cittadini di Savona non avrebbero dato neppur un passo e non avrebbero mossa neppure una pietra.

Nel giorno 12 Maggio, alla mattina, alle ore 15 $^{3}/_{4}$ italiane, si sentì una leggera scossa di terremoto, quale, siccome si seppe, si fece sentire in altre parti e specialmente a Genova. Sebbene non apportasse il benchè menomo danno, ciò non pertanto non lasciò di incutere un grande timore in tutte le persone, le quali temevano qualche replica, che però non venne. Ciò non pertanto la Municipalità, radunа-

tasi prestamente, ordinò un Triduo nella Cattedrale. Fu cominciato sino dall'istessa sera e vi intervenne tale e tanta gente, specialmente la prima sera, che alcuni dovettero star fuori le porte della Chiesa.

Nella sera e notte del giorno 23 detto Maggio, l'Accusatore Pubblico con gente armata, per ordine del Commissario, tentò d'arrestare alcuni de' Municipali e specialmente il signor Luigi Moltedo. Per buona sorte, avendo preventivamente avuta notizia di questo, si nascosero e poi, a notte avanzata, la maggior parte de' Municipali cautamente e segretamente si radunarono fuori città per discorrere e concertare quale determinazione prendersi doveva in simili circostanze. Sembrerà forse strano e si maraviglierà taluno per un simil proceder del Commissario, ma presto cesserà ogni maraviglia allorchè si saprà il motivo. Bisogna adunque sapere che, essendo pervenuto a notizia della Municipalità, ossia della Polizia, che in Savona esisteva un Club, ossia radunanza di alcune persone, la maggior parte Patriotti, e, volendo la Polizia sapere cosa si faceva e diceva in questo Club, aveva intavolato processo su di ciò ed aveva fatti molti esami. Bisogna sapere ancora che, siccome in questo Club vi interveniva lo stesso Commissario, il che ebbero a dire alcuni delli esaminati, abbenchè dalla Polizia non ne fossero addimandati, ma solamente il dicessero nel nominare quelle persone che intervenivano ad un tal Club, e temendo che si andasse maggiormente avanti, pensò d'intimorirli, facendone arrestare alcuni, fra li altri quelli della Polizia e specialmente Moltedo, che era il più terribile. Quello che maggiormente l'indusse a prendere una tal deliberazione fu l'Accusator Pubblico, grande Patriotta, il quale cercava di vendicarsi di detto Moltedo, poichè, ne' giorni scorsi, lo stesso Moltedo, in qualità di Deputato alla Polizia, lo aveva fatto star prigione alcuni giorni, però con ordine di Genova; anzi lo stesso Accusatore Pubblico si esibì pronto unitamente ad altri Patriotti d'arrestare il Moltedo, ma non vi riuscì non solo d'arrestare il Moltedo, ma nessun altro de' Municipali, che si era proposto d'arrestare, abbenchè girasse armato unitamente ad altri Patrioti

tutta la sera e tutta la notte per la città. Fu allora che il Commissario, vistosi deluso nella sua speranza, alle ore 3 di notte si portò al Palazzo Comunale e, fatto chiamare il Segretario della Municipalità, si fece consegnare i libri e le carte tutte della Polizia, dopo di che fece arrestare a tradur in prigione quelli tre che avevano deposto contro di esso. Quelli Municipali, che come abbian detto, eransi radunati fuori città, avendo inteso tutto questo e dal loro Segretario e dalli amici, che sempre andarono girando per informarsi di quanto accadeva, inteso tutto questo determinarono di radunarsi la mattina seguente a buon' ora per dimandare al Commissario spiegazione dell' accaduto, ed intanto fecero dire a quelli loro colleghi, che si dubitava potessero essere arrestati, di stare nascosti; e specialmente il Sig. Moltedo, pensando prudentemente e saggiamente, sino dalla stessa sera partì per Genova a cavallo. Venuta la mattina seguente, secondo il concertato, si radunarono i Municipali per tempo e con loro messaggio informarono il Commissario qualmente nella sera antecedente si era tentato di arrestare alcuni loro colleghi, senza che si sapesse da chi fosse emanato un tal ordine, su di che l' interpellavano per sapere se un tal ordine fosse stato da esso emanato, oppure se sapeva da chi; lo pregavano ancora volerli dire il motivo della presa, che, nella stessa notte, esso Commissario fatta aveva de' Libri riguardanti la Polizia; contemporaneamente gli faceano sapere la partenza per Genova del loro collega Moltedo e l' essersi alcuni altri di loro nascosti per timore d' essere arrestati. Il Commissario rispose dubbiamente ad un tal messaggio, motivo per cui la Municipalità deputò a Genova il S.r Moltedo, il quale già si trovava colà, ed il S.r Carlo Colonna, Municipale, il quale partì subito. La Municipalità mandò a Genova questi due Deputati, acciocchè dal Governo fossero maggiormente sentite le sue ragioni, poichè, essendo quasi cessato il regno de' Patrioti ed essendo ambedue amici e parenti delle primarie famiglie di Genova, specialmente il Moltedo, la Municipalità saggiamente era passata ad una tal Deputazione per maggiormente ottenere l' intento, siccome difatti avvenne. Poichè

avendo li Deputati fatto presente al Governo tutto quanto l'oprato della Municipalità, come anco tutto quanto era successo, questo ordinò subito la restituzione de' Libri della Polizia alla Municipalità, qual restituzione il Commissario la fece nel giorno 26. Sino dal giorno 24 il Commissario temendo di qualche sinistro, aveva fatto sapere alla Municipalità che glieli avrebbe mandati, ma questa gli aveva risposto che non li voleva.

Dopo alcuni giorni, furono chiamati a Genova li tre detenuti prigioni, che dalla Municipalità furono colà inviati, scortati per terra, per essere colà esaminati. In appresso fu chiamato a Genova lo stesso Accusatore Pubblico, sopra del quale andò a cadere tutta la tempesta, poichè, vedendo il Commissario che, riguardo alli arresti, la cosa prendeva un aspetto molto serio, rovesciò il tutto sull'Accusatore Pubblico, il quale, non avendo alcun ordine in scritto, dovette succombere, essendo stato dal Governo destituito dalla carica d'Accusator Pubblico ed esiliato dalla Giurisdizione. Parimenti fu esiliato dalla Giurisdizione il Medico Gianeri (1) nella cui casa, come vedremo, si faceva il Club, e certamente che sarebbe stato dimesso l'istesso Commissario; ma vi fu chi parlò a suo favore. Ottenendo l'intento, i Deputati se ne ritornarono a Savona ed arrivarono la mattina del giorno 13 di Giugno.

Essendo già da molto tempo che pioveva ed eravi una gran nebbia, con danno grande della salute non meno che delle campagne, nel giorno 31 Maggio, la Municipalità ordinò un Triduo in Duomo al B. Ottaviano, implorando la di lui protezione, la quale anco questa volta fu efficace, poichè, sino dalla stessa sera, cessò l'acqua, ma continuò il cielo nuvoloso ed il vento nebbioso di mare sino alle 11 ore astron. del giorno 2 Giugno, nel qual punto la Municipalità deliberava di far la Processione, con portar il Corpo del Santo. In quell'istesso punto cessò il nebbioso vento di mare, sottentrando un leggero vento di terra, ed in poco tempo si

---

(1) D'Albenga, benefattore del Santuario di Savona.

rasserenò il cielo (1). Il giorno appresso si fece la Processione con gran divozione e con grandissimo concorso di persone: vi intervennero alla Processione, oltre li Oratori, tutte le Corporazioni Religiose ed il Clero e Capitolo e la Municipalità. In appresso poi continuò sempre un tempo buonissimo; il cielo, quasi sempre sereno, con leggeri venticelli ed un'aria temperata, il che era buonissimo per le raccolte, mentre il troppo caldo sarebbe stato dannoso; cosi che si ebbe un bellissimo ed abbondante raccolto. Un miracolo cosi evidente fece uno strepito tale in Savona non meno che nelle vicine popolazioni di Legino, Valleggia, Quiliano e Vado e Segno, che, essendo solite, nella festa di Pentecoste, portarsi al Santuario di N. S. di Misericordia, mandarono Deputati alla Municipalità, dimandandole il permesso di passare processionalmente entro città onde portarsi alla Cattedrale a ringraziare il B. Ottaviano per averci ottenuta una grazia cosi grande, il che avendo accordato, la mattina della seconda festa di Pasqua, entrarono in città sette Processioni, e, contro il consueto, quelle di Vado e Valleggia avevano la cassa, i primi di S. G. Battista e li altri di S. Vincenzo Ferrero, e tutte queste Processioni entrarono nella Cattedrale dove, baciata la reliquia del Santo, se ne andarono, lasciando un'abbondante elemosina. Alla sera poi, ritornando dalla Madonna, sarebbero entrati di nuovo in Duomo, siccome desideravano, ma, essendovi la funzione della Cresima, invece, proseguirono il cammino per Fossavaria (2), Piazza S. Francesco, Vico degli Orefici e Piazza del Brandale, dove fu loro sonata la campana della città (3); poi dal Castello e porte Bellarie, salutati tanto nel Borgo Superiore che nel Borgo Inferiore da replicati colpi di mortaletto.

I Confratelli dell'Oratorio di S. Domenico, volgarmente

---

(1) La devozione al B. Vescovo Ottaviano è secolare e vivissima in Savona. Cfr. di F. Noberasco: « Note e memor. sul B. O. Vescovo di Savona - 1123 - 1128 », Savona, 1919.

(2) Via Pia.

(3) La « Vittoria » o « Campanassa ».

del Cristo di Pasqua, avendo determinato di ristabilire il proprio Oratorio (1), che, per essere stato poco danneggiato da' Francesi, vi voleva poca spesa per riadattarlo secondo la perizia, ne ordinarono la ristorazione e cominciarono a fabbricarvi nel giorno cinque Giugno. I Confratelli dell'Oratorio di S. Caterina (2), per spirito di emulazione, ordinarono ancora la ristorazione del loro, che era anche questo non molto danneggiato e vi cominciarono a lavorare il giorno dieci detto mese. Tutte le altre Confraternite avrebbero fatto lo stesso; ma, siccome erano i più danneggiati e perciò vi voleva una grande spesa, e riflettendo d'altronde che, non essendo ancor terminata la guerra, poteva passar della truppa e perciò sarebbe stata inutile una tale spesa, prudentemente ne differirono la ristorazione a tempi migliori. Quelli di S. Caterina, sebbene il loro Oratorio fosse più danneggiato che quello del Cristo, pure terminarono più presto i loro lavori per ristabilirlo, cosichè, avendovi portato e quadri e casse (3), nel giorno 12 Agosto, vi andarono ad ufficiare.

Quelli del Cristo li seguirono da presso, poichè andarono ad ufficiare nel loro Oratorio nel giorno 29 detto mese d'Agosto. Nel trasportare la cassa di Nostro Signore Risorto dalla Chiesa de' PP. Missionari, dove era stata per tutto il tempo che erano rimasti fuori del loro Oratorio, nel trasportarla in tal giorno al proprio Oratorio la trasportarono processionalmente con concorso di moltissimi Confratelli; i quali, senza cappa, la maggior parte con lumi, cantavano il « Te Deum ».

Verso la fine del mese di Luglio, dovendo partire la 41 Mezza Brigada, che era sparsa per il Ponente della Liguria ed avendo il Generale Lapisse dati li ordini perchè tutta si radunasse in Savona, nel giorno 23 e 24 detto mese

---

(1) Venne abbattuto recentemente.

(2) Demolito anch'esso.

(3) Si allude ai « misteri », che si portano nella famosa Processione del Venerdì Santo.

arrivò tutta la truppa in Savona, in numero di 220 soldati, che, uniti a quelli che si trovavano in Savona, dopo alcuni giorni di riposo, nella mattina del giorno 28 detto mese, partirono in numero di circa cinquecento, e, siccome dovevano andare in Basilea nella Svizzera, presero la strada del Piemonte, passando per Cairo. Fino dalla sera precedente alla loro partenza, i Cannonieri Liguri montarono la guardia al Comandante della Piazza e Generale: questa fu la prima volta che si videro le guardie liguri montare la guardia a Comandanti Francesi. Molto spiacque a tutta la città la partenza di questa truppa francese, mentre erano tutti brava gente ed in tutto il tempo, che furono in Savona, non avevano dato ad alcuno il benchè menomo motivo di lagnanza. Ci consolò alquanto il sentire che si fermavano il Comandante della Piazza ed il Generale Lapisse, ma particolarmente il Generale Lapisse, che era bravissimo e che era stato quello che aveva messo il buon ordine e la disciplina e subordinazione nella truppa.

Lo stesso giorno 28, verso mezzogiorno, detto Generale mandò lettera a questa Municipalità avvisandola che, dovendo arrivare in giorno quattro Agosto da 600 soldati, quali si fermavano di guarnigione in Savona, gli abbisognavano 340 letti, onde la preveniva e le dava anticipata notizia acciocchè potesse avere il tempo d' apparecchiarli con comodo ed avere i quartieri della fortezza, essendo questi tutti distrutti; le faceva parimente sapere che nel caso che, per un tal giorno, non fossero apparecchiati detti letti e il tutto non fosse pronto, egli a norma delle instruzioni, sarebbe stato costretto a distribuire i soldati nelle case de' particolari.

La Municipalità, letta una tal lettera, restò nella più grande costernazione e nel più grande abbattimento, e, non sapendo come poterne sortire, determinò di spedire un Deputato a Genova per rappresentare al Governo lo stato della Comune, impossibilitata a far tante spese, mentre dalla perizia fatta per ristorazione de' quartieri nella Fortezza vi abbisognavano lire diecimila. Partito sino dalla stessa sera il Deputato ed arrivato a Genova, fece presente al Governo

la lettera del Generale francese e nell'istesso tempo espose l'impossibilità per parte della Municipalità d'adempire a quanto le veniva addimandato. Il Governo rispose che, in quanto a' letti, avrebbe ordinato che si portassero in Savona tutti quei letti che si trovavano in Chiavari, più non abbisognando colà, dove non soggiornavano truppe francesi; in quanto poi alla ristorazione de' quartieri della fortezza, la Municipalità non aveva da pensare a cosa alcuna, essendo questo di spettanza della Nazione; di già ne aveva scritto al Commissario in Savona onde egli pensasse alla ristorazione de' medesimi, il che era vero. Difatti lo stesso Commissario, per finire più presto, aveva messo a travaglio un maggior numero di lavoranti, cosicchè il giorno 4 Agosto il tutto era ultimato. Vi restava ancora del timore riguardo a' letti, mentre, sebbene il Deputato scritto avesse alla Municipalità che il Governo gli aveva fatto sperare i letti che si trovavano in Chiavari, ciò non pertanto l'aveva lasciata in dubbio, non tanto per poterli avere prontamente, quanto per poterli avere; motivo per cui, venuto il giorno 31 Luglio e temendo la Municipalità di essere delusa nelle sue speranze e d'altronde paventando li inconvenienti che sicuramente sarebbero successi a danno de' cittadini nel caso che non fosse stato pronto tutto il necessario, radunatasi la Municipalità, verso il mezzogiorno, per deliberare sopra l'espediente da prendersi, altro mezzo per sortirne non ritrovò che far una tassa, obbligando alcuni de' più benestanti cittadini a sborsare la necessaria partita di danaro, obbligando ed ipotecando a loro favore l'annuo reddito d'un fondo comunale, ed avendo mandato a chiamare questi cittadini ed esposto loro tutto quanto venia di succedere e quello che la stessa Municipalità aveva deliberato, vi successero de' contrasti e de' dibattimenti grandissimi fra i Municipali e i cittadini quotizzati, perchè questi ultimi non volevano sottomettersi al pagamento. Erano di già alcune ore che stavano dibattendosi, quando, verso le ore 21, venne loro annonciato l'arrivo in porto di due bastimenti carichi di letti, quelli stessi che si aspettavano da Chiavari. Intesa una così consolante notizia, tutti allegri e contenti si

portarono alla marina e, dati li ordini opportuni, furono subito sbarcati e trasportati in città. Vi si trovarono 400 cavalletti ed altrettante tavole, 300 lenzuoli, 206 materassi, 200 coperte e 250 pagliacci; ma tanto i cavalletti, quanto le tavole erano in gran parte rotti, li lenzuoli poi, le coperte e materassi, oltre all'essere tutti brutti, erano stracciati e laceri, onde bisognava tl tutto aggiustare e riadattare; ma il tempo era breve, mentre non vi erano più che tre giorni, cioè Domenica, Lunedì e Martedì, dovendo essere tutto pronto per Mercoledì mattina giorno 4, in cui dovevano arrivare i Francesi.

Fatto il tutto presente a Monsignor Vescovo, ed ottenuta dallo stesso la permissione di poter far travagliare il seguente giorno di Domenica, mandarono subito a chiamare tutte le lavandare di Savona e Lavagnola; chiamarono poi molte altre donne, chi per disfare i materassi, chi per cucirli ed aggiustarli, come anco i lenzuoli e le coperte, essendo, come dicemmo, tutti stracciati e laceri; chiamarono in appresso tutti i matarazzieri; chiamarono de' falegnami, e questi per far più presto travagliarono nella Chiesa di S. Francesco, dove il tutto era stato trasportato dalla marina. Le donne poi per cucire erano nel Seminario de' Chierici, dove venia portato tutto quello che venia dalle lavandare; colà parimenti erano portati tutti i matarassi, una volta che erano terminati.

In questi tre giorni i Municipali ed altre persone, che avevano chiamato in loro aiuto per invigilare al buon ordine ed alla presta ultimazione, non avevano avuto un momento di quiete, ebbero però la consolazione, contro ogni aspettativa, che, nella sera del giorno tre Agosto, tutto era ultimato, ed il medesimo Generale Lapisse, con grande ammirazione, vide la premura che si prese la Municipalità in simile circostanza, ed egli fu che allontanò da' Savonesi, come vedremo in appresso, li inconvenienti che nell'arrivo de' Francesi sarebbero successi a danno de' medesimi, mentre nella mattina del giorno 4 Agosto, essendo arrivata tutta la truppa, il Chef Brigada, dopo d'aver fatto molte difficoltà riguardo a' letti e riguardo a' quartieri, protestò che

giammai permesso avrebbe che i suoi soldati alloggiassero così malamente, dicendo che voleva alloggiassero in città nelle case de' particolari, e a tale effetto fece arrestare la truppa sulla Piazza del Duomo, non volendo che proseguisse più oltre il cammino. I Deputati della Municipalità, intesa una tale minaccia, procurarono di placare il Chef Brigada, pregandolo a contentarsi che la truppa alloggiasse in fortezza; ma, vedendo che lo stesso era fermo nella sua determinazione, si portarono presso del Generale Lapisse, esponendogli quanto venia di succedere per parte del Chef Brigada. Il Generale, che era stato spettatore di tutto quanto la Municipalità fatto aveva non tanto riguardo a' letti, quanto riguardo a' quartieri acciocchè il tutto fosse ritrovato a dovere, il Generale, che il tutto terminato aveva voluto vedere ed esaminare, restò maravigliato al sentire l'indiscretezza del Chef Brigada, lo mandò tosto a chiamare e, come poi si seppe, vi fu un lungo contrasto fra loro due, mentre il Chef non voleva desistere dalla sua pretesa, anzi lo stesso ebbe a dire al Generale che molto si maravigliava e non poteva comprendere come fosse così favorevole a' Savonesi, al che rispose il Generale che, essendo stato spettatore di quanto fatto avevano i Savonesi in tale circostanza, doveva proteggerli e per ragione e per giustizia, e finalmente soggionse lo stesso Generale che intendeva la truppa andasse ad alloggiare ne' quartieri loro stati preparati nella fortezza. Vista una tale fermezza, il Chef stimò bene cambiar di sentimento e, dati li ordini, fece sfilare i soldati in fortezza, con grande allegrezza di tutti i cittadini, i quali, avendo inteso la risoluzione del Chef, pieni di spavento e nella più grande costernazione, stavano ansiosi aspettando il risultato di una tal conferenza. Ciò non pertanto il Chef Brigada non lasciò di vendicarsi della Municipalità, tormentandola spesso con infinite domande, e prima di tutto non gli piacque l'alloggio, che gli avevano destinato, sebbene fosse delle migliori case di Savona, onde bisognò cangiarlo, e, dopo alcuni giorni, non volendo neppure quello, bisognò cercargli il terzo; in appresso volle che contro il consueto si cercassero due stanze ammobigliate con cucina acciocchè

tutta l' Ufficialità potesse mangiare in comunità; tanto fece che bisognò, dietro sue instanze alloggiar la banda nelle case de' particolari, come fossero tanti ufficiali; finalmente tali e tante erano le dimande da far impazzire, se fossero continuate; ma per sorte, essendo giunta la per noi consolante notizia che fra breve doveva partire tutta la Mezza Brigada, si limitò alquanto nelle sue dimande, e, nel giorno 23 detto Agosto, partì per Genova, unitamente alla truppa, quale si imbarcò sopra quattro bastimenti, e con questo la città restò libera da tanto incomodo e tormento.

Nel giorno 25 detto Agosto arrivarono da Ponente due Compagnie di Francesi, che fra tutte e due non arrivavano ad 80 soldati. In questo tempo venne ordine dal Governo di dover consegnare alle Comunità di Alassio, Albenga e Finale, ossia a' Deputati delle stesse, tutti quelli letti, che n' erano stati mandati nelli giorni scorsi da Chiavari. La Municipalità fece de' reclami al Governo, esponendogli la grave spesa che fatta aveva per riattarli e poi il bisogno della Comune, potendo da un giorno all' altro arrivare de' Francesi. Tutto questo fu inutile: bisognò consegnare i letti. E' ben vero però che tutti non furono consegnati, essendosene la Municipalità trattenuti alcuni de' migliori e consegnati loro i più cattivi.

1803. — Essendo morto l' antivigilia di S. Andrea, cioè il giorno 28 novembre, il Parroco di S. Agostino, che era Religioso Agostiniano, la Parrocchia ritornò ai Preti come una volta, mentre, essendo stato soppresso il Convento di S. Agostino, il Vescovo di concerto con il Governo aveva messo l' attendenza per il giorno 7 Gennaro. I Padri Agostiniani della Consolazione, sperando di entrar essi al possesso della Parrocchia, dietro il Decreto di Roma del 1714, si portarono dal Vescovo, pregandolo di ricordarsi di loro nella elezione. Il Vescovo loro rispose che per ora aveva messo per Economo, ad instanza de' Parocchiani, quello stesso che era Curato in tempo del Parroco e che in appresso vi avrebbe pensato. Il Vescovo rispose in questi termini, perchè in sostanza non aveano alcuna ragione di pretendere la direzione della Parrocchia, mentre si deve sapere

per intelligenza del fatto, che nel 1714, volendo i PP. Gesuiti fabbricare e rimodernare la Chiesa ossia Parrocchia di S. Andrea e volendo questa fosse loro propria come che circondata e nel mezzo del loro convento, essendo nel luogo dove si trova presentemente la Chiesa di S. Ignazio, i PP. Gesuiti adunque interpellarono in allora la Corte di Roma per trasportare la Parrocchia di S. Andrea nella Chiesa de' PP. di S. Agostino della Congregazione di Lombardia, ed il Papa, con suo Breve, concesse la suddetta traslocazione nella Chiesa di detti Padri, affidando la direzione delle anime ad un Padre di detto Convento, quale venia proposto dal Provinciale, volendo che conservasse sempre la denominazione di Parrocchia di S. Andrea, avendo detto Santo per titolare; onde, dietro un tal Decreto, la Parrocchia era devoluta alli Padri di quel Convento. Soppresso questo ne veniva per conseguenza che doveva ritornar ai Preti.

Dietro un tal riflesso, il Vescovo, consultato avendo Genova e Roma, era passato con il consenso d' entrambe a metter l'attendenza per il giorno 7 gennaro, nel qual giorno, dopo il solito esame, si venne all' elezione del Parroco: si venne all' elezione del Prete Giovanni Diaz, unico attendente; ed era quello stesso che, in tempo del Parroco Agostiniano, era Curato, e poi, morto questo, era stato dal Vescovo fatto Economo sino all' elezione del nuovo Parroco. Questo prete Diaz era nativo di Albenga, abitante in Savona da più di 20 anni.

Nel giorno 22 Febbraro seguì l'installazione del nuovo Tribunale, stabilito dalla Legge Organica della Costituzione, e così terminarono le ferie, che erano durate per mesi sei, cioè dalli 15 settembre, giorno in cui erano cominciate le ferie autunnali, erano state prorogate fino al giorno d'oggi or di un mese, or di 15 giorni, or di due mesi e questa proroga del Governo era stata fatta per reclami e lettere anonime a lui pervenute da tutto lo stato contro le ingiustizie e mangerie che si commettevano da' soggetti componenti i Tribunali. Li unici che andarono esenti da tali imputazioni e da tali lettere furono i Tribunali di Porto Maurizio e di Savona. Difatti nella nuova elezione due del Tri-

bunale di Savona erano stati fatti giudici nel Tribunale di Revisione, uno in Levanto, per la Riviera di Levante, ed altro in Alassio, per la Riviera di Ponente, ed il terzo giudice di Cantone in Finale. Siccome però non erano in Savona, per detto giorno 22 febbraio, li nuovi giudici, il Commissario, per legge espressa del Governo, passò all'elezione d'altri tre soggetti, onde supplire alla mancanza di quelli eletti dal Governo.

Nel giorno 26 aprile, per ordine del Governo, si cominciarono a ristabilire le batterie dell'Albarella e Gavotto e della Spagnuola a Vado, andandovi a travagliare in zerbo giornalmente parte della Compagnia de' Cannonieri di guarnigione in questa fortezza. Essendo terminate il giorno 24 maggio, vi portarono dalla fortezza alcuni pezzi di cannoni. In questa occasione presero un cannone da Noli, che portarono in Vado.

Nella notte fra li 25 e li 26 detto Maggio venne staffetta da Genova, la quale dal Governo era spedita per tutta la Riviera, con lettera per tutti li Commissari, in cui ordinava loro non lasciare sortire dal porto e rada alcun bastimento della portata maggiore di 250 mine. Nel giorno 29 venne un ordine più rigoroso e ristretto, comprendendovi quelli bastimenti della portata di 150 mine, e, per maggior sicurezza, furono portati nel seguente giorno 30 due cannoni e posti nel giardino dietro la Cappella di S. Lucia e con guardia nella Cappella, poichè il quartiere solito, dietro la Cappella, era rovinato. Però vi restarono poco tempo, mentre nella sera del giorno 7 Giugno tornarono a portarsi di nuovo in fortezza, essendo venuta maggiore facilità alla sortita de' bastimenti, ottenendosi facilmente il permesso dal Commissario, senza del quale non si poteva sortire dal porto. Dopo alcuni giorni però fu levato ancora questo, così che qualunque bastimento poteva liberamente sortire dal porto.

Il giorno 31 maggio, ultima festa di Pentecoste, una certa Paola Rubia, moglie d'un marinaro, diede alla luce, in un solo parto, due maschi ed una femmina, quali vissero molto tempo tutti tre, con ammirazione di tutti.

Nella sera del giorno 3 giugno, ad un'ora di notte, arrivò da Genova Ferdinando Demarini, stato eletto dal Senato Provveditore nella Giurisdizione Colombo, quale si attendeva già da molti giorni, essendo stato preceduto di alcuni giorni dal segretario Stefano Bianchi. Saputosi dal Commissario Belloro l'arrivo del Provveditore, subito si portò a complimentarlo nel Palazzo del Magistrato della Madonna, dov'era stato di già per l'addietro preparato l'alloggio. Sin dalla stessa sera, a sua istanza, si staccò dalla guardia del Palazzo Comunale un picchetto che si portò di guardia al Palazzo del Provveditore, e continuò per tutti li giorni successivi. Nel giorno seguente si portarono a far visita al Provveditore la Municipalità, il Vescovo, Deputati del Clero e Capitolo, delle Corporazioni Religiose, e nelli giorni successivi moltissimi altri soggetti, non tanto di Savona, quanto de' paesi circonvicini e della Giurisdizione, specialmente Parrochi.

Non si tardò molto tempo a conoscere il naturale del nuovo Provveditore, quale era di massima alquanto aristocratico, avendone, fino da' primi giorni, dato alcune prove, e, fra le altre, non si poteva andarvi con il bastone, ma bisognava lasciarlo alla guardia nel portico; spessissimo si facevano delle anticamere più o meno lunghe, se più o meno distinta era la persona, e se più bene o mediocremente era vestita; era determinata alle dieci di mattina la pubblica udienza e, prima di tale ora, non vi si poteva portare. Come una volta i Governatori, aveva un Aiutante ed una Ordinanza, ambi militari, e di più, in tempo di pubblica udienza, voleva che il Comandante de' giandarmi star dovesse continuamente in sala. Per queste ed altre simili debolezze perdette presso del pubblico parte di quel buon concetto, che prima del suo arrivo in Savona si era formato della sua persona.

Nel giorno 7 detto giugno, trasportarono da S. Lucia in fortezza i cannoni, che vi avevano portato nelli scorsi giorni, essendo cessata per parte del Governo la proibizione di sortir dal porto i bastimenti.

Nel giorno 11 detto Giugno, essendo partita da Savona

tutta la truppa francese, eranvi di guarnigione tutti li cannonieri che si trovavano di guardia a Palazzo; si portarono subito in fortezza e dal detto giorno in appresso non montarono più guardia al Palazzo della Municipalità, quale non ebbe d'allora in poi guardia alcuna. Solamente ogni giorno si portava dalla fortezza un picchetto di cannonieri, che andavano a montar la guardia al Palazzo del Provveditore. In questo tempo il Provveditore fece istanza, e sempre però privatamente, parlando con alcuni Municipali, fece loro travedere il desiderio che aveva di andare ad alloggiare nel Palazzo Comunale, residenza della Municipalità, come quello dove per l'addietro alloggiava il Governatore. I Municipali procuravano di dissuaderlo, facendogli vedere l'impossibilità di sloggiare dà quello la Municipalità, non essendovi altro luogo dove potesse andare, specialmente quando fosse installata la nuova Municipalità o Consiglio Comunale; gli faceva vedere che, avendo il Governo deliberato l'annua pigione per la casa di abitazione delli Provveditori, senza portare delle novità per quella della Municipalità, pareva che con questo Decreto il Governo intendesse di lasciare la Municipalità nel loro proprio locale. Il Provveditore procurava di abbattere tali ragioni con de' pretesti, ma il tutto inutilmente, mentre la maggior parte de' Municipali stavano fermi nella risoluzione di non volere partire dalla loro residenza. Il Provveditore più volte tentò per vedere se poteva smovere i Municipali, ma, convinto dalle loro ragioni e più di tutto dalla loro fermezza, desistette dall'impresa e pensò a procacciarsi altro alloggio, siccome fece, prendendo in affitto il Palazzo Sormano (1) nella stessa contrada di Fossavara, vicino a quello della Madonna, dove alloggiava presentemente, e, fattolo aggiustare, vi andò ad abitare sul finire dell'estate.

Abbiam detto di sopra che, arrivato il Provveditore Demarini in Savona, non si tardò molto tempo a conoscere il

---

(1) Sede attuale del Fascio e della Federazione Provinciale Fascista.

suo natnrale, quale era cioè d'un uomo alquanto aristocratico. Quanto venne d'oprare riguardo al Palazzo Municipale lo fece conoscere per tale da' Savonesi e maggiormente li confermò nel giorno 2 ottobre, festa del SS. Rosario. Essendovi in detto giorno funzione grande nella Chiesa dei PP. di S. Domenico, il Provveditore, per mezzo del suo Aiutante, mandò a dire ai Domenicani di metter la sedia presso l'altar maggiore e il tutto secondo soleva praticarsi coll' inadietro Governatori; il qual ordine fu puntualmente eseguito da' PP. Domenicani, quali, terminata la funzione, levarono e portarono via la sedia, pensando che il Provveditore avesse voluto dire solamente per detto giorno del SS. Rosario. Veduto questo, nel seguente giorno il Provveditore, quale tutti li giorni, verso il mezzogiorno, andava a sentir messa in detta Chiesa, veduto mancar la sedia, mandò il suo Aiutante per chiedere d'una tale mancanza e, dietro la risposta de' PP. Domenicani, che si scusavano d'aver inteso solamente per il giorno del Rosario, ordinò nuovamente di continuar sempre a mettere la sedia, secondo il solito costumavasi con li Governatori nelli anni addietro. Tanto il primo quanto il secondo ordine fece del chiasso fra' cittadini e diminuì di molto quel poco di buona opinione, che di lui esisteva nell' animo de' Savonesi, comprendendo da questo ciascheduno quanto era grande la sua vanagloria, mentre si conosceva benissimo che egli fatto aveva questo co' PP. Domenicani per veder se ancora nelle altre Chiese e specialmente nella Cattedrale facevano lo stesso; ma non fu già così, anzi, appunto perchè si vedeva quanto il desiderava; non si fece nè in Duomo, nè in alcuna altra Chiesa.

Nel dopo pranzo di detto giorno 2, portandosi, secondo il solito, in processione per la città la statua di Nostra Signora del Rosario, giunta questa presso della fortezza nel luogo detto del Castello, presso li spalti, si abbattè la cassa, essendo caduti alcuni che la portavano, e perciò la statua medesima la quale, di legno nella testa insino a' piedi ed il restante vestita siccome costumavasi anticamente, sarebbe caduta a terra, se subito non fosse accorsa gente per trattenerla ed addirizzare la cassa; ciò non pertanto si rup-

pero alcuni angioli, che portavano le candele, e la corona d'oro cadde dal capo della Madonna. Questa disgrazia produsse un grande spavento per la città e specialmente le donne vecchie gridavano piangendo: « guai, guai a Savona! ». Dopo qualche tempo si procurò di riordinare alla meglio la processione, mentre, essendo tutti accorsi per vedere, non vi era più neppur ombra di processione. Si proseguì però senz' Angeli intorno alla Madonna e senza corona sul capo della medesima e senza candele.

Nel giorno 4 novembre dal Provveditore venne installata o, per meglio dire, prese possesso la nuova Municipalità in casa dello stesso Provveditore. Questa era composta delli Signori Egidio Sansone (1), Presidente della stessa, Nicolò Gavotto, Francesco Carlevari, Nicolò Picco, tutti di Savona, Nicolò Pissardo di Legino, Felice Bugna di Roveasca presso Quigliano, Costantino Peluffo del Segno, Onofrio Sca . . . . . di Albisola Marina, G. Maria Degrossi di Albisola Sup.. Radunatisi questi per ordine del Provveditore in sua casa, unitamente allo stesso, andarono poi, verso il mezzogiorno, a Palazzo Comunale, e si radunarono dove soleva radunarsi la cessata Municipalità, dove intesero pronunciare un breve discorso dallo stesso Provveditore, ed, avendo eletto in Segretario il signor Giuseppe Nervi, terminarono la seduta. La vecchia Municipalità era radunata: all' arrivo de' nuovi Municipali con il Provveditore, il Presidente vecchio fece un breve discorso al Presidente nuovo ed alla nuova Municipalità e poi consegnò le chiavi e il Libro della Polizia al Presidente nuovo.

Nel giorno 15 Novembre, per ordine di Genova, nella casa del Provveditore, presenti il Presidente e Segretario ed alcuni Capitani de' marinari, furono, in detto dopopranzo,

---

(1) Bella figura di patrizio, fu, poi, maire della sua città, deputato a Parigi, Governatore di Novi e ancora Sindaco di Savona. Alloggiò, per alquanti giorni, nel suo palazzo, Pio VII, condotto prigioniero in Savona. Cfr. di A. Bruno, cit. « Stor. di Savona », pag. 161 e seg.

estratti venti marinari, 18 di Savona e 2 fra Legino e Zinola quali, forse avvisati segretamente, si nascosero.

Nel giorno 17 vi fu un allarme di mogli de' marinari, le quali si lamentavano, non tanto per li 18 stati estratti, quanto anco per il timor che potesse farsi qualche altra estrazione. Furono però tranquillizzate da' Capitani marinari, assicurandole che bastavano 18 uomini e che, per esentare quelli che erano stati estratti, l'arte (1) si era impegnata di cercare de' volontari, con dar loro un ingaggio, siccome avvenne.

Nella mattina del giorno 18 detto, di buon'ora, venne espresso dal Governo con ordine di far le guardie della Sanità, per essersi manifestata in Spagna la febbre gialla. Subito si radunò il Magistrato, che, sino dalla stessa sera, montarono le guardie con grande rigore di esattezza.

1804. — Nel giorno tredici Marzo tutta la città fu in timore ed agitazione per un espresso venuto al Provveditore nella notte antecedente, in cui il Governo gli notificava che, per il giorno 14, dovendo arrivare in Savona un corpo di 600 soldati francesi, facesse apparecchiare 300 letti in locali comodi dentro città per alloggio de' medesimi. Avendo il Provveditore comunicata questa notizia al Presidente, questi fece subito una requisizione di 200 letti, mentre il Provveditore erasi incaricato delli altri 100. Il Presidente fece una tale requisizione tassando i più possidenti, altri di uno, altri di due letti finiti di tutto. In quanto a' locali onde alloggiar tutta la truppa, destinò li Oratori di S. Giovanni e della Madonna e li altri due di S. Caterina e di Nostro Signore Risorto, stati riedificati, come vedemmo, l'anno scorso, ed il Seminario de' Chierici, che, dovendosi aprire fra breve, ne era stata ordinata la riparazione ed era prossima ad ultimarsi, travagliandovi da molti giorni i falegnami ed i mastri muratori.

Però di questi cinque locali non fu occupato che il Seminario, mentre i confratelli di S. Caterina e di Nostro

---

(1) La Corporazione.

Signor Risorto, avendo ottenuto la commutazione delli loro Oratorii nel locale ossia Convento di S. Agostino con farlo riadattare a loro spese, ne andarono esenti. Nelli due Oratori di S. Giovanni e Madonna non vi vollero andare per essere troppo ristretti, onde bisognò far trasportare i letti, parte in S. Agostino e parte in Seminario. Nel dopo pranzo di detto giorno 13 lo spavento e la desolazione erano sparsi per la città; dietro quanto si diceva, ognuno si aspettava di veder rinnovare la orribile giornata del 14 marzo 1800, allora quando vedemmo la 44 Mezza Brigada passò per Savona. Dietro un tal riflesso, ognuno stava aspettando, fra il timore e la costernazione, l'esito del giorno successivo, quando si restò meravigliati e consolati nel tempo stesso nel vedere che erano tutti affatto diversi da quelli che detto aveano.

Arrivarono questi verso il mezzogiorno di detto giorno 14 e quieti e tranquilli andarono nelli due locali Seminario e S. Agostino. L'arrivo improvviso di tanta truppa e più di tutto l'ordine del Governo di farla alloggiare in città aveva dato luogo a molte diciture, quali però tutte svanirono, allorché, dopo alcuni giorni, si intese il vero motivo della venuta di tal gente. Un certo Luigi Antonio Tenti raccontò ad alcuni suoi amici che, essendo una sera al teatro, in uno de' corridori, che conducono ne' palchetti, aveva inteso da alcuni forestieri e da qualche altro, che a lui sembrava Savonese, quali però non aveva conosciuti, che nel giorno 18 Marzo, giorno dell'Apparizione, doveva seguire una controrivoluzione in Savona ed in Genova ed in altre parti della Liguria, e questa si sarebbe eseguita da' Patriotti per vendicarsi delli ex nobili ed aristocratici. Essendo ciò venuto a cognizione della Polizia, mandò a chiamare il suddetto, quale avendole confermato quanto aveva inteso, il Presidente subito ne diede parte al Governo in Genova, da dove immediatamente furono spediti a Savona li suddetti 600 Francesi, ed un più gran numero fu chiamato colà alla Capitale dal vicino Piemonte e Lombardia.

Fosso vera una tal congiura e che, dietro tali misure, credendo di essere scoperti, i congiurati ne deponessero il

pensiero, oppure fosse questa un' invenzione di detto Tenti, siccome credevasi generalmente, il fatto sta che non successe cosa alcuna.

Sino dall' anno scorso, ricorrendo la festa del Rosario, abbiam veduto quanto grande era il desiderio del Provveditore Demarini di avere nelle Chiese una sedia ed un posto distinto. Vedendo questi che, nella maggior parte delle Chiese, compresa la Cattedrale, non pensavano di mettere una tal sedia, scrisse al Governo, rappresentandogli che, dietro le Leggi Costituzionali, dovendosi alli Pubblici rappresentanti un posto distinto nelle Chiese, in Savona finora non avevano ciò eseguito e neppure pensavano di eseguire, che egli avrebbe di già fatto rimettere la sedia con banchino ed Arma Ligure, siccome costumavasi anticamente, ma che aspettava su di ciò l' approvazione del Governo, il quale gli rispose che facesse rimettere la sedia al suo primitivo posto, siccome costumavasi nell' antico Governo. Ricevuta una tal lettera, il Provveditore, con sua lettera, fece presente al Vescovo, che, dietro l' ordine del Governo, andava a far rimettere nella Cattedrale la Cattedra Vescovile al suo primo posto e mettere la sedia, come una volta per il Governatore, ora per il Provveditore. Il Vescovo, a cui erano noti li impegni del Provveditore per avere una tal sedia, non gli rispose cosa alcuna, come anco non fece alcuna instanza presso del Governo, sicuro di non ottenere l' intento.

Pertanto, nella notte fra li 16 e 17 Marzo, fu trasportata la Cattedra Vescovile più addentro al Sancta Sanctorum e dove era prima della Rivoluzione, e nell' istesso luogo dov' era presentemente la detta Cattedra Vescovile ed anticamente la sedia per il Governatore fu posto un banchino con sedia ed Arma Ligure. Di rimpetto poi dalla porta....., sopra il secondo gradino, fuori del Sancta Sanctorum, fu innalzato un banchino con sedia, come una volta al Priore delli Anziani; questa volta però il banchino con sedia erano più sollevati e più alti. Sparsasi per la città, nel seguente giorno, una tal innovazione, tutti resta-

rono maravigliati e sorpresi, e molto generalmente si criticò lo spirito aristocratico del Provveditore.

Venuto il giorno dell'Apparizione (1), andò processionalmente alla Madonna, vestito in costume, cioè abito rosso e cinto bicolore per la prima volta e, tanto in Duomo quanto al Santuario, colla medesima etichetta, come in tempo degli antichi Governatori.

Finalmente si radunarono e presero possesso li Consiglieri Municipali, come dalla Costituzione. Questi si radunarono nella solita sala d'udienza dove il Presidente aveva fatto costrurre un'ampia ringhiera, capace di trenta sedili. Si dovevano radunare una volta al mese per sentire le operazioni del Presidente.

Nel giorno tre ottobre venne per espresso lettera da Genova con ordine rigoroso di far prontamente le guardie della sanità, per essersi manifestata in Livorno la peste, ossia febbre gialla, quella stessa, che aveva fatta tanta strage nella Spagna. Subito si ordinarono le guardie sino dalla stessa sera.

Nel giorno sei Ottobre andarono al loro antico Convento di Loreto i Padri Certosini, stato loro concesso dal Governo unitamente alla villa attigua, in sconto in parte delle loro pensioni. Al principio non vi andarono che tre Padri ed un Laico, per non esservi tante stanze arrangiate; in appresso vi andarono ancora due Padri: in tutto cinque Padri con Laico. Per l'avanti giammai vi furono in tanto numero.

In questo anno perdemmo il Vescovo Gentile, che, per 32 anni, aveva governato la Chiesa di Savona; non lo perdemmo già per morte, ma per una segreta rinuncia dallo stesso fatta a favore del Vescovo di Sarzana Maggiolo, che, in tempo della rivoluzione, era stato esiliato dal Governo, ma che presentemente era ritornato in grazia, attesa l'amicizia e protezione che lo stesso godeva del Cardinale Fesch, zio di Buonaparte. Per una tal rinuncia del Gentile essendo

---

(1) Di N. S. di Misericordia.

stato creato dal Papa, il Maggiolo, Vescovo di Savona, ed avendo inteso il Gentile, nel giorno 21 Ottobre, che il Maggiolo da Roma era già venuto a Firenze, per una lettera che detto Maggiolo scritta aveva al Provveditore, nella quale detto Maggiolo si intitolava Vescovo di Savona, avendo ciò inteso il Gentile, nella mattina del seguente giorno 22, partì per Genova (1). Nella stessa mattina si radunò il Capitolo ed affisse alla porta della Cattedrale il solito decreto di sede vacante. Non volle però fare il Vicario Capitolare sino al giorno perentorio, cioè sino al giorno 28 Ottobre, nel qual giorno essendosi radunato, dopo lungo contrasto, confermò per Vicario Capitolare il Vicario vecchio, cioè il Belloro.

Dietro lettera del Ministro Maghella, diretta a questo Vicario Capitolare; in cui a nome del Governo invitava il Vicario ad ordinare pubbliche preghiere per la peste manifestatasi in Livorno, che andava crescendo maggiormente, nel giorno 2 Novembre si diede principio nella Cattedrale ad un triduo a S. Sebastiano per allontanare il morbo. Generalmente si notò con meraviglia come il Governo, dopo sette anni e più, ordinasse pubbliche preghiere.

Fino dal primo di Novembre, per ordine del Governo, questo Provveditore aveva ordinato guardie di sanità per terra, da farsi ai confini della Liguria con il Piemonte. In questi giorni per la città non si parlava che della peste di Livorno e non si sentiva che proclami del Governo riguardanti tale peste. Molti ne furono pubblicati: fra gli altri, nel giorno otto di detto mese, fu pubblicato proclama della Commissione di Sanità di Genova, in cui portava la dichiarazione dell'Ufficio di Sanità di Livorno, che, dietro il consulto dei medici, dichiarava morbo pestilenziale, ossia febbre gialla, la febbre che serpeggiava in Livorno. Dietro questo, la Commissione di Genova, munita dal Governo di

---

(1) Su questo Vescovo, V. di G. E. Bazzano: « La Sede Vesc. di Savona e i Vescovi della Diocesi », in: « Atti della Soc. Savonese di St. Patria », 1925, VIII, pag. 92.

pieni poteri, proibiva l'entrata nello Stato di persone, generi, robe procedenti da colà, dichiarando pena di fucilazione non tanto a coloro che clandestinamente fossero entrati nello Stato, quanto a quelli che avessero permesso l'entrata nel medesimo. Nel giorno 9 detto altro proclama di detta Commissione proibiva il passare da un Cantone all'altro, senza la bolletta di sanità, sotto pena di fucilazione a chiunque particolare o locandiere il quale avesse alloggiato persone senza denunciarle, quali non fossero munite di fede di sanità. Il giorno 14 detto, crescendo maggiormente le notizie cattive di Livorno, da Genova fu mandato Francesco Boccardi, Commissario straordinario di sanità e Commissario organizzatore. Al suo arrivo si fece una nuova organizzazione.

Per l'addietro in Savona eranvi quattro compagnie dentro città con suoi capitani, tenenti ed alfieri, ed una nel Borgo Superiore ed altra nel Borgo Inferiore. Presentemente, con l'assistenza delli Parrochi, si fece un nuovo ruolo di tutti i cittadini dagli anni 15 agli 80, compresi i Padri e Preti; e su questo ruolo, contrada per contrada, formarono 56 compagnie di 25 uomini ed un caporale, con ordine di non poterne mettere cangio, dovendo montar la guardia tutti, sino i Padri e i Preti. Una tal organizzazione fu molto vantaggiosa.

Il giorno 18, da Nizza di Provenza giunse espresso che si dubitava essere sbarcati in quelle parti degli appestati. Il giorno 19 venne proclama da Genova, che proibisce l'andar da una Comune all'altra, senza la bolletta di sanità, quale si dava gratis. In Savona un tal proclama produsse uno sconcerto grandissimo, poichè, per la gran parte che giornalmente va e viene da Savona ad Albisola, Celle, Varazze, Stella, Sassello, Valleggia, Quiliano, Vado, Segno e Spotorno, alla Sanità erano in disperazione per dover far la bolletta a tanta gente. Nel primo e secondo giorno specialmente vi era una grandissima confusione: per buona sorte, essendosi avuti favorevoli riscontri da Nizza, essendo falso quanto era stato scritto e le notizie di Livorno non dando la febbre gialla, nel giorno 26 detto, con proclama della

Sanità di Genova, fu levata la quarantena ai bastimenti procedenti da Nizza e fu permessa la comunicazione tra una comune e l' altra, non vi abbisognando più alcuna bolletta, però dentro la Giurisdizione, mentre, dovendo andare fuori della Giurisdizione allora vi abbisognava, e questa bolletta era in stampa e si doveva firmare dal viaggiatore e, non sapendo esso scrivere, doveva firmarsi da altra persona, che facesse le sue veci ed attestasse essere quello che si diceva. Di tutte queste bollette, alla Sanità se ne doveva tenere un registro.

Tutte queste buone notizie arrivarono a tempo, poichè il Commissario Organizzatore aveva già pensato d' accrescere il cordone di terra, e, siccome vi abbisognavano molte persone e d' altronde li contadini vi erano in poco numero, perciò aveva determinato che vi sarebbero andati dalla marina alla montagna, così che quelli di Savona sarebbero stati tormentati moltissimo.

Dietro le cattive notizie di Nizza era stato ordinato un cordone a Ventimiglia e si diceva che un altro dovesse formarsene ad Albenga; ma, dopo le ultime buone notizie, fu levato il primo e non eseguito il secondo; ciò non pertanto, sussistendo sempre il cordone verso il Piemonte, apportava un forte incaglio al commercio, tanto per l' andata quanto per la venuta, specialmente per li cosidetti frodatori.

Nel giorno 2 Dicembre, alle ore 22, il Vicario del Vescovo, Luigi Belloro, a nome dello stesso Vescovo, prese possesso nella Cattedrale, qual funzione seguì secondo il consueto. Nelli tre giorni successivi tutte le campane della città, dalle ore 22 suonarono sino alle ore 23.

Nella sera del giorno 4 Dicembre montarono le guardie alle porte della città, cioè alle porte S. Giovanni, Bellaria e S. Agostino, fuorchè alle porte della Marina e del Molo, non vi abbisognando. Un tal ordine venne al Commissario Organizzatore dalla Commissione di Sanità di Genova, essendo colà pervenute notizie da Livorno essere di là fuggite 200 persone. Una tal misura fu generale in tutte le popolazioni vicine, mentre ad Albisola, Sassello, Celle, Vado, Quiliano e tutti gli altri paesi, all' entrare delle strade maestre, vi

erano sentinelle per vedere se i viandanti avevano la bolletta di Sanità. Una tale misura fu molto gravosa, e per l'aumento delle guardie per ciaschedun particolare e per il metodo introdotto di far passar da un luogo all'altro le lettere pubbliche.

1805. — Avendo il Governo, sino dall'anno scorso, intrapresa in Genova alla Foce la costruzione di alcuni bastimenti da guerra, a spese però del Governo Francese ed avendo ordinata contemporaneamente la numerazione di tutta la marineria ligure, dietro di che, sino dai primi giorni del corrente anno, questo Provveditore avendo mandato a Genova i registri di tutta la gente di mare, si era sparsa una voce che, ogni qual volta i bastimenti stati fossero alla loro ultimazione, far si dovesse una leva dei marinari, ed una tal voce non fu vana, mentre, essendo stata lanciata in mare una fregata, si seppe che il Governo aveva segretamente decretata la leva di 400 marinari per equipaggiare la medesima. Da un momento all'altro si attendeva in Savona e più volte i marinari si erano nascosti, finalmente nel giorno 26 Febbraio, al dopopranzo, l'ultimo giorno di Carnovale, in casa del Provveditore, presente il Sindico di mare ed alcuni dei Padroni più anziani, si feco l'estrazione di tutti i marinari, che doveva dare il circondario della Sindicatura di Savona, che erano 25, cioè sedici di Savona, tre fra Zinola e Legino e sei fra il Porto e la Marina di Vado. Per sorte di tutti quelli che sortirono di Savona, meno otto, non facevano piangere gran cosa, anzi ve ne erano alcuni che furono intesi con applausi ed allegrezza di tutta la città essendo giovani cattivi. Seguita l'estrazione, furono subito mandati, per mezzo di giandarmi, i biglietti di conscritti alli estratti e quei pochi, che poterono ritrovare, furono condotti in Seminario, dove, nei seguenti giorni, furono portati gli altri, tanto di Savona, che degli altri paesi della Riviera, dove il Provveditore mandato aveva dei soldati per prenderli, essendosi moltissimi nascosti nelle campagne. Questi stavano in Seminario fino a tanto che ve ne fosse un numero bastante, e poi li mandavano per terra, scortati da soldati, a Genova. La prima

volta che partirono fu il giorno 5 Marzo ed erano in numero di 40. Per la città vi era un pianto generale delle madri e dei parenti tanto di Savona, che di alcuni paesi vicini.

Essendosi avute buone notizie da Livorno, finalmente, nel giorno 18 Marzo, verso le ore 22, sullo smontar della guardia, furono levate le guardie della sanità alle porte Bellaria, S. Giovanni, S. Lucia, cosichè d' allora in poi non montarono più che 8 uomini di 18, che montavano prima. Qui è necessario sapere che i cittadini dentro città non montavano se non a S. Lucia e Ponte delle Casse, mentre a S. Erasmo (1), essendovi un cannone, montavano i soldati liguri, alla Foce poi montavano, secondo il solito, quelli del Borgo Inferiore, e nella Valloria, quei di Valloria e Ranco. Sebben fossero tolte le guardie alle porte della città, ciò non pertanto sussistevano sempre quelle di terra, cioè Lavagnola, S. Bernardo ed a tutti li confini, quali però dopo alcuni giorni, per decreto della Commissione di Sanità di Genova, furono tolte generalmente.

Sul principio del mese di Aprile partirono tutti li soldati francesi e liguri, che erano di guarnigione a Savona, e si portarono a Genova per andare a Marengo dove formare si doveva un campo di sessantamila uomini all'arrivo dell' Imperatore Napoleone, che doveva venire in Italia per farsi coronare in Milano, re d' Italia. Per una tale partenza non restarono in Savona se non se 9 soldati liguri ed un caporale, 8 dei quali stavano alla guardia del forte ed uno in città alla guardia del Provveditore: circostanza degna d' osservazione per non essere mai successo un fatto simile e che provava quanto fosse conosciuto il naturale quieto e pacifico dei Savonesi.

Verso la fine del mese di Aprile, essendo stati soppressi dalla Commissione di Sanità di Genova tutti li Commissari che aveva mandato lungo le Riviere, fu richiamato a Genova anche quello di Savona, che era un certo Giusti-

---

(1) Punti del vecchio porto, oggi completamente trasformati.

niani, il quale da qualche tempo aveva rimpiazzato Boccardi. Una tale partenza fu sentita con piacere da tutta la città, poichè un tal Commissario, oltre che era troppo rigoroso e parlava aspramente, aveva introdotto delle novità, e, fra le altte, aveva ordinato che tutti quelli che montavano di guardia si dovessero trovare al Palazzo del Quartiere Generale, alle ore 22 precise, e minacciava chi non vi si fosse trovato all'ora indicata, ora incomoda particolarmente per li artigiani, quando prima era alle 23 $^1/_2$ per comodo e vantaggio generale. Aveva ordinato ancora che tutti dovessero prendere il fucile al Quartier Generale e portarlo alle rispettive casette e poi, allo smontar della guardia, riportarlo al Quartier Generale, quando prima i fucili stavano nelle casette e solamente si andava a Palazzo per sapere la propria destinazione e molte volte non vi si andava neppure, ma si andava direttamente alla casetta. Generalmente si credeva che il Commissario avesse fatto tutto questo per obbligare le persone a motivo dell'ora incomoda e più di tutto per la soggezione di dover portare il fucile per città, a mettervi cangio, per cui, oltre il pagamento del cangio, bisognava pagare soldi venti per la Nazione, qual denaro si credeva che poi andasse in saccoccia dello stesso Commissario, mentre si prendeva premura che vi fossero molti cangi e a tal effetto, sempre alle ore 22, si trovava al Quartier Generale e chi non vi si trovava vi metteva cangio.

Essendo arrivato in Genova il nostro Vescovo Vincenzo Maria Maggiolo, il Capitolo vi mandò due Deputati per complimentarlo e venir seco lui a Savona. Li deputati erano l'Arciprete Francesco Picconi ed il Canonico Giuseppe Aliberti. Anche la Congregazione dei Preti mandò un Deputato, che fu Prete Giovanni Battista Salomone. Partirono questi per Genova ai primi di Maggio, ed, arrivati colà, furono accolti cortesemente dal Vescovo, il quale scrisse a questo suo Vicario che sarebbe venuto nel giorno otto, alle ore 10 di mattina ed avrebbe fatto l'entrata semi pubblica dalla Porta della Marina, volendo venire per mare.

Venuta la mattina del giorno 8, tutta la città si mise

in festa ed allegria per tale entrata. Alcuni cittadini si incaricarono di adornare la piazza del suo Palazzo, che pareva un salotto; coprirono con moltissimi quadri tutte le muraglie all' intorno della piazza; da tutte le finestre della piazza svolazzavano delle tendine, ossia portiere di Damasco; alle due porte laterali ed alle due facciate di detto palazzo erano appese portiere di damasco; alla porta del palazzo un gran festone di seta e finalmente tutto il pavimento della piazza era coperto di strati. La Cattedrale poi avevano apparata, come nei giorni di maggior solennità, con damaschi; alla prima colonna, entrando dalla parte degli Evangeli, avevano preparato un trono dove, secondo il concertato, il Vescovo si sarebbe vestito degli abiti pontificali. I marinari avevano apparata la loro Cappella del Ponte (1) dove il Vescovo, appena sbarcato, si sarebbe vestito della cappa vescovile; lungo il ponte e sopra i vicini bastimenti avevano innalzato moltissime bandiere ed avevano preparata una sparata di cannoni. Prima delle ore 10, ora determinata per l'arrivo, il corpo dei Preti ed il Capitolo erano pronti per andarlo a ricevere; tutto il corpo della musica si era preparato per andargli incontro sopra una gondola, allorchè si fosse veduto comparire sopra il capo di Albisola. Infine tutta la città era in confusione per la gran folla di persone che andavano e venivano dalla marina al Duomo, di qui alla piazza del Vescovo e poi di nuovo alla marina, cosicchè sembrava più che un giorno festivo. Ma tanta allegrezza e tanti preparativi si cangiarono tutto ad un tratto allorchè, non essendo arrivato il Vescovo nè alle ore 10, siccome era convenuto, nè alle 11, nè alle 12, ma solamente verso le 12 $^1/_2$ per bastimento procedente da Genova, s'intese che era sbarcato ad Albisola per pranzare colà in casa del Sig. Antonio Piccone. Ad una tale notizia restarono stupefatti tutti li cittadini ed un malcontento generale si sparse per tutta la città, specialmente che molti, dietro le notizie che si succedevano, o non ave-

(1) Sulla Darsena vecchia. Non esiste più.

vano pranzato o avevano pranzato di fretta e per metà. Desiderando di vederlo sbarcare e godere la vista della sua entrata, il Clero ed il Capitolo, che vestiti in cappa stavano ad aspettarlo, mandarono subito un espresso in Albisola per veder se ciò era vero. Essendo tornato colla conferma dello sbarco e con lettera del Vescovo, che fissava la sua entrata per le ore 22, se ne andarono alle proprie case unitamente a pochi fra i più curiosi, che avevano voluto sentir la conferma, mentre la maggior parte, alla prima notizia, se ne erano andati pieni di mal contento. Quelli, che più se ne risentirono, furono i marinari che, dietro una tal notizia, chiusero la loro Cappella, levarono tutte le bandiere e protestarono di non voler far più alcuna sparata ossia salve; però, dietro le preghiere di due Padri Domenicani, il primo dei quali aveva molta influenza nel popolo essendo il Padre del Rosario (1) e l'altro nella Quaresima aveva predicato nella Cattedrale, dietro le loro instanze e preghiere, riaprirono di nuovo la Chiesa.

In appresso si seppe il motivo di un tale sconcerto. Arrivata la gondola dove era il Vescovo sopra d'Albisola, essendo prossimo il mezzogiorno, il Canonico Aliberti gli fece presente che, essendo in tale ora quasi tutti li Savonesi a pranzo, la sua venuta sarebbe stata di troppo disturbo ed incomodo ai cittadini, motivo per cui l'indusse a sbarcare in Albisola, dove andò a pranzo in casa del Sig. Antonio Picconi. Generalmente si diceva che l'Aliberti, prima d'andare a Genova, avesse promesso al Picconi che avrebbe procurato d'indurre il Vescovo di venire a pranzo a casa sua, e che, a tal effetto, avesse fatto tardar la gondola; difatti che vi fosse dell'intelligenza lo provava il pranzo, che da alcuni giorni detto Picconi aveva apparecchiato.

Nel dopopranzo di detto giorno alcuni Savonesi, essendo andati in Albisola a far visita al Vescovo, gli raccontarono quanto era successe in Savona, meno il fatto dei marinari.

---

(1) Il Direttore, cioè, della pia Compagnia omonima.

Il Vescovo ne provò gran dispiacere e se ne lamentò con il Canonico Aliberti. Intanto essendo prossime le ore 22, il Vescovo s' imbarcò e giunto nel porto dovette aspettare il Clero ed il Capitolo, i quali, per rendere al Vescovo la pariglia della mattina, si fecero aspettare qualche tempo. Arrivati questi, il Vescovo, che andava facendo il giro del porto, scese a terra fra una immensa folla di popolo, accorso colà più per la novità che per amore, mentre fra tanta gente non vi era uno che facesse un evviva. Entrato il Vescovo nella Cappella dei marinai si vestì della cappa. Intanto il Clero con Croce prese ad incamminarsi salmeggiando, seguito dal Capitolo; alla fine chiudeva la Processione il Vescovo, in mezzo al Preposito e al Vicario Generale. Per andare alla Cattedrale tenne la strada di Fossavaria, Nonciata, Ospitale (1) e Cattedrale. Da tutte le parti per le strade e per le piazze vi era una immensa folla di popolo, ma neppur un evviva. Giunto alla Cattedrale il Vescovo ascese al trono preparato presso alla porta e fu vestito dagli abiti pontificali. S'incamminò presso l'altar maggiore, ma prima che vi arrivasse ci volle moltissimo tempo per la gran folla. Giunto colà il Vescovo, prima adorato il SS. Sacramento, ascese poscia sul trono, dove lesse una bellissima omelia riguardante la sua venuta a Savona, terminata la quale vi fu il bacio della mano, prima dai Canonici e poi dai Preti. Diede finalmente la benedizione col SS. Sacramento, dopo di che, spogliato degli abiti pontificali e fatta una breve orazione, se ne ritornò per la stessa strada e, passando per la porta maggiore della Cattedrale, se ne andò a casa.

Nella mattina del giorno 27 fu pubblicata la deliberazione del Senato con cui invitava il popolo della Liguria a sottoscrivere per la unione della Liguria all'Impero Francese, essendo a tal effetto aperto un registro presso il Provveditore, per le Autorità costituite, per li cittadini, presso ....., per i preti, poscia, constituiti in carica in tutta la

---

(1) Od. Ambrogio Aonzo.

Diocesi, come sarebbe parrochi e canonici, presso il Vicario del Vescovo. Sino dallo stesso giorno andarono a sottoscriversi le Autorità constituite di Savona e molti cittadini; nelli altri giorni le Autorità constituite dei paesi della giurisdizione, comprese quelle del Viceprovveditore di Finale. Prima di sottoscrivere veniva a ciascheduno letta la deliberazione del Senato.

Nel dopo pranzo del giorno 30 maggio venne sopra una gondola il fratello dell'Imperatore, Girolamo Buonaparte, unitamente al Gener. Milaud, comandante della Liguria, ed al Comandante del Genio, Sig. ..... Dapprima, sbarcato, andò in fortezza e, poco tempo dopo, ne ritornò e sopra una carrozza, tirata a quattro, andò in Vado e, dopo aver brevemente visitati i due fortini, se ne ritornò. Prima d'imbarcarsi, ricevette i complimenti del Provveditore e del Presidente, quali, non essendosi potuti ritrovare presenti allora quando era andato in Vado, stettero ad aspettarlo alla marina; dopo di che s'imbarcò sopra di una gondola savonese, che il Presidente fatta aveva apparar di damasco nel tempo che Buonaparte era andato in Vado. Arrivato fuori del porto mangiò una merenda, che il Console francese gli aveva fatto portar a bordo. Alla fine della merenda fece un urrà a Savona, città imperiale francese, corrisposto da un evviva da tutta la marina coll'aggiunta di « Evviva l'Imperator Napoleone e suo fratello ». Siccome era vento forte da levante e volendo andar a gara i marinari della gondola savonese con quelli della gondola di Voltri, che aveva portato a Savona Buonaparte, si stancarono moltissimo, motivo per cui giunti sopra Celle Buonaparte disse ai marinari che se ne ritornassero a Savona mentre egli sarebbe asceso sopra la gondola di Voltri. I marinari savonesi lo pregarono a concedere l'onore di portarlo essi a Voltri, ma quello soggiunse: « vedete quanto vento ci è contrario: voi e questi troppo vi affaticate: grazie del vostro buon cuore e fate conto d'avermi portato, ma ritornatevene a Savona ». Allora i marinari non si azzardarono di fargli maggiore instanza ed ubbidirono e si avvicinarono alla gondola di Voltri, con la quale erano sempre andati eguali e alcune

volte superiori. Buonaparte ascese sopra la gondola di Voltri ed essi se ne ritornarono a Savona fra li: « Evviva l'Imperator Napoleone e suo fratello ». Buonaparte, prima di partir dalla gondola savonese, diede ai marinari due luigi; una egual partita diede al vetturino, che lo portò da Savona a Vado e lo riportò, sebbene tanto l'uno che gli altri fossero pagati dalla Comune.

Il giorno appresso, dietro l'ordine dato da Buonaparte, cominciarono a portar in Vado delle munizioni e delle bombe e proseguirono per molti giorni; furono accordati molti lavoranti per rifare ed accrescere di difese le batterie della Spagnuola e del Lupo.

Nella notte fra li 7 ed 8 Giugno, dietro un espresso giunto da Genova, furono imbarcati per colà verso le 6 ore di notte 200 letti: 100 erano in fortezza, 60 fatti di nuovo, 40 presi dai particolari, che si trovavano nel locale di S. Agostino. Tutti i cittadini strepitarono nel sentire una tal notizia, mentre, alla vigilia di cangiar governo, se si fosse tardato alcuni giorni, i letti sarebbero rimasti a Savona; ma il Maire timido aveva eseguito con troppa prontezza gli ordini del moribondo Governo Ligure, che ancor negli ultimi ci voleva tormentare.

Nella notte del giorno 10 Giugno, per ordine del Governo, fu atterrato l'Albero della Libertà con gran concorso di popolo. Si cominciò a manovrare verso le 2 ore di notte e si terminò alle ore 2 $^{3}/_{4}$. Diedero tre corde intorno all'albero, una al Palazzo Municipale e due alle case laterali; poi due falegnami cominciarono a segarlo vicino a terra, ed, avendone segato un poco più della metà, dopo avergli dato con le corde laterali molti scrolli, finalmente si ruppe e cadde a terra dalla parte del gioco del pallone (1). Un usciere, d'ordine del Presidente, prese il Berrettino di rame, che il seguente giorno consegnò allo stesso; l'albero poi se lo prese un certo Franco Manara, al quale non era ancora stato pagato, non ostante le molte petizioni fatte.

---

(1) Od. Via del pallone, allora sferisterio, noto e frequentatissimo.

Nella mattina del giorno 11 fu pubblicato decreto del Ministro dell' Interno, con cui veniva diviso tutto lo Stato Ligure in tre Dipartimenti, cioé di Genova, Montenotte ed Appennini. In questa divisione vi guadagnava moltissimo Savona per essere Capoluogo del Dipartimento di Montenotte, che comprendeva tutto quel tratto di paese che è al di quà del fiume Taggia a ponente, ed a levante aveva li stessi confini dell' addietro Giurisdizione Colombo, cioè la torre che è fra Arenzano e Crevari, e di più vi era compreso il circondario d'Acqui e quello di Ceva. Aveva la residenza del Prefetto e del Tribunale Civile e Criminale (1).

Lo stesso giorno fu pubblicato altro decreto dello stesso Ministro, che sopprimeva tutto il Governo Ligure e la Bandiera, dovendosi, nella mattina di detto giorno, inalberare al forte e sopra dei bastimenti Bandiera Francese.

Essendo prossimo in Genova l' arrivo dell' Imperator Napoleone, il Presidente della Municipalità avea creata una Deputazione di quattro soggetti, non compreso esso Presidente ed il suo Segretario, per portarsi in Genova a complimentare l' Imperatore. Questa Deputazione partì la mattina del giorno 12. Arrivata a Genova detta Deputazione, non si potè presentare al Ministro senonse il Presidente ed il suo Segretario, quali furono molto bene accolti dallo stesso, che diede molte speranze a favore della città, e queste per parte dell' Imperatore, al quale stava molto a cuore la prosperità della medesima. Essendo alcuni giorni dopo arrivato l' Arcitesoriere Le Brun, dichiarato dall' Imperatore suo plenipotenziario in Liguria, il Presidente si presentò al medesimo e ne ricevette le medesime assicurazioni a vantaggio di Savona.

Il giorno 17 detto passò a Savona con seguito l' Ispettore Generale delle Dogane, che andava a Genova, e si fermò a visitar la Dogana e poi proseguì il cammino.

Il giorno 20 arrivarono gli ingegneri, che dovevano

---

(1) V. di A. Bruno, cit.: « I Francesi nell'antico Dipartim. di Montenotte », pag. 8 e segg.

tracciare la grande strada decretata da S. M. l'Imperatore, che da Savona, passando per Cairo e Acqui, andar doveva ad Alessandria e da Acqui a Torino (1).

Nel giorno 21 al dopopranzo venne tanta grandine, che rovinò la campagna tutta da Savona a Vado, compreso Legino e Valleggia; generalmente vi pareva nevicato ed era grossa come nocciole ed in qualche luogo più grossa; generalmente ve ne era mezzo palmo e il danno fu maggiore al mare che alla montagna. Il danno in generale fu calcolato, fra grano, vino ed olio, di 500 mila lire. Dopo alcuni giorni, il Presidente mandò un estimatore a fare estimar il danno, sperando che l'Imperatore avrebbe compensato i danni; ma, siccome nessuno vi credeva, molti non fecero estimare.

Essendo stato emanato un decreto del Governo per cui venivano invitati tutti i Vescovi, Parroci e Canònici dei tre Dipartimenti a portarsi a Genova per tutto il mese di Giugno onde complimentare S. M. l'Imperatore, che doveva giungere colà verso la fine di Giugno, essendo di già il giorno 28 e continuando da alcuni giorni il vento e mare contrario, i Parroci e Canonici di Savona partirono per terra, ed, essendo giunti in Savona i Canonici di Finale con i Parroci di detto paese e paesi circonvicini, continuando sempre il mare cattivo nel decorso della settimana, pensarono questi di fare lo stesso e andarono per terra. Essendo arrivato in Genova l'Imperatore Napoleone, in Savona il primo giorno di Luglio vi fu alla sera illuminazione generale per tutta la città, non mai veduta da moltissimi anni. Il seguente giorno il Consiglio Comunale ed aggiunti alle Opere Pie si portarono in Duomo, apparato tutto come nelle più grandi funzioni, dove assistette alla Messa in musica e Te Deum. Era stato pubblicato proclama che, in questa mattina, in tal tempo, tutte le botteghe stessero chiuse, come anco era stato ingiunto in tutte le Chiese di sonar tutte le campane.

---

(1) Su quest'opera, grandiosa e utilissima, cfr. di A. Bruno: « I Francesi nell'antico Dipartim. di Montenotto », pag. 45 e segg.

Nel giorno 7 Luglio venne ordine da Genova della sospensione della guardia di sanità. Verso la fine di Giugno arrivarono 25 giandarmi francesi, seguiti poi da altri fino a total numero di 50, quali furono alloggiati nelle case dei particolari come se fossero ufficiali. Alli primi Luglio entrarono in attività e facevano le medesime funzioni come anticamente gli sbirri. Nel giorno 18 Luglio arrivò da Genova il Colonnello dei Giandarmi, quale passò la rivista dei giandarmi francesi in numero di 50 e passò parimenti la rivista dei giandarmi liguri, che da molte parti si erano quivi radunati fino dalli scorsi giorni.

Nel dopopranzo di detto giorno 18, verso le ore 19 italiane, arrivarono da Cairo quattordici preposés, ossia guardiani di dogana, con fucili, unitamente all' Ispettore Generale della Dogana e due commessi, quali si portarono in Dogana e, fatto chiamare il Commissario della Dogana D'Oria, l' Ispettore e due Commessi unitamente al Commissario entrarono soli in Dogana, e vi stettero chiusi per quasi un'ora nel mentre che i preposès erano fuori, dopo di che se ne andarono insieme coi preposés, ma non tornarono a Cairo, anzi, nel seguente giorno ed altri due giorni successivi, arrivarono alcuni impiegati, unitamente a molti altri preposés fino al numero di trecento e più, dei quali 60 circa restarono in Savona e gli altri s' imbarcarono parte per ponente e parte per levante. Siccome, fino dal giorno 18 Luglio, in Piemonte erano state tolte le Dogane Imperiali, cominciando da detto giorno 18 fino al giorno 20, in Savona vi fu un gran concorso di piemontesi, che venivano a provvedersi francamente, potendo portare qualunque mercanzia nel Piemonte. Quello che più di tutto compravano si era il sale ed il tabacco, e tale era il concorso di Piemontesi che sembrava giorno di fiera. Parimenti i mercadanti savonesi fecero venire da Genova molte mercanzie e, prima del giorno 20, le spedirono dalla città, specialmente quelle che, secondo la tariffa francese, pagavano molta gabella.

Nella mattina del giorno 20, verso le ore 10 astronomiche, i nuovi impiegati francesi presero possesso della Dogana. Fino dalla mattina di detto giorno a buonissim' ora

15 preposés con fucile erano stazionati sotto l'archivolto della Dogana, quale in quel giorno non si aprì che verso le ore dieci di mattina; nel qual tempo, arrivato il Commissario D'Oria con tutti i vecchi impiegati unitamente all'Ispettore Generale delle Dogane..... con altri impiegati francesi, entrarono tutti in Dogana; e, fatta dagli impiegati vecchi la consegna ai nuovi, i primi se ne andarono, restandovi i nuovi impiegati francesi, i quali subito mandarono una guardia di tre soldati alla Porta della Marina, ed altra a S. Lucia ed alla Porta del Molo fino dalla stessa mattina. Si vede quanto era diverso e più rigoroso il sistema francese dal genovese. Per l'addietro tutta la roba procedente da Genova, meno quella partita dalla Dogana e diretta a quella di Savona, tutta potevasi portare senza obbligo di portarla in Dogana. Presentemente qualunque benchè piccolo involto, ancorchè non soggetto a gabella, tutto portar dovevasi in Dogana per essere visitato, nè prima si poteva dar a terra dal bastimento cosa alcuna, se prima non era aperta la Dogana. In questo tempo si cercava di prendere ad affitto una qualche casa, capace di contenervi li sessanta preposés, che dovevano stazionare in Savona, e si prese in affitto il palazzo Corsi al Molo. Lo stesso Ispettore partì per andar ad organizzare le Dogane di Vado, Spotorno e poi di Albisola e Celle.

Secondo i regolamenti dell' Impero Francese, essendo Savona semplice Dogana, li mercadanti venivano a perdere il Deposito per le mercanzie di transito per il Piemonte, goduto in tempo del Governo Genovese. La perdita di un tal deposito portando ancora la perdita del commercio, li mercadanti savonesi nel giorno 25 Luglio si radunarono e mandarono due deputati a Genova a l'Arcitesoriere con una petizione e lettera del Provveditore ossia Prefetto Provvisorio, signor Demarini, onde vedere di ottenere un tale deposito: andarono e si presentarono a Le Brun, ottenendo delle buone parole ed anco delle promesse, ma inutilmente. Per Decreto dell'Arcitesoriere Le Brun erano state formate alcune compagnie di cittadini, quali erano incombenzati della guardia delle coste. Questi potevano starsene alle

proprie case, meno il giorno della guardia e quello della rivista, che avveniva una volta al mese. Da Savona fino a Vado eravi una compagnia, quale però non era ancora in attività. Nel giorno 21 Agosto venne da Genova il Comandante dei guardia coste, il quale, fino dallo stesso giorno, fece la rivista della compagnia e quindi il giorno appresso partì per ponente, dopo aver dato ordine di far la guardia lungo la costa, cioè alla batteria di S. Lucia, di S. Giacomo, della Spagnuola e del Lupo; ordinò ancora che fosse portato un più grosso cannone a S. Lucia, quale vi fu portato il giorno 24 detto.

Sul principio del mese di Settembre si stava in aspettativa del nostro Prefetto, che si diceva essere di già arrivato a Genova. Era già da molti giorni che il Maire aveva fatto ammobigliare il proprio palazzo, che destinato aveva per alloggio provvisorio del Prefetto, fino a tanto che lo stesso fatta avesse scelta di altro alloggio, quando non gli fosse piaciuto il palazzo della Madonna. Il suo arrivo si diceva prossimo e difatti si era avuta lettera delli Deputati che il Maire aveva spediti a Genova per complimentare il Prefetto, nella quale lettera avvisavano il Maire che si partivano la mattina delli due Settembre per mare e che sarebbero giunti nel dopo pranzo. Dietro una tal lettera, il Maire subito mandò un uomo di guardia per avvisare al momento che scorgesse la gondola, ed intanto fece preparare due bussole e portarle alla marina sino prima del mezzodì. Il Provveditore parimenti mandò un corpo di soldati alla marina per scortare il Prefetto allorchè fosse arrivato e il corpo della musica; fece apparar di damasco una gondola per andargli incontro fuori del porto. In quel giorno tutta la città era in agitazione, desiderando ciascheduno di veder sbarcare il Prefetto, e, specialmente verso il mezzogiorno, il ponte della marina era pieno di persone, essendosi sparsa la voce che il Prefetto giunto sarebbe in tal tempo, sebbene col fatto si trovasse falsa una tale notizia. Finalmente, verso le 19 italiane, si vide comparire sopra il capo d'Albisola una piccola feluca con segnali che la dichiaravano quella stessa in cui doveva essersi imbarcato il

Prefetto. Subito il Maire e il Provveditore, vestiti in costume, si portarono alla marina; il corpo della musica ascese sopra la preparata gondola per andargli incontro; da tutte le contrade correva gente alla marina e a S. Lucia per il Prefetto e molti ascesero sopra delle gondole ed unitamente a quella della musica gli andarono incontro. Ma quando furono vicini e la musica cominciò a sonare fra lieti evviva dei cittadini, tutto ad un tratto si intese che il Prefetto, non potendo sopportare il mare, era sbarcato a Pegli e veniva per terra e sopra della gondola non eravi che la di lui moglie. Ciò non ostante la musica accompagnò sonando la feluca sino a tanto che fosse sbarcata la moglie del Prefetto, quale, complimentata dal Provveditore e dal Maire, entrò in una delle due bussole state preparate e si portò al palazzo del Maire, che lo stesso, come già dicemmo, fatto aveva ammobigliare per alloggio provvisorio del Prefetto.

Sparsa la voce che il Prefetto veniva per terra, una compagnia di cittadini si portarono verso le 22 incontro allo stesso, e, per mancanza di cavalli, non vi poterono andar che dieci di altrettanti che vi erano. Questi incontrarono il Prefetto al di là di Albisola Superiore. Appena lo videro, discesero a terra e si scoprirono: il che veduto il Prefetto fece lo stesso. Subito uno dei cittadini prese la parola, complimentandolo sul di lui felice arrivo: al che il Prefetto graziosamente rispose e non volle più montare a cavallo ma si trattenne seco loro discorrendo or con l'uno or con l'altro e andando a piedi fino ad Albisola, dove essendovi le due carrozze, una delle quali tiro a quattro, che il Maire gli aveva mandate, ascese in carrozza unitamente alli Deputati e al suo Segretario intimo.

Nel mentre che succedeva tutto questo in Albisola, tutti li cittadini erano sortiti in folla per andare incontro al Prefetto, e la maggior parte stava seduta ad aspettarlo lungo la strada detta della Tagliata. Il Maire unitamente ad una deputazione di cittadini, una volta nobili, vestiti di nero, stavano ad aspettarlo fuori la porta S. Giovanni, e, verso le ore 24, dietro l'ordine fatto pubblicare dal Maire, tutte

le case della città e dei borghi e specialmente quelle lungo la strada per dove passar doveva il Prefetto si andavano illuminando. In punto di un'ora di notte si vide comparire la carrozza con entro il Prefetto dalla cima della Tagliata. Subito si levarono dei replicati « evviva al Prefetto », accompagnandolo sino alla porta S. Giovanni, dove giunto si fermò alquanto la carrozza per ricevere le felicitazioni del Maire e dei Deputati, che gli si fecero incontro al chiaror di sei torcie. Dopo il complimento, il Prefetto sempre in carrozza entrò in città di nuovo fra replicati evviva del popolo, che in folla seguitava a circondare la carrozza, la quale andava pian piano, e giunto sulla piazza di S. Chiara (1), scese di carrozza circondato dal Maire e dai Deputati, ed al chiaror dei lumi delle case e delle torcie si portò alla vicina casa del Maire, dove lo attendeva la sua moglie. Tutta la contrada di S. Chiara fino all'una volta Chiesa di S. Pietro era zeppa di persone che avevano seguitato il Prefetto. Poco dopo l'arrivo del Prefetto scelta musica diede principio a dolci ed allegre sinfonie sotto la finestra dove era lo stesso Prefetto e proseguirono sino a notte avanzata. Il Prefetto si fece alla finestra e vi si fermò qualche tempo e mostrò gradire gli evviva che si andavano alternando colla musica dalla moltitudine di persone colà raccolte. Grande fu il piacere e l'allegrezza che dimostrò il Prefetto in quella sera per il modo con cui era stato accolto. Fino dalla stessa sera il Vescovo ed il Provveditore andarono a fargli visita, non però formale.

Il giorno appresso poi il Provveditore, il Vescovo, il Maire, accompagnati da tutti li Magistrati, il Tribunale Civile e Criminale, il Capitolo, il Corpo del Clero, i Parroci e moltissime persone rispettabili andarono a fargli visita. In quella circostanza si videro di nuovo, oltre li vestiti neri, le borse e le spade, che da tanto tempo erano state bandite. Nei successivi giorni continuarono le visite delle Autorità costituite e Deputazioni dei luoghi circonvicini, come ancora

---

(1) Dedicata oggi alla famiglia storica dei Della Rovere.

dei Parroci dei paesi vicini, come sarebbe Albisola, Quiliano e Vado; in appresso vi furono quelle delle Autorità constituite e Deputazioni del Dipartimento, come anco vennero a fargli visita li Vescovi di Noli e di Albenga.

Nel giorno 5 detto una Deputazione di cinque mercadanti, deputati dal Corpo dei mercadanti a tal effetto radunato, si presentò al Prefetto felicitandolo sul di lui arrivo e pregandolo della sua protezione col sollecitare il cominciamento della strada per il Piemonte, stata già dall' Imperatore decretata, come anco l' evacuazione del porto ed il Deposito delle mercanzie; al che rispose il Prefetto che si sarebbe adoperato per migliorare la sorte dei Savonesi e renderli felici.

In questo giorno 5 Settembre per la prima volta si alloggiarono nelle case i soldati francesi, dietro un proclama del Maire che invitava tutti, come zelanti francesi, a sottomettersi ad una tal legge, or che la Liguria era unita all' Impero Francese dove questo si costumava. In detto proclama il Maire avvisava i cittadini che non si ammetteva nessuna scusa, onde bisognò alloggiarli in casa o farli alloggiare alla locanda.

In questa estate, non essendo piovuto e d'altronde non essendovi alcuna apparenza di pioggia non ostante le continuate pubbliche preghiere, temendo i contadini specialmente delle colline di vedere perdere il vino e l'olio, fecero instanza al Maire ed al Vescovo acciocchè ordinassero una processione generale in cui si portasse il Corpo del Beato Ottaviano, quale si fece nel giorno 16 Settembre coll' intervento del Vescovo, del Prefetto, del Maire e di alcune altre Autorità constituite. Da moltissimi fu disapprovata una tal processione così subitanea, senza una preventiva novena o triduo come solea farsi per l'addietro, e se ne pronosticava poco buon esito, siccome difatti avvenne, continuando sempre una grande siccità, quale durò per tutto l'autunno con danno grande dell' uva, ma specialmente dell' olio. La Processione si fece coll' intervento di tutte le Corporazioni Religiose, compresi li Missionari e Scolopi, di tutte le Confraternite e passò secondo il solito per le Trincere. In questa

volta la cassa del Beato Ottaviano fu portata dalli Eredi Wallier; strepitarono molto i Canonici e i Frati, che volevano portarla essi: ma gli Eredi Wallier, avendo presentato al Vescovo ed al Maire il loro instromento per cui la Comune accordava loro la facoltà di portar la cassa del Beato Ottaviano, loro fu accordato di portarla (1).

Nella stessa sera del detto giorno 16 Settembre il Prefetto andò ad abitare in Albisola Superiore, dove già da qualche tempo aveva preso a pigione il Palazzo Rovere (2). Avvicinandosi il giorno 18 Settembre e nei cinque giorni successivi in Savona vi fu un gran concorso di Piemontesi, poichè, avendo il Governo Francese levate le dogane delli confini una volta liguri nelli cinque giorni complementari, moltissimi vennero a provvedersi in Savona, specialmente di sale e tabacco, mentre, siccome, dietro il decreto di Le Brun, per noi tutte le gabelle continuavano sempre, come in tempo del Governo Ligure in cui erano leggere, specialmente del sale e del tabacco, perciò di Piemonte, dove questi erano molto cari per la forte gabella, vennero a provvedersi in Savona. E' incredibile le forti spedizioni che si facevano in quei giorni in dogana di panni di tela inglesi, caffè, zucchero, pepe ed altri generi che o erano proibiti o pagavano moltissimo. Quello di cui si faceva maggiore vendita si fu il tabacco e il sale: i venditori tanto dell' uno come dell' altro dalla mattina alla sera erano continuamente occupati a vendere e negli ultimi due giorni vi stettero fino a notte avanzata, mentre non solo ne compravano i Piemontesi, ma ancora i Savonesi se ne facevano

---

(1) La nuova urna del veneratissimo B. Ottaviano era stata eseguita nel 1785, per lascito del nob. Luigi Valier, che, nell' atto di donazione, aveva posto la clausola avessero i suoi discendenti diritto di priorità su chiunque per trasportare la ricca urna. Cfr. di Noberasco: « Note e memor. sul B. Ottaviano, Vesc. di Savona - 1123 - 1128 », Savona, 1919, pag. 18 e segg.

(2) E' la magnifica Villa settentesca, costruita dal Dogo Francesco Maria Della Rovere, oggi monumento nazionale.

larga provvista sentendo che all' entrar del Governo Francese tanto il sale che il tabacco avrebbero dovuto pagarlo carissimo.

Nel giorno 20 detto discesero in Savona dalla parte di Cairo da 600 Preposé, quali erano come guardiani della Dogana. Questi nel giorno appresso andarono parte in ponente e parte in levante, ed in Savona non ve ne restarono che circa 60 per servizio di questa Dogana.

Nel giorno ... Settembre volendo il Prefetto che per il seguente giorno, primo dell' anno francese, tanto il Palazzo Comunale quanto il Palazzo della Madonna, destinato per casa della prefettura, fossero riadattati, il Maire vi fece travagliare in detto giorno, sebbene fosse giorno di Domenica, avendo prima ottenuta la permissione del Vescovo. Arrivato il giorno ... Settembre, primo dell' anno francese, il cannone della fortezza alla mattina ed il suono dei tamburi annunziarono un così fortunato giorno. Verso le ore 10 astronomiche il Prefetto, il quale venne d' Albisola, il Vescovo, il Maire, il Presidente del Tribunale Criminale ed altre Autorità constituite si radunarono al Palazzo Comunale; dove il Prefetto ricevette da tutti il giuramento di fedeltà; quindi si portarono tutti alla Cattedrale, preceduti da un corpo di truppa con banda e sinfonia militare: passarono per il vico delli Orefici, piazza S. Francesco, vico della Amandola (1) e Duomo, dove giunti furono ricevuti dalli Canonici alla porta della Cattedrale ed assisterono alla Messa, che fu celebrata dal Vescovo. In questa circostanza, d' ordine del Prefetto, era stata levata la sedia una volta del Provveditore e postavi la cattedra del Vescovo. Il Prefetto ed altre Autorità stettero ai piedi dei gradini del Sancta Sanctorum avendo le sedie dalla parte dell' Evangelio. Finita la Messa ritornarono tutti a Palazzo e si sciolse la comitiva.

Ai primi d' Ottobre arrivarono a Savona alcuni soldati con un capitano: questi dovevano fermarsi di posto in Sa-

---

(1) Od. Mandorla.

vona, essendo dall' Imperatore destinati per sorvegliare la coscrizione, che già da alcuni giorni era stata pubblicata.

Alla metà di Settembre arrivarono di Francia due bastimenti con moltissime casse piene di fucili nuovi: si diceva che fossero 3000, ma poi si seppe che erano 15000, quali tutti portarono in fortezza, e, siccome l' armeria era stata distrutta, subito ne fu ordinata la riattazione, avendovi travagliato per molti giorni alcuni falegnami.

La legge francese, ordinando che il Maire e suoi Aggiunti fossero depositari de' libri dello stato civile, sino dal principio dell' anno francese, tutti li sette Parroci della comune di Savona avevano consegnato al Maire tutti i libri delle nascite, delle morti e delli sposalizi, dai quali, dietro il decreto della prossima coscrizione, il Maire fatto aveva estrarre il nome di tutti li giovani soggetti alla coscrizione, nella quale erano compresi quelli dalli venti alli ventuno, ed, avendo fatta affiggere a ciascheduna Parrocchia la nota di quelli che erano soggetti alla coscrizione, fece pubblicar proclama in cui avvisava il Canton di Savona che fornir doveva solamente quattro coscritti, e che nel giorno 23 Ottobre alla mattina nel Palazzo Comunale, non essendo arrangiato ancora quello della Madonna, si sarebbe fatto il tiraggio per il Cantone di Savona: onde invitava tutti di trovarvisi presenti o in persona o per mezzo dei suoi parenti. Oltre ad un tal proclama, mandò un invito in scritto a ciascheduno particolarmente, siccome veniva prescritto dalla legge.

Col primo dell'anno francese, tempo in cui cessar dovevano tutte le leggi Liguri e cominciarono ad osservarsi le leggi francesi, essendovi fra questo la legge per cui gli sponsali dovevano contrattarsi alla presenza del Maire della Comune ed i Parroci non potevano sposare alcuno se prima non gli presentava la fede del Maire, soffrendo mal volontieri le persone una tal novità, tutti coloro che erano in trattato di sposarsi si diedero tutti la premura di sposarsi prima dell' anno francese e molti, che sarebbero stati dei mesi ed anco un anno, per un tal motivo anticiparono gli sponsali. E' incredibile il gran nnmero di sponsali che se-

guirono nelle due ultime Domeniche, precedenti il primo dell' anno francese e specialmente nell' ultima Domenica: nella Comune di Savona solamente vi furono 36 sponsali, e, data la preparazione, lo stesso successe nelle comuni vicine. Venuto il primo dell' anno francese, gli sponsali si facevano in questo modo. Tutti quelli che volevano sposarsi si presentavano al Maire, esponendogli la loro domanda; il Maire faceva subito pubblicare ed affiggere gli avvisi nell' istesso modo che prima farsi soleva dal Parroco; terminato il tempo prefisso, li due sposi si presentavano di nuovo al Maire, il quale passava il contratto per pubblica scrittura, firmata dalli due sposi e, quando questi non sapevano scrivere, da due testimoni, ed il Parroco non poteva sposarli se prima non gli presentavano il certificao del Maire d' aver adempito al prescritto della legge. Parimenti il Parroco non poteva battezzare o dar sepoltura ad alcuno senza il certificato del Maire o del Deputato al Registro dello Stato Civile, ed un tal certificato non si otteneva se prima non veniva portato il parto alla Mairie per veder se era maschio o femmina e, in caso di morte, non si presentavano due testimoni che attestassero d' aver veduto il morto.

Venuto il giorno 23 Ottobre e non essendo ancora accomodato e finito il Palazzo della Prefettura, si radunarono al Palazzo Comunale il Prefetto e i Consiglieri di Prefettura, il Capitano del Reclutamento, il Sergente Misuratore ed il Chirurgo, unitamente alli Maires del Canton di Savona, cioè li Maires di Albisola Superiore, Albisola Marina e Savona. Nella camera dove erano radunati, in mezzo, eravi una tavola sopra di cui un vaso dove erano riposti tanti biglietti coperti quanti erano i coscritti. Ciaschedun di questi biglietti era contrassegnato con un numero, cioè dal numero uno fino al numero a cui arrivavano i coscritti. Eravi poi un libro in cui erano descritti per lettera d' alfabeto i nomi di ciaschedun coscritto di tutto il Cantone con il suo nome, prenome, professione, luogo d' abitazione e nome del padre e della madre. Cominciata l' operazione, veniva letto ad alta voce uno alla volta il nome

di ciaschedun coscritto; nella camera vicina a quella dove erano il Maire ed il Prefetto eranvi radunati tutti i coscritti e parenti dei coscritti; questi, appena sentito leggere il proprio nome, dovevano ciascheduno subito portarsi ad estrarre il proprio biglietto, quale poi consegnava al Prefetto che lo leggeva ad alta voce e poi lo consegnava di nuovo al coscritto. Il numero, che aveva estratto, subito veniva segnato accanto al proprio nome nel libro suddetto. Fatto questo, il Sergente Misuratore misurava il coscritto; la misura era, come la ghigliottina, formata di tre legni, cioè due laterali ed uno superiore il quale si alzava ed abbassava secondo la maggiore o minor statura del coscritto, marcando in ciascheduno dei due legni laterali, come in una riga da palmi, il numero dei millimetri, cominciando da un metro e cinquanta quarantacinque millimetri fino alli due metri: il metro era quattro palmi. Detto legno non andava basso più di 1545 millimetri, perchè era quella la grandezza richiesta dalla legge. Sotto di un tal legno movibile veniva posto il coscritto scalzo in piedi e facendolo stare perfettamente diritto; se passava liberamente sotto dello stesso segno senza toccarlo, veniva subito riformato e contrassegnato sul libro per mancante di misura; in caso diverso, veniva segnato il metro ed il numero di millimetri a cui arrivava; parimenti veniva segnata nel suddetto libro la fisonomia, il naso, gli occhi e sopraccigli, i capelli ed anco i difetti del corpo se ne aveva. Se il coscritto estratto avea un numere di quelli che dovevano partire, gli veniva consegnato un biglietto in cui gli era intimato di portarsi nel giorno destinato alla partenza nel luogo assegnato con il suo sacco e con le provviste da viaggio. Se il coscritto aveva qualche motivo per essere riformato, consegnava al Prefetto una petizione in carta bollata con i documenti giustificativi, di che si faceva nota nel libro suddetto. Se non vi era il coscritto presente, i di lui parenti facevano la estrazione ed, in mancanza dei parenti, faceva l' estrazione il Maire, e tanto della estrazione dei parenti che di quella del Maire se ne faceva menzione nel libro.

Tutte queste operazioni furono terminate in meno di

un sol giorno, cosicchè alla sera dello stesso giorno 23 fu terminata l'estrazione per il Cantone di Savona. Il giorno seguente vi fu quella di Quiliano, poi di Noli, Cairo, Sassello, Varazze, Finale, Calizzano, Pietra e Loano.

Finalmente, verso la fine d'Ottobre, si diede principio al Mercato che secondo il decreto del Prefetto, pubblicato già da alcuni giorni, veniva fissato due volte la settimana, cioè Martedì e Venerdì, da tenersi nel Borgo Superiore fra le Porte della città e il Convento della Concezione. Per la prima volta, che fu il giorno 22 Ottobre, vi fu gran concorso di commestibili, ma più di tutto di gente curiosa, che andava per vedere; in appresso poi cessò si l'uno che l'altra, perchè i venditori portavano le loro mercanzie nelli altri giorni della settimana e niente quasi nelli giorni del mercato, e, la Polizia non rimediando a questo inconveniente, ne venne che il giorno del mercato essendo ridotto a giorno di puro nome dopo poco tempo non si parlò più di mercato e si continuò come per l'addietro (1).

Nel giorno 3 Novembre alla mattina, alle ore 10, in Duomo si cantò solenne Te-Deum in ringraziamento della vittoria ottenuta e della presa di Ulma in Germania, fatta dall'Imperator Napoleone. Vi assisterono il Vescovo, il Prefetto, il Maire e tutte le altre Autorità constituite.

Verso la metà di Novembre arrivarono in due volte quattro bastimenti carichi di polvere, molte bombe e palle da cannone, quali dalli Francesi furono trasportati nella fortezza. Parimenti furono dati gli ordini onde fossero trasportate in fortezza delle ....., volgarmente fascinate, e per più di un mese dal vicino bosco nazionale giornalmente se ne trasportavano moltissime.

Nel giorno 21 detto, per ordine del Prefetto, il Maire fece pubblicare proclama in cui invitava il popolo a provvedersi di commestibili mentre doveva passar molta truppa

---

(1) I mercati vennero, poco appresso, regolati con nuove leggi e con miglior frutto. Cfr. di Noberasco: « Savona durante il dominio napoleon. », Savona, 1919, pag. 31 e seg.

ed anco parte fermarsene in Savona. Dietro d' un tal proclama così allarmante, tutti dubitavano alquanto della verità di tante vittorie, che giornalmente si andavano pubblicando ed invece si andava dicendo il contrario, ma fra amici e segretamente, per timore d' essere processati mentre in Genova molti erano stati posti in prigione ed altri esiliati per essere stati imprudenti nel parlare. Il non poter ragionare sopra quanto succedeva era il motivo per cui giornalmente non si credevano le vittorie dell' Imperatore in Germania ed invece se ne argomentavano delle gravi perdite; difatti il veder approvvigionare la fortezza di munizioni, il proclama veramente troppo allarmante del Maire, il prossimo arrivo di truppe non erano certamente indizi di vittoria in tutt' altre circostanze ed in tutt' altri tempi; ma presentemente, ragionando sopra tutto quanto era successo o veniva di succedere, non dovevano fare alcuna sorpresa. L' improvvisa ed inaspettata invasione della Baviera per parte dell' armata imperiale Austriaca in tempo di una perfetta pace aveva dato motivo all' Imperatore Napoleone di passare rapidamente il Reno, vincere la famosa battaglia di Ulma e in meno di 15 giorni portarsi ai confini dell' Austria. Dietro la partenza dell' Imperatore erano stati emanati gli ordini dalla Amministrazione della Guerra per la partenza delle truppe dall' interno ai confini e per l' approvvigionamento delle fortezze dell' Impero; ma, siccome la marcia dell' Imperatore era stata tanto rapida che prima che si eseguissero gli ordini tanto per l' approvvigionamento quanto per la partenza delle truppe l' Imperatore aveva di già ottenute tutte le vittorie, tali ordini emanati prima dell' entrata dell' Imperatore in Germania non dovevano certamente allarmare alcuno e neppure far dubitare delle vittorie che si pubblicavano.

Nel giorno 23 Novembre fu pubblicato l' Octroi, ossia una gabella sopra molti generi, che si consumavano nella Comune, e questa gabella si riscuoteva dalla Comune ed era propria della medesima. Un tale Octroi però allarmò non poco i cittadini per essere troppo gravoso, specialmente riguardo ad alcuni generi che formavano il principale com-

mercio di Savona, come sarebbe la maiolica, le coste, i fasci per le botti ed altri.

Il giorno 25 detto il Prefetto abbandonò Albisola e si costituì alla sua abitazione nella casa del Maire per non essere ancora ultimato il Palazzo della Madonna.

Nel giorno 28 fu pubblicata in città, a suon di tamburo, la presa di Vienna per parte delle armate francesi, entrate in quella Capitale.

Nel giorno 9 Dicembre verso sera arrivarono da ponente 80 coscritti, i quali furono alloggiati nelle case particolari. Nel seguente giorno passarono rivista nel Convento di S. Domenico (1), dove era stato posto l'ufficio di reclutamento, quali partirono il giorno 12 unitamente a quelli del Cantone di Savona. Nel giorno 13 ne arrivarono altri 90 da ponente, che partirono il seguente giorno; in appresso poi arrivarono tutti gli altri, che successivamente partirono per il loro destino, accompagnati da soldati francesi.

Nella sera del giorno 12 Dicembre, verso un'ora di notte, il Giudice di Pace unitamente a due impiegati si recò nel Convento una volta dei Padri Carmelitani, dove era l'ufficio delle Corporazioni Religiose, e, fatti chiamare i due Deputati SS. Boselli e Brignone, fecero inventario di tutti i registri e carte per il danaro spettante alle Corporazioni e poi sigillarono il tutto. Essendosi sparsa una tal notizia nelli Conventi delle Corporazioni tanto dei Religiosi che delle Monache, subito furono presi da un gran timore, mentre, ignorandone il motivo, temevano che fosse stata decretata la loro soppressione e perciò dovessero abbandonar il Convento.

Dietro una tal supposizione in quella notte niente dormirono, essendo tutti intenti a far portar via dal Convento tutto quel di buono che poterono. In appresso poi si seppe che il motivo di una tale improvvisata notturna era stato un decreto dell'Arcitesoriere Le Brun, il quale, vista la

(1) Presso la Parrocchiale di S. G. Battista. Oggi Caserma.

negligenza e la poca riscossione dei redditi spettanti alle Corporazioni Religiose per parte delle Deputazioni dei Regolari alle quali era stata affidata l'Amministrazione dei beni suddetti, aveva soppresse le dette Deputazioni ed aveva affidata la riscossione dei redditi agli impiegati del Demanio.

Nel giorno 22 Dicembre, verso un'ora dopo mezzogiorno, suonò la campana della città e quella della Cattedrale per l'arrivo della notizia ufficiale della vittoria riportata da Napoleone ad Austerlitz e dell'armistizio conchiuso per trattar la pace. Sebbene in Savona già da alcuni giorni si sapesse una tale notizia, però non si aveva ancora ufficialmente per mezzo di Le Brun, il quale ordinò che si cantasse un Te Deum, ed anco a spese pubbliche si desse un pranzo alla povera gente; quale pranzo si dette nella stessa sera nell'Oratorio di ....., dove intervennero circa 400 poveri e loro fu distribuita minestra, due pietanze, pane e vino (1).

Nella notte del S. Natale, quasi in punto di mezzanotte, si destò un fiero temporale con lampi, tuoni e molta grandine ma piccola, che si vedeva per le strade la mattina seguente.

Avendo l'Imperatore ordinato che si mettesse in attività la Guardia Nazionale, il Maire unitamente al Prefetto, per non disturbar ed aggravar la povera gente, fra tutti li individui componenti la Guardia Nazionale fecero una scelta di 200 cittadini i più agiati e comodi e di questi ne formarono due compagnie di cento uomini caduna, ed avendo nel 25 detto a ciaschedun mandato il biglietto di invito di portarsi al Palazzo Comunale nella mattina del giorno 28 per riconoscere ciascheduno il proprio Capitano ed Ufficiali, nella mattina di detto giorno 28 si radunarono tutti li 200 al Palazzo Comunale, dove, presente il Maire, fu passata la rivista.

---

(1) Cfr. del Bruno: « Come fu festegg. in Savona la vittoria di Austerlitz », Savona, 1899.

1806. — Il Senato conservatore, sino dall'anno scorso, avendo soppresso l'anno repubblicano ed ammesso con suo decreto l'anno ecclesiastico, in quest'anno finalmente i Francesi cominciarono l'anno il primo Gennaio, e così andarono all'aria e in dimenticanza tutte le decadi e tutti li messidor, brumaire, etc., che, per tanto tempo, ci avevano imbrogliata la testa. Assieme con la soppressione dell'anno repubblicano parea doversi sopprimere ancora le usanze repubblicane e ritornare le antiche. Perciò il primo Gennaio tutte le Autorità constituite in gran gala, come si costumava nelli anni addietro, andarono a felicitarsi e congratularsi reciprocamente. Il Vescovo, il Maire unitamente alli Aggiunti, i Giudici d'ambi li Tribunali andarono a far visita al Prefetto, quale, trovandosi a letto, non potè riceverli.

Il primo dell'anno si cominciarono a chiudere le porte Bellarie, e si chiudevano ad un'ora di notte come per l'addietro, e questo per motivo dell'Octroi; alle porte Molo, Marina e S. Lucia (1) eranvi le guardie dei preposé; la porta S. Giovanni, essendo la porta per dove andavano e venivano i Francesi, non stimarono di chiuderla.

Alcuni paesi del Piacentino essendosi rivoltati, il Governo chiamò colà tutta la truppa che si trovava in altre parti. Nel giorno undici arrivarono tutti li giandarmi e truppa di linea, che era in Ponente; e, nella mattina del giorno dodici, partirono per Genova, unitamente a tutti quelli che erano di guarnigione in Savona: fra tutti erano circa duecento. La partenza della truppa fu dannosa per i Savonesi, poichè, essendo stata messa in attività la Guardia Nazionale, dovettero essi far la guardia. Sino dal detto giorno 12, alle ore 11 di Francia, cominciò a montare la Guardia Nazionale in numero di 12 uomini, un caporale ed un sergente. Il Corpo di Guardia, meno il primo giorno che montarono al Palazzo Comunale, era la Loggia sulla piazza S. Francesco, da dove si mandava una sentinella per il Palazzo del Prefetto.

---

(1) Sulla darsena vecchia.

Una tal guardia però durò per pochi giorni, mentre, essendo stata quasi subito sedata la Rivoluzione del Piacentino, tutte le truppe ritornarono alle prime loro posizioni, e, fra il giorno 15 e 16 essendo ritornati tutti li giandarmi e truppa di linea, nel primo giorno di Carnovale, 17 Gennaro, allo smontar della guardia, cessò di montar la Guardia Nazionale, rimpiazzata dalla truppa di linea. Grande si fu il contento e l'allegrezza di tutti i cittadini, che mal volontieri montavano la guardia ed avevano fatto molti reclami al Presidente sul riflesso che in un inverno cotanto freddo vi era da temere che i cittadini si ammalassero. Tuttavia vi erano alcuni, fra' quali il Capitano Pico, che ne ebbero dispiacere, ed erano quelli che aveano fatto tanto ed eransi adoprati perchè si organizzassero le due Compagnie.

Nel giorno 23 detto il Prefetto andò ad abitare ad Albisola nel solito Palazzo Rovere. In detto giorno fu emanato decreto, che proibiva il dar sepoltura ai morti dentro città, e, siccome dovevasi costrurre fuori città un Cimiterio, perciò, sino a tanto che fosse ultimato, veniva ordinato che tutti li morti portar si dovessero a sepellire nella Chiesa dei Padri di S. Giacomo.

Nel giorno 28 detto, cominciando dall'alba sino ad uu'ora dopo mezzo giorno, fu una continua burrasca di saette e grandine; in tutto il tempo che durò la burrasca venne della grandine per nove volte, e, fra le altre, verso le 18 venne grossa come nocciole. Le saette ancora erano frequentissime e, verso le ore 18, ne venne una che colpì nella Chiesa d'Albisola, dove fece un grandissimo danno, che si valutò ascendere alla somma di L. 40.000; per sorte non vi era in Chiesa alcuna persona e il maggior danno lo fece nel campanile e nel coro. Subito quelli del paese si diedero tutta la premura per accomodare il tutto; bisognò però che rifacessero più della metà del campanile, essendo tutto perforato dalla saetta.

Avendo l'Imperatore eletto il nostro Prefetto in Amministratore Generale dei paesi di Parma e Piacenza, nella mattina del giorno 7 Febbraro partì per terra dirigendosi

verso Genova. Due giorni dopo partì tutta la sua famiglia e robe per mare. Una tale partenza, sebbene facesse non poca sorpresa nell' animo dei cittadini, per non essersi licenziato nè presso il Vescovo, nè verso il Maire, ciò non ostante non fece alcun dispiacere ai Savonesi, i quali anzi generalmente se ne rallegrarono, sperando che ne sarebbe venuto un altro migliore, non avendo questo corrisposto all' aspettativa, primieramente per essere andato ad abitare in Albisola, dove passato aveva la maggior parte del tempo, in secondo luogo poi perchè era troppo furibondo nelle sue osservazioni ed anco troppo superbo. Ma quello, che più di tutto aveva allontanato l'animo dei Savonesi era l'avarizia e specialmente l' aver per suo confidente e direttore di casa un certo Goffroi, suo cugino, che, assieme all' avarizia e spilorceria, aveva unito un fondo di bricconeria essendo un vero birbante (1).

Nella sera del giorno 11 Febbraio, verso le ore 23, arrivarono da Ponente 1200 circa soldati spagnoli, che già da molto tempo si attendevano. Per l'arrivo di questa truppa fu posto in attività un corpo della Guardia Nazionale, dietro il decreto dell' Arcitesoriere, il quale aveva ordinato che, all' arrivo della truppa spagnola, la Guardia Nazionale del paese e la truppa di linea dovessero mettersi sull'armi e pattugliare di notte. Pertanto, sino dalla mattina, un Corpo della Guardia Nazionale aveva montato la guardia alla Loggia di S. Francesco e parimenti un picchetto di truppa di veterani andò alla porta Bellaria. All'arrivo della truppa spagnola, la quale fece la sua entrata nel Borgo a tamburo battente e con eccellente banda, i Francesi le diedero il chi va là.

Arrivati gli Spagnoli in città, andarono ad alloggiare nelle case dei particolari, come se fossero stati Francesi, essendo già stati distribuiti i biglietti di alloggio e consegnati ai forieri, che sino dalla mattina erano arrivati uni-

---

(1) Del Generale Nardon vedi il differente giudizio, che ne dà A. Bruno, in: « I Francesi nell'antico Dipart. di Montenotte », pag. 17.

tamente all' avanguardia. Nella notte i Francesi e la Guardia Nazionale andarono pattugliando per la città; ma era inutile poichè gli Spagnoli stettero molto quieti, essendo tutti brava gente. Ancora per due volte passarono degli Spagnoli a piedi e per due volte a cavallo, e in tutto erano 4000 pedoni e 1000 cavalli, che si portavano in Toscana al servizio della Regina d' Etruria.

Nel giorno 12, alle ore 19, arrivò da Genova il signor Carpani (1), il quale dall' Arcitesoriere Le Brun era stato eletto Prefetto surrogato nel nostro dipartimento sino all' arrivo di chi fosse stato eletto definitivamente dall' Imperatore. Questo signor Carpani andò ad alloggiare alla Posta vecchia (2); il giorno appresso andò ad alloggiare nel Palazzo della Madonna, dove non erano ancor terminati i travagli per arrangiarlo. Nel Palazzo di Prefettura, sino dal giorno stesso in cui arrivò, andò a fargli visita il signor Generale, il Maire, il Vescovo, in appresso poi i componenti li due Tribunali ed altre persone di riguardo. Il seguente giorno 13 venne lettera a questa Prefettura con la notizia dell' elezione in Prefetto del Dipartimento di Montenotte di Mr. Chabrol, sottoprefetto di Napoleonville (3).

Avendo il Maire dichiarato Cimiterio provvisorio la parte del bosco di S. Giacomo, che è verso tramontana, nel giorno 10 Febbraio furono colà portati a seppellire i morti per la prima volta. Dopo qualche tempo, vedendo la difficoltà di un tal Cimiterio per essere il terreno umido e con poca terra, ritornarono a portarli di nuovo nella Chiesa dei Padri con grande allegrezza di tutti i cittadini, che soffrivano mal volontieri di vedere sepolti i morti nella terra come tante bestie.

---

(1) Piemontese.

(2) Albergo allora ben noto.

(3) Su questo Prefetto, cui Savona deve immensamente. V. l'op. cit. del Bruno: « I Francesi ..... ecc. », del Noberasco: « Savona durante il domin. napoleon. » e « Un grande Pref. napoleon. o il Conte G. G. Chabrol de Volvic ».

Nel giorno 26 Marzo il Tribunale Criminale per la prima volta condannò a morte un certo ..... Fu in quella occasione che i giudici vestirono la toga, prescritta dalla legge: Grande fu il concorso delle persone che andarono a sentire il Debat, che dalla mattina fu prolungato sino a sera tardi. Provvisoriamente il Tribunale pronunciava nella sala del Maire, per essere più comoda, avendo la ringhiera ossia steccato onde potervi stare comodamente i Giudici. Frattanto andavasi costituendo a basso, al primo piano nella antica sala d'udienza, lo steccato e sedili per il Tribunale, all'uso di quelli della Francia. Terminata questa, il Tribunale vi andò a pronunciare per la prima volta nel giorno 28 Aprile.

Nel giorno 22 Aprile, avendo il Maire ricevuto lettera dal Prefetto che gli annunziava prossimo il suo arrivo in Genova, creò subito una Deputazione di tre soggetti per andarlo a complimentare al suo arrivo colà. Partirono questi per Genova la mattina del giorno 24 e colà giunti trovarono che era arrivato il giorno innanzi. Dopo i soliti complimenti, nella mattina del giorno 25, si imbarcarono secolui per mare, onde venire a Savona. Il Maire, che aveva ricevuto espresso dai Deputati, i quali, ragguagliandolo dell'occorso, lo avevano avvisato della sicura partenza del Prefetto nella mattina del 25, aveva fatto apparecchiare una gondola, apparata di damasco, per andargli incontro tosto che fosse stato in vista; parimenti aveva dato l'ordine per la radunanza d'un Corpo della Guardia Nazionale. Il Comandante della Piazza aveva mandato al ponte della marina un Corpo di 20 veterani e il Corpo della Musica aveva apparecchiato una gondola per andargli incontro.

Tutti questi apparecchi però andarono all'aria, poichè, arrivato il Prefetto verso il mezzogiorno, si fece sbarcare per riposarsi alquanto. Inteso questo, il Maire subito spedì colà due carrozze, una delle quali tiro a quattro. Molti cittadini avevano determinato di andargli incontro a cavallo, ma poi non ve ne andarono che soli tre, sul riflesso, in cui generalmente erano i cittadini, che il Prefetto tardato avrebbe molto tempo a venire e che fatto avrebbe l'entrata

in Savona come Nardon verso sera. La maggior parte stettero nelle proprie case e, meno pochi dei più curiosi, niuno si fece premura di andar fuori nel Borgo Superiore per veder venire il Prefetto, il quale arrivò verso le tre ore pomeridiane, meno il Corpo di 20 veterani, che, essendo sino dalla mattina al ponte della marina, inteso che il Prefetto veniva per terra, erasi subito portato nel Borgo S. Giovanni, meno questi, dico, e meno pochi cittadini, all'arrivo del Prefetto nel Borgo non vi era nè Guardia Nazionale, nè il Maire e Deputati, nè il Viceprefetto. Tutti ritardato avevano di andargli incontro, pensando che arrivar dovesse alla sera. Giunto così solo il Prefetto e sceso dalla carrozza al palazzo della Prefettnra, dopo qualche tempo, andò a complimentarlo il Maire con deputati, preceduto dalla Gendarmeria e Guardia Nazionale con banda militare; in seguito vi andarono i Tribunali, il Vescovo, il Commissario di Polizia ed altri impiegati. Alla sera, dietro proclama del Maire, pubblicato sino dalla mattina, vi fu illuminazione per la città, ma, meno la strada Fossavaria, le altre erano poco o niente illuminate.

La stessa sera il Prefetto, unitamente al Maire ed altri, andò girando per la città e borghi. La poca o niuna accoglienza fatta al Prefetto al momento del suo arrivo nel Borgo sì per parte dei cittadini, che per parte del Maire, unitamente alla misera illuminazione avrebbero dovuto prevenir l'animo del Prefetto medesimo contro i Savonesi, ed i più assennati cittadini ne temevano fortemente; ma per buona sorte il Prefetto era talmente bravo che non ne mostrò il minimo risentimento. Il giorno appresso gli fecero grandi visite il Capitolo, il Clero, i Regolari e i Parrochi con altri soggetti. Il Maire, avendo radunato a Palazzo alcuni consiglieri per andar a far visita di complimento al Prefetto, era presso a partire quando ecco il Prefetto che lo previene e rende nel tempo stesso la visita. Nelli seguenti giorni vennero le Autorità del Dipartimento, i Sottoprefetti e i Maires dei Circondari.

Nel giorno 29 detto Aprile arrivò il Boia del Dipartimento di Montenotte, Filippo Canne. Siccome non gli era

stato ancora preparato l'alloggio, sebbene il Maire sapesse da alcuni giorni il suo prossimo arrivo, andò ad alloggiare alla locanda. Essendo in appresso stato riconosciuto, lo stesso andò dal Maire facendogli riflettere il grave danno che andava a soffrire. Il Maire prese la determinazione di farlo alloggiare in tutte le locande, nel mentre che gli si andava preparando l'alloggio sopra le Porte Bellarie. Terminato il giro di tutte le locande, il Boia andò nell'alloggio statogli preparato. Tutti procuravano di starne lontano, ma, siccome sul principio era da pochi conosciuto, e d'altronde essendo ben vestito, gentile ed affabile, molti restarono ingannati conversando seco, il che accadde spesse volte, poichè egli con gran facilità si introduceva nelle botteghe e nei caffè e si accompagnava al passeggio, il che dispiaceva generalmente. Molto non andò che ebbe a pentirsi di questa sua disinvoltura e dovè mostrarsi d'allora in poi più isolato. Essendo una sera andato a teatro in una loggia, appena se ne avvidero le persone delle loggie vicine, andarono dall'impresario, che se non faceva andar fuori del teatro il Boia, eglino se ne sarebbero andati e giammai vi sarebbero tornati. L'impresario si portò subito dal Maire, il quale era nella loggia unitamente al Comandante della Piazza, informandolo di quanto venia di succedere. Il Comandante della Piazza, inteso il racconto, ordinò all'impresario d'andar ad intimar al Boia di sortir quanto prima dal teatro e, nel caso che non volesse, di farlo sortire per forza, siccome avvenne; poichè, non volendo il Boia sortire, due soldati lo portarono fuori del teatro, abbenchè gridasse e protestasse per l'ingiustizia e prepotenza. D'allora in poi mai più comparve in teatro ed in pubblico s'incontrava solo.

Crescendo nell'ospitale di S. Paolo il numero degli ammalati, specialmente di febbri cosidette di prigione, per li molti prigionieri coscritti caduti ammalati, dietro le elevate istanze dei medici che facevano instanza al Maire di cercar un locale separato per questi ammalati, dietro le molte instanze per esser di nuovo cresciuto il numero delli ammalati, il Maire ordinò che si occupasse l'Oratorio dei Confra-

telli della Madonna, aprendo in detto Oratorio una porta dalla parte della sacrestia, dove confinava coll'Ospitale. Furono pertanto trasportati in detto Oratorio tutti gli ammalati, attaccati da febbri forti; e con questo fu liberato l'ospitale e anco la città tutta da un'epidemia, che a giudizio dei medici si andava formando.

Nel giorno cinque Maggio si radunò per la prima volta il Consiglio Municipale, già da molto tempo stato eletto e che secondo la legge si doveva radunare il primo di Maggio. In Savona, perchè la Comune oltrepassava li cinquemila abitanti, il numero dei Consiglieri era portato a trenta, compreso il Maire, che ne era il Presidente. Molte erano le attribuzioni del Consiglio, specialmente di poter determinare il numero degli impiegati ed il salario dei medesimi; appunto per questo vi furono dei contrasti fra il Maire, e i Consiglieri, poichè il Maire, avendo proposto molti impiegati con esorbitanti salari, i Consiglieri riprovarono la maggior parte delle sue proposizioni. Nelli giorni delle operazioni delle sedute del Consiglio per Savona varii erano i sentimenti dei cittadini; generalmente però la maggior parte dei cittadini assennati approvavano le operazioni del Consiglio, il quale non voleva aggravare di più i cittadini e andava limitato nelle spese.

Nel giorno 15 Maggio, giorno prefisso dalla legge, terminò la seduta e le sue operazioni; si radunò poi, per ordine del Prefetto, nel giorno 21 Giugno, onde supplire a un deficit non previsto. Essendo Savona Capo Dipartimento e dovendo tutti li prigionieri giudicarsi dal Tribunale Criminale residente in Savona, necessariamente si accrebbe il numero dei prigionieri, ed, essendo le prigioni piccole ed in poco numero, ne avvenne che in alcune ve ne erano da quindici e più. Un tale accrescimento di prigionieri avrebbe apportato degli inconvenienti grandissimi, se non si andava ad un pronto riparo, poichè l'aria delle prigioni, da se stessa malsana, resa peggiore dalla molteplicità e dalla differenza delle esalazioni, produsse nelle prigioni una viva epidemia, per cui caddero infermi molti prigionieri, ed anco

lo stesso Custode delle carceri e altri di casa ed alcuni prigionieri morirono. I medici ed i chirurghi più e più volte avevano fatto presente al Maire ed al Prefetto il pericolo grande che sovrastava alla città, specialmente andando incontro all'estate; dopo molte instanze e crescendo li prigionieri ed ammalati, finalmente, verso la fine di Maggio, fu presa la determinazione di trasportare i coscritti disertori nella Malapaga (1), e tutti li prigionieri, che non avevano delitti di morte, portarli in fortezza nella Batteria di S. Bernardo, e questo sino all'ultimazione delle nuove prigioni da farsi nel Convento di S. Agostino, stato dichiarato locale per prigioni, e dove già da molto tempo vi travagliavano. Nel giorno pertanto ... furono condotti in fortezza 23 prigionieri, e, siccome non vi erano soldati bastanti per guardarli, mentre i cinquanta veterani, unici soldati esistenti nella Comune di Savona, bastavano appena per montare la guardia al Pagatore, Ricevitore e Comandante della Piazza e alla difesa della fortezza, fu comandata la Guardia Nazionale delle due Compagnie per andare alla custodia dei suddetti prigionieri in fortezza. Siccome una tal guardia era molto gravosa, i Comuni delle due Compagnie fecero instanza di essere sollevati da una tal guardia o col far montare la Guardia Nazionale tutta, cioè tutti i cittadini dalli anni 18 fino a 60, oppure col far montar la guardia in fortezza dai veterani e la Guardia Nazionale avrebbe preso il loro posto in città. Dopo molti reclami e molte instanze, fu presa la determinazione di far montare la guardia a tutti i cittadini dalli anni 18 sino a 60 e mandar i veterani a far la guardia in fortezza ai prigionieri e la Guardia Nazionale montare in città. Per la prima volta la Guardia Nazionale montò, nel giorno 13 Giugno, al Palazzo della Comune, con mandar due sentinelle solamente al Pagatore ed al Ricevitore, mentre il Comandante della Piazza volle sempre la guardia delli veterani.

---

(1) Attigua all' od. Dogana, oggi trasformata.

Nella terza festa di Pentecoste, il Vescovo fece formalmente l'entrata nella Cattedrale. Verso le ore dieci di mattina sortì egli dal suo palazzo sotto il Baldacchino, le cui aste erano sostenute da Nobili invitati dal Vescovo a tal oggetto. Era preceduto dal Capitolo e Clero, che andavano processionalmente salmeggiando; arrivato in Duomo, assistè alla Messa in musica.

Nella sera di detto giorno il Prefetto diede una cena di 80 coperti ed una festa da ballo; tanto la cena che la festa riuscirono brillanti al sommo per le molte persone che vi concorsero. Molte cene e pranzi dava il Prefetto, essendo molto diverso dall'antecedente Prefetto Nardon.

Nel giorno 28 Giugno fu pubblicato proclama del Prefetto con cui invitava chiunque volesse prendere l'appalto di fare le strade da Savona in Piemonte di fare il suo progetto alla Prefettura, mentre nel giorno 31 Luglio prossimo si sarebbe divenuto alla deliberazione, siccome successe. Nel dopopranzo di detto giorno 31 fu deliberato l'appalto a quelli stessi che fatto avevano la strada del Moncenisio (1).

In quest'anno il giorno del Corpus Domini fu solennizzato con una magnificenza del tutto nuova. Fu apparata la Cattedrale come nelle più grandi feste, cosa non mai veduta; fu portato in Cassa il S. S. Sacramento non mai veduto a memoria dei Savonesi, abbenchè, negli antichi libri della Massaria ritrovati, siavi qualche spesa per far aggiustare la Cassa per portare il Sacramento e fu decretato che la Cassa si sarebbe portata da Canonici, Preti e Religiosi, fissando le mute. Il Vescovo, il giorno innanzi, curò che fossero avvisati ciascheduno per potersi trovare al luogo indicato. Vi fu intervento di tutte le Autorità constituite, e tutta la truppa era sull'armi, veterani, giandarmi, guardacoste e guardia del Prefetto. Alle ore dieci e mezza tutte

---

(1) Circa la magnifica strada Savona - Torino - Alessandria, V. del Bruno, cit.: « I Francesi nell'ant. Dipart. di Montenotte », pagina 46 e seg.

le Autoriià si portarono in Duomo e presero posto tutte dalla parte dell' Evangelio, dove erano state preparate le sedie con il biglietto per ciascheduna, indicante l' Autorità che doveva occuparla. Presso gli scalini del Sancta Sanctorum eravi il Prefetto, alla sinistra il Presidente del Tribunale Criminale, alla dritta il Comandante della Piazza, dietro il Segretario Generale, poi il Maire e alla dritta il Presidente del Tribunale Civile, poi il Tribunale Militare, poi il Tribunale Civile, poi gli Aggiunti del Maire, il Commissario di Polizia, il Consiglio Municipale e il Giudice di Pace, poi lo Stato Maggiore della Piazza e l' Ufficialità, poi più indietro, in altra fila, il Direttore delle Contribuzioni, il Direttore del Demanio, l' Ispettore della Dogana, etc. Nel mezzo della nave, nella linea del Prefetto, eravi una gran sedia per il Grande Elettore. Il Vescovo, prima che arrivassero tutte le Autorità, era in cattedra; arrivate queste, lo salutarono ed egli loro rispose. Terminata la Messa, si diede principio alla Processione, la quale fu poco numerosa per la mancanza delle Arti. Subito dopo il baldacchino venivano le Autorità constituite, seguendo il medesimo ordine che avevano tenuto in Chiesa; seguiva poi tutta la truppa, la quale era entrata in Chiesa a tamburo battente e si era postata al comando degli Ufficiali come se fosse stata in Piazza, il che era dispiaciuto al popolo generalmente (1).

Nella mattina del 30 Luglio una fiera burrasca spaventò tutta la città per le sue funeste conseguenze. Un fulmine colpì la Massaria della Cattedrale, facendo pochi danni e quindi girò nelle tre Cappelle vicine, cioè del Beato Ottaviano, dell' Assunta (2) e della Colonna: in una ruppe un angolo superiore della cornice marmorea del quadro, nell' altra ruppe alcuni lavori di stucco e anneri la vernice

---

(1) Di questa solennissima processione si han già tracce negli Statuti cittadini del Sec. XIV. Cfr. del Noberasco: « Folklore savon. », Genova, 1928, pag. 25 e seg.

(2) Oggi di N. S. di Misericordia.

d' argento d' alcuni candelieri, lasciando larghe macchie d' un giallo nericcio nella tovaglia dell' altare, nella terza fece presso a poco lo stesso. Il campanile e l' orologio soffrirono maggiori danni. In una casa vicina, dove erano tre fanciulli, scottò il braccio ad uno e nel sottoposto giardino sorprese una giovinetta di quindici anni, che cadde sbalordita e per poco non rimase vittima. Colpì pure un paesano nella strada di Ontoria, abbruciacchiandogli una porzione de' capelli e scottò una mano ad una giovine in una casa vicina alle Scuole Pie.